



Région Guadeloupe

**Rapport du conseil régional
réuni le : lundi 31 mars 2025**

Objet : RAPPORT DU BUDGET PRIMITIF 2025

BUDGET PRIMITIF

(Exercice 2025)

M.57

Présenté par
Ary CHALUS
Président du conseil régional

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

UN BUDGET RESPONSABLE AU SERVICE DES GUADELOUPEENS

Notre préparation budgétaire s'est tenue dans un contexte national et international d'instabilités et une tension inédite sur les finances publiques ponctuée par les annonces du gouvernement à la suite des recommandations sur le déficit de la France qui s'élève à 6,1% du PIB.

Plus récemment, l'Europe réalise qu'elle est en guerre et réorganise son économie pour faire face, dans l'urgence, à une double menace ; sur son front est et Outre-Atlantique où son allier historique affiche, sans complexe, ses nouvelles priorités.

Nous devons donc nous préparer à de nouvelles contraintes qui viendront s'ajouter à l'actuel plan national d'économies de près de 60 milliards qui a été adopté par la loi de finances 2025 visant à corriger une trajectoire nationale déjà mortifère.

Un effort de plus de 5 milliards a été demandé aux collectivités dont 1 milliard pour les seules collectivités régionales.

Plusieurs mécanismes sont envisagés : la minoration de dotations et fonds alloués par l'État, le gel du montant perçu au titre des fractions de TVA, la hausse des cotisations employeurs territoriaux afin de résorber le déficit de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL).

Dans ce contexte, nous avons élaboré le budget primitif 2025 avec discernement, agilité et responsabilité.

Nous devons assumer la baisse significative de nos recettes de fonctionnement. Pour l'année 2025 elle sera supérieure à 10M€.

Mais nous avons veillé à ce que la réduction des moyens ne se fasse pas au détriment de la qualité des politiques publiques qui améliorent le quotidien des Guadeloupéens.

La Région sera au rendez-vous de la commande publique et maintient ses investissements structurants ; la déviation de la Boucan, le Campus Université de Santé, la reconstruction du lycée Chevalier Saint-Georges, l'entretien et la rénovation de nos infrastructures routières pour fluidifier la circulation et garantir la sécurité des usagers, la poursuite du déploiements des transports « verts » et des mobilités douces ; les Guadeloupéens doivent « mieux » se déplacer ;

Nous maintenons aussi notre capacité à alimenter l'économie en dynamisant l'un de ses principaux moteur, la dotation au CTIG est maintenue pour poursuivre la dynamique de la destination Guadeloupe.

La préservation de notre « vivre ensemble ».

La culture, la vie associative, le sport : nous réaffirmons notre soutien aux acteurs des industries culturelles et créatives et confirmons notre statut de « Terre de Champions » au travers des conventions d'objectifs et de moyens signées avec les ligues sportives.

Ces acteurs sont essentiels à la cohésion du territoire.

Nous avons entrepris une démarche ambitieuse d'arbitrages ~~de nos dépenses en nous recentrant sur nos compétences, en diminuant jusqu'à 30% certains budgets en~~

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de transmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

fonctionnement.

Autant de décisions courageuses destinées à répondre aux enjeux essentiels : le développement de l'emploi, le pouvoir d'achat des ménages guadeloupéens et la compétitivité de nos entreprises.

Notre avenir, passe par notre capacité à accompagner notre jeunesse et à mettre en œuvre les grandes transitions qu'elles soient écologiques ou technologiques.

A travers ce budget 2025, la Région Guadeloupe réaffirme ainsi son rôle de **Collectivité Stratège** au travers d'investissements stratégiques pour donner un cap et un cadre de confiance à tous les acteurs :

Ce budget témoigne de notre engagement lucide à maintenir une gestion saine et responsable des finances régionales, avec un souci constant d'efficacité et de transparence.

La Guadeloupe doit continuer de se moderniser, d'innover et renforcer sa résilience.

Le budget primitif 2025 dessine ainsi une feuille de route réaliste, au service de la Guadeloupe, de ses habitants et de son avenir.

C'est ensemble, dans un esprit de cohésion et de responsabilité, que nous continuerons à faire avancer notre archipel.

Ary CHALUS

Président de la Région Guadeloupe

BUDGET PRIMITIF 2025

NOTE DE SYNTHÈSE

Conformément à l'article L. 4313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales
(CGTC)

La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la publicité des budgets et comptes. Ainsi, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être adossée aux documents budgétaires.

Le budget primitif est un acte de prévision qui récapitule les dépenses et recettes de l'exercice à venir. Il doit être adopté avant le 15 avril de l'exercice auquel il se rapporte.

Le budget primitif pour 2025 de la Région Guadeloupe comprend des dépenses (dépenses d'intervention au titre des politiques régionales, charges de fonctionnement des services, charge de la dette) ainsi que des recettes (fiscalité directe et indirecte, participations, dotations de l'Etat, fonds européens, autres recettes).

Il a été élaboré dans le cadre d'une procédure annuelle jalonnée par la tenue du débat d'orientations budgétaires.

- 20 février 2025 : Débat d'orientations budgétaires 2025 fixant le cadre financier et les grandes priorités pour l'année 2025 ;

Le cadrage budgétaire 2025 fixé tient compte des décisions contraignantes imposées par l'Etat dans son Projet de Loi de Finances pour 2025 présenté en février 2025, à savoir :

- Gel de la fraction de TVA
- Baisse massive de la DCRTP
- Baisse de la fraction de TICPE
- Hausse de la cotisation versée à la (CNRACL)

Le projet de budget proposé pour 2025 peut se résumer ainsi :

- En mouvement budgétaires :

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	467 418 511,75 €	506 773 654,26 €	974 192 166,01 €
DEPENSES	467 418 511,75 €	506 773 654,26 €	974 192 166,01 €

Accusé de réception en préfecture
971239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

- **En mouvements réels :**

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	192 768 710,22 €	325 688 758,26	518 457 468,48 €
DEPENSES	274 333 615,75 €	244 123 852,73	518 457 468,48 €

- **En mouvement d'ordre :**

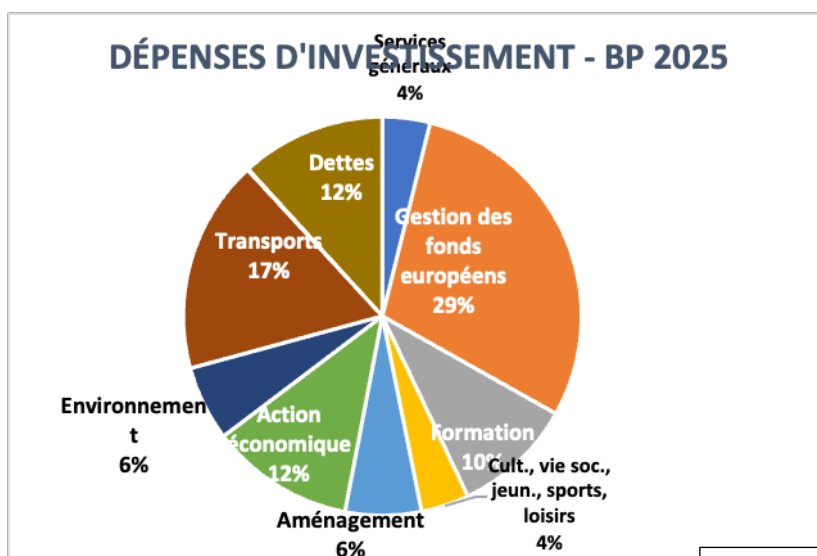
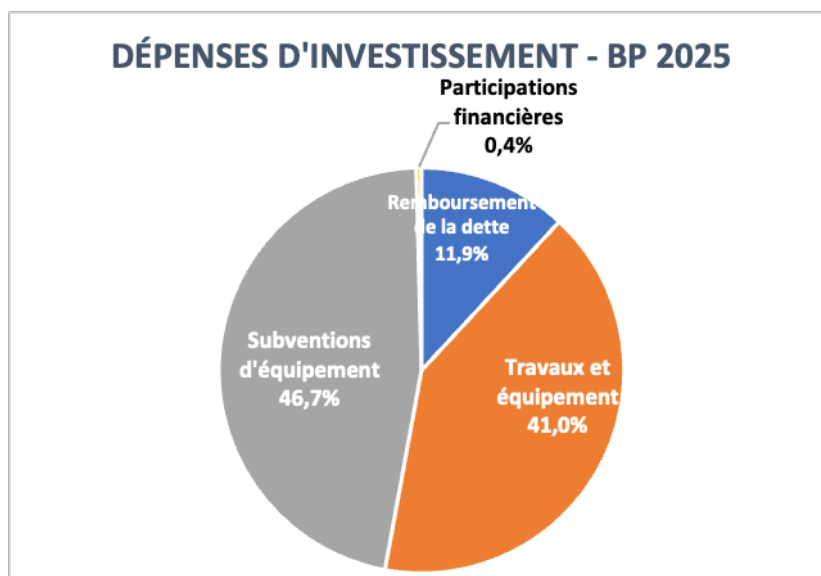
En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	274 649 801,53 €	181 084 896,00 €	455 734 697,53 €
DEPENSES	193 084 896,00 €	262 649 801,53 €	455 734 697,53 €

Le budget primitif 2025 est la concrétisation du débat d'orientations budgétaires traduisant les principaux objectifs suivants :

- ➡ La poursuite du plan de mandat 2021-2028 ;
- ➡ La mise en œuvre du plan pluriannuel d'investissement 2024-2030 ;
- ➡ La mise en œuvre d'infrastructures prioritaires pour le territoire ;
- ➡ La volonté de maîtrise des dépenses de fonctionnement indispensable au maintien de la capacité d'autofinancement ;
- ➡ Le maintien d'un niveau raisonnable d'investissement permettant de soutenir la commande publique ;
- ➡ Un niveau d'endettement soutenable pour la collectivité.

I – VUE D'ENSEMBLE DES DEPENSES REELLES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2025

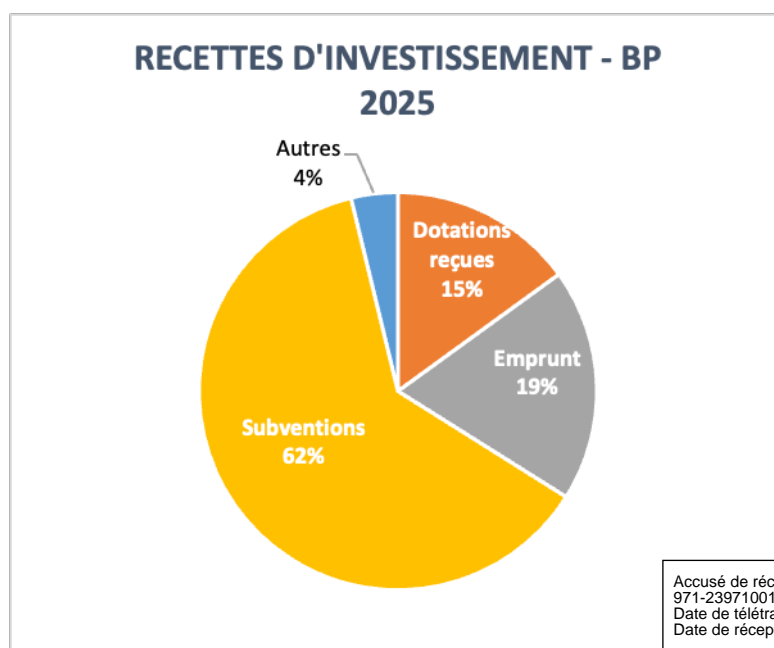
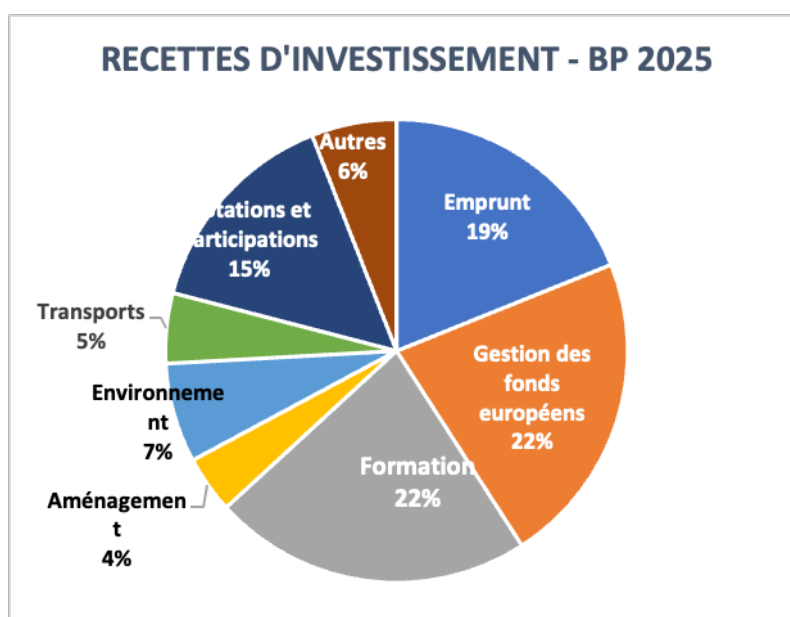
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	2025
900 Services généraux	10 175 825,00
900-5 Gestion des fonds européens	76 986 000,00
902 Formation	25 759 685,70
903 Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	10 266 176,18
905 Aménagement	16 256 182,39
906 Action économique	30 750 000,00
907 Environnement	15 990 333,94
908 Transports	45 670 000,00
Autres	177 196,63
923 Dettes	30 998 537,00
TOTAL	263 029 936,84



Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

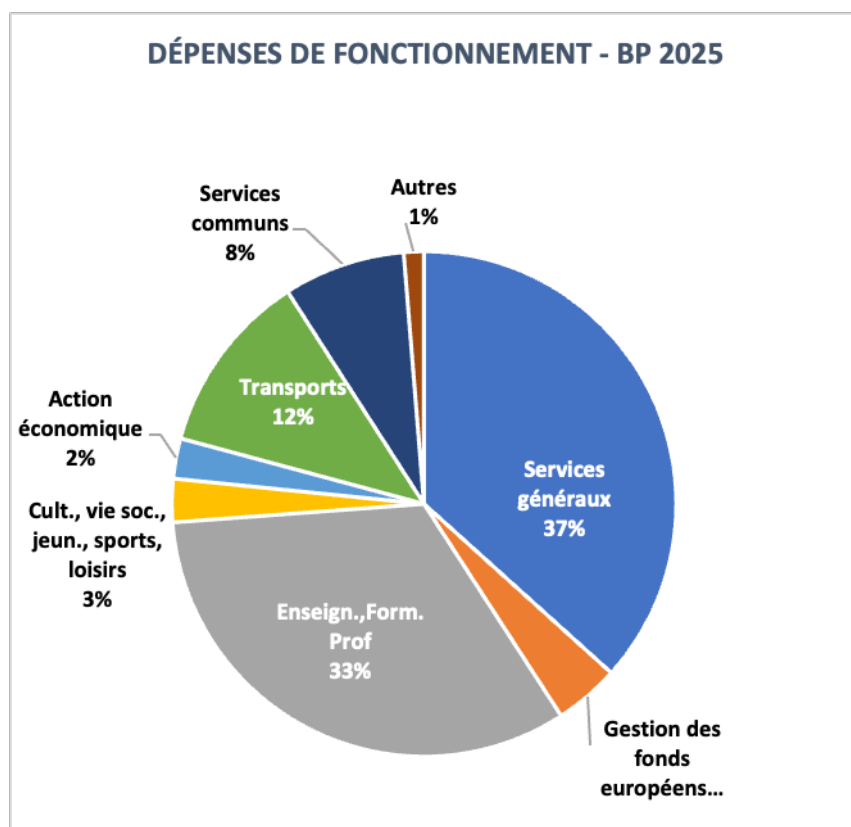
II - VUE D'ENSEMBLE DES RECETTES REELLES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2025

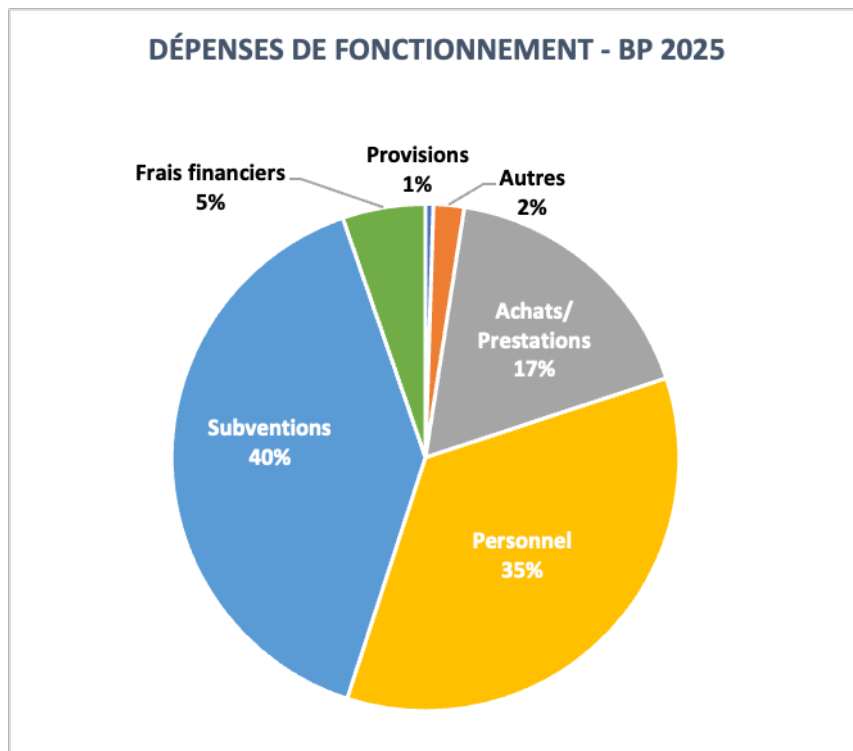
RECETTES D'INVESTISSEMENT	2025
923 Emprunt	34 343 400,00
900-5 Gestion des fonds européens	39 826 000,00
902 Formation	40 499 692,00
905 Aménagement	7 244 919,95
907 Environnement	12 603 965,52
908 Transports	8 900 000,00
922 Dotations et participations	27 232 038,99
Autres	10 815 014,85
TOTAL	181 465 031,31



III - VUE D'ENSEMBLE DES DEPENSES REELLES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2025

DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	2025
930 Services généraux	89 511 872,00
930-5 Gestion des fonds européens	10 204 448,00
932 Enseignement., Formation professionnelle	80 526 872,75
933 Culture, Vie sociale, jeunesse, sport, loisirs	6 771 875,00
936 Action économique	6 283 284,00
938 Transports	28 613 718,00
94 Services communs	19 067 901,28
Autres	3 143 881,70
TOTAL	244 123 852,73

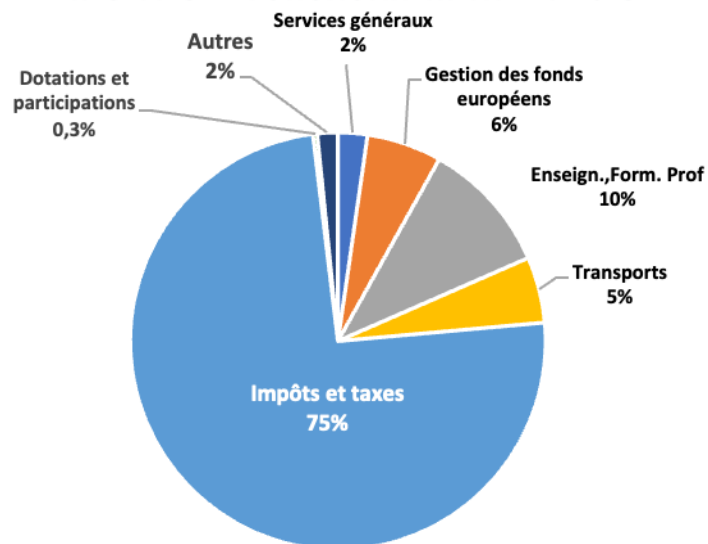




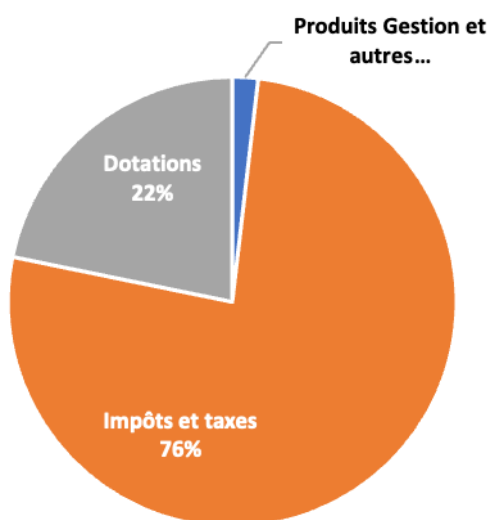
IV - VUE D'ENSEMBLE DES RECETTES REELLES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2025

RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	2025
930 Services généraux	7 452 065,00
930-5 Gestion des fonds européens	18 998 800,00
932 Enseignement., Formation professionnelle	33 694 103,75
938 Transports	16 650 695,00
940-941 Impôts et taxes	242 606 056,00
942 Dotations et participations	1 094 208,72
Autres	5 192 829,79
TOTAL	325 688 758,26

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - BP 2025



RECETTES DE FONCTIONNEMENT - BP 2025



III - BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE AU 1^{ER} JANVIER DE L'EXERCICE 2025

La Région conduit sa politique budgétaire pluriannuelle en utilisant les autorisations de programme (AP) et d'engagement (AE) qui lui permettent de présenter une programmation des investissements ou des interventions régionales à moyen terme.

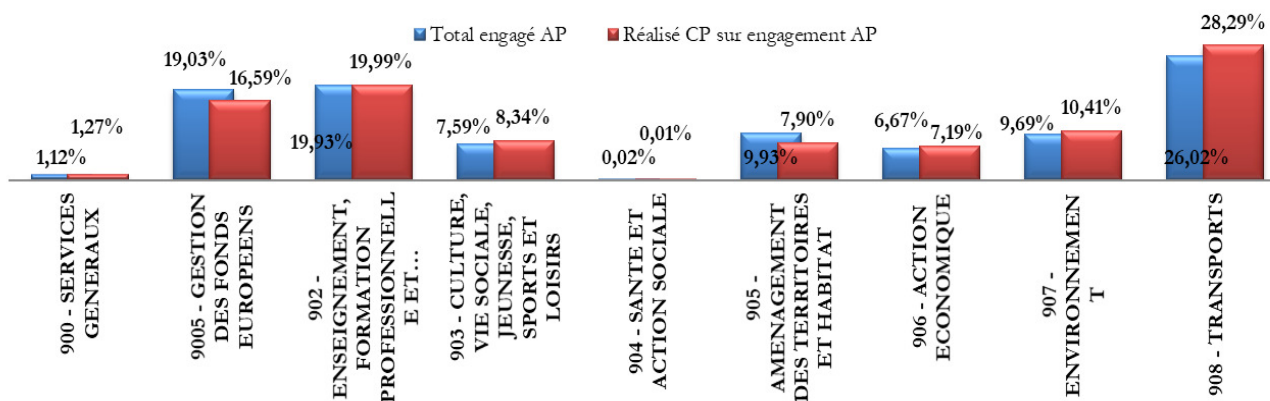
Au 1^{ER} janvier 2025, la comptabilité des engagements de la collectivité fait apparaître les données chiffrées suivantes :

- A. Pour les autorisations de programme (AP) :

Situation des autorisations de programmes (AP) tous chapitres confondus Au 01/01/2025

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP)	TOTAL AP VOTEES	TOTAL AP ENGAGEES	TOTAL REALISE SUR ENGAGEMENT AP	ENCOURS SUR ENGAGEMENT AP	DISPONIBLE POUR ENGAGEMENT SUR AP
	4 041 227 666,60 €	2 660 852 150,90 €	2 124 660 528,21 €	536 191 622,69 €	1 380 375 515,70 €

Volume cumulé des AP d'investissement depuis l'origine par ch en %

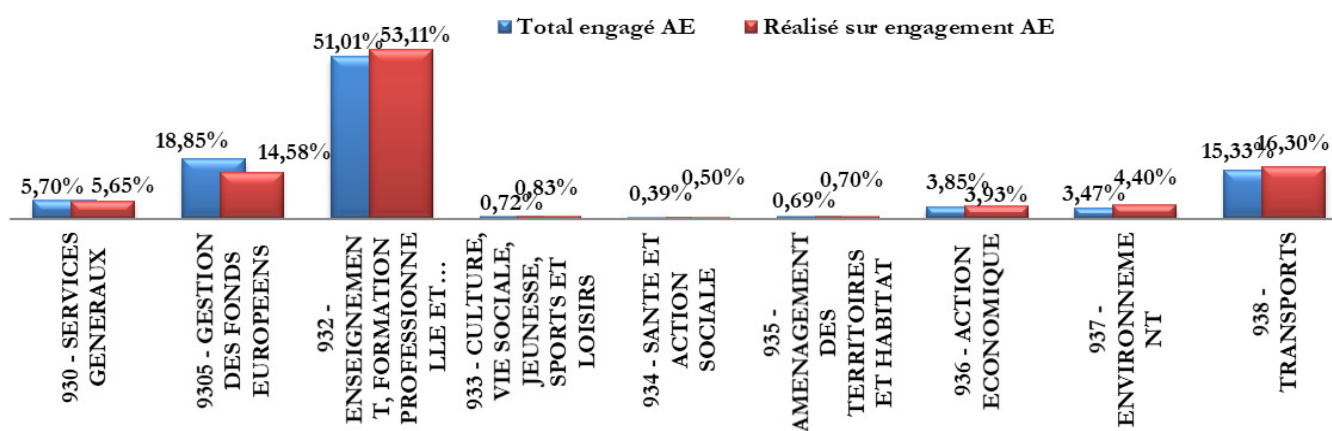


- B. Pour les autorisations d'engagement (AE) :

Situation des autorisations d'engagement (AE) tous chapitres confondus
Au 01/01/2025

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AE)	TOTAL AE VOTEES	TOTAL AE ENGAGEES	TOTAL REALISE SUR ENGAGEMENT AE	ENCOURS SUR ENGAGEMENT AE	DISPONIBLE POUR ENGAGEMENT SUR AE
	1 675 498 848,66 €	977 820 827,63 €	735 811 927,92 €	242 008 899,71 €	697 678 021,03 €

Volume cumulé des AE de fonctionnement depuis l'origine par chapitre en %



IV - LES CONTRIBUTIONS FISCALES POUR 2025

TAUX DES CONTRIBUTIONS FISCALES 2025	TAUX
Fraction de l'accise sur les énergies perçues sur le gazoles et essences en Outre-mer	
- Super sans plomb	49,937 € / hl
- Gazole	28,090 € / hl
Taxe sur les permis de conduire	0,00 €
Taxe sur les cartes grises (Proposé au vote)	55 € / CV
Taxe additionnelle à l'octroi de mer - Octroi de mer régional (OMR)	2,5 %
Taxe d'embarquement aérien et maritime	
- Pays de la Caraïbes	0,00 €
- Autres pays	4,57 €

V - RATIOS ET DONNEES FINANCIERES AU BUDGET 2025

N°	RATIOS 2025	VALEURS
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	628,87 €
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	838,98 €
3	Dépenses d'équipement brut / population	277,74 €
4	Encours de dette / population	1212,42 €
5	DGF / population	87,10 €
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	35,07%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	84,47%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	33,10%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	144,51%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement	25,04%

PREAMBULE

Le projet de budget primitif (BP) de la Région pour l'année 2025 s'inscrit dans un contexte national des finances très dégradé où une forte contribution des collectivités au redressement des comptes publics est demandée pour les Régions dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2025.

A cela, s'ajoutent des menaces qui pèsent sur les ressources de la Région dès la fin de l'année 2024 avec des recettes de la TVA nationale en forte régression, des financements incertains de l'Etat de nos programmes d'investissements qui sont à ce jour bien engagés et une fiscalité locale devenue moins dynamique.

La situation budgétaire de notre pays est marquée par un déficit record et une dette publique en hausse, ce qui contraint toutes les collectivités territoriales à revoir leurs finances.

Dans un contexte financier tendu et des dotations de l'État en baisse, la région doit rester ambitieuse et responsable pour maintenir un niveau d'investissement soutenable tout en assurant une gestion rigoureuse et prendre des mesures en faveur du pouvoir d'achat : la priorité est de pouvoir répondre aux attentes des habitants.

Le cadrage budgétaire 2025 fixé tient compte des décisions contraignantes imposées par l'Etat dans son Projet de Loi de Finances pour 2025 présenté en février 2025, à savoir :

- **Le gel de la fraction de TVA**, sur la base du produit perçu en 2024. Cette décision intervient après une quasi-stabilité de la recette 2024, une évolution revue à la baisse à l'occasion de la présentation du PLF 2025 (+ 0,85%).

- **Baisse massive de la DC RTP** (dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle). Cette baisse n'est pas destinée à participer au redressement des comptes publics mais contribuera à financer la revalorisation de dotations de solidarité au profit du bloc communal. Cette situation constitue « l'héritage » de la réforme 2010 avec une concentration de l'ancienne CVAE en Ile de France et le versement d'une dotation de compensation aux régions les moins dotées. Cette diminution constitue par conséquent une double peine pour les « Régions perdantes », qui enregistrent également un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale et des revenus par habitant plus faibles.

Baisse de la fraction de TICPE affectée au financement du Ségur de la santé (augmentation du nombre de places en formations sanitaires et sociales). Le Gouvernement envisage une exclusion des formations d'aide-soignant et d'accompagnement éducatif et social, tout en maintenant le financement des formations d'infirmiers.

- **Hausse de la cotisation versée par les collectivités à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL)** destinée à combler son déficit. En complément de la hausse d'un point amorcée en 2024 (désormais non compensée), s'ajoutent 4 points par an sur trois ans. Le Sénat a adopté un étalement sur 4 ans, soit 3 points par an, sur la période 2025- 2028. Ces mesures qui sont impactantes sur les dépenses et les recettes régionales appellent d'ores et déjà à des leviers d'optimisation sur les recettes mais également à des actions d'optimisation et de maîtrise des charges de fonctionnement de la collectivité pour 2025 et les années à venir.

De plus, en fonction des décisions prises lors du vote du budget 2025 de l'Etat, une révision des projets inscrits dans le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) sur la période 2025-2029 restera à mener pour confirmer la programmation des interventions régionales selon une trajectoire financière soutenable et une stratégie de gestion financière responsable.

Malgré ces fortes contraintes financières, ce BP 2025 répond aux Orientations Budgétaires présentées le 20 février dernier. Il poursuit les priorités du plan d'actions de la mandature et les compétences obligatoires de la Région tout en maintenant la soutenabilité des dépenses et les grands équilibres financiers de la région.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 04/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Les mesures inscrites dans le PLF 2025 aboutissent à une diminution de l'autofinancement et à un affaiblissement des capacités d'investissement. Dans le but de contenir les impacts des décisions du Gouvernement sur le budget de la Région, des mesures d'économie sont intégrées.

En dépit de toutes ces incertitudes, il est en effet essentiel, dans cette conjoncture mouvante, de sécuriser les interventions, les opérations et la réalisation des investissements programmés, et de rassurer également les bénéficiaires et les acteurs du développement concernés par l'action de la Région.

Le projet de budget proposé pour 2025 peut se résumer ainsi :

- En mouvement budgétaires :

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	467 418 511,75 €	506 773 654,26 €	974 192 166,01 €
DEPENSES	467 418 511,75 €	506 773 654,26 €	974 192 166,01 €

- En mouvements réels :

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	192 768 710,22 €	325 688 758,26	518 457 468,48 €
DEPENSES	274 333 615,75 €	244 123 852,73	518 457 468,48 €

- En mouvement d'ordre :

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	274 649 801,53 €	181 084 896,00 €	455 734 697,53 €
DEPENSES	193 084 896,00 €	262 649 801,53 €	455 734 697,53 €

S'agissant de la fiscalité :

La région entend maintenir les taux de contributions fiscales pour :

- Fraction de l'accise sur les énergies perçues sur le gazoles et essences en Outre-mer :
 - o - Super sans plomb : 49,937 € / hl
 - o - Gazole : 28,090 / hl
- Taxe sur les permis de conduire : 0,00 €
- Taxe additionnelle à l'octroi de mer - Octroi de mer régional (OMR) : 2,50 %
- Taxe d'embarquement aérien et maritime :

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

- -Pays de la Caraïbe : 4,57 €
- Autres pays : 0,00 €

S'agissant de la taxe sur les cartes grises :

L'impact massif et durable des mesures envisagées par l'Etat dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025, conduit les régions à solliciter ce seul levier fiscal dont elles disposent pour atténuer le choc, de façon très partielle, et ainsi maintenir le service public régional.

Le plafond actuel, défini en loi de finances, est fixé à 60 € par cheval fiscal.

L'ensemble des régions ont ainsi augmenté en 2024 et / ou en 2025 leur tarif. Pour ce qui est de notre collectivité, il est proposé de procéder à une actualisation du tarif à 50 € par cheval fiscal, à compter du 1er juillet 2025, soit une évolution de 9 € comparativement au tarif actuellement en vigueur (41 €).

S'agissant de l'emprunt d'équilibre :

L'emprunt d'équilibre théorique est fixé à 34 343 400 € pour 2025. Ce montant diminue de 29 156 600€ par rapport aux BP 2024. Ce volume de nouvel emprunt reste théorique. Comme chaque année, son montant sera ajusté lors de la reprise des résultats de l'exercice 2024 au budget supplémentaire. Il dépendra également de l'exécution des dépenses et des recettes et du niveau de prélèvement du fonds de roulement de l'exercice 2025.

Les prochaines décisions modificatives permettront, en cas de nécessité, de procéder aux ajustements budgétaires.

Je vous demande de bien vouloir délibérer sur le projet de budget primitif pour l'exercice 2025.

Fait à Basse-Terre, le 17/03/2025

Le président du conseil régional

Ary CHALUS





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉGION GUADELOUPE

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL REGIONAL
2^{ème} réunion plénière ordinaire de 2025
Séance du 31 mars 2025

BUDGET PRIMITIF
(Exercice 2025)
M.57

Présenté par
Ary CHALUS
Président du conseil régional

Avenue Paul Lacavé – Petit-Paris - 97109 BASSE-TERRE Cedex
Téléphone : 0590 80 40 40 – Télécopie : 0590 81 34 19

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

UN BUDGET RESPONSABLE AU SERVICE DES GUADELOUPEENS

Notre préparation budgétaire s'est tenue dans un contexte national et international d'instabilités et une tension inédite sur les finances publiques ponctuée par les annonces du gouvernement à la suite des recommandations sur le déficit de la France qui s'élève à 6,1% du PIB.

Plus récemment, l'Europe réalise qu'elle est en guerre et réorganise son économie pour faire face, dans l'urgence, à une double menace ; sur son front est et Outre-Atlantique où son allier historique affiche, sans complexe, ses nouvelles priorités.

Nous devons donc nous préparer à de nouvelles contraintes qui viendront s'ajouter à l'actuel plan national d'économies de près de 60 milliards qui a été adopté par la loi de finances 2025 visant à corriger une trajectoire nationale déjà mortifère.

Un effort de plus de 5 milliards a été demandé aux collectivités dont 1 milliard pour les seules collectivités régionales.

Plusieurs mécanismes sont envisagés : la minoration de dotations et fonds alloués par l'État, le gel du montant perçu au titre des fractions de TVA, la hausse des cotisations employeurs territoriaux afin de résorber le déficit de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL).

Dans ce contexte, nous avons élaboré le budget primitif 2025 avec discernement, agilité et responsabilité.

Nous devons assumer la baisse significative de nos recettes de fonctionnement. Pour l'année 2025 elle sera supérieure à 10M€.

Mais nous avons veillé à ce que la réduction des moyens ne se fasse pas au détriment de la qualité des politiques publiques qui améliorent le quotidien des Guadeloupéens.

La Région sera au rendez-vous de la commande publique et maintient ses investissements structurants ; la déviation de la Boucan, le Campus Université de Santé, la reconstruction du lycée Chevalier Saint-Georges, l'entretien et la rénovation de nos infrastructures routières pour fluidifier la circulation et garantir la sécurité des usagers, la poursuite du déploiement des transports « verts » et des mobilités douces ; les Guadeloupéens doivent « mieux » se déplacer ;

Nous maintenons aussi notre capacité à alimenter l'économie en dynamisant l'un de ses principaux moteur, la dotation au CTIG est maintenue pour poursuivre la dynamique de la destination Guadeloupe.

La préservation de notre « vivre ensemble ».

La culture, la vie associative, le sport : nous réaffirmons notre soutien aux acteurs des industries culturelles et créatives et confirmons notre statut de « Terre de Champions » au travers des conventions d'objectifs et de moyens signées avec les ligues sportives.

Ces acteurs sont essentiels à la cohésion du territoire.

Nous avons entrepris une démarche ambitieuse d'arbitrages recentrant sur nos compétences, en diminuant jusqu'à 30% certains budgets en fonctionnement.

Document communiqué en préfecture
974-239740015-20250414-258-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception en préfecture : 11/04/2025

Autant de décisions courageuses destinées à répondre aux enjeux essentiels : le développement de l'emploi, le pouvoir d'achat des ménages guadeloupéens et la compétitivité de nos entreprises.

Notre avenir, passe par notre capacité à accompagner notre jeunesse et à mettre en œuvre les grandes transitions qu'elles soient écologiques ou technologiques.

A travers ce budget 2025, la Région Guadeloupe réaffirme ainsi son rôle de **Collectivité Stratège** au travers d'investissements stratégiques pour donner un cap et un cadre de confiance à tous les acteurs :

Ce budget témoignage de notre engagement lucide à maintenir une gestion saine et responsable des finances régionales, avec un souci constant d'efficacité et de transparence.

La Guadeloupe doit continuer de se moderniser, d'innover et renforcer sa résilience.

Le budget primitif 2025 dessine ainsi une feuille de route réaliste, au service de la Guadeloupe, de ses habitants et de son avenir.

C'est ensemble, dans un esprit de cohésion et de responsabilité, que nous continuerons à faire avancer notre archipel.

Ary CHALUS

Président de la Région Guadeloupe

REGION GUADELOUPE

2^{ème} séance plénière ordinaire de l'exercice 2025

CONSEIL REGIONAL

Séance du lundi 31 mars 2025

BUDGET PRIMITIF 2025

NOTE DE SYNTHÈSE

*Conformément à l'article L. 4313-1 du Code Général des Collectivités
Territoriales
(CGTC)*

La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la publicité des budgets et comptes. Ainsi, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être adossée aux documents budgétaires.

Le budget primitif est un acte de prévision qui récapitule les dépenses et recettes de l'exercice à venir. Il doit être adopté avant le 15 avril de l'exercice auquel il se rapporte.

Le budget primitif pour 2025 de la Région Guadeloupe comprend des dépenses (dépenses d'intervention au titre des politiques régionales, charges de fonctionnement des services, charge de la dette) ainsi que des recettes (fiscalité directe et indirecte, participations, dotations de l'Etat, fonds européens, autres recettes).

Il a été élaboré dans le cadre d'une procédure annuelle jalonnée par la tenue du débat d'orientations budgétaires.

- ➡ 20 février 2025 : Débat d'orientations budgétaires 2025 fixant le cadre financier et les grandes priorités pour l'année 2025 ;

Le cadrage budgétaire 2025 fixé tient compte des décisions contraignantes imposées par l'Etat dans son Projet de Loi de Finances pour 2025 présenté en février 2025, à savoir :

- Gel de la fraction de TVA
- Baisse massive de la DC RTP
- Baisse de la fraction de TICPE
- Hausse de la cotisation versée à la (CNRACL)

Le projet de budget proposé pour 2025 peut se résumer ainsi :

- En mouvement budgétaires :

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	467 418 511,75 €	506 773 654,26 €	974 192 166,01 €
DEPENSES	467 418 511,75 €	506 773 654,26 €	974 192 166,01 €

- En mouvements réels :

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	192 768 710,22 €	325 688 758,26 €	518 457 468,48 €
DEPENSES	274 333 615,75 €	244 123 852,73 €	518 457 468,48 €

- En mouvement d'ordre :

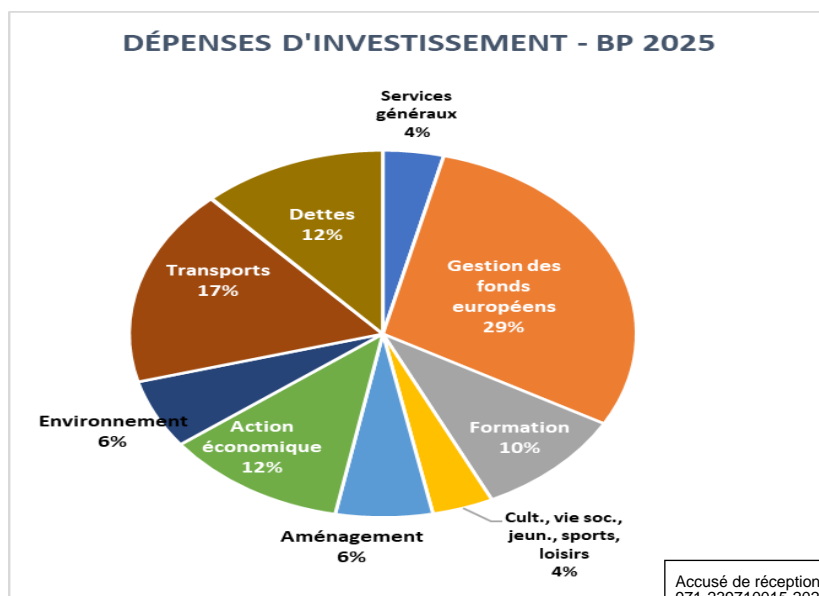
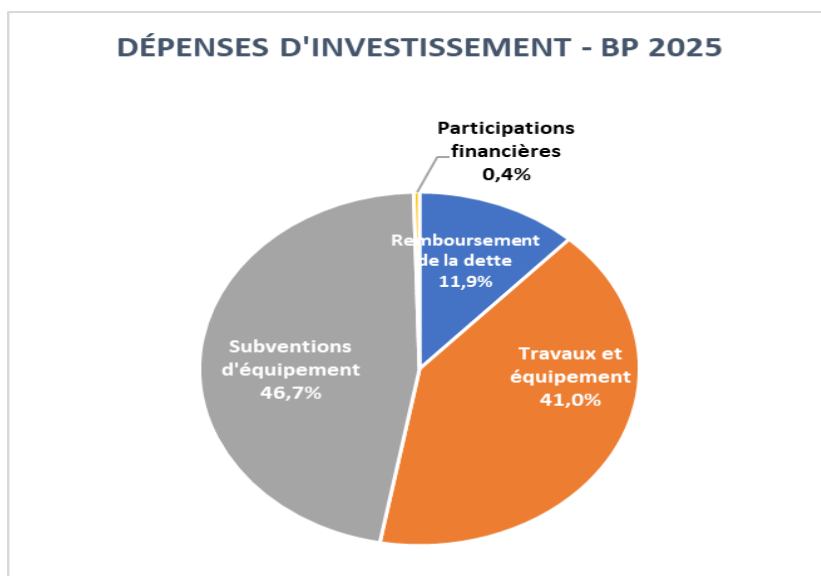
En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	274 649 801,53 €	181 084 896,00 €	455 734 697,53 €
DEPENSES	193 084 896,00 €	262 649 801,53 €	455 734 697,53 €

Le budget primitif 2025 est la concrétisation du débat d'orientations budgétaires traduisant les principaux objectifs suivants :

- ➡ La poursuite du plan de mandat 2021-2028 ;
- ➡ La mise en œuvre du plan pluriannuel d'investissement 2024-2030 ;
- ➡ La mise en œuvre d'infrastructures prioritaires pour le territoire ;
- ➡ La volonté de maîtrise des dépenses de fonctionnement indispensable au maintien de la capacité d'autofinancement ;
- ➡ Le maintien d'un niveau raisonnable d'investissement permettant de soutenir la commande publique ;
- ➡ Un niveau d'endettement soutenable pour la collectivité.

I – VUE D'ENSEMBLE DES DEPENSES REELLES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2025

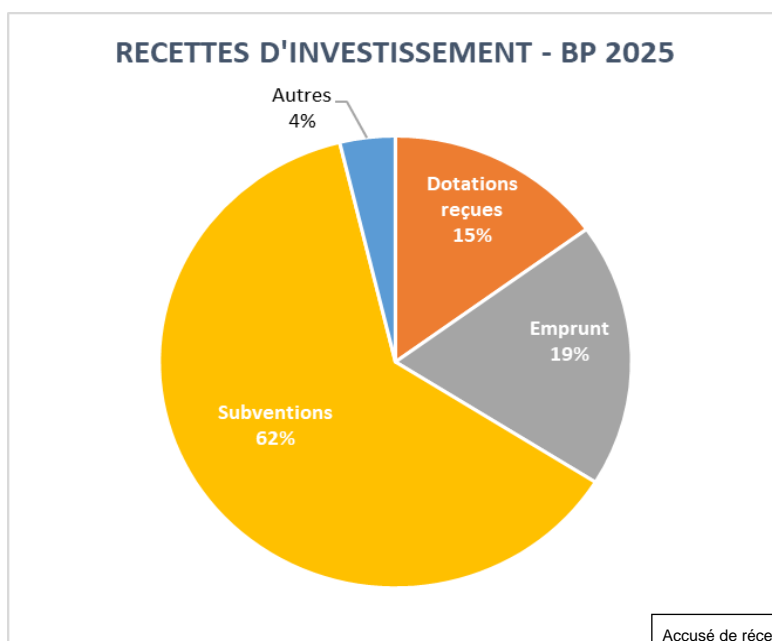
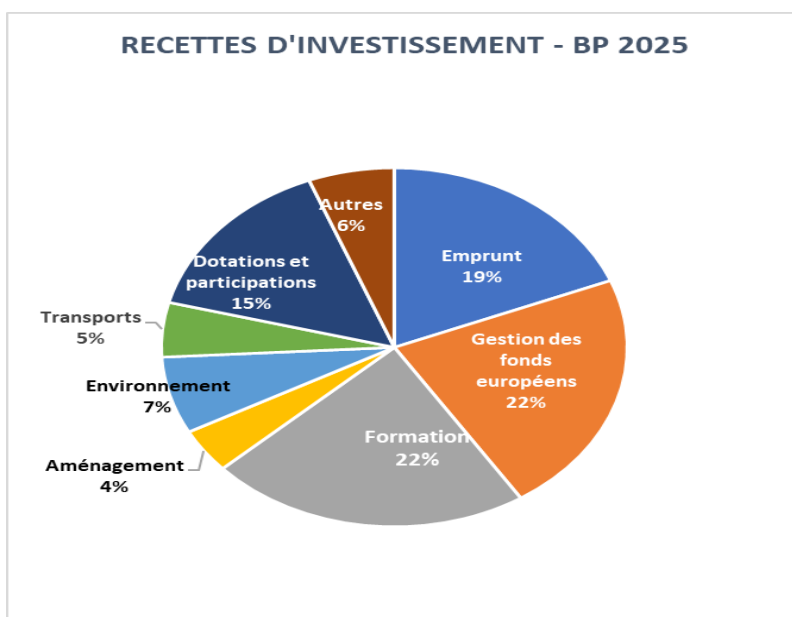
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	2025
900 Services généraux	10 175 825,00
900-5 Gestion des fonds européens	76 986 000,00
902 Formation	25 759 685,70
903 Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	10 266 176,18
905 Aménagement	16 256 182,39
906 Action économique	30 750 000,00
907 Environnement	15 990 333,94
908 Transports	45 670 000,00
Autres	177 196,63
923 Dettes	30 998 537,00
TOTAL	263 029 936,84



Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

II - VUE D'ENSEMBLE DES RECETTES REELLES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2025

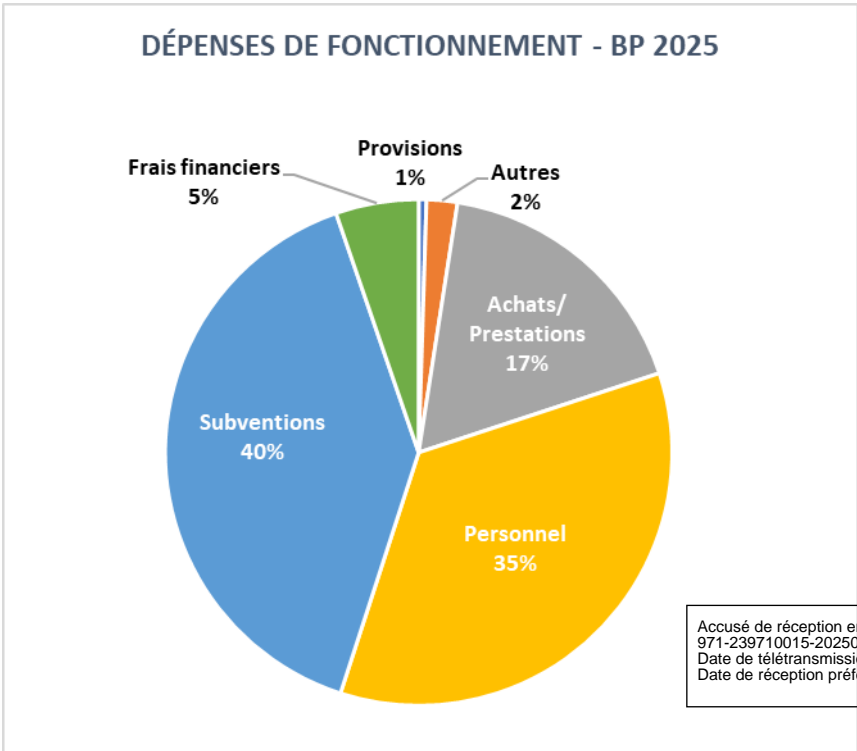
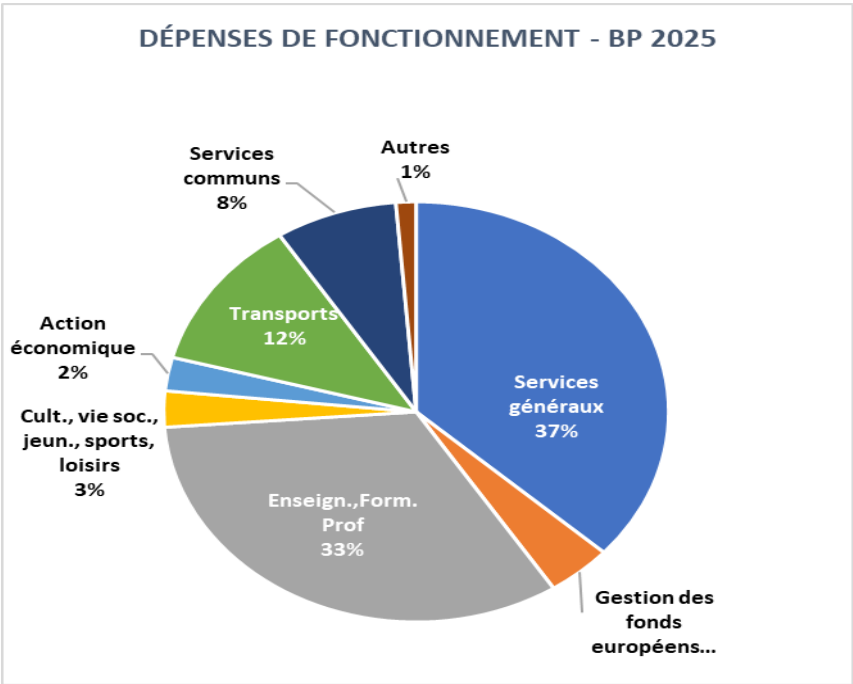
RECETTES D'INVESTISSEMENT	2025
923 Emprunt	34 343 400,00
900-5 Gestion des fonds européens	39 826 000,00
902 Formation	40 499 692,00
905 Aménagement	7 244 919,95
907 Environnement	12 603 965,52
908 Transports	8 900 000,00
922 Dotations et participations	27 232 038,99
Autres	10 815 014,85
TOTAL	181 465 031,31



Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

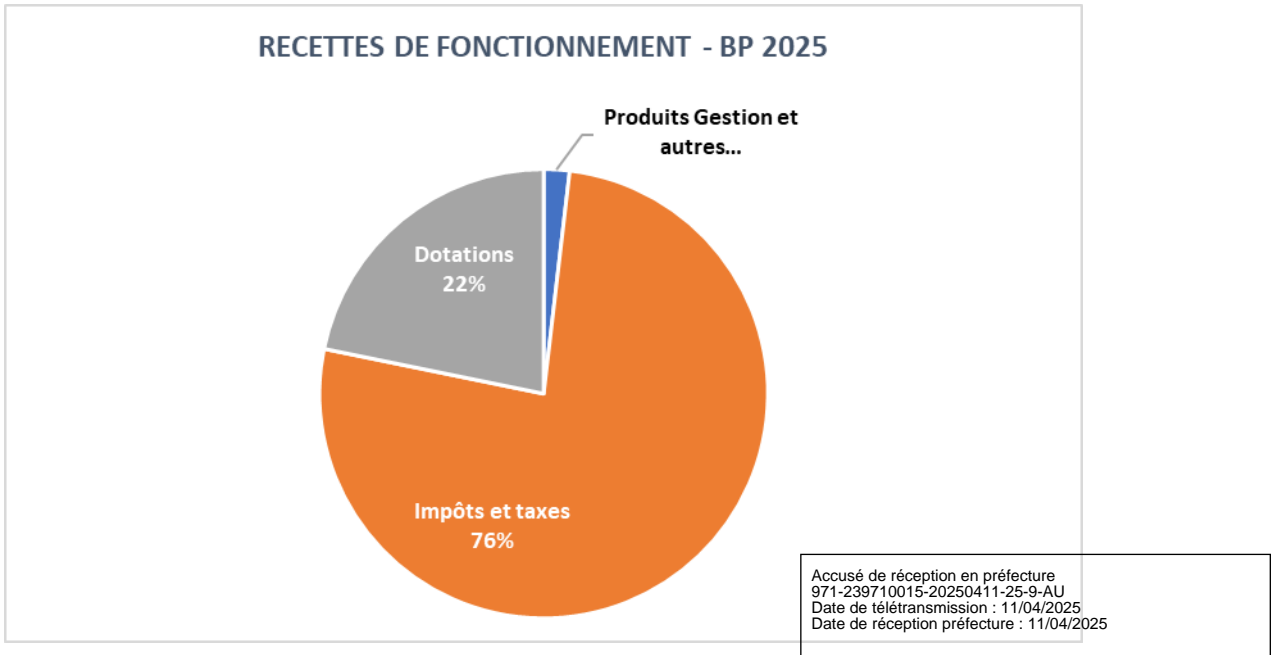
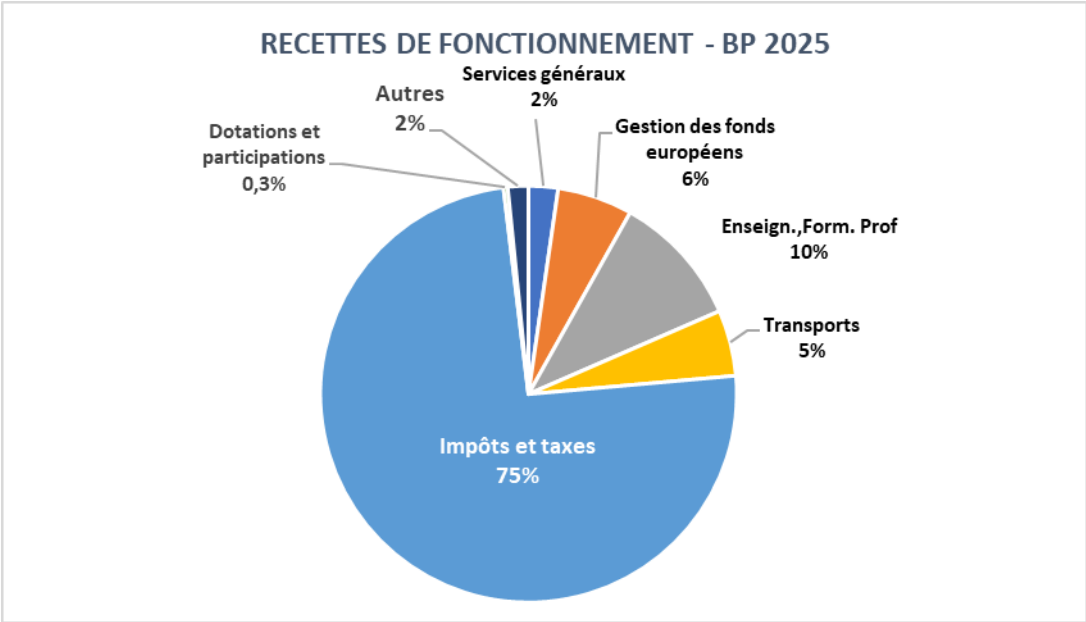
III - VUE D'ENSEMBLE DES DEPENSES REELLES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2025

DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	2025
930 Services généraux	89 511 872,00
930-5 Gestion des fonds européens	10 204 448,00
932 Enseignement., Formation professionnelle	80 526 872,75
933 Culture, Vie sociale, jeunesse, sport, loisirs	6 771 875,00
936 Action économique	6 283 284,00
938 Transports	28 613 718,00
94 Services communs	19 067 901,28
Autres	3 143 881,70
TOTAL	244 123 852,73



IV - VUE D'ENSEMBLE DES RECETTES REELLES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2025

RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	2025
930 Services généraux	7 452 065,00
930-5 Gestion des fonds européens	18 998 800,00
932 Enseignement., Formation professionnelle	33 694 103,75
938 Transports	16 650 695,00
940-941 Impôts et taxes	242 606 056,00
942 Dotations et participations	1 094 208,72
Autres	5 192 829,79
TOTAL	325 688 758,26



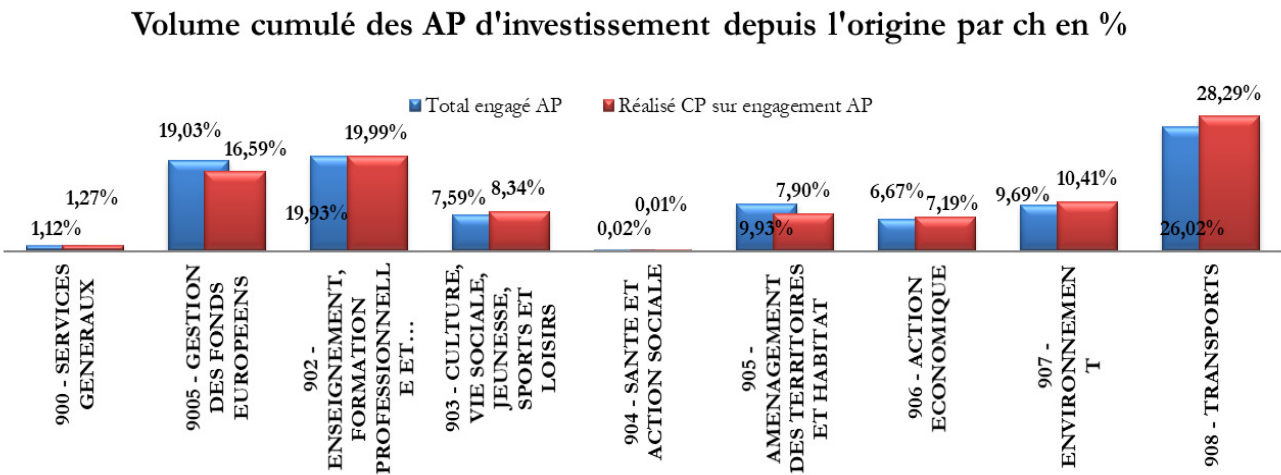
III - BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE AU 1^{ER} JANVIER DE L'EXERCICE 2025

La Région conduit sa politique budgétaire pluriannuelle en utilisant les autorisations de programme (AP) et d'engagement (AE) qui lui permettent de présenter une programmation des investissements ou des interventions régionales à moyen terme.

Au 1^{ER} janvier 2025, la comptabilité des engagements de la collectivité fait apparaître les données chiffrées suivantes :

- A. Pour les autorisations de programme (AP) :

Situation des autorisations de programmes (AP) tous chapitres confondus					
Au 01/01/2025					
SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP)	TOTAL AP VOTEES	TOTAL AP ENGAGEES	TOTAL REALISE SUR ENGAGEMENT AP	ENCOURS SUR ENGAGEMENT AP	DISPONIBLE POUR ENGAGEMENT SUR AP
	4 041 227 666,60 €	2 660 852 150,90 €	2 124 660 528,21 €	536 191 622,69 €	1 380 375 515,70 €

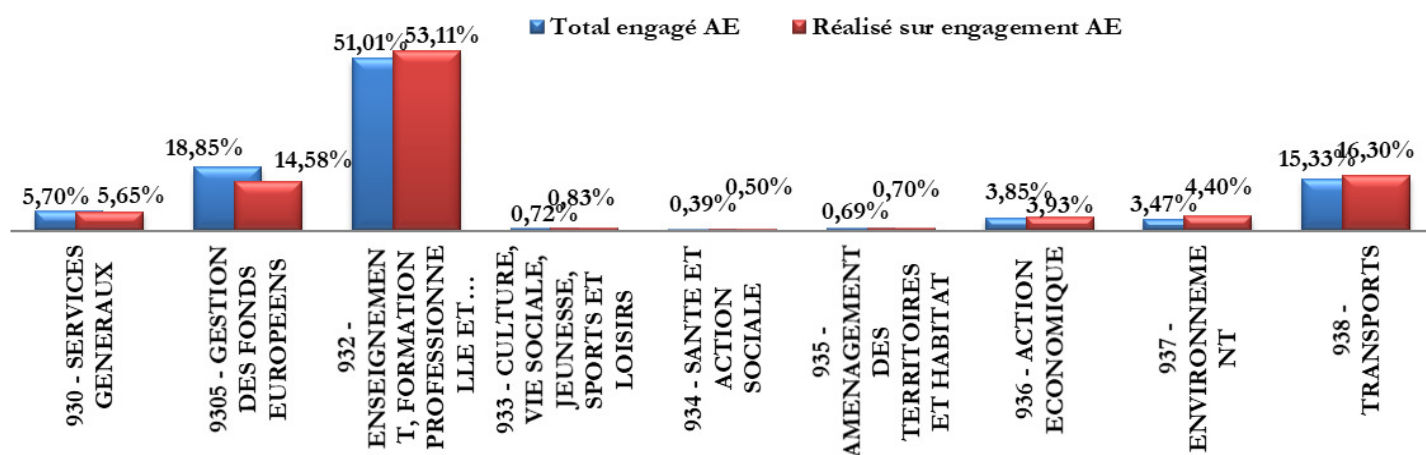


- B. Pour les autorisations d'engagement (AE) :

Situation des autorisations d'engagement (AE) tous chapitres confondus
Au 01/01/2025

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AE)	TOTAL AE VOTEES	TOTAL AE ENGAGEES	TOTAL REALISE SUR ENGAGEMENT AE	ENCOURS SUR ENGAGEMENT AE	DISPONIBLE POUR ENGAGEMENT SUR AE
	1 675 498 848,66 €	977 820 827,63 €	735 811 927,92 €	242 008 899,71 €	697 678 021,03 €

Volume cumulé des AE de fonctionnement depuis l'origine par chapitre en %



IV - LES CONTRIBUTIONS FISCALES POUR 2025

TAUX DES CONTRIBUTIONS FISCALES 2025	TAUX
Fraction de l'accise sur les énergies perçues sur le gazoles et essences en Outre-mer	
- Super sans plomb	49,937 € / hl
- Gazole	28,090 € / hl
Taxe sur les permis de conduire	0,00 €
Taxe sur les cartes grises (Proposé au vote)	50 € / cv
Majoration applicable en outre-mer de l'accise sur les alcools	76,22 € /hap
Taxe additionnelle à l'octroi de mer - Octroi de mer régional (OMR)	2,5 %
Taxe d'embarquement aérien et maritime	
- Pays de la Caraïbes	0,00 €
- Autres pays	4,57 €

V - RATIOS ET DONNEES FINANCIERES AU BUDGET 2025

N°	RATIOS 2025	VALEURS
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	628,87 €
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	838,98 €
3	Dépenses d'équipement brut / population	277,74 €
4	Encours de dette / population	1212,42 €
5	DGF / population	87,10 €
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	35,07%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	84,47%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	33,10%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	144,51%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement	25,04%

PREAMBULE

Le projet de budget primitif (BP) de la Région pour l'année 2025 s'inscrit dans un contexte national des finances très dégradé où une forte contribution des collectivités au redressement des comptes publics est demandée pour les Régions dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2025.

A cela, s'ajoutent des menaces qui pèsent sur les ressources de la Région dès la fin de l'année 2024 avec des recettes de la TVA nationale en forte régression, des financements incertains de l'Etat de nos programmes d'investissements qui sont à ce jour bien engagés et une fiscalité locale devenue moins dynamique.

La situation budgétaire de notre pays est marquée par un déficit record et une dette publique en hausse, ce qui contraint toutes les collectivités territoriales à revoir leurs finances.

Dans un contexte financier tendu et des dotations de l'État en baisse, la région doit rester ambitieuse et responsable pour maintenir un niveau d'investissement soutenable tout en assurant une gestion rigoureuse et prendre des mesures en faveur du pouvoir d'achat : la priorité est de pouvoir répondre aux attentes des habitants.

Le cadrage budgétaire 2025 fixé tient compte des décisions contraignantes imposées par l'Etat dans son Projet de Loi de Finances pour 2025 présenté en février 2025, à savoir :

- **Le gel de la fraction de TVA**, sur la base du produit perçu en 2024. Cette décision intervient après une quasi-stabilité de la recette 2024, une évolution revue à la baisse à l'occasion de la présentation du PLF 2025 (+ 0,85%).

- **Baisse massive de la DC RTP** (dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle). Cette baisse n'est pas destinée à participer au redressement des comptes publics mais contribuera à financer la revalorisation de dotations de solidarité au profit du bloc communal. Cette situation constitue « l'héritage » de la réforme 2010 avec une concentration de l'ancienne CVAE en Ile de France et le versement d'une dotation de compensation aux régions les moins dotées. Cette diminution constitue par conséquent une double peine pour les « Régions perdantes », qui enregistrent également un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale et des revenus par habitant plus faibles.

Baisse de la fraction de TICPE affectée au financement du Ségur de la santé (augmentation du nombre de places en formations sanitaires et sociales). Le Gouvernement envisage une exclusion des formations d'aide-soignant et d'accompagnement éducatif et social, tout en maintenant le financement des formations d'infirmiers.

- **Hausse de la cotisation versée par les collectivités à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL)** destinée à combler son déficit. En complément de la hausse d'un point amorcée en 2024 (désormais non compensée), s'ajoutent 4 points par an sur trois ans. Le Sénat a adopté un étalement sur 4 ans, soit 3 points par an, sur la période 2025- 2028. Ces mesures qui sont impactantes sur les dépenses et les recettes régionales appellent d'ores et déjà à des leviers d'optimisation sur les recettes mais également à des actions d'optimisation et de maîtrise des charges de fonctionnement de la collectivité pour 2025 et les années à venir.

De plus, en fonction des décisions prises lors du vote du budget 2025 de l'Etat, une révision des projets inscrits dans le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) sur la période 2025-2029 restera à mener pour confirmer la programmation des interventions régionales selon une trajectoire financière soutenable et une stratégie de gestion financière responsable.

Malgré ces fortes contraintes financières, ce BP 2025 répond aux Orientations budgétaires présentées le 20 février dernier. Il poursuit les priorités du plan d'actions de la mandature et les orientations de la Région tout en maintenant la soutenabilité des dépenses et les grands équilibres financiers de la région.

Document budgétaire
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de transmission : 04/03/25
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Les mesures inscrites dans le PLF 2025 aboutissent à une diminution de l'autofinancement et à un affaiblissement des capacités d'investissement. Dans le but de contenir les impacts des décisions du Gouvernement sur le budget de la Région, des mesures d'économie sont intégrées.

En dépit de toutes ces incertitudes, il est en effet essentiel, dans cette conjoncture mouvante, de sécuriser les interventions, les opérations et la réalisation des investissements programmés, et de rassurer également les bénéficiaires et les acteurs du développement concernés par l'action de la Région.

Le projet de budget proposé pour 2025 peut se résumer ainsi :

- En mouvement budgétaires :

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	467 418 511,75 €	506 773 654,26 €	974 192 166,01 €
DEPENSES	467 418 511,75 €	506 773 654,26 €	974 192 166,01 €

- En mouvements réels :

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	192 768 710,22 €	325 688 758,26 €	518 457 468,48 €
DEPENSES	274 333 615,75 €	244 123 852,73 €	518 457 468,48 €

- En mouvement d'ordre :

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	274 649 801,53 €	181 084 896,00 €	455 734 697,53 €
DEPENSES	193 084 896,00 €	262 649 801,53 €	455 734 697,53 €

S'agissant de la fiscalité :

La région entend maintenir les taux de contributions fiscales pour :

- Fraction de l'accise sur les énergies perçues sur le gazoles et essences en Outre-mer :
 - o - Super sans plomb : 49,937 € / hl
 - o - Gazole : 28,090 / hl
- Taxe sur les permis de conduire : 0,00 €
- Taxe additionnelle à l'octroi de mer - Octroi de mer régional (OMR) : 2,50 %
- Taxe d'embarquement aérien et maritime :
 - o - Pays de la Caraïbe : 0,00 €
 - o - Autres pays : 4,57 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

S'agissant de la taxe sur les cartes grises :

L'impact massif et durable des mesures envisagées par l'Etat dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025, conduit les régions à solliciter ce seul levier fiscal dont elles disposent pour atténuer le choc, de façon très partielle, et ainsi maintenir le service public régional.

Le plafond actuel, défini en loi de finances, est fixé à 60 € par cheval fiscal.

L'ensemble des régions ont ainsi augmenté en 2024 et / ou en 2025 leur tarif. Pour ce qui est de notre collectivité, il est proposé de procéder à une actualisation du tarif à 50 € par cheval fiscal, à compter du 1er juillet 2025, soit une évolution de 9 € comparativement au tarif actuellement en vigueur (41 €).

S'agissant de l'emprunt d'équilibre :

L'emprunt d'équilibre théorique est fixé à 34 343 400 € pour 2025. Ce montant diminue de 29 156 600€ par rapport aux BP 2024. Ce volume de nouvel emprunt reste théorique. Comme chaque année, son montant sera ajusté lors de la reprise des résultats de l'exercice 2024 au budget supplémentaire. Il dépendra également de l'exécution des dépenses et des recettes et du niveau de prélèvement du fonds de roulement de l'exercice 2025.

Les prochaines décisions modificatives permettront, en cas de nécessité, de procéder aux ajustements budgétaires.

Je vous demande de bien vouloir délibérer sur le projet de budget primitif pour l'exercice 2025.

Le président du conseil régional

Ary CHALUS

SOMMAIRE

PARTIE 1 – LA SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (A) ET DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) AU 1^{ER} JANVIER 2025

I.	Rappel de la gestion pluriannuelle des autorisations de programme et d'engagement	18
	A) Les autorisations de programmes (AP)	18
	B) Les autorisations d'engagement (AE)	35
II.	Les ajustements d'AP et les AP nouvelles – Section d'investissement	46
III.	Les ajustements d'AE et les AE nouvelles – Section de fonctionnement	55

PARTIE 2 – PRESENTATION GENERALE DES DEPENSES ET DES RECETTES PREVUES AU PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2025

I.	Vue d'ensemble des dépenses et des recettes de la section d'investissement du budget primitif pour 2025	64
II.	Vue d'ensemble des dépenses et des recettes de la section de fonctionnement du budget primitif pour 2025	65
III.	Présentation générale du budget primitif pour 2025	66

PARTIE 3 – PRESENTATION DETAILLEE DU VOLET DEPENSES DU BUDGET PRIMITIF POUR 2025

I.	Vue d'ensemble des dépenses de la section d'investissement du budget	67
	A) Présentation détaillée	68
	B) Répartition par sous fonction des dépenses de la section d'investissement (mesures nouvelles proposées pour 2025)	70
II.	Vue d'ensemble des dépenses de la section de fonctionnement du budget	72
	A) Présentation détaillée	73
	B) Répartition par sous fonction des dépenses de la section de fonctionnement (mesures nouvelles)	73

PARTIE 4 – PRESENTATION DETAILLEE DU VOLET RECETTES DU BUDGET PRIMITIF POUR 2025

I.	Vue d'ensemble des recettes de la section d'investissement du budget	78
	A) Présentation détaillée	79
	B) Répartition par sous fonction des recettes de la section d'investissement (mesures nouvelles)	81
	Détail des propositions de recette de la section d'investissement du budget primitif 2025 recette réelles et d'ordre.	83
II.	Vue d'ensemble des recettes de la section de fonctionnement du budget	95
	A) Présentation détaillée	96
	B) Répartition par sous fonction des recettes de la section de fonctionnement (mesures nouvelles)	98
	Détail des propositions de recette de la section de fonctionnement du budget primitif 2025 recette réelles et d'ordre.	100

PARTIE 5 – EQUILIBRE GENERAL PROJET DE BUDGET PRIMITIF POUR 2025

I.	Le budget primitif 2025 en mouvements budgétaires	115
II.	Le budget primitif 2025 en mouvements réels et mixtes	115
III.	Le budget primitif 2025 en mouvements d'ordre	115

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

PARTIE 6 – ANNEXES – RECAPITULATIF DE MESURES NOUVELLES 2025

118

Annexe 1 – Les recettes nouvelles du BP 2025 – Répartition par enveloppe

118

Annexe 2 – Les dépenses nouvelles du BP 2025 – Répartition par enveloppe

126

PARTIE I – LA SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) AU 1^{ER} JANVIER 2025

I. Rappel de la gestion pluriannuelle des autorisations de programme et d'engagement

La région Guadeloupe conduit sa politique budgétaire pluriannuelle en utilisant les autorisations de programme (AP) et d'engagement (AE) qui permettent de présenter une programmation de ses investissements (PPI) et des interventions régionales à moyen et long terme.

Les données chiffrées présentées ci-après retracent la situation des autorisations de programme et d'engagement depuis leur création.

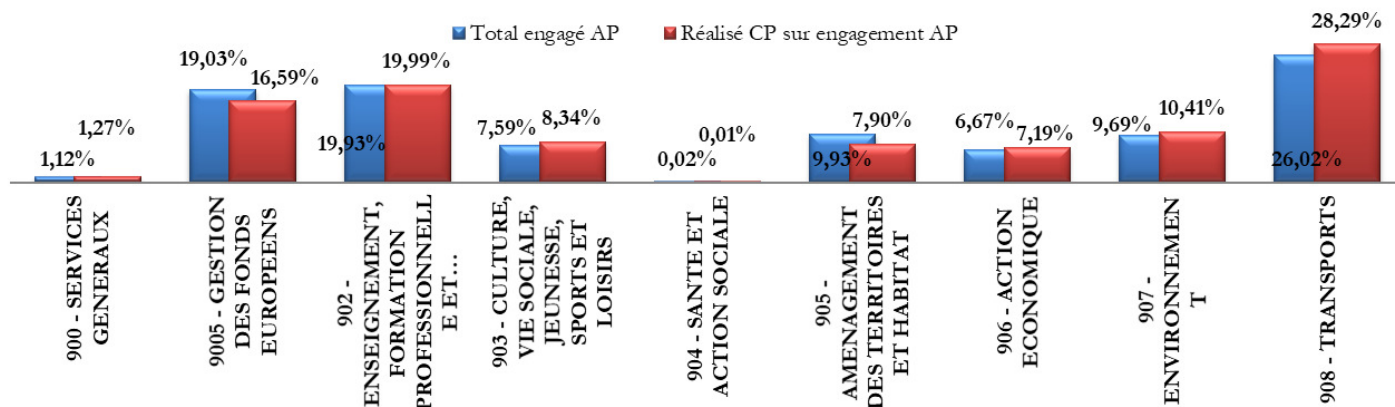
A- Les autorisations de programmes (AP)

Au 1^{ER} janvier 2025, le volume d'autorisations de programme (AP) votées depuis l'origine s'élève à **4 041 227 666,60 €**. L'encours sur les engagements d'AP s'élève **536 191 622,69 €** et le disponible pour engagement s'élève à **1 380 375 515,70 €**.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Chapitre	Total voté AP	Total engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
900 - SERVICES GENERAUX	49 683 223,33 €	29 706 594,22 €	26 970 094,19 €	2 736 500,03 €	19 976 629,11 €
9005 - GESTION DES FONDS EUROPEENS	998 622 019,58 €	506 320 116,27 €	352 407 680,38 €	153 912 435,89 €	492 301 903,31 €
902 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	756 572 124,76 €	530 424 897,11 €	424 787 953,82 €	105 636 943,29 €	226 147 227,65 €
903 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	273 721 748,69 €	202 050 657,37 €	177 257 921,17 €	24 792 736,20 €	71 671 091,32 €
904 - SANTE ET ACTION SOCIALE	5 000 000,00 €	436 224,45 €	309 027,82 €	127 196,63 €	4 563 775,55 €
905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	366 361 627,55 €	264 205 628,29 €	167 908 033,34 €	96 297 594,95 €	102 155 999,26 €
906 - ACTION ECONOMIQUE	310 155 152,74 €	177 390 221,97 €	152 810 610,94 €	24 579 611,03 €	132 764 930,77 €
907 - ENVIRONNEMENT	393 827 110,87 €	257 873 807,84 €	221 148 112,07 €	36 725 695,77 €	135 953 303,03 €
908 - TRANSPORTS	887 284 659,08 €	692 444 003,38 €	601 061 094,48 €	91 382 908,90 €	194 840 655,70 €
Total INVESTISSEMENT	4 041 227 666,60 €	2 660 852 150,90 €	2 124 660 528,21 €	536 191 622,69 €	1 380 375 515,70 €

Volume cumulé des AP d'investissement depuis l'origine par ch en %



Par secteur chapitre fonctionnel de la dépense le volume des encours des autorisations de programme restant financer au 1^{er} janvier 2025 se présente suivant les différents tableaux présentés ci-après :

900 - SERVICES GENERAUX

SITUATION CUMULEE DES AP

N°	AP	Libellé AP	Total voté AP	Total Engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
2007	2	ACQUISITION DE TERRAINS	497 000,00 €	465 400,00 €	238 000,00 €	227 400,00 €	31 600,00 €
2008	1	RESTRUCTURATION DES BATIMENTS REGIONAUX	28 396 830,01 €	22 726 252,26 €	21 206 558,83 €	1 519 693,43 €	5 670 577,75 €
2015	1	OS27-METTRE EN PLACE UN SYSTEME DE GESTION SUIVI CONTROLE EVALUAT PLUS EFFICIENT	2 870 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 870 000,00 €
2016	1	OS11-INV-TF AT	724 036,80 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	724 036,80 €
2016	1	AT FEADER PDR 2014-2020 INV	616 288,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	616 288,00 €
2016	2	OS11-INV-AT-VOLET TN	406 574,70 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	406 574,70 €
2018	1	TELEPHONIE RESEAU	1 504 517,58 €	1 368 584,77 €	1 340 294,32 €	28 290,45 €	135 932,81 €
2018	4	MATERIEL INFORMATIQUE	4 166 696,45 €	1 524 033,69 €	1 468 975,58 €	55 058,11 €	2 642 662,76 €
2018	4	ETUDES DE FAISABILITE DES PROJETS DANS LE CADRE DES SERVICES GENERAUX	250 000,00 €	52 827,60 €	52 827,60 €	0,00 €	197 172,40 €
2019	1	TRAVAUX BUREAUX DISR ET SCR JARRY	400 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	400 000,00 €
2020	1	RECONSTRUCTION DE L'ANNEXE REGIONALE DE MARIE GALANTE	1 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 000 000,00 €
2021	62	L'EXEMPLARITE DE L'ACTION DE LA REGION	2 785 279,79 €	2 380 996,37 €	1 905 851,65 €	475 144,72 €	404 283,42 €
2022	1	MATERIELS MULTIFONCTIONS	1 000 000,00 €	400 951,70 €	400 951,70 €	0,00 €	599 048,30 €
2023	1	COMMUNICATION INVESTISSEMENT	66 000,00 €	7 810,03 €	7 810,03 €	0,00 €	58 189,97 €
2024	1	OPERATION CYBERATTAQUE REGION	5 000 000,00 €	779 737,80 €	348 824,00 €	430 913,80 €	4 220 262,20 €

Accusé de réception en préfecture
071 230 074 0015 20250414-25 9 AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

TOTAUX	49 683 223,33 €	29 706 594,22 €	26 970 094,19 €	2 736 500,03 €	19 976 629,11 €
---------------	------------------------	------------------------	------------------------	-----------------------	------------------------

9005 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

SITUATION CUMULEE DES AP

N°	AP	Libellé AP	Total voté AP	Total Engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
2015	1	OS1-AUGMENTER LA VISIBILITE RECHERCHE GPEENE EN FRANCE ET L'ETRANGER DOMAINE S3	9 996 460,91 €	9 948 840,49 €	7 095 136,24 €	2 853 704,25 €	47 620,42 €
2015	1	OS6 - REDUIRE LA FRACTURE NUMERIQUE	5 768 218,12 €	5 768 218,12 €	5 768 218,12 €	0,00 €	0,00 €
2015	1	OS8-ACCROITRE LA PART DES ENR DS LE MIX ELECTRIQ POUR PLUS FORTE AUTONOMIE ENERG	4 319 261,94 €	4 265 558,44 €	3 403 692,17 €	861 866,27 €	53 703,50 €
2015	1	OS11 REDUIRE VULNERABILITE BAT PUBLICS STRATEG & ECOLES AU RISQUE SISMIQUE	1 900 000,00 €	1 900 000,00 €	561 212,16 €	1 338 787,84 €	0,00 €
2015	1	OS12-REDUIRE LA PRESSION DES DECHETS SUR ENVIRONNEMENT	2 888 756,68 €	2 847 997,69 €	2 539 127,61 €	308 870,08 €	40 758,99 €
2015	1	OS19-AMELIORATION DU CADRE DE VIE DANS LES QUARTIERS URBAINS EN DIFFICULTE	5 149 225,33 €	5 149 225,33 €	3 510 924,92 €	1 638 300,41 €	0,00 €
2015	2	OS7-ASSURER PLUS GDE DISPONIBILITE & UTILISAT ACCRUE DES PTS ET SERV TIC ENTREPR	4 377 592,34 €	4 333 584,23 €	3 351 471,84 €	982 112,39 €	44 008,11 €
2015	2	OS4-DIVERSIFIER ET FAIRE MONTER EN GAMME OFFRE TOURISTIQUE	11 138 948,96 €	11 138 948,96 €	10 349 596,09 €	789 352,87 €	0,00 €
2015	2	OS9-REDUIRE LA CONSOMMATION D'ENERGIE DES ENTREPRISES - INV	1 521 868,58 €	1 521 868,58 €	1 291 201,92 €	230 666,66 €	0,00 €
2015	2	OS20-RENFORCER QUALITE DE VIE ET DEVELOPPER ACTIVITE CENTRES BOURGS ET VILLES	5 692 362,00 €	5 692 362,00 €	5 090 538,16 €	601 823,84 €	0,00 €
2015	3	OS2 - ACCROITRE PARTENARIAT ENTREPRISES ET ACTEURS DE LA CONNAISSANCE SUR S3	677 226,17 €	654 166,71 €	121 650,31 €	532 516,40 €	23 059,46 €
2015	3	OS5-SOUTENIR CROISSANCE PME EN ACCROISS CAPACITE PRODUCT POSITIONNEM NOUV MARCHÉ	5 079 669,77 €	5 051 523,30 €	4 634 268,42 €	417 254,88 €	28 146,47 €
2015	3	OS13 PRESERVER LA RESSOURCE EN EAU ET SECURISER ALIMENTATION EAU POTABLE POPULAT	13 167 760,41 €	13 140 154,09 €	12 718 635,59 €	421 518,50 €	27 606,32 €
2015	4	OS10-REDUIRE CONSO ENERGETIQUE DANS INFRASTRUCTURES PUBLIQUES & LOGEMENT - INV	1 444 678,44 €	1 240 743,32 €	419 354,73 €	821 388,59 €	203 935,12 €
2015	5	OS14 MISE AUX NORMES STATIONS ET RESEAUX EPURATION POUR PRESERVER ENVIRONNEME	2 608 094,91 €	2 608 094,91 €	2 333 868,11 €	274 226,80 €	0,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2015	7	OS15-DEVELOPPER LA FREQUENTATION DES SITES NATURELS & CULTURELS PATRIMONIAUX	354 096,20 €	354 096,20 €	148 464,21 €	205 631,99 €	0,00 €
2015	9	OS16 MAINTENIR ET RESTAURER CONTINUITES ECOLOGIQUES TERRESTRES ET MARINES	2 473 067,43 €	1 937 703,43 €	1 745 783,88 €	191 919,55 €	535 364,00 €
2017	3	OS6 TRANSNATIONAL	5 185 113,49 €	4 481 580,38 €	2 270 822,95 €	2 210 757,43 €	703 533,11 €
2018	1	RENFORCER LES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET L'EFFICACITE DES ADMINISTRAT PUB	753 741,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	753 741,00 €
2018	1	RENFORCER RECHERCHE DVLPT' TECHNO ET INNOVATION	5 470 061,65 €	2 064 018,39 €	993 963,23 €	1 070 055,16 €	3 406 043,26 €
2018	1	SOUTENIR LA TRANSIT VERS UNE ECO A FAIBLE EMISS DE CO2 DANS L'ENS DES SECTEURS	5 467 361,14 €	4 080 315,34 €	3 423 756,17 €	656 559,17 €	1 387 045,80 €
2018	1	FAVORISER ADAPATAT AUX CHANGMT CLIMATIQ PREV ET GEST DES RISQUES	982 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	982 000,00 €
2018	1	PROTEGER L'ENVIRONNEMENT ET ENCOURAGER L'UTILISAT DURABLE DES RESSOURCES	2 372 776,27 €	2 177 862,75 €	295 001,20 €	1 882 861,55 €	194 913,52 €
2018	1	PROMOUVOIR INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	1 769 020,00 €	1 341 735,05 €	119 182,32 €	1 222 552,73 €	427 284,95 €
2018	1	RENFORCER LA RECHERCHE/DEVT' TECHNO/INNOV	13 030 301,00 €	8 182 298,08 €	4 289 800,93 €	3 892 497,15 €	4 848 002,92 €
2018	1	AMELIORER ACCES A L'UTILISATION ET LA QUALITE DES TECHNO DE L'INFORMAT & LA COMM	6 773 798,00 €	6 233 341,15 €	4 407 330,93 €	1 826 010,22 €	540 456,85 €
2018	1	SOUTENIR MUTAT VERS ECO A FAIBLE TENEUR EN CARBONE	52 396 875,00 €	48 685 516,36 €	40 338 942,62 €	8 346 573,74 €	3 711 358,64 €
2018	1	FAVORISER ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQ LA PREVENT ET LA GEST DES RISQUES	10 013 433,00 €	9 405 189,27 €	6 703 424,99 €	2 701 764,28 €	608 243,73 €
2018	1	PROTEGER L'ENVIRONNEMENT ET ENCOURAGER L'UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES	87 375 307,00 €	70 388 578,24 €	47 121 821,21 €	23 266 757,03 €	16 986 728,76 €
2018	1	ENCOURAGER LE TRANSPORT DURABLE ET SUPPRIMER LES OBSTACLES DANS LES INFRASTRUCT	17 767 595,00 €	910 553,94 €	723 602,95 €	186 950,99 €	16 857 041,06 €
2018	1	PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	18 372 284,00 €	18 215 649,92 €	11 759 898,16 €	6 455 751,76 €	156 634,08 €
2018	1	INV-ALLOCATION DE COMPENSATION DES SURCOUTS	41 822 569,00 €	41 065 183,31 €	36 091 714,15 €	4 973 469,16 €	757 385,69 €
2018	2	INVESTIR DANS EDUCAT FORMAT & FORMAT PRO POUR ACQUISIT DE COMPETENCES ET APPRENT	401 404,67 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	401 404,67 €
2018	3	RENFORCER COMPETITIVIT PETITES ET MOY ENTREPRISES	96 774 519,00 €	96 405 037,28 €	76 036 411,56 €	20 368 625,72 €	369 481,72 €
2021	1	MESURE SANTE - INVESTISSEMENT	21 933 662,00 €	21 880 517,76 €	10 827 010,00 €	10 827 010,00 €	53 144,24 €

Assusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2021	3	MESURE PME INVESTISSEMENT -	11 072 328,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	11 072 328,00 €
2021	5	MESURE VERT INVESTISSEMENT -	20 509 103,00 €	20 489 102,62 €	14 814 636,01 €	5 674 466,61 €	20 000,38 €
2021	7	MESURE SERVICES DE BASE - INVESTISSEMENT	83 098 672,00 €	30 412 297,77 €	26 773 744,34 €	3 638 553,43 €	52 686 374,23 €
2021	11	MESURE NUMERIQUE INVESTISSEMENT -	3 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 000 000,00 €
2023	1	RECHERCHE DEVELOPPEMENT ET INNOVATION	1 604 811,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 604 811,00 €
2023	1	DEVELOPPER ET AMELIORER LES CAPACITES DE RECHERCHE ET D'INNOVATION AINSI QUE	9 054 080,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	9 054 080,00 €
2023	2	RENFORCER LES ACTIVITES DE PECHE DURABLES SUR LE PLAN ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIR	2 292 467,80 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 292 467,80 €
2023	3	DEVELOPPEMENT ET COMPETITIVITE DES PME INV	864 129,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	864 129,00 €
2023	3	TIRER PARTI DES AVANTAGES DE LA NUMERISATION AU BENEFICE DES CITOYENS	10 694 088,38 €	3 015 234,90 €	0,00 €	3 015 234,90 €	7 678 853,48 €
2023	4	RENFORCER LES ACTIVITES DE PECHE DURABLES SUR LE PLAN ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIR	179 600,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	179 600,00 €
2023	4	RENFORCER LA CROISSANCE DURABLE ET LA COMPETITIVITE DES PME ET LA CREATION	50 541 537,98 €	12 873 492,90 €	0,00 €	12 873 492,90 €	37 668 045,08 €
2023	5	CONNECTIVITE NUMERIQUE INV	555 510,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	555 510,00 €
2023	6	CONTRIBUER A LA PROTECTION ET A LA RESTAURATION DE LA BIODIVERSITE ET DES	352 242,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	352 242,00 €
2023	7	TRANSITION ENERGETIQUE INVESTISSEMENT	555 510,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	555 510,00 €
2023	7	RENFORCER LA CONNECTIVITE NUMERIQUE	4 700 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 700 000,00 €
2023	8	PROMOUVOIR LES ACTIVITES AQUICOLES DURABLES EN PARTICULIER EN RENFORCANT LA	1 322 445,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 322 445,00 €
2023	8	FAVORISER LES MESURES EN MATIERE D'EFFICACITE ENERGETIQUE ET REDUIRE	6 713 109,64 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	6 713 109,64 €
2023	9	CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CATASTROPHES NATURELLES INVESTISSEMENT	1 111 021,80 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 111 021,80 €
2023	9	PROMOUVOIR LES ENERGIES RENOUVELABLES CONFORMEMENT A LA DIRECTIVE (UE) 2018/2001	11 844 000,00 €	324 322,15 €	0,00 €	324 322,15 €	11 519 677,85 €
2023	10	PROMOUVOIR LA COMMERCIALISATION LA QUALITE ET LA VALEUR AJOUTEE DES PRODUITS DE	587 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	587 500,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2023	11	ECONOMIE CIRCULAIRE ET GESTION DURABLE DES DECHETS INVESTISSEMENT	493 787,40 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	493 787,40 €
2023	11	FAVORISER L'ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LA PREVENTION DES RISQUES DE	41 036 255,35 €	6 968 503,91 €	0,00 €	6 968 503,91 €	34 067 751,44 €
2023	12	PERMETTRE UNE ECONOMIE BLEUE DURABLE DANS LES ZONES COTIERES INSULAIRES ET INTER	1 028 300,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 028 300,00 €
2023	12	FAVORISER L'ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LA PREVENTION DES RISQUES DE	27 116 591,72 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	27 116 591,72 €
2023	13	ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE INVESTISSEMENT	1 666 532,70 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 666 532,70 €
2023	14	FAVORISER L'ACCES A L'EAU ET UNE GESTION DURABLE DE L'EAU	75 296 857,60 €	16 700 000,00 €	0,00 €	16 700 000,00 €	58 596 857,60 €
2023	15	MOBILITE DURABLE ET RENFORCEMENT DES CONNEXIONS	740 681,10 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	740 681,10 €
2023	15	FAVORISER LA TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE ET EFFICACE DANS	49 440 972,64 €	1 667 358,00 €	333 471,60 €	1 333 886,40 €	47 773 614,64 €
2023	17	FAVORISER LA TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE ET EFFICACE DANS	2 739 160,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 739 160,00 €
2023	18	AMELIORER LA PROTECTION ET LA PRESERVATION DE LA NATURE ET DE LA BIODIVERSITE ET	6 734 787,92 €	799 341,00 €	0,00 €	799 341,00 €	5 935 446,92 €
2023	20	FAVORISER UNE MOBILITE URBAINE MULTIMODALE DURABLE DANS LE CADRE DE LA TRANSITIO	17 186 443,52 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	17 186 443,52 €
2023	21	RISQUE SANITAIRES ET RESILIENCE DES SYSTEMES DE SANTE INVESTISSEMENT	2 098 598,20 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 098 598,20 €
2023	21	METTRE EN PLACE ET DEVELOPPER UNE MOBILITE DURABLE INTELLIGENTE INTERMODALE ET	21 620 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	21 620 000,00 €
2023	22	AMELIORER L'EGALITE D'ACCES A DES SERVICES DE QUALITE ET INCLUSIFS DANS L'EDUCAT	12 220 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	12 220 000,00 €
2023	23	COOPERATION TRANSFRONTALIERE ENTRE SAINT-MARTIN ET SINT-MARTEEN	1 227 184,80 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 227 184,80 €
2023	23	ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT SOCIAL ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL INTEGRE ET	25 104 601,62 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	25 104 601,62 €
2024	4	UNE GUADELOUPE PLUS CONNECTEE PAR L'AMELIORATION DE LA MOBILITE EN DEVELOPPANT	25 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	25 000 000,00 €
TOTAUX			998 622 019,58 €	506 320 116,27 €	352 407 680,38 €	153 912 435,89 €	492 301 903,31 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

SITUATION CUMULEE DES AP

N°	AP	Libellé AP	Total voté AP	Total Engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
2006	1	CONSTRUCTION DU LYCEE DE PORT-LOUIS	51 828 353,11 €	50 745 548,73 €	50 689 766,89 €	55 781,84 €	1 082 804,38 €
2006	1	UAG CAMP JACOB	51 188 022,35 €	50 571 367,82 €	50 565 668,56 €	5 699,26 €	616 654,53 €
2006	2	RESTRUCTURATION CITE SCOLAIRE BAIMBRIDGE	120 755 915,67 €	110 978 312,09 €	110 718 793,64 €	259 518,45 €	9 777 603,58 €
2008	1	RESTRUCTURATION DES BATIMENTS DU CRFP DE PETIT BOURG	31 318 701,22 €	31 172 759,60 €	30 004 634,86 €	1 168 124,74 €	145 941,62 €
2008	2	CITE DE LA CONNAISSANCE	31 831 468,89 €	30 139 408,97 €	29 974 798,79 €	164 610,18 €	1 692 059,92 €
2008	3	PROGRAMME D'EXTENSION & D'ADAPTATION DANS LES LYCEES	10 951 960,87 €	10 945 960,16 €	10 929 821,69 €	16 138,47 €	6 000,71 €
2009	1	L'ECOLE DE LA 2EME CHANCE	9 540 248,82 €	9 540 248,82 €	9 299 811,75 €	240 437,07 €	0,00 €
2011	2	PLAN PLURIANNUEL D'EQUIPEMENT DES LYCEES	36 049 074,87 €	31 774 828,08 €	30 585 054,00 €	1 189 774,08 €	4 274 246,79 €
2015	1	EQUIPEMENT DE FORMATION SOCIALES ET SANITAIRES	3 100 000,00 €	668 321,21 €	473 066,46 €	195 254,75 €	2 431 678,79 €
2015	3	PROGRAMME D'EXTENSION D'ADAPTATION ET DIAGNOSTIC DANS LES LYCEES	7 911 995,00 €	7 898 894,52 €	7 808 820,29 €	90 074,23 €	13 100,48 €
2015	6	RESTRUCTURATION DE LA CITE SCOLAIRE DE BAIMBRIDGE	110 300 000,00 €	86 889 089,44 €	3 597 690,49 €	83 291 398,95 €	23 410 910,56 €
2015	7	RESTRUCTURATION DES BATIMENTS DU CRFP PETIT-BOURG	19 683 226,17 €	15 782 602,07 €	15 456 989,09 €	325 612,98 €	3 900 624,10 €
2016	1	CONSTRUCTION DE L'INTERNAT DU LYCEE FELIX PROTO	218 874,90 €	18 874,90 €	18 874,90 €	0,00 €	200 000,00 €
2016	5	EQUIPEMENT DU CAMPUS SANITAIRE	3 554 175,21 €	1 816 852,89 €	1 816 852,89 €	0,00 €	1 737 322,32 €
2017	1	AMENAGEMENT DES RELAIS LOCAUX SPRO CPRDFOP	790 000,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €	0,00 €	750 000,00 €
2017	1	BEA UMAG INVESTISSEMENT	15 818 177,40 €	6 585 909,76 €	6 585 909,75 €	0,01 €	9 232 267,64 €
2017	3	INOvation MATERIEL ET EQUIP PEDAGOGIQUE NUMERIQUE DES CENTRES DE FORMATION	5 499 946,91 €	4 499 946,73 €	2 269 002,76 €	2 230 943,97 €	1 000 000,18 €
2017	4	EQUIPEMENT RECONSTRUCTION CFA	14 372 497,46 €	2 992 083,37 €	2 689 634,81 €	302 448,56 €	11 380 414,09 €
2018	1	PLAN PLURIANNUEL D'EQUIPEMENT DES LYCEES	10 000 000,00 €	2 722 719,75 €	2 722 719,73 €	0,02 €	7 277 280,25 €
2018	1	CPRDFOP TERRITORIALISATION DE LA FORMATION	600 000,00 €	121 892,00 €	48 756,80 €	73 135,20 €	478 108,00 €
2018	1	CAMPUS UNIVERSITAIRE DE LA SANTE DU CHU	2 000 000,00 €	34 266,05 €	34 266,05 €	0,00 €	1 965 733,95 €
2018	1	RECONSTRUCTION DU LYCEE GERTY ARCHIMEDE	1 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 000 000,00 €
2018	2	PROGRAMME MISE A NIVEAU DES EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES	15 951 485,97 €	4 547 478,12 €	4 157 965,86 €	389 512,26 €	11 404 007,85 €
2018	2	CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS 2019-2023 REGION-UAG	2 500 000,00 €	104 139,75 €	104 139,75 €	0,00 €	2 395 860,25 €
2018	14	MAT INFORM & VIDEOPROJECTEURS	7 751 999,94 €	3 175 292,74 €	3 164 469,85 €	10 822,89 €	4 576 707,20 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2018	17	RESEAUX ET SECURITE INFORMATIQUES	3 950 000,00 €	727 267,18 €	722 384,68 €	4 882,50 €	3 222 732,82 €
2019	1	EQUILIBRE TERRITORIAL DANS LA REALISATION DES FORMATIONS	1 200 000,00 €	509 499,58 €	280 756,09 €	228 743,49 €	690 500,42 €
2019	4	PROGRAMME PLURIANNUEL DE TRAVAUX DANS LES LYCEES	23 500 000,00 €	19 554 081,39 €	18 225 119,73 €	1 328 961,66 €	3 945 918,61 €
2019	5	PROGRAMME DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES LYCEES	8 000 000,00 €	6 293 746,52 €	5 754 316,06 €	539 430,46 €	1 706 253,48 €
2019	23	EQUIPEMENT DES ORGANISMES DE FORMATION	2 000 000,00 €	118 442,64 €	118 442,64 €	0,00 €	1 881 557,36 €
2019	26	GUADELOUPE FORMATION DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4 000 000,00 €	2 343 438,40 €	2 343 438,40 €	0,00 €	1 656 561,60 €
2020	3	ACQUISITION AUTRES MATERIELS LYCEES	500 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	500 000,00 €
2021	14	LA RECONSTRUCTION DU LYCEE GERTY ARCHIMEDE	50 000 000,00 €	699 413,00 €	316 922,81 €	382 490,19 €	49 300 587,00 €
2021	16	LA MISE AUX NORMES DES ECOLES DU 1ER CYCLE (5 ECOLES)	25 000 000,00 €	19 116 826,30 €	6 765 489,47 €	12 351 336,83 €	5 883 173,70 €
2021	36	LA REDYNAMISATION & LA REHABILITATION DES INTERNATS DES LYCEES DE GUADELOUPE	8 000 000,00 €	3 646 344,06 €	3 102 020,53 €	544 323,53 €	4 353 655,94 €
2021	48	LA CONSTRUCTION D'UN CAMPUS SANTE	7 000 000,00 €	117 196,28 €	92 783,78 €	24 412,50 €	6 882 803,72 €
2021	50	L'INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE LA MER	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	200 000,00 €
2021	52	LE NUMERIQUE EDUCATIF	12 506 000,00 €	12 498 074,54 €	12 494 656,79 €	3 417,75 €	7 925,46 €
2021	59	L'UNIVERSITE DES ANTILLES	1 000 000,00 €	624 019,41 €	542 432,39 €	81 587,02 €	375 980,59 €
2021	60	LE CAMPUS TECHNOLOGIQUE DE SAINT-CLAUDE	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	200 000,00 €
2021	61	L'ECOLE D'INGENIEUR	22 000 000,00 €	36 862,88 €	20 916,09 €	15 946,79 €	21 963 137,12 €
2021	74	PRIORITE 6 - AUTRES	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2022	1	MATERIELS MULTIFONCTIONS LYCEES	1 000 000,00 €	255 076,70 €	250 764,70 €	4 312,00 €	744 923,30 €
2024	1	RENOVATION CONSTRUCTION ECOLES 1ER CYCLE	7 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	7 000 000,00 €
2024	1	INTERNAT DU LYCEE GERVILLE REACHE	8 000 000,00 €	117 810,66 €	0,00 €	117 810,66 €	7 882 189,34 €
2024	2	OPERATION CYBERATTAQUE.LYCEE	2 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 000 000,00 €
TOTAUX			756 572 124,76 €	530 424 897,11 €	424 787 953,82 €	105 636 943,29 €	226 147 227,65 €

903 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

SITUATION CUMULEE DES AP

N°	AP	Libellé AP	Total voté AP	Total Engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
2006	1	REHABILITATION GRIVELIERE	4 536 631,09 €	3 186 799,08 €	2 929 793,57 €	257 005,51 €	1 349 832,01 €
2006	2	VELODROME ET HIPPODROME	9 998 641,30 €	9 184 968,86 €	9 100 023,94 €	84 944,92 €	813 672,44 €
2006	3	MEMORIAL ACTE	12 191 140,96 €	12 052 340,06 €	11 860 611,05 €	191 729,01 €	138 800,90 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2007	1	SUBV. D'EQUIPEMENTS JEUNESSE & SPORTS	13 853 105,27 €	5 874 709,41 €	5 189 297,89 €	685 411,52 €	7 978 395,86 €
2008	1	AIDE CREATION PRODUCTION CINEMA & AUDIOVISUELLE	17 370 526,44 €	15 414 286,44 €	13 421 237,84 €	1 993 048,60 €	1 956 240,00 €
2008	1	VALORISATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE	460 147,89 €	435 147,89 €	360 245,55 €	74 902,34 €	25 000,00 €
2011	1	REHABILITATION DE LA GRIVELIERE - TRANCHE 2	15 796 997,98 €	10 787 387,55 €	8 655 456,24 €	2 131 931,31 €	5 009 610,43 €
2011	2	TVX DE TERRASSEMENT ET DE BATIMENT DU MEMORIAL ACTE	67 424 263,94 €	66 646 574,10 €	66 628 782,80 €	17 791,30 €	777 689,84 €
2015	6	REDEPLOIEMENT DE L'HIPPODROME	58 278 672,46 €	42 385 818,55 €	27 762 450,10 €	14 623 368,45 €	15 892 853,91 €
2016	1	ETUDES FAISABILITES POUR DES EDIFICES CULTURELS SPORTIFS ET DE LOISIRS	200 000,00 €	97 240,23 €	64 001,25 €	33 238,98 €	102 759,77 €
2016	1	CENTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE	14 761 621,36 €	13 548 514,13 €	13 083 034,77 €	465 479,36 €	1 213 107,23 €
2018	1	CONSTRUCTION DU GYMNASE DE MARIE GALANTE	8 700 000,00 €	5 568 262,22 €	4 797 589,25 €	770 672,97 €	3 131 737,78 €
2018	2	CONSTRUCTION DU GYMNASE DE MORNE A L'EAU	14 700 000,00 €	10 155 959,81 €	10 058 896,57 €	97 063,24 €	4 544 040,19 €
2019	1	CENTRE D'ART CONTEMPORAIN DE DARBOUSSIER	200 000,00 €	10 555,57 €	10 555,57 €	0,00 €	189 444,43 €
2019	1	MISE EN VALEUR PATRIMOINE HISTORIQUE	1 200 000,00 €	697 200,40 €	409 874,80 €	287 325,60 €	502 799,60 €
2021	29	LA REHABILITATION DE LA BASE NAUTIQUE DE SAINTE-ANNE	3 500 000,00 €	1 687 979,94 €	91 859,04 €	1 596 120,90 €	1 812 020,06 €
2021	34	LA REMISE A NIVEAU DU CREPS	4 000 000,00 €	1 469 695,21 €	1 249 695,21 €	220 000,00 €	2 530 304,79 €
2021	35	LA CREATION D'UN POLE INDUSTRIEL DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL	10 000 000,00 €	1 342 321,00 €	82 368,40 €	1 259 952,60 €	8 657 679,00 €
2021	38	LE CENTRE DES MUSIQUES ET DES DANSES TRADITIONNELLES	1 450 000,00 €	1 050 000,00 €	1 050 000,00 €	0,00 €	400 000,00 €
2022	1	CENTRE REGIONAL DES MUSIQUES ET DANSES TRADITIONNELLES	1 000 000,00 €	445 674,42 €	444 660,83 €	1 013,59 €	554 325,58 €
2022	1	CREATION D'UN MUSEE DU SPORT	3 000 000,00 €	9 222,50 €	7 486,50 €	1 736,00 €	2 990 777,50 €
2022	2	CREATION D'UNE SALLE DE SPECTACLE	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2022	5	CONNEXION EN EAU DE L'HABITATION LA GRIVELIERE	700 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	700 000,00 €
2024	1	ETUDES FAISABILITES PR DES EDIFICES CULTURELS SPORTIFS ET DE LOISIRS	400 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	400 000,00 €
2024	1	CONSTRUCTION ET AMELIORATION EQUIPEMENTS SPORTIFS ET LOISIRS	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
TOTAUX			273 721 748,69 €	202 050 657,37 €	177 257 921,17 €	24 792 736,20 €	71 671 091,32 €

904 - SANTE ET ACTION SOCIALE

SITUATION CUMULEE DES AP

N°	AP	Libellé AP	Total voté AP	Total Engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
2020	2	PARTICIPATION AUX INVESTISSEMENTS DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	5 000 000,00 €	436 224,45 €	309 027,00 €	Accusé de réception en préfecture 971-239710015-20250411-25-9-AU Date de télétransmission : 11/04/2025 Date de réception préfecture : 11/04/2025	4 563 775,55 €

TOTAUX	5 000 000,00 €	436 224,45 €	309 027,82 €	127 196,63 €	4 563 775,55 €
---------------	-----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------------

905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT

SITUATION CUMULEE DES AP							
N°	AP	Libellé AP	Total voté AP	Total Engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
2007	1	SOUTIEN AUX ORGANISMES PRIVES TIC	4 063 091,64 €	2 652 789,67 €	2 579 188,86 €	73 600,81 €	1 410 301,97 €
2007	1	ACTIONS DE SOLIDARITE PAAHPOD	3 459 710,37 €	3 358 660,37 €	3 358 660,37 €	0,00 €	101 050,00 €
2007	2	ACTIONS DE SOLIDARITE ARSAH	23 254 969,99 €	23 135 146,37 €	23 135 146,37 €	0,00 €	119 823,62 €
2011	1	PARTICIPATION DE LA REGION AU PAAHPOD	3 560 434,36 €	3 310 434,36 €	3 310 434,36 €	0,00 €	250 000,00 €
2012	1	PROGRAMME D'AIDE A L'AMELIORATION DE L'HABITAT ARSAH 2012	6 865 005,56 €	6 667 645,56 €	6 667 645,56 €	0,00 €	197 360,00 €
2012	1	CREATION DE PARCOURS SPORTIFS DE SANTE SECURISES DANS LES COMMUNES	9 233 969,37 €	8 583 282,89 €	7 065 539,23 €	1 517 743,66 €	650 686,48 €
2013	1	PARTICIPATION REGIONALE AU LOGEMENT TRES SOCIAL	2 948 560,50 €	2 452 187,00 €	1 887 586,52 €	564 600,48 €	496 373,50 €
2013	1	PROGRAMME D'AIDE A L'AMELIORATION DE L'HABITAT ARSAH	22 396 852,40 €	20 638 546,57 €	20 638 546,57 €	0,00 €	1 758 305,83 €
2014	3	CONTRATS DE DEVELOPPEMENT DURABLE TERRITORIAL	94 254 050,84 €	62 822 760,29 €	26 698 653,48 €	36 124 106,81 €	31 431 290,55 €
2015	1	AIDE REGIONALE AU DEVELOPPEMENT URBAIN - DIVERSES COMMUNES	12 593 000,00 €	11 593 076,46 €	6 352 697,46 €	5 240 379,00 €	999 923,54 €
2015	3	INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES NUMERIQUES	52 000 000,00 €	34 119 733,80 €	27 824 029,80 €	6 295 704,00 €	17 880 266,20 €
2015	4	UTILISATION DES PRODUITS ET SERVICES TIC	7 076 586,48 €	6 195 857,96 €	3 608 575,34 €	2 587 282,62 €	880 728,52 €
2016	1	PARTICIPATION DE LA REGION AU PAAHPOD	1 292 441,50 €	1 069 626,00 €	1 002 946,00 €	66 680,00 €	222 815,50 €
2016	2	PARTICIPATION REG AU PROGRAMME ARSAH	1 000 000,00 €	966 964,28 €	966 964,28 €	0,00 €	33 035,72 €
2018	1	TRAVAUX DE RENFORCEMENT PARASISMIQUE DES ECOLES	57 754 954,54 €	38 807 764,54 €	16 282 353,83 €	22 525 410,71 €	18 947 190,00 €
2018	1	MISE EN OEUVRE DU SDUN	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €
2020	1	ASSISTANCE OPERATIONNELLES INFRASTRUCTURES THD	2 000 000,00 €	1 215 152,42 €	465 309,01 €	749 843,41 €	784 847,58 €
2021	20	L'AMELIORATION DE L'HABITAT	20 000 000,00 €	6 769 673,25 €	4 407 353,85 €	2 362 319,40 €	13 230 326,75 €
2021	32	LA REMISE A NIVEAU DES PARCOURS SPORTIFS INVESTISSEMENT	608 000,00 €	578 870,86 €	530 829,99 €	48 040,87 €	29 129,14 €
2021	37	10 PLATEAUX SPORTIFS DANS LES COMMUNES	6 800 000,00 €	5 097 191,76 €	5 097 191,76 €	0,00 €	1 702 808,24 €
2021	53	LA MISE EN PLACE DU WIFI TERRITORIAL	4 300 000,00 €	4 130 335,88 €	3 988 452,70 €	141 883,18 €	169 664,12 €
2021	54	LE RENOUVELLEMENT DES CYBERBUS	300 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	300 000,00 €
2021	58	CREATION D'UNE PLATEFORME NUMERIQUE POUR LA MISE EN PLACE DU MARCHE D'EXCELLENCE	2 000 000,00 €	39 928,00 €	39 928,00 €	0,00 €	1 960 072,00 €
2021	73	PRIORITE 5 - AUTRES	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2023	1	PROGRAMME NATIONAL RENOUVELLEMENT URBAIN	20 000 000,00 €	20 000 000,00 €	2 000 000,00 €	18 000 000,00 €	0,00 €
2024	2	CREATION DE PARCOURS SPORTIFS DE SANTE SECURISES DANS LES COMMUNES	1 500 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 500 000,00 €
2024	3	TIRER PARTIE DES AVANTAGES DE LA NUMERISATION AU BENEFICE DES CITOYENS, DES ENTR	2 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 000 000,00 €
TOTAUX			366 361 627,55 €	264 205 628,29 €	167 908 033,34 €	96 297 594,95 €	102 155 999,26 €

906 - ACTION ECONOMIQUE							
--------------------------------	--	--	--	--	--	--	--

SITUATION CUMULEE DES AP							
N°	AP	Libellé AP	Total voté AP	Total Engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
2006	2	AIDE A LA MODERNISATION DES ENTREPRISES	9 733 321,52 €	9 320 485,62 €	8 875 822,58 €	444 663,04 €	412 835,90 €
2006	3	ABATTOIR DE GALEAN	9 017 968,27 €	8 261 151,27 €	8 254 946,65 €	6 204,62 €	756 817,00 €
2007	2	AIDE REGIONALE AU DEMARAGE D'ACTIVITE - ARDA	5 624 143,91 €	5 074 789,15 €	4 764 121,07 €	310 668,08 €	549 354,76 €
2007	2	MODERNISATION DE L'INDUSTRIE HOTELLIERE	33 233 235,22 €	22 075 181,13 €	19 882 792,64 €	2 192 388,49 €	11 158 054,09 €
2007	7	ZONES D'ACTIVITES HORS AGGLOMERATION DE POINTE A PITRE	5 500 000,00 €	4 245 285,14 €	3 716 003,87 €	529 281,27 €	1 254 714,86 €
2008	3	AIDE DIRECTE AUX ENTREPRISES	22 380 797,67 €	18 424 942,94 €	17 836 964,56 €	587 978,38 €	3 955 854,73 €
2009	1	LA MAISON REGIONALE DE L'ELEVAGE	634 777,75 €	634 777,75 €	223 909,47 €	410 868,28 €	0,00 €
2010	1	SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE PATRIMOINE	22 000 000,00 €	18 910 000,00 €	16 910 000,00 €	2 000 000,00 €	3 090 000,00 €
2011	1	EQUIPEMENT POUR LES CHANTIERS D'INSERTION	1 672 328,00 €	1 147 121,18 €	850 121,18 €	297 000,00 €	525 206,82 €
2012	1	SOUTIEN AUX FILIERES DE LA PECHE & DE L'AQUACULTURE	3 883 710,79 €	2 986 566,68 €	2 910 184,12 €	76 382,56 €	897 144,11 €
2012	1	AMENAGEMENT DE LA ZAC FROMAGER A CAPESTERRE BELLE EAU	14 800 000,00 €	10 520 526,16 €	8 110 174,04 €	2 410 352,12 €	4 279 473,84 €
2013	1	CONSTRUCTION DU MARCHÉ D'INTERET REGIONAL	9 995 936,79 €	752 274,65 €	752 274,65 €	0,00 €	9 243 662,14 €
2015	1	COFINANCEMENT FEAMP 2015-2020	2 500 000,00 €	1 565 915,14 €	1 460 607,46 €	105 307,68 €	934 084,86 €
2015	3	CO-FINANCEMENT FEADER 2014 - 2020	14 420 000,00 €	9 600 000,00 €	9 000 000,00 €	600 000,00 €	4 820 000,00 €
2015	4	LES PROJETS REGIONAUX DE LA RECHERCHE	6 441 359,83 €	3 908 179,96 €	3 011 625,67 €	896 554,29 €	2 533 179,87 €
2015	6	SOUTIEN AUX INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES D'HEBERGEMENT	27 068 153,95 €	6 138 005,97 €	5 686 529,96 €	451 476,01 €	20 930 147,98 €
2015	7	SOUTIEN AUX PROJETS D'INVESTISSEMENT DANS LES PRODUITS TOURISTIQUES	13 588 118,04 €	2 138 322,02 €	1 946 776,51 €	191 545,51 €	11 449 796,02 €
2016	1	FIRG	14 500 000,00 €	13 400 000,00 €	8 500 000,00 €	4 900 000,00 €	1 100 000,00 €
2017	1	DISPOSITIFS D'INGENIERIE FINANCIERE	8 000 000,00 €	3 100 000,00 €	3 100 000,00 €	0,00 €	4 900 000,00 €
2017	1	CO FINANCEMENT APPELS A PROJETS NATIONAUX	2 300 000,00 €	1 800 000,00 €	1 125 000,00 €	675 000,00 €	500 000,00 €
2019	1	SOUTIEN FILIERES PECHE ET AQUACULTURE	696 398,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €	0,00 €	546 398,00 €

Accusé de réception en préfecture
000-239710015-20250411-26-0000
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2019	3	EQUIPEMENT ET AMENAG STUCT ESS	1 500 000,00 €	553 034,41 €	180 105,15 €	372 929,26 €	946 965,59 €
2020	2	CONTRAT DE CONVERGENCE ET TRANSFORMATION	590 000,00 €	552 385,99 €	255 333,60 €	297 052,39 €	37 614,01 €
2021	1	INSTRUMENT FINANCIER DEDIE A LA CREATION D'ENTREPRISES	12 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	12 000 000,00 €
2021	1	RESTRUCTURATION DE LA ZAE DE CALBASSIER B-T	2 500 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 500 000,00 €
2021	1	LES DISPOSITIFS FINANCIERS EN FAVEUR DES TPE PME	12 500 000,00 €	7 180 000,00 €	6 010 525,00 €	1 169 475,00 €	5 320 000,00 €
2021	2	INSTRUMENT FINANCIER BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	6 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	6 000 000,00 €
2021	2	L'ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJET ET DES TPE	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	0,00 €	1 000 000,00 €	0,00 €
2021	3	L'AGENCE REGIONALE DE DEVELOPEMENT ECONOMIQUE	1 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 000 000,00 €
2021	11	LA TRANSITION AGRO ECOLOGIQUE	1 200 000,00 €	550 129,54 €	497 129,54 €	53 000,00 €	649 870,46 €
2021	21	L'ECO FERME 3.0 INVESTISSEMENT	2 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 000 000,00 €
2021	24	LE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	4 600 000,00 €	3 587 045,26 €	2 924 476,01 €	662 569,25 €	1 012 954,74 €
2021	25	LA RELANCE ET LA STRUCTURATION DE L'AQUACULTURE	100 000,00 €	32 934,98 €	32 934,98 €	0,00 €	67 065,02 €
2021	27	LE SOUTIEN A LA PRESSE ECRITE ET AUDIOVISUELLE	2 500 000,00 €	2 500 000,00 €	2 486 000,00 €	14 000,00 €	0,00 €
2021	40	L'AIDE A L'INITIATIVE LOCALE POUR LES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECO	500 000,00 €	282 304,03 €	203 304,03 €	79 000,00 €	217 695,97 €
2021	47	LE DISPOSITIF D'AVANCE REMBOURSABLE POUR L'INNOVATION	2 400 000,00 €	1 937 701,00 €	1 937 701,00 €	0,00 €	462 299,00 €
2021	69	PRIORITE 1 AUTRES	8 000 000,00 €	4 336 162,00 €	2 650 247,20 €	1 685 914,80 €	3 663 838,00 €
2021	70	PRIORITE 2 - AUTRES	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2023	1	PROGRAMME D' ACTIONS DU CTIG	12 080 000,00 €	10 725 000,00 €	8 565 000,00 €	2 160 000,00 €	1 355 000,00 €
2023	1	COFINANCEMENT FEADER 2023-2027	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2024	1	CONTREPARTIE PUBLIQUE NATIONALE - ETAT	375 692,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	375 692,00 €
2024	2	CONTREPARTIE PUB NAT - ETAT AUTRES	1 319 211,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 319 211,00 €
TOTAUX			310 155 152,74 €	177 390 221,97 €	152 810 610,94 €	24 579 611,03 €	132 764 930,77 €

907 - ENVIRONNEMENT

SITUATION CUMULEE DES AP

N°	AP	Libellé AP	Total voté AP	Total Engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
2006	2	ELIMINATION ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS ET DECHETS	2 370 500,03 €	2 362 595,58 €	2 362 595,58 €	0,00 €	7 904,45 €
2006	2	BARRAGE DE MOREAU	45 450 047,23 €	44 425 862,29 €	42 526 366,11 €	1 899 496,18 €	1 024 184,94 €
2006	8	PROGRAMME REGIONAL DE MAITRISE DE L'ENERGIE	15 079 860,73 €	15 057 292,73 €	14 654 994,17 €	402 298,56 €	22 568,00 €
2007	5	VALORISATION DU PATRIMOINE	1 230 242,25 €	1 176 980,43 €	1 176 980,43 €	0,00 €	53 261,82 €
2007	12	ENROCHEMENT DU LITTORAL DE LA GUADELOUPE	13 228 538,09 €	13 224 803,09 €	13 224 803,09 €	0,00 €	3 735,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AJ
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2009	1	EQUIPEMENT EN MATERIEL DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	609 248,24 €	349 248,24 €	337 248,24 €	12 000,00 €	260 000,00 €
2009	3	AMENAGEMENT DE LA RIVIERE DU PEROU A CAPESTERRE BELLE EAU	3 806 087,00 €	3 711 608,40 €	3 711 608,40 €	0,00 €	94 478,60 €
2011	2	AMENAGEMENT DES PLAGES DE LA GUADELOUPE	1 645 793,30 €	1 543 969,43 €	1 294 646,47 €	249 322,96 €	101 823,87 €
2012	1	CONTRATS DE DEVELOPPEMENT DURABLE TERRITORIAL	6 543 213,86 €	6 043 213,86 €	6 043 213,86 €	0,00 €	500 000,00 €
2015	1	FRAIS D'ETUDES SUR L'ENERGIE	3 415 417,54 €	2 489 253,58 €	2 266 889,58 €	222 364,00 €	926 163,96 €
2015	1	TRAVAUX SUR LES FRONTS DE MER	2 001 296,57 €	1 668 368,55 €	1 081 322,86 €	587 045,69 €	332 928,02 €
2015	1	ACTIONS SUR LE LITTORAL DE LA GUADELOUPE	1 500 000,00 €	673 588,14 €	673 588,14 €	0,00 €	826 411,86 €
2015	8	LES ENERGIES RENOUVELABLES	981 086,77 €	83 264,82 €	72 183,97 €	11 080,85 €	897 821,95 €
2015	9	LES REDUCTIONS DE CONSOMMATION D'ENERGIE	3 132 100,87 €	1 382 507,00 €	1 382 507,00 €	0,00 €	1 749 593,87 €
2015	10	ETUDES SUR LES DECHETS	498 481,00 €	261 829,26 €	235 369,26 €	26 460,00 €	236 651,74 €
2015	13	VALORISATION DU PATRIMOINE	1 000 000,00 €	74 652,19 €	74 652,19 €	0,00 €	925 347,81 €
2015	14	SUBVENTIONS AUX COMMUNES & STRUCTURES INTERCOMMUNALES	3 000 000,00 €	652 500,00 €	195 750,00 €	456 750,00 €	2 347 500,00 €
2015	15	AMENAGEMENT DES SITES NATURELS ET DES PLAGES	270 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	270 000,00 €
2016	1	RESORPTION ET VALORISATION DES DECHETS	5 369 840,44 €	585 247,74 €	460 628,29 €	124 619,45 €	4 784 592,70 €
2016	1	SUBVENTIONS POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES	7 417 916,16 €	4 044 535,94 €	3 585 692,98 €	458 842,96 €	3 373 380,22 €
2016	1	PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET ASSAINISSEMENT	7 500 000,00 €	4 213 312,95 €	3 815 812,95 €	397 500,00 €	3 286 687,05 €
2017	1	ACTIONS CONTRE LES SARGASSES	5 773 146,25 €	893 867,31 €	438 389,50 €	455 477,81 €	4 879 278,94 €
2017	1	MAITRISE D'OUVRAGE - EAU	4 638 924,73 €	3 337 396,77 €	3 218 577,17 €	118 819,60 €	1 301 527,96 €
2017	1	PROGRAMME OCEAN AMENAGEMENT DES PLAGES DE LA GUADELOUPE	29 445 030,94 €	9 453 255,11 €	4 873 324,28 €	4 579 930,83 €	19 991 775,83 €
2017	2	CONSTRUCTION DECHETERIES	27 000 000,00 €	20 507 858,85 €	19 555 294,07 €	952 564,78 €	6 492 141,15 €
2018	1	EQUIPEMENT EN MATERIEL DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	783 535,31 €	355 400,76 €	277 808,44 €	77 592,32 €	428 134,55 €
2018	1	ACTION DE SECURISATION DES BERGES ET DU LITTORAL	15 100 000,00 €	12 903 337,03 €	8 699 817,10 €	4 203 519,93 €	2 196 662,97 €
2018	1	EQUIPEMENTS ET SYSTEMENT RECUPERATION D'EAU DE PLUIE	2 000 000,00 €	735 049,74 €	294 019,89 €	441 029,85 €	1 264 950,26 €
2018	1	COFIN FEDER ENERGIE	12 633 506,51 €	10 142 446,09 €	9 267 804,40 €	874 641,69 €	2 491 060,42 €
2018	1	TVX REGIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU	15 539 088,86 €	14 398 599,08 €	14 398 599,08 €	0,00 €	1 140 489,78 €
2018	2	GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTIONS DES INONDATIONS GEMAPI	1 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 000 000,00 €
2018	2	AIDE AUX SYSTEMES DE RECUPERATION D'EAU DE PLUIE	10 039 208,19 €	8 239 208,19 €	8 039 208,19 €	200 000,00 €	1 800 000,00 €
2018	2	ACTIONS REGIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU	230 000,00 €	97 500,00 €	97 500,00 €	0,00 €	132 500,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2019	1	TRAVAUX AMENAGEMENT PAYSAGER	3 000 000,00 €	2 068 605,41 €	2 063 575,05 €	5 030,36 €	931 394,59 €
2019	2	AMENAGEMENT DE LA PLAGE DE LA BAIE DU MOULE	900 000,00 €	295 423,94 €	42 933,23 €	252 490,71 €	604 576,06 €
2020	2	OT6- COFIN FEDER OPERATIONS EAU MAITRISE D'OUVRAGE	29 505 000,00 €	25 946 210,78 €	24 086 867,30 €	1 859 343,48 €	3 558 789,22 €
2021	1	SOUTIEN A LA RENOVATION ENERGETIQUE	3 000 000,00 €	2 306 236,87 €	856 808,15 €	1 449 428,72 €	693 763,13 €
2021	3	ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT PAYSAGERS 2022-2027	1 500 000,00 €	587 699,69 €	316 468,42 €	271 231,27 €	912 300,31 €
2021	4	LA MISE EN PLACE DE LA CONSIGNE DE LA GUADELOUPE	300 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	300 000,00 €
2021	5	LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT	7 000 000,00 €	5 237 013,72 €	5 076 540,09 €	160 473,63 €	1 762 986,28 €
2021	10	LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT	14 000 000,00 €	10 959 922,97 €	2 741 420,00 €	8 218 502,97 €	3 040 077,03 €
2021	13	REHABILITATION ET EXPENSION DE LA DECHETTERIE DE CBE	2 000 000,00 €	1 934 805,73 €	1 346 160,77 €	588 644,96 €	65 194,27 €
2021	22	LA DEFINITION D'UNE TRAME VERTE ROUTIERE (TVR) DE L'AGGLO CENTRE DE LA GPE	4 000 000,00 €	3 613 958,51 €	3 613 958,51 €	0,00 €	386 041,49 €
2021	56	LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT	18 000 000,00 €	7 616 036,86 €	6 941 396,71 €	674 640,15 €	10 383 963,14 €
2021	57	LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT	14 000 000,00 €	27 286,40 €	27 286,40 €	0,00 €	13 972 713,60 €
2021	66	L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES LYCEES	12 390 000,00 €	3 964 511,75 €	3 709 255,40 €	255 256,35 €	8 425 488,25 €
2021	67	TRAVAUX DANS LES LYCEES - REACT EU	2 500 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 500 000,00 €
2021	72	PRIORITE 4 - AUTRES	5 000 000,00 €	1 810 180,78 €	920 972,18 €	889 208,60 €	3 189 819,22 €
2022	1	SPL ENERGIE MOBILITE DURABLE	1 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 000 000,00 €
2022	3	TRAVAUX AMENAGEMENT PAYSAGER 2022-2027	4 000 000,00 €	837 593,82 €	679 388,04 €	158 205,78 €	3 162 406,18 €
2023	2	TRAME VERTE ROUTIERE TR2	6 000 000,00 €	5 447 236,14 €	255 354,81 €	5 191 881,33 €	552 763,86 €
2023	26	AMENAGEMENT RESEAU EAU TECHNOPOLE AUDACIA	4 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 000 000,00 €
2024	1	SUBVENTION AUX COMMUNES POUR L'AMENAGEMENT DES PLAGES DU PROGRAMME OCEAN	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2024	1	ETUDES SUR L'ENERGIE TRANSPORT ET MOBILITE DURABLE	3 500 000,00 €	132 531,32 €	132 531,32 €	0,00 €	3 367 468,68 €
2024	1	ACTION DE SECURISATION DES BERGES ET DU LITTORAL	3 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 000 000,00 €
TOTAUX			393 827 110,87 €	257 873 807,84 €	221 148 112,07 €	36 725 695,77 €	135 953 303,03 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

908 - TRANSPORTS

SITUATION CUMULEE DES AP							
N°	AP	Libellé AP	Total voté AP	Total Engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
2006	9	TRAVAUX SUR LA RN5	17 500 000,00 €	16 138 469,09 €	14 490 732,60 €	1 647 736,49 €	1 361 530,91 €
2006	10	TRAVAUX SUR LA RN6	5 100 000,00 €	2 471 303,30 €	2 471 303,30 €	0,00 €	2 628 696,70 €
2006	12	TRAVAUX SUR LA RN8	1 700 000,00 €	1 464 125,99 €	1 425 543,72 €	38 582,27 €	235 874,01 €
2006	14	TRAVAUX SUR LA RN10	17 600 000,00 €	16 806 962,03 €	16 203 112,74 €	603 849,29 €	793 037,97 €
2006	16	TRAVAUX SUR LA RN1	27 000 000,00 €	25 306 849,17 €	24 005 595,40 €	1 301 253,77 €	1 693 150,83 €
2006	17	TRAVAUX SUR LA RN2	54 500 000,00 €	52 699 962,58 €	42 308 291,37 €	10 391 671,21 €	1 800 037,42 €
2006	18	TRAVAUX SUR LA RN3	7 500 000,00 €	7 326 577,87 €	7 075 600,82 €	250 977,05 €	173 422,13 €
2006	19	TRAVAUX SUR LA RN4	11 080 000,00 €	10 989 240,20 €	10 989 240,20 €	0,00 €	90 759,80 €
2007	1	ACQUISITIONS FONCIERES TERRAIN NU	5 585 627,44 €	5 580 464,44 €	4 885 276,84 €	695 187,60 €	5 163,00 €
2007	1	DIVERS TRAVAUX D'INTERET REGIONAL SUR VOIRIES	104 000 000,00 €	103 876 482,08 €	103 326 389,96 €	550 092,12 €	123 517,92 €
2007	1	MAINTIEN DES LIGNES REGULIERES MARITIMES	3 195 615,61 €	1 896 197,83 €	1 642 796,83 €	253 401,00 €	1 299 417,78 €
2011	1	ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT	18 471 790,16 €	16 679 672,11 €	15 781 466,13 €	898 205,98 €	1 792 118,05 €
2011	1	TRAVAUX D'AMELIORATION ET RENFORCEMENT SUR RN - PROGRAMME 2010-2014	70 981 518,02 €	70 777 426,67 €	70 770 228,60 €	7 198,07 €	204 091,35 €
2015	3	ADAPTER INFRASTRUCTURE PORTUAIRE AUX MUTATIONS DU TRANSPORT MARITIME INTERNATIONAL	11 500 000,00 €	6 500 000,00 €	6 500 000,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2015	3	TRAVAUX D'AMELIORATION ET DE RENFORCEMENT DES RN PGM 2015-2020	122 000 000,00 €	118 736 553,98 €	117 777 968,61 €	958 585,37 €	3 263 446,02 €
2016	1	ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT 2016-2021	17 270 107,85 €	16 381 977,91 €	12 405 981,69 €	3 975 996,22 €	888 129,94 €
2016	2	ECHANGEUR PERRIN-AEROPORT POLE CARAIBES	25 000 000,00 €	17 777 120,95 €	17 285 494,54 €	491 626,41 €	7 222 879,05 €
2017	1	PROJET DE CONTOURNEMENT - LA BOUCAN	90 000 000,00 €	41 944 533,57 €	7 243 592,79 €	34 700 940,78 €	48 055 466,43 €
2017	2	ACQUISITIONS FONCIERES POUR LA DEVIATION DE LA BOUCAN	5 300 000,00 €	3 105 007,57 €	3 105 007,57 €	0,00 €	2 194 992,43 €
2018	1	AMO TRX ROUTIERS 2018-2021	1 400 000,00 €	1 276 106,41 €	1 245 551,78 €	30 554,63 €	123 893,59 €
2018	2	ACQUISITIONS FONCIERES TERRAINS BATIS	2 500 000,00 €	506 446,00 €	506 446,00 €	0,00 €	1 993 554,00 €
2018	3	TRAVAUX PREPARATOIRES SUR PROJET RN	1 000 000,00 €	17 886,59 €	17 886,59 €	0,00 €	982 113,41 €
2018	5	TVX PREPARATOIRES PROJET INTERET REGIONAL	1 000 000,00 €	16 038,21 €	16 038,21 €	0,00 €	983 961,79 €
2018	6	MISE EN PLACE DES ABRIS DE BUS	13 000 000,00 €	11 288 569,61 €	9 124 096,79 €	2 164 472,82 €	1 711 430,39 €
2020	1	ACQUISITIONS FONCIERES DEVIATION SAINTE-MARIE	3 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 000 000,00 €
2020	1	TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RECONSTRUCTION D'OUVRAGE	55 000 000,00 €	41 680 886,90 €	37 113 166,00 €	4 567 720,90 €	13 319 113,10 €
2020	2	ETUDES ET MAITRISE D'OEUVRE DEVIATION DE SAINTE-MARIE	4 000 000,00 €	0,00 €		Accusé de réception en préfecture 971-239710015-20250411-25-9-AU Date de télétransmission : 11/04/2025 Date de réception préfecture 11/04/2025	4 000 000,00 €

2021	1	ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT 2022-2027	7 000 000,00 €	2 225 923,24 €	641 100,96 €	1 584 822,28 €	4 774 076,76 €
2021	2	TRAVAUX D'AMELIORATION ET DE RENFORCEMENT DES RN PGM 2021-2026	45 000 000,00 €	38 361 094,73 €	25 717 385,75 €	12 643 708,98 €	6 638 905,27 €
2021	5	AMENAGEMENT DE VOIE RESERVEE AUX TRANSPORTS EN COMMUN	10 000 000,00 €	773 663,49 €	331 637,28 €	442 026,21 €	9 226 336,51 €
2021	6	AMENAGEMENT DE PISTE CYCLABE SUR RN	17 500 000,00 €	10 894 114,68 €	6 661 778,77 €	4 232 335,91 €	6 605 885,32 €
2021	18	LA MISE AUX NORMES PARASISMQUES D'OUVRAGE D'ART SUR LE RESEAU ROUTIER NATIONAL	39 000 000,00 €	26 438 400,15 €	23 125 907,97 €	3 312 492,18 €	12 561 599,85 €
2021	44	LA CREATION D'UNE BRETELLE & D'UN PASSAGE RN11 A RN1	11 900 000,00 €	10 366 086,53 €	9 701 861,68 €	664 224,85 €	1 533 913,47 €
2021	45	LA CREATION D'UNE VOIE REVERSIBLE SUR LA RN4	12 000 000,00 €	1 913 312,47 €	1 913 312,47 €	0,00 €	10 086 687,53 €
2021	46	LE REDIM. ET LA PROTECT. CONTRE LES INONDATIONS DE LA ROUTE NAT. DITE VOIE VERTE	8 000 000,00 €	3 832 053,93 €	3 009 282,28 €	822 771,65 €	4 167 946,07 €
2021	71	PRIORITE 3 - AUTRES	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2021	76	PRIORITE 8 - AUTRES	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2022	1	ACQUISITION MATERIELS BILLETNIQUE ET SIV TRANSPORT INTERURBAIN	12 000 000,00 €	2 866 565,21 €	1 093 925,36 €	1 772 639,85 €	9 133 434,79 €
2022	2	AMO TRAVAUX ROUTIERS 2022-2026	2 200 000,00 €	934 406,42 €	394 656,16 €	539 750,26 €	1 265 593,58 €
2023	1	ACQUISITIONS FONCIERES TERRAINS NUS 2024-2027	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2024	1	TRAVAUX D'AMENAGEMENT SUR RN 2024-2026	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2024	2	TRAVAUX PRESENTANT IN INTERET REGIONAL 2024-2026	5 000 000,00 €	2 593 521,47 €	753 436,72 €	1 840 084,75 €	2 406 478,53 €
2024	2	AMO PLURIDISCIPLINAIRE TRANSPORT ET MOBILITE	1 500 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 500 000,00 €
TOTAUX			887 284 659,08 €	692 444 003,38 €	601 061 094,48 €	91 382 908,90 €	194 840 655,70 €

Situation des autorisations de programmes (AP) toutes directions confondues	Total voté AP	Total engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
	4 041 227 666,60 €	2 660 852 150,90 €	2 124 660 528,21 €	536 191 622,69 €	1 380 375 515,70 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Le tableau présenté ci-après présente les engagements de dépenses pris au titre des opérations gérées en autorisation de programme (AP) avec une répartition par secteur d'intervention :

Direction	Total voté AP	Total engagé AP	Réalisé CP sur engagement AP	Encours sur engagement AP	Disponible pour engagement AP
DIRECTION AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES	141 876 793,13 €	102 666 027,28 €	87 954 587,59 €	14 711 439,69 €	39 210 765,85 €
DIRECTION DE LA CROISSANCE BLEUE	7 180 108,79 €	4 735 416,80 €	4 553 726,56 €	181 690,24 €	2 444 691,99 €
DIRECTION DE LA CROISSANCE VERTE	29 220 000,00 €	13 777 102,80 €	12 461 533,55 €	1 315 569,25 €	15 442 897,20 €
DIRECTION DE LA CULTURE	30 480 674,33 €	18 938 955,73 €	15 323 726,59 €	3 615 229,14 €	11 541 718,60 €
DIRECTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'APPRENTISSAGE, DE L'EMPLOI ET DE	35 316 619,58 €	13 110 476,82 €	10 079 950,85 €	3 030 525,97 €	22 206 142,76 €
DIRECTION DE LA GESTION, DU PILOTAGE ET DE L'APPUI AUX PROGRAMMES	1 003 803 210,58 €	506 320 116,27 €	352 407 680,38 €	153 912 435,89 €	497 483 094,31 €
DIRECTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET DE L'INNOVATION SOCIALE	3 672 328,00 €	1 982 459,62 €	1 233 530,36 €	748 929,26 €	1 689 868,38 €
DIRECTION DE L'ÉDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ÉTUDIANTE	2 500 000,00 €	104 139,75 €	104 139,75 €	0,00 €	2 395 860,25 €
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE	24 042 993,52 €	7 172 416,82 €	6 301 029,74 €	871 387,08 €	16 870 576,70 €
DIRECTION DE L'OBSERVATOIRE RÉGIONAL, DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DE L'INFORM	590 000,00 €	552 385,99 €	255 333,60 €	297 052,39 €	37 614,01 €
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES	25 497 000,00 €	465 400,00 €	238 000,00 €	227 400,00 €	25 031 600,00 €
DIRECTION DES BÂTIMENT RÉGIONAUX ET TRAVAUX POUR TIERS	1 033 991 577,93 €	746 722 395,98 €	590 314 816,13 €	156 407 579,85 €	287 269 181,95 €
DIRECTION DES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS	31 632 109,80 €	25 160 076,23 €	23 165 238,08 €	1 994 838,15 €	6 472 033,57 €
DIRECTION DES BÂTIMENTS D'ENSEIGNEMENTS	160 962 516,65 €	108 004 275,51 €	103 627 369,31 €	4 376 906,20 €	52 958 241,14 €
DIRECTION DES ROUTES	905 489 043,47 €	716 516 126,56 €	620 113 711,10 €	96 402 415,46 €	188 972 916,91 €
DIRECTION DES SPORTS	13 853 105,27 €	5 874 709,41 €	5 189 297,89 €	685 411,52 €	7 978 395,86 €
DIRECTION DU DIGITAL	22 434 305,67 €	10 856 433,51 €	10 126 687,64 €	729 745,87 €	11 577 872,16 €
DIRECTION DU LOGEMENT DE L'HABITAT ET DE L'APPUI AUX COLLECTIVITÉS	233 207 447,57 €	178 454 692,30 €	114 998 826,76 €	63 455 865,54 €	54 752 755,27 €
DIRECTION DU SECRÉTARIAT CONJOINT ET INTERREG	1 130 611,50 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 130 611,50 €
DIRECTION DU TOURISME	85 969 507,21 €	41 076 509,12 €	36 081 099,11 €	4 995 410,01 €	44 892 998,09 €
DIRECTION ENERGIE MOBILITÉS, TRANSPORT	83 355 504,19 €	48 711 012,17 €	42 377 105,94 €	6 333 906,23 €	34 644 492,02 €
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE (DGAE)	7 076 586,48 €	6 195 857,96 €	3 608 575,34 €	2 587 282,62 €	880 728,52 €
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES	66 000,00 €	7 810,03 €	7 810,03 €	0,00 €	58 189,97 €
DIRECTION PAYSAGE ET ESPACES VERTS	21 500 000,00 €	12 555 093,57 €	6 928 744,83 €	5 626 348,74 €	8 944 906,43 €
DIRECTION STRATÉGIES DES INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES	136 379 622,93 €	90 892 260,67 €	77 208 007,08 €	13 684 253,59 €	45 487 362,26 €
Total INVESTISSEMENT	4 041 227 666,60 €	2 660 852 150,90 €	2 124 660 528,21 €	536 191 622,69 €	1 380 375 515,70 €

Asus de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

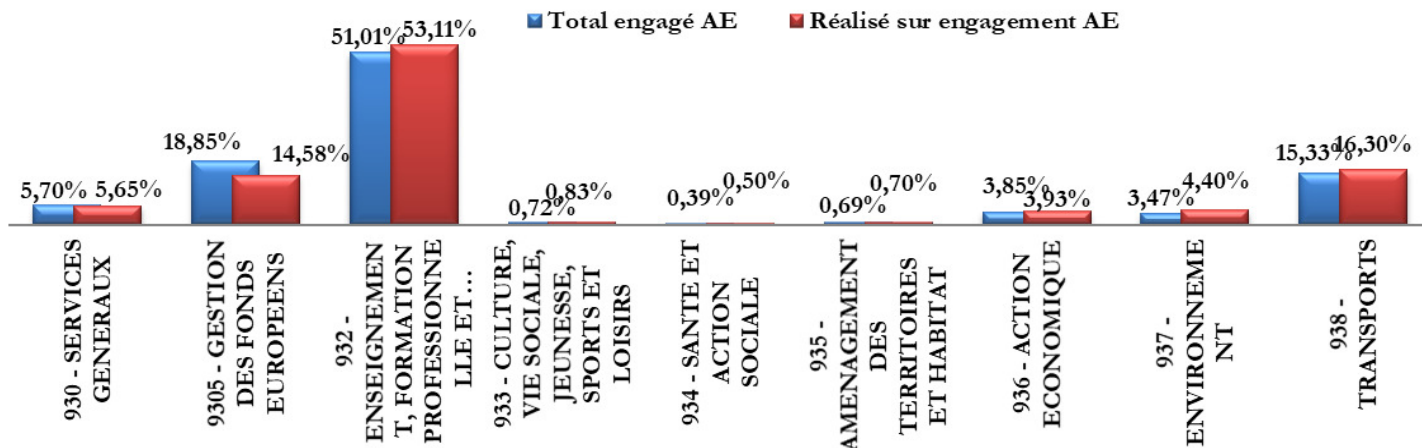
B- Les autorisations d'engagement (AE)

Au 1^{ER} janvier 2025, le volume d'autorisations d'engagement (AE) votées depuis l'origine s'élève à **1 675 498 848,66 €**. L'encours sur les engagements d'AE s'élève à **242 008 899,71 €** et le disponible pour engagement s'élève à **697 678 021,03 €**

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Total voté AE	Total engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
930 - SERVICES GENERAUX	127 393 150,87 €	55 734 119,47 €	41 572 594,11 €	14 161 525,36 €	71 659 031,40 €
9305 - GESTION DES FONDS EUROPEENS	444 861 155,29 €	184 296 769,58 €	107 314 514,92 €	76 982 254,66 €	260 564 385,71 €
932 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	742 719 043,86 €	498 805 687,00 €	390 817 160,62 €	107 988 526,38 €	243 913 356,86 €
933 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	19 789 085,81 €	7 026 755,74 €	6 073 106,20 €	953 649,54 €	12 762 330,07 €
934 - SANTE ET ACTION SOCIALE	8 877 142,92 €	3 788 598,02 €	3 649 138,32 €	139 459,70 €	5 088 544,90 €
935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	15 451 999,93 €	6 708 130,21 €	5 133 781,81 €	1 574 348,40 €	8 743 869,72 €
936 - ACTION ECONOMIQUE	60 265 049,23 €	37 626 012,51 €	28 923 716,74 €	8 702 295,77 €	22 639 036,72 €
937 - ENVIRONNEMENT	49 954 820,46 €	33 900 113,25 €	32 370 317,78 €	1 529 795,47 €	16 054 707,21 €
938 - TRANSPORTS	206 187 400,29 €	149 934 641,85 €	119 957 597,42 €	29 977 044,43 €	56 252 758,44 €
Total FONCTIONNEMENT	1 675 498 848,66 €	977 820 827,63 €	735 811 927,92 €	242 008 899,71 €	697 678 021,03 €

Volume cumulé des AE de fonctionnement depuis l'origine par chapitre en %



Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Par chapitre fonctionnel de la dépense, le volume des encours des autorisations d'engagement restant à financer se présente suivant les différents tableaux présentés ci-après :

930 - SERVICES GENERAUX

SITUATION CUMULEE DES AE							
N°	AE	Libellé AE	Total voté AE	Total Engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
2012	2	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX	1 721 787,39 €	842 319,90 €	709 394,13 €	132 925,77 €	879 467,49 €
2015	1	OS11-TF MISE EN OEUVRE OPTIMALE DU PROGRAMME ET DES PROJETS	2 413 456,00 €	1 837 807,34 €	1 389 263,74 €	448 543,60 €	575 648,66 €
2015	1	OS28-METTRE EN PLACE UN SYST DE GEST SUIVI CONTROLE EVALUAT PLUS EFFICIENT	3 470 000,00 €	444 773,19 €	332 155,62 €	112 617,57 €	3 025 226,81 €
2015	2	OS11-TN MISE EN OEUVRE OPTIMALE DU PROGRAMME ET DES PROJETS	1 355 249,00 €	30 121,50 €	28 851,50 €	1 270,00 €	1 325 127,50 €
2015	2	OS27-METTRE EN PLACE UN SYSTEME DE GESTION SUIVI CONTROLE EVALUAT PLUS EFFICIENT	18 000 000,00 €	16 170 805,45 €	11 125 208,87 €	5 045 596,58 €	1 829 194,55 €
2016	1	COFIN REG IEJ OT8	491 566,50 €	483 080,07 €	379 873,32 €	103 206,75 €	8 486,43 €
2016	2	AT FEADER PDR 2014-2020 VOILET FONCTIONNEMENT	6 704 529,00 €	5 465 869,64 €	4 640 181,77 €	825 687,87 €	1 238 659,36 €
2016	2	ASSISTANCE TECHNIQUE FEAMP 2014-2020	1 000 000,00 €	979 264,88 €	970 874,08 €	8 390,80 €	20 735,12 €
2017	1	SUBVENTIONS DU FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT	4 040 000,00 €	2 374 708,00 €	1 058 253,93 €	1 316 454,07 €	1 665 292,00 €
2017	2	ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LES SUBVENTIONS DU FED	600 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	600 000,00 €
2018	1	MIGRATION MESSAGERIE	737 790,00 €	308 702,85 €	308 702,85 €	0,00 €	429 087,15 €
2018	1	FORMATION DU PERSONNEL	2 624 023,63 €	1 682 621,30 €	1 408 056,95 €	274 564,35 €	941 402,33 €
2018	2	IMPRESSION REGION LYCEES	2 137 941,03 €	1 687 009,70 €	1 600 217,05 €	86 792,65 €	450 931,33 €
2018	3	FRAIS TELECOMMUNICATION	4 396 512,90 €	3 712 384,13 €	2 947 941,84 €	764 442,29 €	684 128,77 €
2018	8	ETUDES ET PRESTATIONS	711 259,44 €	259 668,23 €	259 668,23 €	0,00 €	451 591,21 €
2018	10	DOCUMENTATION	1 424 882,20 €	1 185 879,59 €	1 059 970,48 €	125 909,11 €	239 002,61 €
2018	18	MAINTENANCE/PRESTAT°/FORM° ASTRE	1 108 576,30 €	711 764,33 €	684 989,45 €	26 774,88 €	396 811,97 €
2020	2	PRIMES D'ASSURANCES 2020 - 2023	9 999 640,50 €	6 247 897,60 €	6 123 670,26 €	124 227,34 €	3 751 742,90 €
2021	1	FRAIS D'ETUDES DOCUMENTATION	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000,00 €
2022	2	LOCATIONS DE VEHICULES	2 217 198,00 €	2 033 242,64 €	1 138 507,30 €	894 735,34 €	183 955,36 €
2023	2	COMMUNICATION FONCTIONNEMENT	13 700 000,00 €	3 423 932,14 €	3 045 215,55 €	378 716,59 €	10 276 067,86 €
2023	2	ASSISTANCE TECHNIQUE FEAMPA 2023-2027	4 818 202,00 €	2 290 059,49 €	1 647 451,58 €	642 607,91 €	2 528 142,51 €
2023	8	ASSISTANCE TECHNIQUE FSEPLUS 2021-2027	4 543 361,04 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 543 361,04 €
2023	15	ASSISTANCE TECHNIQUE FEAMPA 2021-2027	918 594,34 €	674 277,62 €	404 345,38 €	269 932,24 €	244 316,72 €
2023	27	ASSISTANCE TECHNIQUE CTE 2021-2027	6 172 346,00 €	5 706,75 €	0,00 €	5 706,75 €	6 166 639,25 €
2023	27	ASSISTANCE TECHNIQUE FEDER 2021-2027	32 081 235,60 €	2 882 223,13 €	309 800,23 €	2 572 422,90 €	29 199 012,47 €
TOTAUX			127 393 150,87 €	55 734 119,47 €	41 572 594,11 €	14 161 525,36 €	71 659 031,40 €

9305 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

SITUATION CUMULEE DES AE							
N°	AE	Libellé AE	Total voté AE	Total Engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
2015	1	OS21 ACCROITRE ACCES FORMATION QUALIFIANTE DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LONG DUREE	1 026 055,22 €	298 820,90 €	971-239710015-20250411-25-9-AU Date de télétransmission : 11/04/2025 Date de réception en préfecture : 11/04/2025	727 234,32 €	

2015	1	OS25 ACCROITRE JEUNES NEET ACCEDANT FORMATION ET APPRENTISSAGE	2 470 806,88 €	2 066 647,18 €	2 066 647,18 €	0,00 €	404 159,70 €
2015	3	OS23-ACCROIT NBRE UTILISATEURS DES OUTILS ET ETUDES CONNAISSANCE DES BESOINS	1 294 296,90 €	1 100 612,98 €	1 100 612,98 €	0,00 €	193 683,92 €
2015	3	OS9 REDUIRE LA CONSOMMATION D'ENERGIE DES ENTREPRISES	38 862,00 €	38 862,00 €	7 772,40 €	31 089,60 €	0,00 €
2015	3	RUP1-COMPENSAT SURCOUTS LIES A ULTRA PERIPHERIE - AIDE AU FRET	11 694 926,78 €	11 494 658,41 €	11 182 446,15 €	312 212,26 €	200 268,37 €
2016	1	PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION DU CRFP (PO 14-20)	13 370 128,02 €	13 370 128,02 €	9 662 463,98 €	3 707 664,04 €	0,00 €
2016	4	OS10 TRANSNATIONAL	2 227 180,50 €	2 224 154,76 €	560 010,09 €	1 664 144,67 €	3 025,74 €
2016	21	PROGRAMME REGIONAL FORMATION SANITAIRE 2016	23 342 670,92 €	18 682 278,69 €	18 530 009,71 €	152 268,98 €	4 660 392,23 €
2017	4	OS16 TRANSNATIONAL	112 512,75 €	112 512,75 €	83 868,18 €	28 644,57 €	0,00 €
2017	6	OS3 TRANSNATIONAL	551 124,50 €	551 124,50 €	217 827,97 €	333 296,53 €	0,00 €
2018	1	FSE PROMOUVOIR L'EMPLOI ET SOUTENIR LA MOBILITE DE LA MAIN-D'OEUVRE	2 195 573,00 €	1 535 573,08 €	728 825,51 €	806 747,57 €	659 999,92 €
2018	1	RENFORCER LES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET L'EFFICACITE DES ADMINISTRAT PUBLI	4 285 134,00 €	3 749 381,63 €	2 052 712,32 €	1 696 669,31 €	535 752,37 €
2018	1	INVESTIR DANS LES COMPETENCES/EDUCATION/FORMATION	29 417 730,48 €	25 060 778,44 €	7 932 976,84 €	17 127 801,60 €	4 356 952,04 €
2018	1	OT8FONIEJ PROMOUVOIR L'EMPLOI ET SOUTENIR LA MOBILITE DE LA MAIN-D'OEUVRE	2 195 573,00 €	1 535 573,10 €	728 825,49 €	806 747,61 €	659 999,90 €
2018	2	RENFORCER LES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET L'EFFICACITE DES ADMINISTRAT PUB	1 866 765,00 €	271 131,00 €	0,00 €	271 131,00 €	1 595 634,00 €
2018	2	RENFORCER RECHERCHE DVLPT TECHNO ET INNOVATION	12 349 964,74 €	6 898 119,27 €	4 795 499,28 €	2 102 619,99 €	5 451 845,47 €
2018	2	SOUTENIR LA TRANSIT VERS UNE ECO A FAIBLE EMISS DE CO2 DANS L'ENS DES SECTEURS	2 300 545,00 €	2 060 545,00 €	670 925,80 €	1 389 619,20 €	240 000,00 €
2018	2	FAVORISER ADAPATAT AUX CHANGMT CLIMATIQ PREV ET GEST DES RISQUES	13 289 495,68 €	11 052 036,11 €	4 538 672,85 €	6 513 363,26 €	2 237 459,57 €
2018	2	PROTEGER L'ENVIRONNEMENT ET ENCOURAGER L'UTILISAT DURABLE DES RESSOURCES	18 987 131,31 €	13 743 889,82 €	7 347 873,77 €	6 396 016,05 €	5 243 241,49 €
2018	2	PROMOUVOIR INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	6 696 669,97 €	4 896 669,97 €	2 087 574,82 €	2 809 095,15 €	1 800 000,00 €
2018	2	RENFORCER LA RECHERCHE/DEVT TECHNO/INNOV	10 622 888,85 €	10 571 298,05 €	3 565 656,52 €	7 005 641,53 €	51 590,80 €
2018	2	SOUTENIR MUTAT VERS ECO A FAIBLE TENEUR EN CARBONE	511 209,00 €	85 306,16 €	85 306,16 €	0,00 €	425 902,84 €
2018	2	PROTEGER L'ENVIRONNEMENT ET ENCOURAGER L'UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES	2 000 000,00 €	1 188 190,44 €	683 798,70 €	504 391,74 €	811 809,56 €
2018	2	FON-ALLOCATION DE COMPENSATION DES SURCOUTS	27 712 358,52 €	23 774 582,52 €	22 410 049,67 €	1 364 532,85 €	3 937 776,00 €
2018	3	INVESTIR DANS EDUCAT FORMAT & FORMAT PRO POUR ACQUISIT DE COMPETENCES ET APPRENT	3 800 910,64 €	3 800 910,64 €	2 235 794,92 €	1 565 115,72 €	0,00 €
2018	4	RENFORCER COMPETITIVIT PETITES ET MOY ENTREPRISES	603 608,78 €	603 608,78 €	70 084,38 €	533 524,40 €	0,00 €
2021	2	LUTTER CONTRE LES EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE ET LA PROPAGATION DU COVID-19	2 000 000,00 €	1 469 821,18 €	1 041 434,92 €	428 386,26 €	530 178,82 €
2021	10	MESURE EDUCATION/FORMATION - FONCTIONNEMENT	10 801 098,00 €	7 091 098,16 €	2 009 624,52 €	5 081 473,64 €	3 709 999,84 €
2023	1	AMELIORER L'ACCES A L'EMPLOI ET AUX MESURES D'ACTIVATION POUR TOUS LS DEMANDEURS	11 636 604,04 €	1 239 613,94 €	0,00 €	1 239 613,94 €	10 396 990,10 €
2023	2	RECHERCHE DEVELOPPEMENT ET INNOVATION FONC	6 419 244,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	6 419 244,00 €
2023	2	DEVELOPPER ET AMELIORER LES CAPACITES DE RECHERCHE ET D'INNOVATION	36 216 320,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	36 216 320,00 €
2023	2	AMELIORER LA QUALITE LE CARACTERE INCLUSIF ET L'EFFICACITE DES SYSTEMES D'EDUCAT	12 659 412,40 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	12 659 412,40 €
2023	3	RENFORCER LES ACTIVITES DE PECHE DURABLES SUR LE PLAN ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIR	44 900,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	44 900,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2023	3	AMELIORER LA QUALITE LE CARACTERE INCLUSIF ET L'EFFICACITE DES SYSTEMES D'EDUCAT	4 888 132,54 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 888 132,54 €
2023	4	DEVELOPPEMENT ET COMPETITIVITE DES PME FON	3 456 516,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 456 516,00 €
2023	4	PROMOUVOIR L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE NOTAMMENT LES POSSIBILITES DE	29 431 573,90 €	4 620 028,85 €	23 988,97 €	4 596 039,88 €	24 811 545,05 €
2023	5	PROMOUVOIR DES CONDITIONS DE CONCURRENCE EQUITABLES POUR LES PRODUITS DE LA PECHE	5 388 666,00 €	3 860 473,62 €	0,00 €	3 860 473,62 €	1 528 192,38 €
2023	5	RENFORCER LA CROISSANCE DURABLE ET LA COMPETITIVITE DES PME ET LA CREATION	12 635 383,74 €	3 422 478,85 €	292 889,24 €	3 129 589,61 €	9 212 904,89 €
2023	5	PROMOUVOIR L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE NOTAMMENT LES POSSIBILITES DE	4 888 133,48 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 888 133,48 €
2023	6	CONNECTIVITE NUMERIQUE FON	1 296 190,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 296 190,00 €
2023	6	RENFORCER LA CROISSANCE DURABLE ET LA COMPETITIVITE DES PME ET LA CREATION	32 900 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	32 900 000,00 €
2023	6	PROMOUVOIR L'EGALITE D'ACCES ET LE SUIVI JUSQU'A SON TERME D'UN PARCOURS D'EDUCA	7 675 466,60 €	161 578,43 €	0,00 €	161 578,43 €	7 513 888,17 €
2023	7	CONTRIBUER A LA PROTECTION ET A LA RESTAURATION DE LA BIODIVERSITE ET DES	234 828,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	234 828,00 €
2023	8	TRANSITION ENERGETIQUE FONCTIONNEMENT	1 296 190,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 296 190,00 €
2023	9	PROMOUVOIR LES ACTIVITES AQUICOLES DURABLES EN PARTICULIER EN RENFORCANT LA	1 322 445,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 322 445,00 €
2023	10	CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CATASTROPHES NATURELLES FONCTIONNMENT	4 444 087,20 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 444 087,20 €
2023	10	PROMOUVOIR LES ENERGIES RENOUVELABLES CONFORMEMENT A LA DIRECTIVE (UE) 2018/2001	1 316 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 316 000,00 €
2023	11	PROMOUVOIR LA COMMERCIALISATION LA QUALITE ET LA VALEUR AJOUTEE DES PRODUITS DE	587 500,00 €	156 678,87 €	0,00 €	156 678,87 €	430 821,13 €
2023	12	ECONOMIE CIRCULAIRE ET GESTION DURABLE DES DECHETS FONCTIONNEMENT	1 975 149,60 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 975 149,60 €
2023	13	PERMETTRE UNE ECONOMIE BLEUE DURABLE DANS LES ZONES COTIERES INSULAIRES ET INTER	440 700,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	440 700,00 €
2023	13	FAVORISER L'ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LA PREVENTION DES RISQUES DE	4 559 583,93 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 559 583,93 €
2023	14	ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE FONCTIONNEMENT	3 888 576,30 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 888 576,30 €
2023	14	RENFORCER LES ACTIVITES DE PECHE DURABLES SUR LE PLAN ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIR	1 528 311,86 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 528 311,86 €
2023	16	MOBILITE DURABLE ET RENFORCEMENT DES CONNEXIONS FONCTIONNEMENT	1 728 255,90 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 728 255,90 €
2023	16	FAVORISER LA TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE ET EFFICACE DANS	5 493 441,40 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 493 441,40 €
2023	18	FORMATION ET MOBILITE FONCTIONNEMENT	3 703 409,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 703 409,00 €
2023	19	AMELIORER LA PROTECTION ET LA PRESERVATION DE LA NATURE ET DE LA BIODIVERSITE ET	1 683 696,98 €	1 507 603,48 €	301 520,70 €	1 206 082,78 €	176 093,50 €
2023	20	INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE FONCTIONNEMENT	2 468 937,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 468 937,00 €
2023	22	RISQUES SANITAIRES ET RESILENCES DES SYSTEMES DE SANTE FONCTIONNEMENT	8 394 392,80 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	8 394 392,80 €
2023	24	COOPERATION TRANSFRONTALIERE ENTRE SAINT-MARTIN ET SAINT-MARTEEN	2 863 431,20 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 863 431,20 €
2023	24	ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT SOCIAL ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL INTEGRE ET	10 759 114,98 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	10 759 114,98 €
2023	25	FACILITER ET OPTIMISER LES MODALITES DE COOPERATION DANS LA CARAIBE	8 871 341,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	8 871 341,00 €
TOTAUX			444 861 155,29 €	184 296 769,58 €	10 250 411,25 €	10 250 411,25 €	260 564 385,71 €

Accusé de réception en préfecture
071 230710015 20250411 25 9 AU
Date de réception : 11/04/2025

902 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

SITUATION CUMULEE DES AE							
N°	AE	Libellé AE	Total voté AE	Total Engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
2006	7	PROGRAMME DE FORMATION « QUALIFIANTE" »	4 014 100,65 €	4 011 284,40 €	3 567 485,54 €	443 798,86 €	2 816,25 €
2007	1	FORMATION PROFESSIONNELLE	8 694 459,74 €	6 998 061,30 €	6 932 742,20 €	65 319,10 €	1 696 398,44 €
2007	3	AIDE FORMATION MOBILITE & CHEQUE QUALIF.	7 317 757,76 €	6 437 803,75 €	6 437 803,75 €	0,00 €	879 954,01 €
2008	7	VALORISATION DES ACQUIS DE L'EXPERIENCE	326 677,53 €	309 010,00 €	306 677,53 €	2 332,47 €	17 667,53 €
2010	1	BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2010-2013	966 355,50 €	966 355,50 €	799 243,93 €	167 111,57 €	0,00 €
2012	1	INDEMNITES COMPENSATRICES FORFAITAIRES AUX EMPLOYEURS D'APPRENTIS 2012	1 980 021,16 €	1 980 021,16 €	1 767 801,95 €	212 219,21 €	0,00 €
2012	3	DEVELOPPEMENT DE L'ALTERNANCE	4 354 716,66 €	4 354 716,66 €	3 291 057,35 €	1 063 659,31 €	0,00 €
2012	11	PLAN REGIONAL DE LUTTE CONTRE L'ILLETRISME	138 000,00 €	80 000,00 €	78 000,00 €	2 000,00 €	58 000,00 €
2013	4	PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE 2013	6 225 297,81 €	6 225 297,81 €	6 220 479,06 €	4 818,75 €	0,00 €
2013	9	APPUI AU PLAN DE FORMATION DES SALARIES	205 130,42 €	181 526,98 €	105 130,42 €	76 396,56 €	23 603,44 €
2014	1	CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS 2014-2017 REGION-UAG	252 560,00 €	128 000,00 €	0,00 €	128 000,00 €	124 560,00 €
2014	10	IDES INDIVIDUELLES A LA FORMATION & LA MOBILITE & CHEQUE QUALIFICATION	15 807 510,03 €	11 127 276,08 €	7 805 035,46 €	3 322 240,62 €	4 680 233,95 €
2014	16	CONTROLE ET CERTIFICATION DES ACTIONS DE FORMATION	121 585,74 €	95 402,74 €	90 482,74 €	4 920,00 €	26 183,00 €
2015	5	PROGRAMME REG DE FORMATION PROF (PO 2014-2020)	17 038 674,55 €	17 038 674,55 €	16 957 791,80 €	80 882,75 €	0,00 €
2015	6	PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION PROF SUP 2015 (PO2014-2020)	3 086 494,43 €	2 677 949,62 €	2 509 702,85 €	168 246,77 €	408 544,81 €
2015	7	PROGRAMME REGIONAL D'APPRENTISSAGE 2015 (PO 2014-2020)	13 911 823,59 €	13 678 613,27 €	10 371 225,52 €	3 307 387,75 €	233 210,32 €
2015	9	AIDES INDIVIDUELLES A LA FORMATION - BILAN DE COMPETENCES	417 686,83 €	218 654,42 €	218 654,42 €	0,00 €	199 032,41 €
2015	12	PROGRAMME REGIONAL FORMATION SANITAIRE 2015	30 924 746,40 €	28 215 863,52 €	24 286 719,76 €	3 929 143,76 €	2 708 882,88 €
2016	1	BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2016-2019	1 200 000,00 €	941 594,93 €	709 310,42 €	232 284,51 €	258 405,07 €
2016	4	BOURSES SOCIALES 2016-2017	1 442 830,00 €	1 428 269,00 €	1 428 269,00 €	0,00 €	14 561,00 €
2016	22	PROGRAMME REGIONAL FORMATION SOCIALE 2016	37 546 541,28 €	15 166 543,56 €	12 025 661,59 €	3 140 881,97 €	22 379 997,72 €
2017	2	BEA UMAG GESTION ET EXPLOITATION	5 156 995,00 €	2 480 696,12 €	2 480 696,12 €	0,00 €	2 676 298,88 €
2017	3	BEA UMAG FINANCEMENT	9 595 634,00 €	6 707 799,22 €	6 659 743,17 €	48 056,05 €	2 887 834,78 €
2018	1	PROGRAMME OPEATIONNEL DE LA MISSION LOCALE	4 142 569,49 €	4 007 569,49 €	3 077 069,49 €	930 500,00 €	135 000,00 €
2018	1	MOBILITE CARAIBES CARIMO OV	3 016 191,65 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 016 191,65 €
2018	1	PROGRAMME DE FORMATION	2 469 661,00 €	625 661,00 €	0,00 €	625 661,00 €	1 844 000,00 €
2018	1	BOURSES DOCTORALES	289 459,49 €	289 459,08 €	265 337,49 €	24 121,59 €	0,41 €
2018	2	PRIME APPRENTISSAGE	26 232 317,31 €	3 571 729,36 €	1 456 296,67 €	2 115 432,69 €	22 660 587,95 €
2018	2	PROGRAMME REGIONAL D'APPRENTISSAGE 2018_2019	20 289 045,51 €	16 317 779,55 €	10 107 779,55 €	6 210 000,00 €	3 971 265,96 €
2018	3	FONCT LYCEES PUBLICS 2017-18	6 550 623,55 €	6 524 485,55 €	6 524 485,55 €	0,00 €	26 138,00 €
2018	3	BOURSES REGIONALES DOCTORALE 2018-2021	719 496,90 €	621 950,33 €	311 107,71 €	310 842,62 €	97 546,57 €
2018	7	MISSION CONTROLE QUALITE EVALUATION	200 000,00 €	73 020,50 €	73 020,50 €	0,00 €	126 979,50 €
2019	1	PACTE ULTRAMARIN	108 816 257,40 €	85 779 778,82 €	58 713 583,86 €	27 066 194,96 €	23 036 478,58 €
2019	1	AIDES AUX ETUDIANT 19-20	4 500 000,00 €	3 968 989,98 €	3 419 726,84 €	549 263,14 €	531 010,02 €
2019	2	FONCT LYCEES PUBLICS 2019-2020	7 931 212,92 €	7 590 980,51 €	7 590 980,51 €	0,00 €	340 232,41 €

7 590 980,51 €
 Accusé de réception en préfecture
 071 230740015-20250411-25 9 AU
 Date de télétransmission : 11/04/2025
 Date de réception préfecture : 11/04/2025

2019	2	MAISON REGIONALE DE LA FORMATION	2 800 000,00 €	21 602,35 €	21 602,35 €	0,00 €	2 778 397,65 €
2019	2	GUADELOUPE FORMATION REMUNERATION DES STAGIAIRES	56 480 000,00 €	52 005 409,47 €	43 353 536,08 €	8 651 873,39 €	4 474 590,53 €
2019	2	BOURSES REGIONALES DOCTORALE 2019-2022	699 943,00 €	669 083,60 €	470 585,95 €	198 497,65 €	30 859,40 €
2019	3	FONC LYCEES PRIVES 2019-2020	1 628 707,56 €	1 501 523,56 €	1 501 523,56 €	0,00 €	127 184,00 €
2019	4	BOURSES SANITAIRES 19_20	7 800 000,00 €	6 025 440,00 €	5 572 640,39 €	452 799,61 €	1 774 560,00 €
2019	5	PROGRAMME DE FORMATION DES DETENUS	1 800 000,00 €	257 350,05 €	8 928,00 €	248 422,05 €	1 542 649,95 €
2019	5	BOURSES SOCIALES 19_20	6 700 000,00 €	5 502 206,90 €	3 985 136,30 €	1 517 070,60 €	1 197 793,10 €
2019	6	PROGRAMME DE TRAVAUX DE MAINTENANCE DANS LES LYCEES	5 700 000,00 €	1 228 600,79 €	1 160 100,13 €	68 500,66 €	4 471 399,21 €
2019	6	DISPOSITIF CHEQUE QUALIFICATION	19 800 000,00 €	16 799 999,33 €	8 388 668,13 €	8 411 331,20 €	3 000 000,67 €
2019	7	TVX ENTRETIEN ESP VERT	1 140 000,00 €	499 947,22 €	144 715,31 €	355 231,91 €	640 052,78 €
2019	8	PLAN REGIONAL DE LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2019	9	PROGRAMME REG. DE FORMATION PROFESSIONNELLE SUPERIEURE 2013	4 000 000,00 €	2 548 536,53 €	1 918 712,41 €	629 824,12 €	1 451 463,47 €
2019	10	AIDES INDIVIDUELLES A LA FORMATION - CONTRATS AIDES	5 000 000,00 €	1 701 162,29 €	836 349,05 €	864 813,24 €	3 298 837,71 €
2019	11	APPUI AU PLAN DE FORMATION DES SALARIES	3 000 000,00 €	1 127 833,60 €	551 133,44 €	576 700,16 €	1 872 166,40 €
2019	12	AIR CHEQUE QUALIFICATION PIC	7 700 000,00 €	1 867 172,36 €	1 852 740,01 €	14 432,35 €	5 832 827,64 €
2019	14	ACCOMPAGNEMENT PROJETS PIC	3 000 000,00 €	240 168,50 €	120 084,25 €	120 084,25 €	2 759 831,50 €
2019	15	EVALUATION PIC	2 200 000,00 €	58 004,10 €	58 004,10 €	0,00 €	2 141 995,90 €
2019	16	PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE SUPERIEURE 2014	2 605 000,00 €	1 072 913,39 €	717 454,17 €	355 459,22 €	1 532 086,61 €
2019	20	GROUPEMENT D'ACHAT PUBLIC DE FORMATION PROFESSIONNELLE	2 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 000 000,00 €
2019	22	AIDES EXCEPTIONNELLES	400 000,00 €	298 876,32 €	272 148,27 €	26 728,05 €	101 123,68 €
2019	25	GUADELOUPE FORMATION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	98 567 365,00 €	71 991 752,93 €	65 678 930,61 €	6 312 822,32 €	26 575 612,07 €
2020	1	CONVENTION LADOM REGION GPE 2020-2021	7 928 594,00 €	6 573 793,03 €	4 386 673,03 €	2 187 120,00 €	1 354 800,97 €
2020	1	FONCTIONNEMENT LYCEES PUBLICS 2020-2021	8 150 000,00 €	8 076 174,99 €	7 735 283,87 €	340 891,12 €	73 825,01 €
2020	1	AIDES AUX ETUDIANTS - MOBILITE QUEBEC	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	200 000,00 €
2020	2	FONCTIONNEMENT LYCEES PRIVES 2020-2021	2 300 000,00 €	1 505 569,19 €	1 505 569,19 €	0,00 €	794 430,81 €
2020	2	PROGRAMME FORMATION MARITIME	750 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	750 000,00 €
2021	1	CONVENTION LADOM REGION GUADELOUPE 2021-2022	3 000 000,00 €	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	0,00 €	2 000 000,00 €
2021	1	FONCT LYCEES PUBLICS 2021-2027	39 500 000,00 €	36 107 477,68 €	26 073 349,12 €	10 034 128,56 €	3 392 522,32 €
2021	3	CLAUSES SOCIALES	500 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	500 000,00 €
2021	30	LE FINANCEMENT D'EMPLOYEURS D'APPRENTIS	900 000,00 €	488 000,00 €	148 000,00 €	340 000,00 €	412 000,00 €
2021	39	LE SOUTIEN A LA MOBILITE PROFESSIONNELLE AU QUEBEC	202 000,00 €	131 190,19 €	131 190,19 €	0,00 €	70 809,81 €
2022	1	ENTRETIEN ET REPARATION MAT LYCEES	3 500 000,00 €	940 992,66 €	695 644,17 €	245 348,49 €	2 559 007,34 €
2022	1	SERVICE CIVIQUE	1 000 000,00 €	866 000,00 €	837 000,00 €	29 000,00 €	134 000,00 €
2022	2	PROGRAMME DE FORMATION COLLECTIVE 2022	10 960 000,00 €	2 938 307,82 €	1 265 487,29 €	1 672 820,53 €	8 021 692,18 €
2024	1	LOGICIEL FORMATION PROFESSIONNELLE	600 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	600 000,00 €
2024	1	MISE EN OEUVRE PACTE ULTRAMARIN 2.0	22 325 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	22 325 000,00 €
2024	1	FORAMATIONS INNOVANTES 2024-2025	1 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 000 000,00 €
2024	2	PROMOUVOIR L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE NOTAMMENT LES POSSIBILITES DE	46 000 000,00 €	13 939 779,39 €	3 836 868,50 €	10 102 910,89 €	32 060 220,61 €
TOTAUX			742 719 043,86 €	498 805 687,00 €	390 817 160,62 €	107 988 526,38 €	243 913 356,86 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

933 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

SITUATION CUMULEE DES AE

N°	AE	Libellé AE	Total voté AE	Total Engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
2008	2	POLE REGIONAL DES ARTS & DU SPECTACLE	385 900,00 €	373 900,00 €	373 900,00 €	0,00 €	12 000,00 €
2009	1	SOUTIEN AUX SPORTS ET AUX EVENEMENTS SPORTIFS	3 474 260,00 €	2 255 179,70 €	2 238 179,70 €	17 000,00 €	1 219 080,30 €
2012	1	DIVERSES ACTIONS AU PROFIT DU MEMORIAL ACTe	368 925,81 €	368 925,81 €	367 065,81 €	1 860,00 €	0,00 €
2018	1	TERRE DE BLUES	700 000,00 €	600 000,00 €	569 572,14 €	30 427,86 €	100 000,00 €
2021	1	ORGANISATION DE LA ROUTE DU RHUM 2022	2 200 000,00 €	2 200 000,00 €	1 810 000,00 €	390 000,00 €	0,00 €
2021	2	SOUTIEN AUX SPORTS ET AUX EVENEMENTS SPORTIFS	10 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	10 000 000,00 €
2021	28	LE SOUTIEN AU SPECTACLE VIVANT DE LA CREATION A LA DIFFUSION	1 220 000,00 €	893 372,23 €	578 742,28 €	314 629,95 €	326 627,77 €
2021	31	LE SOUTIEN A L'ECONOMIE DES FESTIVALS CULTURELS ET SALON D'ART	540 000,00 €	328 000,00 €	128 268,27 €	199 731,73 €	212 000,00 €
2022	3	LE CENTRE DES MUSIQUES ET DES DANSES TRADITIONNELLES	900 000,00 €	7 378,00 €	7 378,00 €	0,00 €	892 622,00 €
TOTAUX			19 789 085,81 €	7 026 755,74 €	6 073 106,20 €	953 649,54 €	12 762 330,07 €

934 - SANTE ET ACTION SOCIALE

SITUATION CUMULEE DES AE

N°	AE	Libellé AE	Total voté AE	Total Engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
2008	6	PREVENTION & EDUCATION EN MATIERE DE SANTE GRS	413 369,92 €	410 742,40 €	410 742,40 €	0,00 €	2 627,52 €
2013	1	CONTRATS URBAIN DE COHESION SOCIALE	2 955 773,00 €	1 143 627,13 €	1 143 582,26 €	44,87 €	1 812 145,87 €
2013	2	ORGANISMES SOCIAUX ET SOLIDAIRES	498 000,00 €	228 000,00 €	228 000,00 €	0,00 €	270 000,00 €
2020	1	ACTION SENSIBILISATION ET PREVENTION EN SANTE	610 000,00 €	308 510,30 €	169 310,30 €	139 200,00 €	301 489,70 €
2020	3	ACTIONS SANITAIRES FACE A LA CRISE DU COVID 19	4 100 000,00 €	1 697 718,19 €	1 697 503,36 €	214,83 €	2 402 281,81 €
2022	1	PLAN D'ACTIONS EN FAVEUR DU HANDICAP	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	200 000,00 €
2022	2	ACTION SENSIBILISATION ET PREVENTION EN SANTE	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €
TOTAUX			8 877 142,92 €	3 788 598,02 €	3 649 138,32 €	139 459,70 €	5 088 544,90 €

935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT

SITUATION CUMULEE DES AE

N°	AE	Libellé AE	Total voté AE	Total Engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
2011	3	OPERATEURS ARSAH	593 490,00 €	373 818,30 €	373 818,30 €	0,00 €	219 671,70 €
2013	1	ETUDES SUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	765 150,13 €	347 717,99 €	212 866,97 €	134 851,02 €	417 432,14 €
2013	2	PRESTATIONS D'AMO DE CONTROLE & D'HONORAIRES DES TRAVAUX ARSAH	3 467 834,10 €	2 503 873,59 €	2 470 873,59 €	33 000,00 €	963 960,51 €
2014	2	LES PRESTATIONS POUR LE SAR	1 889 745,67 €	801 556,77 €	151 663,47 €	649 893,30 €	1 088 188,90 €
2014	2	ETUDES D'INGENIERIE RELATIVE A DES PROJETS TIC	2 999 529,25 €	956 720,57 €	926 964,42 €	29 756,15 €	2 042 808,68 €
2018	2	FONCTIONNEMENT DES CYBERBUS	400 000,00 €	26 648,57 €	26 648,57 €	0,00 €	373 351,43 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2018	3	DISPOSITIF CHEQUES TIC	1 090 000,00 €	1 085 077,45 €	392 398,56 €	692 678,89 €	4 922,55 €
2018	3	OPERATIONS DU SDUN	536 250,78 €	71 649,32 €	71 467,78 €	181,54 €	464 601,46 €
2020	1	MAINTENANCE LOGICIEL DESENCLAVEMENT MARITIME	500 000,00 €	142 222,45 €	142 222,45 €	0,00 €	357 777,55 €
2021	1	PLATEFORME EGUADELOUPE	110 000,00 €	80 696,90 €	61 709,40 €	18 987,50 €	29 303,10 €
2021	63	LA REMISE A NIVEAU DES PARCOURS SPORTIFS	600 000,00 €	2 422,81 €	2 422,81 €	0,00 €	597 577,19 €
2022	1	ENTRETIEN MAINTENANCE WIFI TERRITORIAL	1 000 000,00 €	270 725,49 €	270 725,49 €	0,00 €	729 274,51 €
2022	2	TIC - PLAN DE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	400 000,00 €	45 000,00 €	30 000,00 €	15 000,00 €	355 000,00 €
2024	1	APPUI AUX COLLECTIVITES - INGENIERIE	500 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	500 000,00 €
2024	2	ETUDES AMENAGMT DU TERRITOIRE	400 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	400 000,00 €
2024	2	STRATEGIE INTEGREE DU LITTORAL	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	200 000,00 €
TOTAUX			15 451 999,93 €	6 708 130,21 €	5 133 781,81 €	1 574 348,40 €	8 743 869,72 €

936 - ACTION ECONOMIQUE

SITUATION CUMULEE DES AE							
N°	AE	Libellé AE	Total voté AE	Total Engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
2011	4	MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE REGIONALE POUR L'INNOVATION	1 615 305,53 €	1 157 083,97 €	1 041 607,00 €	115 476,97 €	458 221,56 €
2014	2	ACCOMPAGNEMENT EMPLOI CHANTIER INSERTION 2014	12 295 375,49 €	9 778 371,28 €	9 322 371,28 €	456 000,00 €	2 517 004,21 €
2014	3	DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT A L'EMPLOI - EMPLOI TREMPLIN 2014	10 663 991,00 €	8 362 366,42 €	4 298 593,17 €	4 063 773,25 €	2 301 624,58 €
2015	1	CULTURE SCIENTIFIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE	363 346,68 €	52 900,00 €	38 500,00 €	14 400,00 €	310 446,68 €
2015	3	ETUDES ET RECHERCHES - OBSERVATOIRE DU TOURISME	998 808,67 €	752 343,88 €	716 438,52 €	35 905,36 €	246 464,79 €
2015	4	ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES - CONTRATS DE PROFESSIONNALISATION	1 491 350,00 €	985 000,00 €	903 350,00 €	81 650,00 €	506 350,00 €
2016	2	COFIN PO 2014-2020 OT1 FA3 STRAT REG INNOVATION	1 617 866,85 €	607 254,01 €	353 377,97 €	253 876,04 €	1 010 612,84 €
2016	3	COFIN PO 2014-2020 OT1 RI CSTI	270 521,33 €	128 969,42 €	88 969,42 €	40 000,00 €	141 551,91 €
2017	2	ORG° ROUTE DU RHUM 2018	9 800 000,00 €	9 125 265,24 €	7 955 265,23 €	1 170 000,01 €	674 734,76 €
2018	1	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	900 000,00 €	399 711,62 €	330 362,77 €	69 348,85 €	500 288,38 €
2019	1	SERVICE CIVIQUE	892 483,68 €	610 132,97 €	610 132,97 €	0,00 €	282 350,71 €
2019	1	MISE EN OEUVRE MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE REGIONALE POUR L'INNOVATION	1 500 000,00 €	319 600,79 €	249 428,28 €	70 172,51 €	1 180 399,21 €
2019	1	DEVELOPPEMENT ET SOUTIENE ESS	2 200 000,00 €	1 297 812,47 €	995 160,16 €	302 652,31 €	902 187,53 €
2019	2	DEVELOPPEMENT ALTERNANCE	3 000 000,00 €	1 098 297,63 €	968 397,63 €	129 900,00 €	1 901 702,37 €
2020	1	AIDES AU STRUCTURE DE L'ESS	900 000,00 €	80 694,00 €	74 694,00 €	6 000,00 €	819 306,00 €
2020	1	CONTRAT DE CONVERGENCE ET TRANSFORMATION	636 000,00 €	568 056,52 €	211 518,47 €	356 538,05 €	67 943,48 €
2021	2	DISPOSITIF SERVICE CIVIQUE	2 100 000,00 €	849 910,40 €	0,00 €	849 910,40 €	1 250 089,60 €
2021	23	L'ECO FERME 3.0 FONCTIONNEMENT	2 500 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 500 000,00 €
2021	68	L'AIDE A L'INITIATIVE LOCALE POUR LES STRUCTURES D'INSERTION PAR	3 200 000,00 €	1 071 650,29 €	489 949,27 €	581 701,02 €	2 128 349,71 €
2022	1	DIVERSES ORGANISATIONS	500 000,00 €	16 231,60 €	11 240,60 €	4 991,00 €	483 768,40 €
2023	1	DISPOSITIF JEUNE DOCTEUR INNOVANT	660 000,00 €	100 000,00 €	0,00 €	100 000,00 €	560 000,00 €
2024	1	CAP 100 EMPLOIS	1 660 000,00 €	264 360,00 €	264 360,00 €	0,00 €	1 395 640,00 €
2024	1	SOUTIEN A L'INNOVATION SOCIALE	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	200 000,00 €
2024	2	ANIMATION TERRITORIALE	300 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	300 000,00 €
TOTAUX			60 265 049,23 €	37 626 012,51 €	20 926 106,00 €	2 295 472,25 €	22 639 036,72 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
2025-04-11-25-9-AU
Date de réception en préfecture : 11/04/2025

937 - ENVIRONNEMENT

SITUATION CUMULEE DES AE

N°	AE	Libellé AE	Total voté AE	Total Engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
2007	11	CURAGE DES RAVINES ET DES CANAUX	16 281 495,20 €	11 817 916,14 €	11 665 046,00 €	152 870,14 €	4 463 579,06 €
2009	4	APPEL A PROJET MON ARCHIPEL MON ENVIRONNEMENT	1 055 342,32 €	831 626,21 €	831 626,21 €	0,00 €	223 716,11 €
2009	5	PLAN DE COMMUNICATION SUR DIFFERENTES THEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES	1 645 131,22 €	1 640 412,75 €	1 640 412,75 €	0,00 €	4 718,47 €
2009	6	SOUTIEN AUX DEMARCHES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE	52 691,50 €	47 767,50 €	29 617,50 €	18 150,00 €	4 924,00 €
2014	1	ACTIONS DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	853 547,80 €	532 375,94 €	330 976,94 €	201 399,00 €	321 171,86 €
2014	2	APPEL A PROJET	279 540,28 €	177 867,49 €	155 725,06 €	22 142,43 €	101 672,79 €
2014	2	DISPOSITIF D'AIDE AU SYSTEME DE RECUPERATION D'EAU DE PLUIE	1 882 643,79 €	1 866 928,95 €	1 456 601,99 €	410 326,96 €	15 714,84 €
2015	2	MARCHE D'ENLEVEMENT DES ENCOMBRANTS	2 709 178,22 €	2 025 372,71 €	2 025 372,71 €	0,00 €	683 805,51 €
2015	13	PARTICIPATION AU PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE	1 850 686,11 €	1 152 649,56 €	1 108 149,49 €	44 500,07 €	698 036,55 €
2016	2	COFIN RG PO FEDER INFO ENERGIE ENVIRONNEMENT	1 879 544,07 €	164 181,07 €	156 812,77 €	7 368,30 €	1 715 363,00 €
2017	1	AMELIOR° CADRE DE VIE	516 310,97 €	80 295,10 €	80 295,10 €	0,00 €	436 015,87 €
2017	3	MANIF ENVIRONNEMENT	427 952,27 €	213 712,98 €	211 759,03 €	1 953,95 €	214 239,29 €
2017	3	ACTIONS CONTRE LES SARGASSES	460 814,25 €	140 480,13 €	140 480,13 €	0,00 €	320 334,12 €
2018	1	ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	1 761 306,84 €	1 055 564,84 €	917 800,54 €	137 764,30 €	705 742,00 €
2018	1	AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE	1 995 756,79 €	1 283 640,66 €	1 283 640,66 €	0,00 €	712 116,13 €
2018	2	PROJET DE COOPERATION ENERGIE - MAITRISE OUVRAGE	1 300 000,00 €	453 906,66 €	453 290,61 €	616,05 €	846 093,34 €
2018	2	PARTICIPATION REGIONALE AU PLAN DE COMMUNICATION	967 878,83 €	663 062,54 €	484 062,54 €	179 000,00 €	304 816,29 €
2020	1	SOUTIEN AUX ACTIONS DE PROTECTIONS ENVIRONNEMENT	400 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	400 000,00 €
2020	1	PROGRAMME DE COOPERATION SARG'COOP	420 000,00 €	411 503,50 €	411 503,50 €	0,00 €	8 496,50 €
2020	2	AIDE A L'AMELIORATION DU CADRE DE VIE	400 000,00 €	149 790,26 €	111 624,52 €	38 165,74 €	250 209,74 €
2020	2	OBSERVATOIRE DES DECHETS	450 000,00 €	224 498,00 €	152 498,00 €	72 000,00 €	225 502,00 €
2020	3	SOUTIEN AUX DEMARCHES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE	565 000,00 €	305 485,61 €	167 938,11 €	137 547,50 €	259 514,39 €
2021	1	PROJET DE COOPERATION ENERGIE	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	100 000,00 €
2023	1	CHEQUES ENERGIE REGION GUADELOUPE	9 700 000,00 €	8 468 308,99 €	8 468 308,99 €	0,00 €	1 231 691,01 €
2024	1	COOPERATION ENVIRONNEMENTALE ET PLANIFICATION ECOLOGIQUE	2 000 000,00 €	192 765,66 €	86 774,63 €	105 991,03 €	1 807 234,34 €
TOTAUX			49 954 820,46 €	33 900 113,25 €	32 370 317,78 €	1 529 795,47 €	16 054 707,21 €

938 - TRANSPORTS

SITUATION CUMULEE DES AE

N°	AE	Libellé AE	Total voté AE	Total Engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
2007	2	ENTRETIEN & TRAVAUX SUR LES OUVRAGES D'ART	5 500 000,00 €	2 964 326,43 €	2 955 151,75 €	9 174,68 €	2 535 673,57 €
2012	1	ACTIONS DIVERSES POUR LE DESENCLAVEMENT DES ILES DU SUD	3 105 644,05 €	518 250,23 €	436 570,75 €	81 679,48 €	2 587 393,82 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

2015	4	ENTRETIEN DES ECHANGEURS ET ABORDS DU RESEAU ROUTIER - PGM 2015-2020	36 000 000,00 €	35 704 297,05 €	35 702 842,70 €	1 454,35 €	295 702,95 €
2017	1	TRANSPORTS SCOLAIRES	53 998 752,25 €	44 229 187,51 €	30 908 390,78 €	13 320 796,73 €	9 769 564,74 €
2018	1	TRANSPORT INTERURBAIN	36 383 003,99 €	34 259 537,08 €	22 366 402,19 €	11 893 134,89 €	2 123 466,91 €
2019	1	FONCTIONNEMENT BUS DES MERS	1 800 000,00 €	682 484,88 €	682 391,84 €	93,04 €	1 117 515,12 €
2019	2	ETUDES ET AMO TRANSPORT	2 800 000,00 €	769 764,16 €	769 764,16 €	0,00 €	2 030 235,84 €
2020	1	ENTRETIEN CARREFOURS GIRATOIRES ET TOUT ESPACES VERT SUR RESEAU ROUTIER	3 600 000,00 €	1 747 161,95 €	1 324 122,26 €	423 039,69 €	1 852 838,05 €
2021	1	ENTRETIEN DES ECHANGEURS ET ABORDS DU RESEAU ROUTIER - PGM 2021-2026	23 000 000,00 €	20 931 400,94 €	17 263 737,62 €	3 667 663,32 €	2 068 599,06 €
2024	1	ENTRETIEN ET TRAVAUX D'OUVRAGE D'ART 2024-2026	5 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 000 000,00 €
2024	1	AIDE AU DESENCLAVEMENT MARITIME	15 000 000,00 €	3 953 807,13 €	3 684 580,00 €	269 227,13 €	11 046 192,87 €
2024	1	TRANSPORT TERRESTRE	20 000 000,00 €	4 174 424,49 €	3 863 643,37 €	310 781,12 €	15 825 575,51 €
TOTAUX			206 187 400,29 €	149 934 641,85 €	119 957 597,42 €	29 977 044,43 €	56 252 758,44 €

Situation des autorisations d'engagement (AE) toutes directions confondues	Total voté AE	Total engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
	1 675 498 848,66 €	977 820 827,63 €	735 811 927,92 €	242 008 899,71 €	697 678 021,03 €

Accusé de réception en préfecture
 971-239710015-20250411-25-9-AU
 Date de télétransmission : 11/04/2025
 Date de réception préfecture : 11/04/2025

Le tableau présenté ci-après présente les engagements de dépenses pris au titre des opérations gérées en autorisations d'engagement programme (AE) avec une répartition par secteur d'intervention :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Direction	Total voté AE	Total engagé AE	Réalisé CP sur engagement AE	Encours sur engagement AE	Disponible pour engagement AE
DIRECTION AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES	27 464 858,02 €	17 627 252,32 €	16 656 592,99 €	970 659,33 €	9 837 605,70 €
DIRECTION DE LA CROISSANCE BLEUE	500 000,00 €	16 231,60 €	11 240,60 €	4 991,00 €	483 768,40 €
DIRECTION DE LA CROISSANCE VERTE	4 160 000,00 €	264 360,00 €	264 360,00 €	0,00 €	3 895 640,00 €
DIRECTION DE LA CULTURE	4 114 825,81 €	2 571 576,04 €	2 024 926,50 €	546 649,54 €	1 543 249,77 €
DIRECTION DE LA DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES	2 141 141,64 €	1 445 547,82 €	1 319 638,71 €	125 909,11 €	695 593,82 €
DIRECTION DE LA FISCALITÉ INDIRECTE ET ANALYSE ÉCONOMIQUE	900 000,00 €	399 711,62 €	330 362,77 €	69 348,85 €	500 288,38 €
DIRECTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'APPRENTISSAGE, DE L'EMPLOI ET DE	671 311 610,88 €	443 620 727,21 €	346 479 115,68 €	97 141 611,53 €	227 690 883,67 €
DIRECTION DE LA GESTION, DU PILOTAGE ET DE L'APPUI AUX PROGRAMMES	490 496 624,33 €	183 532 051,02 €	99 610 312,69 €	83 921 738,33 €	306 964 573,31 €
DIRECTION DE LA LOGISTIQUE ET DES MOYENS	2 217 198,00 €	2 033 242,64 €	1 138 507,30 €	894 735,34 €	183 955,36 €
DIRECTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET DE L'INNOVATION SOCIALE	30 259 366,49 €	20 590 894,46 €	15 180 767,88 €	5 410 126,58 €	9 668 472,03 €
DIRECTION DE L'ÉDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ÉTUDIANTE	24 442 459,07 €	18 099 540,08 €	13 320 181,85 €	4 779 358,23 €	6 342 918,99 €
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE	18 301 919,04 €	10 189 759,06 €	9 490 103,46 €	699 655,60 €	8 112 159,98 €
DIRECTION DE L'OBSERVATOIRE RÉGIONAL, DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DE L'INFORM	636 000,00 €	568 056,52 €	211 518,47 €	356 538,05 €	67 943,48 €
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES	9 999 640,50 €	6 247 897,60 €	6 123 670,26 €	124 227,34 €	3 751 742,90 €
DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES, DES ASSEMBLÉES ET DES ACHATS	1 721 787,39 €	842 319,90 €	709 394,13 €	132 925,77 €	879 467,49 €
DIRECTION DES BÂTIMENT RÉGIONAUX ET TRAVAUX POUR TIERS	14 752 629,00 €	9 188 495,34 €	9 140 439,29 €	48 056,05 €	5 564 133,66 €
DIRECTION DES BÂTIMENTS D'ENSEIGNEMENTS	76 400 544,03 €	63 975 752,15 €	52 931 651,41 €	11 044 100,74 €	12 424 791,88 €
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	2 624 023,63 €	1 682 621,30 €	1 408 056,95 €	274 564,35 €	941 402,33 €
DIRECTION DES ROUTES	72 499 529,25 €	60 556 744,99 €	56 848 696,49 €	3 708 048,50 €	11 942 784,26 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

DIRECTION DES SPORTS	15 674 260,00 €	4 455 179,70 €	4 048 179,70 €	407 000,00 €	11 219 080,30 €
DIRECTION DU DIGITAL	10 827 071,01 €	6 914 581,29 €	6 002 402,43 €	912 178,86 €	3 912 489,72 €
DIRECTION DU LOGEMENT DE L'HABITAT ET DE L'APPUI AUX COLLECTIVITÉS	2 382 643,79 €	1 866 928,95 €	1 456 601,99 €	410 326,96 €	515 714,84 €
DIRECTION DU SECRÉTARIAT CONJOINT ET INTERREG	3 768 705,00 €	1 867 928,84 €	1 418 115,24 €	449 813,60 €	1 900 776,16 €
DIRECTION DU TOURISME	10 798 808,67 €	9 877 609,12 €	8 671 703,75 €	1 205 905,37 €	921 199,55 €
DIRECTION ENERGIE MOBILITÉS, TRANSPORT	149 385 509,30 €	99 631 786,75 €	73 524 589,94 €	26 107 196,81 €	49 753 722,55 €
DIRECTION GENERALE ADJOINTE DU CADRE DE VIE	3 300 653,42 €	1 132 051,58 €	957 178,40 €	174 873,18 €	2 168 601,84 €
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE (DGAE)	1 090 000,00 €	1 085 077,45 €	392 398,56 €	692 678,89 €	4 922,55 €
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES	13 700 000,00 €	3 423 932,14 €	3 045 215,55 €	378 716,59 €	10 276 067,86 €
DIRECTION PAYSAGE ET ESPACES VERTS	3 600 000,00 €	1 747 161,95 €	1 324 122,26 €	423 039,69 €	1 852 838,05 €
DIRECTION STRATÉGIES DES INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES	6 027 040,39 €	2 365 808,19 €	1 771 882,67 €	593 925,52 €	3 661 232,20 €
Total FONCTIONNEMENT	1 675 498 848,66 €	977 820 827,63 €	735 811 927,92 €	242 008 899,71 €	697 678 021,03 €

II. Les ajustements d'AP et les AP nouvelles – Section d'investissement

■ Chapitre 900 – Services généraux

900 - SERVICES GENERAUX						
AUTORISATION DE PROGRAMME DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
ADMINGENER	06D00483	D00483	2008	1	RESTRUCTURATION DES BATIMENTS REGIONAUX	-5 577 236,52 €
ADMINGENER	06D00483	REBATREG	2025	9	RESTRUCTURATION DES BATIMENTS REGIONAUX	5 000 000,00 €
ADMINGENER	06D00484	D00484	2007	2	ACQUISITION DE TERRAINS	-31 600,00 €
ADMINGENER	07D00768	MATINFOR	2018	4	MATERIEL INFORMATIQUE	-2 642 662,76 €
ADMINGENER	20D04686	20D04686	2020	1	RECONSTRUCTION DE L'ANNEXE REGIONALE DE MARIE GALANTE	-1 000 000,00 €
ADMINGENER	22D05158	22D05158	2022	1	MATERIELS MULTIFONCTIONS	-599 048,30 €
ADMINGENER	25D05938	25D05938	2025	5	ACQUISITION DE TERRAINS	500 000,00 €
ADMINGENER	25D06177	25D06177	2025	12	LICENCE ORACLE	350 000,00 €
ATCTE	15D02345	ATCTEITF	2016	1	OS11-INV-TF AT	-724 036,80 €
ATCTE	15D02345	ATCTEITN	2016	2	OS11-INV-AT-VOLET TN	-406 574,70 €
ENVENEREAU	25D06159	25D06159	2025	2	L'EXEMPLARITE DE L'ACTION DE LA REGION	500 000,00 €
INFRATELEC	17D03352	17D03352	2018	1	TELEPHONIE RESEAU	-135 932,81 €
POFEDER	23D05540	CYBERSEC	2025	2	CYBERSECURITE SI	1 000 000,00 €
PROJETS	17D03552	PROJ900	2018	4	ETUDES DE FAISABILITE DES POJETS DANS LE CADRE DES SERVICES GENERAUX	-167 172,40 €
TOTAL						-3 934 264,29 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-11 284 624,29 €
MESURES NOUVELLES (+)						7 350 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AJ1
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

■ Chapitre 900-5 – GESTION DES FONDS EUROPÉENS

900-5 - GESTION DES FONDS EUROPEENS						
AUTORISATION DE PROGRAMME DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
CTEOT5	17D03262	TNOS6INV	2017	3	OS6 TRANSNATIONAL	-548 570,82 €
CTEOT5	18I04240	OT5INV	2018	1	FAVORISER ADAPATAT AUX CHANGMT CLIMATIQ PREV ET GEST DES RISQUES	2 786 030,39 €
PO AXE 1	18I03920	OT1INV	2018	1	RENFORCER LA RECHERCHE/DEVT TECHNO/INNOV	4 259 500,00 €
POCTE	23I05437	OS11INV	2023	1	RECHERCHE DEVELOPPEMENT ET INNOVATION	595 189,00 €
POCTE	23I05437	OS13INV	2023	3	DEVELOPPEMENT ET COMPETITIVITE DES PME INV	-743 484,00 €
POCTE	23I05438	OS24INV	2023	9	CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CATASTROPHES NATURELLES INVESTISSEMENT	1 288 978,20 €
POCTE	23I05438	OS27INV	2023	13	ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE INVESTISSEMENT	-1 666 532,70 €
POCTE	23I05442	OS52INV	2023	23	COOPERATION TRANSFRONTALIERE ENTRE SAINT-MARTIN ET SINT-MARTEEN	-595 189,00 €
POFEAMPA	23I05445	OS22INV	2023	10	PROMOUVOIR LA COMMERCIALISATION LA QUALITE ET LA VALEUR AJOUTEE DES PRODUITS DE	-300 000,00 €
TOTAL						5 075 921,07 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-3 853 776,52 €
MESURES NOUVELLES (+)						8 929 697,59 €

■ Chapitre 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

902 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE						
AUTORISATION DE PROGRAMME DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
ADMINGENER	17D03716	D0003716	2018	17	RESEAUX ET SECURITE INFORMATIQUES	-3 222 732,82 €
ADMINGENER	17D03716	D003716	2018	14	MAT INFORM & VIDEOPROJECTEURS	-4 576 707,20 €
ADMINGENER	25D06038	25D06038	2025	6	MATERIELS INFORMATIQUES & VIDEOPROJECTEURS	4 000 000,00 €
ADMINGENER	25D06042	25D06042	2025	7	RESEAUX ET SECURITE INFORMATIQUES	2 300 000,00 €
ADMINGENER	25D06043	25D06043	2025	8	NUMERIQUE EDUCATIF	750 000,00 €
CONSTLYCEE	16D02568	16D02568	2016	1	CONSTRUCTION DE L'INTERNAT DU LYCEE FELIX PROTO	-200 000,00 €
ENSEIGNMT	07D00740	D00740	2008	3	PROGRAMME D'EXTENSION & D'ADAPTATION DANS LES LYCEES	-2 089,01 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

ENSEIGNMT	11D01107	11D01107	2011	2	PLAN PLURIANNUEL D'EQUIPEMENT DES LYCEES	-4 274 246,79 €
ENSEIGNMT	15D02325	15D02325	2015	3	PROGRAMME D'EXTENSION D'ADAPTATION ET DIAGNOSTIC DANS LES LYCEES	-13 100,48 €
ENSEIGNMT	17D03413	17D03413	2018	1	PLAN PLURIANNUEL D'EQUIPEMENT DES LYCEES	-7 277 280,25 €
ENSEIGNMT	17D03414	17D03414	2018	2	PROGRAMME MISE A NIVEAU DES EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES	-11 404 007,85 €
ENSEIGNMT	18D04450	18D04450	2019	4	PROGRAMME PLURIANNUEL DE TRAVAUX DANS LES LYCEES	-3 674 880,27 €
ENSEIGNMT	18D04451	18D04451	2019	5	PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES LYCEES	-1 706 253,48 €
ENSEIGNMT	24D05717	24D05717	2024	1	ECOLE POINTE-NOIRE	-6 000 000,00 €
ENSEIGNMT	25D05977	25D05977	2025	1	PROGRAMME PLURIANNUEL DE TRAVAUX DES LYCEES 2025-2029	7 000 000,00 €
ENSEIGNMT	25D05978	25D05978	2025	2	PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES LYCEES 2025-2029	1 300 000,00 €
ENSEIGNMT	25D06037	25D06037	2025	3	ETUDES PREALABLES AUX GROS TRAVAUX 2025-2029	500 000,00 €
ENSEIGNMT	25D06039	25D06039	2025	4	PLAN PLURIANNUEL EQUIPEMENT DES LYCEES 2025-2029	2 000 000,00 €
ENSEIGNMT	25D06041	25D06041	2025	5	PLAN PLURIANNUEL EQUIPEMENT PEDAGOGIQUES DES LYCEES 2025-2029	1 800 000,00 €
EQUIPCTRE	17I03138	138	2019	1	EQUILIBRE TERRITORIAL DANS LA REALISATION DES FORMATIONS	-690 500,42 €
EQUIPCTRE	17I03138	17I03138	2017	1	AMENAGEMENT DES RELAIS LOCAUX SPRO CPRDFOP	-750 000,00 €
EQUIPCTRE	17I03138	I03138	2017	3	INOVATION MATERIEL ET EQUIP PEDAGOGIQUE NUMERIQUE DES CENTRES DE FORMATION	-1 000 000,18 €
EQUIPCTRE	17I03138	TERFORMA	2018	1	CPRDFOP TERRITORIALISATION DE LA FORMATION	-478 108,00 €
EQUIPCTRE	17I03331	17I03331	2017	4	EQUIPEMENT RECONSTRUCTION CFA	-11 380 414,09 €
EQUIPCTRE	17I03331	EQUIPCFA	2025	1	EQUIPEMENT DES CFA	14 975 400,00 €
FINCAMPUS	17D03473	17D03473	2018	1	CAMPUS UNIVERSITAIRE DE LA SANTE DU CHU	-1 965 733,95 €
FINCAMPUS	18I03816	18I03816	2018	2	CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS 2019-2023 REGION-UAG	-2 395 860,25 €
FINCAMPUS	25D06137	25D06137	2025	1	OPERATION DE STRUCTURATION	200 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
N° 239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de mise en ligne : 11/04/2025

FINPOLUNIV	06D00479	06D0479	2006	1	UAG CAMP JACOB	-612 754,49 €
FORMPROF	05D00335	EQUIPEME	2019	23	EQUIPEMENT DES ORGANISMES DE FORMATION	-1 881 557,36 €
FORMPROF	08D00850	08D00850	2008	2	CITE DE LA CONNAISSANCE	-637 321,57 €
FORMPROF	14I02096	14I02096	2015	1	EQUIPEMENT DE FORMATION SOCIALES ET SANITAIRES	-2 431 678,79 €
FORMPROF	17I03330	DEPINVES	2019	26	GUADELOUPE FORMATION DEPENSES D'INVESTISSEMENT	-1 656 561,60 €
EQUIPCTRE	25I06277	25I06277	2025	2	INNOVATION MATERIEL PEDAG NUMERIQUE CENTRES DE FORMATION 21-27	5 000 000,00 €
FORMPROF	14I02096	EQUIPSS	2025	18	EQUIPEMENT DE FORMATION SOCIALES ET SANITAIRES NVELLE AP	1 500 000,00 €
FORMPROF	17I03330	GUAINV	2025	19	GUADELOUPE FORMATION - DEPENSES D'INVESTISSEMENT	3 000 000,00 €
PRELANCE	21D05032	PG17FR	2021	14	LA RECONSTRUCTION DU LYCEE GERTY ARCHIMEDE	-49 300 587,00 €
PRELANCE	21D05039	PG60	2021	59	L'UNIVERSITE DES ANTILLES	-320 000,00 €
PRELANCE	21D05042	PG56FR	2021	48	LA CONSTRUCTION D'UN CAMPUS SANTE	45 000 000,00 €
PRELANCE	21D05042	PG61FR	2021	60	LE CAMPUS TECHNOLOGIQUE DE SAINT-CLAUDE	-200 000,00 €
PRELANCE	21D05042	PG62	2021	61	L'ECOLE D'INGENIEUR	-21 950 000,00 €
PRELANCE	21I05041	PRIO6	2021	74	PRIORITE 6 - AUTRES	-5 000 000,00 €
RESTLYCEE	06D00474	06D00474	2006	2	RESTRUCTURATION CITE SCOLAIRE BAIMBRIDGE	10 000 000,00 €
RESTLYCEE	18D03796	18D03796	2018	1	RECONSTRUCTION DU LYCEE GERTY ARCHIMEDE	-1 000 000,00 €
SUBETUDIAN	16I03052	16I03052	2016	5	EQUIPEMENT DU CAMPUS SANITAIRE	-1 737 322,32 €
TOTAL						-48 414 298,17 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-147 739 698,17 €
MESURES NOUVELLES (+)						99 325 400,00 €

■ Chapitre 903 – Culture, sports et loisirs

903 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS						
AUTORISATION DE PROGRAMME DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
ADMINGENER	25D06141	25D06141	2025	10	PORTAGE_EPF_CR_STADE REGIONAL	4 504 225,00 €
CULTURE	25D06182	25D06182	2025	2	ESPLANADE 1ER JOUR	1 000 000,00 €
EQUIPSPORT	06D00462	06D00462	2006	2	VELODROME ET HIPPODROME	-761 556,69 €
EQUIPSPORT	06I00466	I00466	2007	1	SUBV. D'EQUIPEMENTS JEUNESSE & SPORTS	-7 869 407,38 €
EQUIPSPORT	16D02586	16D02586	2016	1	ETUDES FAISABILITES POUR DES EDIFICES CULTURELS SPORTIFS ET DE LOISIRS	-52 759,77 €
HISTESCLAV	06D00465	06D00465	2006	3	MEMORIAL A	-72 601,14 €

Accusé de réception en préfecture
 874-239710015-20250411-2519-AU
 Date de télétransmission : 11/04/2025
 Date de réception préfecture : 11/04/2025

HISTESCLAV	18D04410	18D04410	2019	1	CENTRE D'ART CONTEMPORAIN DE DARBOUSSIER	-189 444,43 €
OBJARCHEOL	25D05997	25D05997	2025	1	RESTAURATION DU PATRIMOINE	1 000 000,00 €
OBJARCHEOL	25D05997	OPAHPATR	2025	2	OPAH PATRIMOINE	1 000 000,00 €
PRELANCE	21D05038	PG44	2021	29	LA REHABILITATION DE LA BASE NAUTIQUE DE SAINTE-ANNE	-800 000,00 €
PRELANCE	21D05038	PG68	2022	5	CONNEXION EN EAU DE L'HABITATION LA GRIVELIERE	-700 000,00 €
SPORT	17D03592	17D03592	2018	1	CONSTRUCTION DU GYMNASSE DE MARIE GALANTE	-2 000 000,00 €
SPORT	17D03593	17D03593	2018	2	CONSTRUCTION DU GYMNASSE DE MORNE A L'EAU	-3 500 000,00 €
TOTAL						-8 441 544,41 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-15 945 769,41 €
MESURES NOUVELLES (+)						7 504 225,00 €

■ Chapitre 904 – Sante et action sociale

904 - SANTE ET ACTION SOCIALE						
AUTORISATION DE PROGRAMME DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
ADMINGENER	25D06142	25D06142	2025	11	CUS	2 501 641,00 €
SANTE	20I04706	20I04706	2020	2	PARTICIPATION AUX INVESTISSEMENTS DES ETABLISSEMENTS DE SANTE	-3 000 000,00 €
TOTAL						-498 359,00 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-3 000 000,00 €
MESURES NOUVELLES (+)						2 501 641,00 €

■ Chapitre 905 – Aménagement des territoires et habitat

905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT						
AUTORISATION DE PROGRAMME DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
ELGDEMRN	14I01775	CONTRADD	2025	10	CONTRAT DE DEVELOPPEMENT DURABLE TERRITORIAL 2	27 000 000,00 €
ELGDEMRN	14I01775	I01775	2014	3	CONTRATS DE DEVELOPPEMENT DURABLE TERRITORIAL	-28 270 290,55 €
INTERVCOM	25D06181	25D06181	2025	1	ECOLE DE LA DESIRADE	6 000 000,00 €
INTERVCOM	25D06181	25D06182	2025	2	ECOLE DE CAPESTERRE MARIE-GALANTE	5 000 000,00 €
INTERVCOM	25D06181	25D06183	2025	3	ECOLE DE TROIS-RIVIERES	4 000 000,00 €
LOGEMENT	01I00062	I00062	2013	1	PARTICIPATION REGIONALE AU LOGEMENT TRES SOCIAL	-496 373,50 €
NTIC	17D03636	17D03636	2018	1	MISE EN OEUVRE DU SDUN	-100 000,00 €
ODEVURBAIN	06I00473	I0473	2015	1	AIDE REGIONALE AU DEVELOPPEMENT URBAIN - DIVERSES COMMUNES	-999 923,54 €
OT2	15I02427	15I02427	2015	4	UTILISATION DES PRODUITS ET SERVICES TIC	-625 324,62 €
PRELANCE	21D05038	PG45-1	2021	32	LA REMISE A NIVEAU DES PARCOURS SPORTIFS INVESTISSEMENT	250 000,00 €
PRELANCE	21D05047	PG34FR	2021	53	LA MISE EN PLACE DU WIFI TERRITORIAL	-169 664,12 €

Accusé de réception en préfecture
 971-239710015-20250411-2519-AU
 Date de télétransmission : 11/04/2025
 Date de réception préfecture : 11/04/2025

PRELANCE	21D05047	PG36FR	2021	54	LE RENOUVELLEMENT DES CYBERBUS	-300 000,00 €
PRELANCE	21D05047	PG63	2021	58	CREATION D'UNE PLATEFORME NUMERIQUE POUR LA MISE EN PLACE DU MARCHE D'EXCELLENCE	-1 960 072,00 €

PRELANCE	21I05046	PRI05	2021	73	PRIORITE 5 - AUTRES	-5 000 000,00 €
SOLIDARITE	06I00406	00406	2012	1	PROGRAMME D'AIDE A L'AMELIORATION DE L'HABITAT ARSAH 2012	-197 360,00 €
SOLIDARITE	06I00406	06I406	2013	1	PROGRAMME D'AIDE A L'AMELIORATION DE L'HABITAT ARSAH	-1 758 305,83 €
SOLIDARITE	06I00406	406	2007	1	ACTIONS DE SOLIDARITE PAAHPOD	-101 050,00 €
SOLIDARITE	06I00406	I00406	2007	2	ACTIONS DE SOLIDARITE ARSAH	-119 823,62 €
SOLIDARITE	06I00406	PAAHPOD	2011	1	PARTICIPATION DE LA REGION AU PAAHPOD	-250 000,00 €
SOLIDARITE	16I02626	16I02626	2016	1	PARTICIPATION DE LA REGION AU PAAHPOD	-222 815,50 €
SOLIDARITE	16I02627	16I02627	2016	2	PARTICIPATION REG AU PROGRAMME ARSAH	-33 035,72 €
SOLIDARITE	25I06197	DPAH	2025	1	PARTICIPATION DE LA REGION AU DPAH	400 000,00 €
TOTAL						2 045 961,00 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-40 604 039,00 €
MESURES NOUVELLES (+)						42 650 000,00 €

■ Chapitre 906 – Action économique

906 - ACTION ECONOMIQUE						
AUTORISATION DE PROGRAMME DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
ACCEMPLOI	11I01047	11I01047	2011	1	EQUIPEMENT POUR LES CHANTIERS D'INSERTION	-615 206,82 €
AIDENTREPR	06I00433	433	2006	2	AIDE A LA MODERNISATION DES ENTREPRISES	-412 835,90 €
AIDENTREPR	06I00433	I00433	2008	3	AIDE DIRECTE AUX ENTREPRISES	-3 955 854,73 €
AIDENTREPR	06I00572	I00572	2007	2	AIDE REGIONALE AU DEMARAGE D'ACTIVITE - ARDA	-549 354,76 €
ARTICOMM	14I02055	I02055	2017	1	DISPOSITIFS D'INGENIERIE FINANCIERE	-4 900 000,00 €
CAPITAL	10D01026	10D01026	2010	1	SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE PATRIMOINE	-3 090 000,00 €
ECOAGRICOL	06D00449	06D00449	2006	3	ABATTOIR DE GALEAN	-727 925,70 €
ECOAGRICOL	06I00443	I00443	2012	1	SOUTIEN AUX FILIERES DE LA PECHE & DE L'AQUACULTURE	-862 144,11 €
ECOAGRICOL	13D01353	13D01353	2013	1	CONSTRUCTION DU MARCHE D'INTERET REGIONAL	-9 243 662,14 €
ECOAGRICOL	18I04408	18I04408	2019	1	SOUTIEN FILIERES PECHE ET AQUACULTURE	-546 398,00 €
ECOAGRICOL	25D06081	DO6081	2025	3	PROJETS STRUCTURANTS INCUBATEUR & EMERGENCE AGRI/AGRO	1 500 000,00 €
ECOAGRICOL	25D06099	D06099	2025	4	MIR/PLATEFORME LOGISTIQUE/MNR/AUTRES MARCHES	1 944 882,00 €
ECOAGRICOL	25D06100	25D06100	2025	5	INSTRUMENTS FINANCIERS POUR LE DEVELOPPEMENT AGRI/AGRO	2 000 000,00 €
ESS	18I04492	EQUIPESS	2019	3	EQUIPEMENT ET AMENAG STUCT ESS	-1 045 785,59 €
ESS	18I04492	OUTILSFI	2025	1	OUTILS FINA	150 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AJ
N°618 BRe
Date de réception en préfecture : 11/04/2025

FEADER	15I02366	15I02366	2015	3	CO-FINANCEMENT FEADER 2014 - 2020	2 800 000,00 €
ODEVURBAIN	06I00407	AGGLOPAP	2007	7	ZONES D'ACTIVITES HORS AGGLOMERATION DE POINTE A PITRE	-1 254 714,86 €
ODEVURBAIN	21D05081	21D05081	2021	1	RESTRUCTURATION DE LA ZAE DE CALBASSIER B-T	-2 500 000,00 €
ODTOURISME	06I00425	I00425	2007	2	MODERNISATION DE L'INDUSTRIE HOTELIERE	-11 051 054,09 €
ODTOURISME	06I00431	PROGACT	2023	1	PROGRAMME D'ACTIONS DU CTIG	5 400 000,00 €
ODTOURISME	25D05941	D05941	2025	3	AIDE A L'HEBERGEMENT TOURISTIQUE	2 500 000,00 €
OT1	15I02406	15I02406	2015	4	LES PROJETS REGIONAUX DE LA RECHERCHE	-2 533 179,87 €
OT3	15I02207	A09INVDM	2016	1	FIRG	-1 100 000,00 €
OT3	15I02426	15I02426	2015	6	SOUTIEN AUX INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES D'HEBERGEMENT	-21 026 995,87 €
OT3	15I02426	I02426	2015	7	SOUTIEN AUX PROJETS D'INVESTISSEMENT DANS LES PRODUITS TOURISTIQUES	-11 449 796,02 €
POFEDER	24D05678	OSINV13	2025	1	INVESTISSEMENT DANS LES HEBERGEMENTS ET PRODUITS TOURISTIQUES	3 000 000,00 €
PO REGION	17I03119	17I03119	2017	1	CO FINANCEMENT APPELS A PROJETS NATIONAUX	-500 000,00 €
PRELANCE	21D05030	PG03	2021	3	L'AGENCE REGIONALE DE DEVELOPEMENT ECONOMIQUE	-500 000,00 €
PRELANCE	21D05035	PG06FR-1	2021	21	L'ECO FERME 3.0 INVESTISSEMENT	-2 000 000,00 €
PRELANCE	21D05035	PG07FR	2021	24	LE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	230 000,00 €
PRELANCE	21D05035	PG08FR	2021	25	LA RELANCE ET LA STRUCTURATION DE L'AQUACULTURE	-67 065,02 €
PRELANCE	21D05039	PG42	2021	40	L'AIDE A L'INITIATIVE LOCALE POUR LES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECO	-222 695,97 €
PRELANCE	21I05045	PRI02	2021	70	PRIORITE 2 - AUTRES	-5 000 000,00 €
TOTAL						-65 629 787,45 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-85 154 669,45 €
MESURES NOUVELLES (+)						19 524 882,00 €

■ Chapitre 907 – Environnement

907 - ENVIRONNEMENT						
AUTORISATION DE PROGRAMME DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
AMENAGTERR	11D01069	PLAGES	2011	2	AMENAGEMENT DES PLAGES DE LA GUADELOUPE	-101 823,87 €
CONSTRROUTE	19D04612	19D04612	2019	1	TRAVAUX AMENAGEMENT PAYSAGER	-931 393,95 €
ELGDEMRN	06I00414	00414	2016	1	RESORPTION ET VALORISATION DES DECHETS	-4 784 592,15 €
ELGDEMRN	06I00416	PROCIDEX	2006	2	ELIMINATION ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS ET DECHETS	-7 904,45 €
ELGDEMRN	06I00420	00420	2015	1	FRAIS D'ETUDES SUR L'ENERGIE	-750 000,00 €
ELGDEMRN	06I00420	PRME	2006	8	PROGRAMME REGIONAL DE MAITRISE DE L'ENERGIE	-22 568,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

ELGDEMRN	08I00958	08I00958	2009	1	EQUIPEMENT EN MATERIEL DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	-260 000,00 €
ELGDEMRN	08I00958	0958	2018	1	EQUIPEMENT EN MATERIEL DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	-428 134,55 €
ELGDEMRN	17D03326	17D03326	2017	2	CONSTRUCTION DECHETERIES	-5 500 000,00 €
ELGDEMRN	17D03327	17D03327	2017	1	ACTIONS CONTRE LES SARGASSES	-4 000 000,00 €
ELGDEMRN	21D05072	D05072	2022	1	SPL ENERGIE MOBILITE DURABLE	-1 000 000,00 €
ELGDEMRN	25D06078	CANADA	2025	6	REHABILITATION ET RENATURATION SITE DE CANADA A M-GALANTE	1 000 000,00 €
ELGDEMRN	25D06078	ETUDECHE	2025	8	ETUDES SUR LES BIODECHETS	300 000,00 €
ELGDEMRN	25D06078	VALDECHE	2025	7	RESORPTION ET VALORISATION DES DECHETS	4 000 000,00 €
ELGDEMRN	25D06097	SARGAINV	2025	9	ACTIONS CONTRE LES SARGASSES	500 000,00 €
ENVENEREAU	01I00098	I00098	2016	1	SUBVENTIONS POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES	-3 000 000,00 €
ENVENEREAU	17D03325	17D03325	2017	1	MAITRISE D'OUVRAGE - EAU	-1 000 000,00 €
ENVENEREAU	25D06160	25D06160	2025	3	SUBVENTION ENERGIE	2 000 000,00 €
ENVENEREAU	25D06180	25D06180	2025	4	PPI SMGEAG - CAPESTERRE	3 500 000,00 €
ENVENEREAU	25D06180	25D06181	2025	5	PPI SMGEAG - ABYMES	7 500 000,00 €
ENVENEREAU	25D06180	25D06182	2025	6	PPI SMGEAG - SAINTE-ANNE	8 500 000,00 €
ENVENEREAU	25D06180	25D06183	2025	7	PPI SMGEAG - SECUR FEEDER	8 500 000,00 €
FRONTSMER	15D02386	15D02386	2015	1	TRAVAUX SUR LES FRONTS DE MER	-332 928,02 €
LITTORAL	15D02387	15D02387	2015	1	ACTIONS SUR LE LITTORAL DE LA GUADELOUPE	-826 411,86 €
LITTORAL	17D03676	17D03676	2018	1	ACTION DE SECURISATION DES BERGES ET DU LITTORAL	-2 196 662,97 €
LITTORAL	17I03677	17I03677	2018	2	GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTIONS DES INONDATIONS GEMAPI	-1 000 000,00 €
ODERURAL	06D00408	RIVPEROU	2009	3	AMENAGEMENT DE LA RIVIERE DU PEROU A CAPESTERRE BELLE EAU	-94 478,60 €
ODERURAL	06D00409	ENROLITT	2007	12	ENROCHEMENT DU LITTORAL DE LA GUADELOUPE	-3 735,00 €
ODERURAL	06D00418	06D00418	2006	2	BARRAGE DE MOREAU	-987 620,44 €
ODERURAL	06D00418	VALORPAT	2007	5	VALORISATION DU PATRIMOINE	-53 261,82 €
ODERURAL	14I01794	I01794	2018	1	EQUIPEMENTS ET SYSTEMENT RECUPERATION D'EAU DE PLUIE	-1 164 950,26 €
ODERURAL	16I02748	16I02748	2016	1	PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET ASSAINISSEMENT	-3 150 000,00 €
ODERURAL	18I03856	18I03856	2018	2	AIDE AUX SYSTEMES DE RECUPERATION D'EAU DE PLUIE	-1 525 000,00 €
ODERURAL	25D05957	BARRAMOR	2025	2	TRAVAUX BARRAGE DE MOREAU	2 000 000,00 €
OT4	15I02210	A14INVDM	2015	8	LES ENERGIES RENOUVELABLES	-897 821,95 €
OT4	15I02211	A15INVDM	2015	9	LES REDUCTIONS DE CONSOMMATION D'ENERGIE	-1 642 765,38 €
OT6	15I02214	A18INVDM	2015	10	ETUDES SUR LES DECHETS	-236 651,74 €
OT6	15I02446	15I02446	2015	13	VALORISATION DU PATRIMOINE	-925 347,81 €
OT6	15I02446	I02446	2015	15	AMENAGEMENT DES SITES NATURELS ET DES PLAGES	-270 000,00 €
OT6	15I02448	15I02448	2015	14	SUBVENTIONS AUX COMMUNES & STRUCTURES INTERCOMMUNALES	-2 347 500,00 €
OT6	17D03181	17D03181	2017	1	PROGRAMME OCEAN AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE	-9 991 775,83 €

Accusé de réception en préfecture
 971239710016 20250411 25-9-AU
 Date de télétransmission : 11/04/2025
 Date de réception préfecture : 11/04/2025

POFEDER	23D05540	AUDACIA	2023	26	AMENAGEMENT RESEAU EAU TECHNOPOLE AUDACIA	-4 000 000,00 €
POLITEAU	17D03757	17D03757	2018	1	TVX REGIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU	-1 140 489,78 €
POLITEAU	17D03757	D03757	2018	2	ACTIONS REGIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU	-132 500,00 €
POLITEAU	20D04909	20D04909	2020	2	OT6- COFIN FEDER OPERATIONS EAU MAITRISE D'OUVRAGE	-2 000 000,00 €
PRELANCE	21D05032	PG15-1	2021	56	LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT	-9 000 000,00 €
PRELANCE	21D05032	PG15FR-1	2021	5	LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT	-1 500 000,00 €
PRELANCE	21I05034	PG24FR	2021	4	LA MISE EN PLACE DE LA CONSIGNE DE LA GUADELOUPE	-300 000,00 €
PRELANCE	21I05036	PG15-2	2021	57	LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT	2 027 286,40 €
PRELANCE	21I05036	PG15FR-2	2021	10	LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT	-2 000 000,00 €
TOTAL						-29 679 032,03 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-69 506 318,43 €
MESURES NOUVELLES (+)						39 827 286,40 €

■ Chapitre 908 – Transports

908 - TRANSPORTS						
AUTORISATION DE PROGRAMME DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
CONSTRROUTE	06D00450	RN10/AP	2006	14	TRAVAUX SUR LA RN10	-793 037,97 €
CONSTRROUTE	06D00450	RN2/AP	2006	17	TRAVAUX SUR LA RN2	2 000 000,00 €
CONSTRROUTE	06D00450	RN3/AP	2006	18	TRAVAUX SUR LA RN3	-173 422,13 €
CONSTRROUTE	06D00450	RN4/AP	2006	19	TRAVAUX SUR LA RN4	-90 759,80 €
CONSTRROUTE	06D00450	RN6/AP	2006	10	TRAVAUX SUR LA RN6	-2 628 696,70 €
CONSTRROUTE	06D00450	RN8/AP	2006	12	TRAVAUX SUR LA RN8	-174 456,28 €
CONSTRROUTE	22D05157	22D05157	2022	2	AMO TRAVAUX ROUTIERS 2022-2026	1 000 000,00 €
ODERURAL	25D06040	25D06040	2025	3	PONT DE BOIS SEC	5 000 000,00 €
OT7	15I02428	15I02428	2015	3	ADAPTER INFRASTRUCTURE PORTUAIRE AUX MUTATIONS DU TRANSPORT MARITIME INTERNATIONAL	-5 000 000,00 €
PRELANCE	21D05047	PG65	2022	1	ACQUISITION MATÉRIELS BILLETTE ET SIV TRANSPORT INTERURBAIN	-8 000 000,00 €
PRELANCE	21I05036	PRI03	2021	71	PRIORITE 3 - AUTRES	-5 000 000,00 €
PRELANCE	21I05043	PRI08	2021	76	PRIORITE 8 - AUTRES	-4 500 000,00 €
RENOVROUTE	06D00452	00452	2007	1	DIVERS TRAVAUX D'INTERET REGIONAL SUR VOIRIES	200 000,00 €
RENOVROUTE	20D04767	20D04767	2020	1	TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RECONSTRUCTION D'OUVRAGE	10 000 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

RENOVROUTE	21D05078	21D05078	2021	2	TRAVAUX D'AMELIORATION ET DE RENFORCEMENT DES RN PGM 2021-2026	10 000 000,00 €
RENOVROUTE	25D06079	25D06079	2025	1	BHNS AGGLOMERATION POINTOISE 2025-2031 PHASE 1	1 000 000,00 €
TOURISME	01I00081	0081	2007	1	MAINTIEN DES LIGNES REGULIERES MARITIMES	-1 099 417,78 €
TOTAL						1 740 209,34 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-27 459 790,66 €
MESURES NOUVELLES (+)						29 200 000,00 €

TOTAL INVESTISSEMENT						-147 735 193,94 €
TOAL DES APUREMENTS PROPOSES (-)						-404 548 325,93 €
TOTAL DES MESURES NOUVELLES (+)						256 813 131,99 €

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmation pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AE existant.

III. Les ajustements d'AE et les AE nouvelles – Section de fonctionnement

■ Chapitre 930 – Services généraux

930 - SERVICES GENERAUX						
AUTORISATION D'ENGAGEMENT DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
ADMINGENER	06D00616	LOCVEHI	2022	2	LOCATIONS DE VEHICULES	-183 955,36 €
ADMINGENER	12D01128	12D01128	2012	2	FRAIS D'ACTE ET DE CONTENTIEUX	-1 008 011,29 €
ADMINGENER	17D03372	17D03372	2018	1	MIGRATION MESSAGERIE	-429 087,15 €
ADMINGENER	17D03372	FRAISTEL	2018	3	FRAIS TELECOMMUNICATION	-684 128,77 €
ADMINGENER	17D03372	LOCAMAIN	2018	2	IMPRESSION REGION LYCEES	-450 931,35 €
ADMINGENER	17D03696	17D03696	2018	8	ETUDES ET PRESTATIONS	-451 591,21 €
ADMINGENER	17D03696	DOC	2018	10	DOCUMENTATION	-207 017,61 €
ADMINGENER	17D03736	D03736	2018	18	MAINTENANCE/PRESTAT°/FORM° ASTRE	-396 811,97 €
ADMINGENER	20D04827	20D04827	2020	2	PRIMES D'ASSURANCES 2020 - 2027	4 300 000,00 €
ADMINGENER	25D05877	LOCVEHI	2025	1	LOCATIONS DE VEHICULES	2 217 198,00 €
ADMINGENER	25D05917	25D05917	2025	2	EXTERNALISATION AUDITS FONDS EUROPEENS	500 000,00 €
ADMINGENER	25D05919	25D05919	2025	3	DOCDOCUMENTATION	700 000,00 €
ADMINGENER	25D05919	PRESTA	2025	4	ETUDES ET PRESTATIONS 2	500 000,00 €
COOPREGION	25D05898	BRIDGOEC	2025	1	BRIDGE OECO	651 000,00 €
FORMPERS	17D03612	17D03612	2018	1	FORMATION DU PERSONNEL	-823 684,33 €
FORMPERS	25D05897	25D05897	2025	1	FORMATION DU PERSONNEL	1 000 000,00 €
OT8	16I02728	16I02728	2016	1	COFIN REG IEJ OT8	-8 486,43 €
POFEADER	23I05577	23I05577	2023	2	ASSISTANCE TECHNIQUE FEADER 2023-2027	5 793 225,00 €
POFEAMPA	23I05457	ATFEAMPA	2023	15	ASSISTANCE TECHNIQUE FEAMPA 2021-2027	700 000,00 €
TOTAL						11 717 717,53 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-4 643 705,47 €
MESURES NOUVELLES (+)						16 361 423,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

■ Chapitre 930-5 – Gestion des Fonds Européens

9305 - GESTION DES FONDS EUROPEENS						
AUTORISATION D'ENGAGEMENT DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
CTEOT5	18I04240	OT5FON	2018	2	FAVORISER ADAPATAT AUX CHANGMT CLIMATIQ PREV ET GEST DES RISQUES	-2 237 459,57 €
OT10	15I02222	A30SAN16	2016	21	PROGRAMME REGIONAL FORMATION SANITAIRE 2016	-4 660 392,23 €
POCTE	23I05437	OS11FON	2023	2	RECHERCHE DEVELOPPEMENT ET INNOVATION FONC	6 000 000,00 €
POCTE	23I05437	OS13FON	2023	4	DEVELOPPEMENT ET COMPETTTIVITE DES PME FON	743 484,00 €
POCTE	23I05438	OS22FON	2023	8	TRANSITION ENERGETIQUE FONCTIONNEMENT	-569 742,00 €
POCTE	23I05438	OS24FON	2023	10	CHANGEMENT CLIMATIQUE ET CATASTROPHES NATURELLES FONCTIONNMENT	-1 288 978,20 €
POCTE	23I05438	OS26FON	2023	12	ECONOMIE CIRCULAIRE ET GESTION DURABLE DES DECHETS FONCTIONNEMENT	-1 875 149,60 €
POCTE	23I05438	OS27FON	2023	14	ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE FONCTIONNEMENT	4 111 424,30 €
POCTE	23I05440	OS42FON	2023	18	FORMATION ET MOBILITE FONCTIONNEMENT	300 000,00 €
POCTE	23I05440	OS43FON	2023	20	INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE FONCTIONNEMENT	-300 000,00 €
POCTE	23I05442	OS52FON	2023	24	COOPERATION TRANSFRONTALIERE ENTRE SAINT-MARTIN ET SAINT-MARTEEN	-2 000 000,00 €
POCTE	23I05443	OS66FON	2023	25	FACILITER ET OPTIMISER LES MODALITES DE COOPERATION DANS LA CARAIBE	-4 000 000,00 €
POFEAMPA	23I05445	OS22FON	2023	11	PROMOUVOIR LA COMMERCIALISATION LA QUALITE ET LA VALEUR AJOUTEE DES PRODUITS DE	300 000,00 €
TOTAL						-5 476 813,30 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-16 931 721,60 €
MESURES NOUVELLES (+)						11 454 908,30 €

■ Chapitre 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

932 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE						
AUTORISATION D'ENGAGEMENT DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
ACCEMPLOI	17D03493	MISLOCAL	2018	1	PROGRAMME OPEATIONNEL DE LA MISSION LOCALE	-135 000,00 €
ACCEMPLOI	17I03532	17I03532	2018	2	PRIME APPRENTISSAGE	-22 660 587,95 €
ACCEMPLOI	21D05082	21D05082	2021	3	CLAUSES SOCIALES	-500 000,00 €
ADMINGENER	17D03492	FRAISETU	2025	13	EVALUATION CONTROLE QUALITE - NOUVELLE AE 2025-2028	600 000,00 €
ADMINGENER	17D03492	FRETUDES	2018	7	MISSION CONTROLE QUALITE EVALUATION	-126 979,50 €
CTEOT10	17D03512	CARIMO OV	2018	1	MOBILITE CARAIBES CARIMO OV	-3 016 191,65 €
ENSEIGNMT	21I05057	21I05057	2021	1	FONCT LYCHE	6 000 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
1971289810015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

EPIC	18I04340	EPICFORM	2018	1	PROGRAMME DE FORMATION	-1 844 000,00 €
FINCAMPUS	07I00742	I742	2014	1	CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS 2014-2017 REGION-UAG	-124 560,00 €
FINCAMPUS	25D06139	25D06139	2025	2	OPERATIONS PLURIANNUELLES UNIVERSITE DES ANTILLES 2024-2028	350 000,00 €
FORMPROF	01I00221	FORMATIO	2019	11	APPUI AU PLAN DE FORMATION DES SALAIRES	-1 872 166,40 €
FORMPROF	01I00221	RECONPRO	2025	1	SALAIRES EN RECONVERSION PROFESSIONNELLE AE 2025-2028	802 793,12 €
FORMPROF	05D00333	PROJPIC	2019	14	ACCOMPAGNEMENT PROJETS PIC	-2 759 831,50 €
FORMPROF	05D00336	D00336	2008	7	VALORISATION DES ACQUIS DE L'EXPERIENCE	-17 667,53 €
FORMPROF	06I00559	06I00559	2006	7	PROGRAMME DE FORMATION « QUALIFIANTE »	-2 816,25 €
FORMPROF	06I00559	CHEQUE	2019	6	DISPOSITIF CHEQUE QUALIFICATION	1 000 001,13 €
FORMPROF	06I00559	CHEQUE2	2025	4	DISPOSITIF CHEQUE QUALIFICATION 2	11 000 000,00 €
FORMPROF	07I00765	07I00765	2007	3	AIDE FORMATION MOBILITE & CHEQUE QUALIF.	-879 954,01 €
FORMPROF	07I00765	AIFCONTR	2019	10	AIDES INDIVIDUELLES A LA FORMATION - CONTRATS AIDES	-3 298 837,71 €
FORMPROF	07I00765	CHEQUIC	2019	12	AIR CHEQUE QUALIFICATION PIC	-4 797 259,99 €
FORMPROF	07I00765	I0765	2014	10	IDES INDIVIDUELLES A LA FORMATION & LA MOBILITE & CHEQUE QUALIFICATION	-2 793 129,80 €
FORMPROF	07I00766	766	2019	9	PROGRAMME REG. DE FORMATION PROFESSIONNELLE SUPERIEURE 2013	-622 105,07 €
FORMPROF	07I00766	DETENUS	2019	5	PROGRAMME DE FORMATION DES DETENUS	-1 542 649,95 €
FORMPROF	12D01313	12D01313	2012	11	PLAN REGIONAL DE LUTTE CONTRE L'ILLETRISME	-58 000,00 €
FORMPROF	12D01313	ILLETRIS	2019	8	PLAN REGIONAL DE LUTTE CONTRE L'ILLETRISME	-5 000 000,00 €
FORMPROF	13D01514	13D01514	2014	16	CONTROLE ET CERTIFICATION DES ACTIONS DE FORMATION	-26 183,00 €
FORMPROF	13D01514	EVALUPIC	2019	15	EVALUATION PIC	-2 141 995,90 €
FORMPROF	13I01336	CARIFORE	2025	17	CARIF OREF FONCTIONNEMENT	1 890 000,00 €
FORMPROF	13I01336	I01336	2019	2	MAISON REGIONALE DE LA FORMATION	-2 778 397,65 €
FORMPROF	14I01736	01736	2019	20	GROUPEMENT D'ACHAT PUBLIC DE FORMATION PROFESSIONNELLE	-2 000 000,00 €
FORMPROF	14I01736	736	2019	16	PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE SUPERIEURE 2014	-1 532 086,61 €
FORMPROF	14I02096	14I02096	2015	12	PROGRAMME REGIONAL FORMATION SANITAIRE 2015	-2 708 882,88 €
FORMPROF	14I02157	I02157	2015	9	AIDES INDIVIDUELLES A LA FORMATION - BILAN DE COMPETENCES	-199 032,41 €
FORMPROF	17D03494	17D03494	2019	22	AIDES EXCEPTIONNELLES	-89 683,68 €
FORMPROF	17I03330	DEPFONCT	2019	25	GUADELOUPE FORMATION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	-23 575 612,07 €
FORMPROF	17I03330	GUAUFONCT	2025	9	GUADELOUPE FORMATION - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	45 000 000,00 €
FORMPROF	20I04950	20I04950	2019	9	PROGRAMME REG. DE FORMATION PROFESSIONNELLE SUPERIEURE 2013	-829 358,40 €
FORMPROF	22I05277	22I05277	2022	1	SERVICE CIVIQUE	214 000,00 €
FORMPROF	25D06237	CPFDEMAN	2025	2	DEMANDEURS D'EMPLOI-COMPTÉ PERSONNEL DE FORMATION - AE 25-28	1 500 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

FORMPROF	25D06237	CPFSALAR	2025	3	SALARIE - COMPTE PERSONNEL DE FORMATION - AE 25-28	1 500 000,00 €
FORMPROF	25D06262	25D06262	2025	16	STRATEGIE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 000 000,00 €
FORMPROF	25I06238	25I06238	2025	5	AIDES INDIVIDUELLES PERIPHERIQUES A LA FORMATION	10 000 000,00 €
FORMPROF	25I06239	COMPESAL	2025	7	SALARIE - AIDE A LA FORMATION POUR LA MONTEE COMPETENCES 25-28	250 000,00 €
FORMPROF	25I06239	FORMCOMP	2025	6	DEMANDEURS D'EMPLOI-AIDES FORMATION POUR MONTEE EN COMPETENCES 25-28	15 000 000,00 €
FORMPROF	25I06258	DVLPAPP	2025	8	DEVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE	12 000 000,00 €
FORMPROF	25I06259	CONTRAPP	2025	10	EMPLOYEURS - ACCOMPAGNEMENT CONTRAT D'APPRENTISSAGE	400 000,00 €
FORMPROF	25I06259	CONTRPRO	2025	11	EMPLOYEURS - ACCOMPAGNEMENT CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION	600 000,00 €
FORMPROF	25I06260	DMEMPLOI	2025	12	DEMANDEUR D'EMPOI - PROGR. REG. DE FORMATION PROF. 25-28	60 000 000,00 €
FORMPROF	25I06260	HDEMPLOI	2025	13	HORS DEMANDEUR D'EMPLOI- PROGR REG DE FORMATION PRO 25-28	30 000 000,00 €
FORMPROF	25I06260	PUBLICSP	2025	14	PUBLIC SPECIFIQUE-DE'TENUS & ILLETRISME- PRFP 2025-2028	30 000 000,00 €
FORMPROF	25I06261	PARTENAI	2025	15	ACCOMPAGNEMENT DES PARTENAIRES DE LA FORMATION PRO	1 800 000,00 €
OT10	15I02222	A30APP18	2018	2	PROGRAMME REGIONAL D'APPRENTISSAGE 2018_2019	-3 971 265,96 €
OT10	15I02222	A30APPD	2015	7	PROGRAMME REGIONAL D'APPRENTISSAGE 2015 (PO 2014-2020)	-233 210,32 €
OT10	15I02222	A30REM19	2019	2	GUADELOUPE FORMATION REMUNERATION DES STAGIAIRES	-4 474 590,53 €
OT10	15I02222	A30SOC16	2016	22	PROGRAMME REGIONAL FORMATION SOCIALE 2016	-22 379 997,72 €
OT10	15I02222	A31FCTDM	2015	6	PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION PROF SUP 2015 (PO2014-2020)	-408 544,81 €
PACTE	24I05723	24I05723	2024	1	MISE EN OEUVRE PACTE ULTRAMARIN 2.0	-22 325 000,00 €
POFSEPLUS	23I05425	OSFON41	2025	2	PROGRAMME REGIONAL DES FORMATIONS SANITAIRES 2025-2028	15 000 000,00 €
POFSEPLUS	23I05425	OSFON412	2025	3	DEMANDEURS D'EMPLOI- PROGRAMME REGIONAL FORMATIONS SOCIALES 2025-2028	12 000 000,00 €
POFSEPLUS	23I05425	OSFON47	2025	4	REMUNERATION DES STAGIAIRES 2025-2028	35 000 000,00 €
POFSEPLUS	23I05427	OS46IEJ	2025	1	ACCOMPAGNEMENT INFORMATION JEUNESSE 2024-2028	250 000,00 €
PRELANCE	21D05039	PG41	2021	39	LE SOUTIEN A LA MOBILITE PROFESSIONNELLE AU QUEBEC	-70 809,81 €
SUBETUDIAN	12I01312	BOSAN19	2019	4	BOURSES SANITAIRES 19_20	-874 560,00 €
SUBETUDIAN	12I01312	BOURSESS	2025	3	BOURSES SANITAIRES ET SOCIALES 2025-2028	6 000 000,00 €
SUBETUDIAN	12I01312	BSOCIA16	2016	4	BOURSES SOCIALES 2016-2017	-14 561,00 €
SUBETUDIAN	12I01312	BSOCIA19	2019	5	BOURSES SOCIALES 19_20	-597 793,10 €
SUBETUDIAN	14I01755	I01755	2016	1	BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2016-2019	-258 405,07 €
SUBETUDIAN	14I01914	914	2019	1	AIDES AUX ETUDIANT 19-20	-63 106,69 €
SUBETUDIAN	18I03817	18I03817	2018	3	BOURSES REGIONALES DOCTORALE 2018-2021	-97 546,57 €
SUBETUDIAN	18I04404	18I04404	2019	2	BOURSES REGIONALES DOCTORALE	-30 859,40 €

Accusé de réception en préfecture
071239740615-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

SUBETUDIAN	20I04681	20I04681	2020	1	AIDES AUX ETUDIANTS - MOBILITE QUEBEC	-200 000,00 €
SUBETUDIAN	25D06138	25D06138	2025	1	BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2024-2028	1 700 000,00 €
SUBETUDIAN	25D06140	25D06140	2025	2	AIDES AUX ETUDIANTS 2025-2028	3 500 000,00 €
TOTAL						162 423 573,36 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-143 933 220,89 €
MESURES NOUVELLES (+)						306 356 794,25 €

■ Chapitre 933 – Culture, sports et loisirs

933 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS						
AUTORISATION D'ENGAGEMENT DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
CULTURE	25D06017	25D06017	2025	1	TERRE DE BLUES	600 000,00 €
SPORT	06D00554	D00554	2009	1	SOUTIEN AUX SPORTS ET AUX EVENEMENTS SPORTIFS	-9 000,00 €
SPORT	14I02075	14I02075	2009	1	SOUTIEN AUX SPORTS ET AUX EVENEMENTS SPORTIFS	-1 210 080,30 €
TOTAL						-619 080,30 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-1 219 080,30 €
MESURES NOUVELLES (+)						600 000,00 €

Chapitre 934 – Santé et action sociale

934 - SANTE ET ACTION SOCIALE						
AUTORISATION D'ENGAGEMENT DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
ACTIONSOCI	13I01414	13I01414	2013	1	CONTRATS URBAIN DE COHESION SOCIALE	-1 802 190,74 €
ACTIONSOCI	13I01414	I01414	2013	2	ORGANISMES SOCIAUX ET SOLIDAIRES	-270 000,00 €
SANTE	20I04949	20I04949	2020	3	ACTIONS SANITAIRES FACE A LA CRISE DU COVID 19	-2 402 281,81 €
SOUTIENFI	06I00398	06I398	2008	6	PREVENTION & EDUCATION EN MATIERE DE SANTE GRS	-2 627,52 €
TOTAL						-4 477 100,07 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-4 477 100,07 €
MESURES NOUVELLES (+)						0,00 €

Chapitre 935 – Aménagement des territoires

935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT						
AUTORISATION D'ENGAGEMENT DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
AMENAGTERR	13D01415	13D01415	2013	1	ETUDES SUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	-417 432,14 €
AMENAGTERR	14D01994	14D01994	2014	2	LES PRESTATIONS POUR LE SAR	-1 088 188,90 €
AMENAGTERR	14D01994	PRESTSAR	2025	1	PRESTATIONS POUR LE SAR	1 262 846,00 €
INFRATELEC	13I01701	EGUADELO	2021	1	PLATEFORME EGUAELOUPE	-29 303,10 €
INFRATELEC	17D03678	CYBERBUS	2018	2	FONCTIONNEMENT DES CYBERBUS	-373 351,43 €

Accusé de réception en préfecture
071-239710015-20250411-25-9-411
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

INFRATELEC	22D05137	22D05137	2022	1	ENTRETIEN MAINTENANCE WIFI TERRITORIAL	-729 274,51 €
NTIC	17D03657	OPERSDUN	2018	3	OPERATIONS DU SDUN	-393 273,00 €
SOLIDARITE	06I00406	ARSAH11	2011	3	OPERATEURS ARSAH	-219 671,70 €
SOLIDARITE	13D01433	13D01433	2013	2	PRESTATIONS D'AMO DE CONTROLE & D'HONORAIRES DES TRAVAUX ARSAH	-830 960,51 €
TRANSMARIT	20I04726	20I04726	2020	1	MAINTENANCE LOGICIEL DESENCLAVEMENT MARITIME	-156 028,85 €
TOTAL						-2 974 638,14 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-4 237 484,14 €
MESURES NOUVELLES (+)						1 262 846,00 €

■ Chapitre 936 – Action économique

936 - ACTION ECONOMIQUE						
AUTORISATION D'ENGAGEMENT DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
ACCEMPLOI	06D00579	579INS14	2014	2	ACCOMPAGNEMENT EMPLOI CHANTIER INSERTION 2014	-2 202 011,59 €
ACCEMPLOI	06D00579	TREM2014	2014	3	DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT A L'EMPLOI - EMPLOI TREMPIN 2014	-1 341 472,75 €
ACCEMPLOI	08I00890	08I890	2015	4	ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES - CONTRATS DE PROFESSIONNALISATION	-506 350,00 €
ACCEMPLOI	08I00890	890	2019	2	DEVELOPPEMENT ALTERNANCE	-1 901 702,37 €
ACCEMPLOI	14I01734	INS2014	2014	2	ACCOMPAGNEMENT EMPLOI CHANTIER INSERTION 2014	-504 992,62 €
ACCEMPLOI	14I01734	TREMP14	2014	3	DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT A L'EMPLOI - EMPLOI TREMPIN 2014	-2 279 360,08 €
ACCEMPLOI	18I04452	18I04452	2019	1	SERVICE CIVIQUE	-282 350,71 €
ACCEMPLOI	21I05083	21I05083	2021	2	DISPOSITIF SERVICE CIVIQUE	779 678,00 €
ACCEMPLOI	23I05499	JEUNEDOC	2023	1	DISPOSITIF JEUNE DOCTEUR INNOVANT	100 000,00 €
ACCEMPLOI	23I05499	TREM2025	2025	1	SOUTIEN A L'EMPLOI TREMPIN	1 600 000,00 €
AIDENTREPR	06I00434	00434	2011	4	MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE REGIONALE POUR L'INNOVATION	-458 221,56 €
AIDENTREPR	06I00434	I0434	2015	1	CULTURE SCIENTIFIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE	-310 446,68 €
AIDENTREPR	18I04405	18I04405	2019	1	MISE EN OEUVRE MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE REGIONALE POUR L'INNOVATION	-1 180 399,21 €
ARTICOMM	20I04684	20I04684	2020	1	AIDES AU STRUCTURE DE L'ESS	-819 306,00 €
ARTICOMM	20I04684	I04684	2025	1	AIDES AUX STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT 2025-2028	1 200 000,00 €
ARTICOMM	20I04684	SIAE	2025	2	AIDES AUX SIAE 2025-2028	1 500 000,00 €
ECOAGRICOL	25D06081	25D06081	2025	1	PROJETS STRUCTURANT INCUBATEURS & EMERGENCE AGRI/AGRO	1 000 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

ECOAGRICOL	25D06099	25D06099	2025	2	MIR/PLATEFORME LOGISTIQUE/MNR/AUTRES MARCHES	1 000 000,00 €
ESS	18I04492	04492	2024	2	ANIMATION TERRITORIALE	-300 000,00 €
ESS	18I04492	18I04492	2019	1	DEVELOPPEMENT ET SOUTIENE ESS	-903 790,53 €
ESS	18I04492	I04492	2024	1	SOUTIEN A L'INNOVATION SOCIALE	-200 000,00 €
ETUDES	18D03860	18D03860	2018	1	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	-500 288,38 €
ETUDES	25D05937	25D05937	2025	1	ACHATS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES 2	500 000,00 €
ODTOURISME	06D00426	D426	2015	3	ETUDES ET RECHERCHES - OBSERVATOIRE DU TOURISME	-246 464,79 €
ODTOURISME	25D05939	OBSERTOU	2025	1	ETUDES ET RECHERCHES TOURISMES - OBSERVATOIRE DU TOURISME	500 000,00 €
ODTOURISME	25D06178	25D06178	2025	4	EVENEMENTIEL RDR	2 000 000,00 €
OT1	16I02809	16I02809	2016	2	COFIN PO 2014-2020 OT1 FA3 STRAT REG INNOVATION	-1 010 612,84 €
OT1	16I02810	16I02810	2016	3	COFIN PO 2014-2020 OT1 RI CSTI	-101 551,91 €
PRELANCE	21D05035	PG06FR-2	2021	23	L'ECO FERME 3.0 FONCTIONNEMENT	-2 500 000,00 €
SPORT	17D03179	RHUM2018	2017	2	ORG° ROUTE DU RHUM 2018	-674 734,76 €
TOTAL						-8 044 378,78 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-18 224 056,78 €
MESURES NOUVELLES (+)						10 179 678,00 €

■ Chapitre 937 – Environnement

937 - ENVIRONNEMENT						
AUTORISATION D'ENGAGEMENT DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
AMENAGTERR	25D06077	25D06077	2025	2	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS HORS ROUTE	2 000 000,00 €
CADENV	17D03328	17D03328	2017	1	AMELIOR° CADRE DE VIE	-436 015,87 €
CADENV	17D03329	17D03329	2017	3	MANIF ENVIRONNEMENT	-214 239,29 €
CADENV	17I03700	17I03700	2018	1	ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	-352 871,00 €
CADENV	20I04680	20I04680	2020	1	SOUTIEN AUX ACTIONS DE PROTECTIONS ENVIRONNEMENT	-400 000,00 €
COOPENERG	18I03858	18I03858	2018	2	PROJET DE COOPERATION ENERGIE - MAITRISE OUVRAGE	-805 000,00 €
ELGDEMRN	06D00570	ARCHENVI	2009	4	APPEL A PROJET MON ARCHIPEL MON ENVIRONNEMENT	-150,00 €
ELGDEMRN	06D00570	DEV DURAB	2009	6	SOUTIEN AUX DEMARCHES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE	-4 924,00 €
ELGDEMRN	06D00570	PLAN COMM	2009	5	PLAN DE COMMUNICATION SUR DIFFERENTES THEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES	-4 718,47 €
ELGDEMRN	06D00697	D00697	2015	2	MARCHE D'ENLEVEMENT DES ENCOMBRANTS	-683 805,51 €
ELGDEMRN	08I00958	00958	2014	1	ACTIONS DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	-321 171,86 €
ELGDEMRN	14I01758	14I01758	2009	4	APPEL A PROJET MON ARCHIPEL MON ENVIRONNEMENT	-223 566,11 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

ELGDEMRN	14I01758	I01758	2014	2	APPEL A PROJET	-101 672,79 €
ELGDEMRN	17D03327	SARGASSE	2017	3	ACTIONS CONTRE LES SARGASSES	-290 334,12 €
ELGDEMRN	25D06078	0DECHETS	2025	2	STRATEGIE DE COMMUNICATION, SENSIBILISATION VERS LE "0 DECHETS"	600 000,00 €
ELGDEMRN	25D06078	ECOCIRDE	2025	1	ACTIONS EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE ET DES DECHETS	500 000,00 €
ELGDEMRN	25D06080	25D06080	2025	3	ACTIONS DE PREVENTION FACE AUX RISQUES NATURELS ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	400 000,00 €
ELGDEMRN	25D06080	EDUCATDD	2025	4	ACTIONS EN FAVEUR DE L'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE	250 000,00 €
ELGDEMRN	25D06097	STRATSAR	2025	5	STRATEGIE REGIONALE CONTRE LES SARGASSES	300 000,00 €
ENVENEREAU	25D06157	25D06157	2025	1	PARTICIPATION REGIONALE ANIMATION MDE	850 000,00 €
ODERURAL	06D00408	FONCURAG	2007	11	CURAGE DES RAVINES ET DES CANAUX	-1 744 732,99 €
ODERURAL	06D00418	00418	2014	2	DISPOSITIF D'AIDE AU SYSTEME DE RECUPERATION D'EAU DE PLUIE	-15 714,84 €
ODERURAL	25D05957	25D05957	2025	1	ENTRETIEN ET SUIVI BARRAGE DE MOREAU	2 500 000,00 €
OT4	15D02449	15D02449	2015	13	PARTICIPATION AU PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE	-698 036,55 €
OT4	16I02708	16I02708	2016	2	COFIN RG PO FEDER INFO ENERGIE ENVIRONNEMENT	-1 715 363,00 €
PATRINAT	18D03900	18D03900	2018	1	AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE	-712 116,13 €
SARGASSES	20D04676	20D04676	2020	1	PROGRAMME DE COOPERATION SARG'COOP	2 000 000,00 €
TOTAL						675 567,47 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-8 724 432,53 €
MESURES NOUVELLES (+)						9 400 000,00 €

■ Chapitre 938 – Transports

938 - TRANSPORTS						
AUTORISATION D'ENGAGEMENT DEPENSES						MONTANT
PROGRAMME	OPÉRATION	OPÉRATION NATURE	NUMERO		LIBELLÉ	
ENTRETROUT	20D04683	20D04683	2020	1	ENTRETIEN CARREFOURS GIRATOIRES ET TOUT ESPACES VERT SUR RESEAU ROUTIER	2 000 000,00 €
RENOVROUTE	06D00452	0452	2007	2	ENTRETIEN & TRAVAUX SUR LES OUVRAGES D'ART	-2 535 673,57 €
RENOVROUTE	21D05075	21D05075	2021	1	ENTRETIEN DES ECHANGEURS ET ABORDS DU RESEAU ROUTIER - PGM 2021-2026	5 000 000,00 €
TRANSAERIE	12D01228	12D01228	2012	1	ACTIONS DIVERSES POUR LE DESENCLAVEMENT DES ILES DU SUD	-2 533 708,11 €
TRANSMARIT	09I00998	98	2019	2	ETUDES ET AMO TRANSPORT	-2 030 235,84 €
TRANSMARIT	09I00998	998	2019	1	FONCTIONNEMENT BUS DES MERS	-734 612,28 €
TRANSMARIT	24D05680	24D05680	2024	1	AIDE AU DESENCLAVEMENT MARITIME	-3 102 129,87 €
TRANSTERR	24D05681	24D05681	2024	1	TRANSPORT	-10 000 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
19741289740015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

TRANSTERR	24D05681	COMPENSA	2024	1	TRANSPORT TERRESTRE	4 000 000,00 €
TRANSTERR	24D05681	TRANSCOL	2024	1	TRANSPORT TERRESTRE	6 240 000,00 €
TRANSTERR	25D06161	25D06161	2025	1	ACTION DE COMMUNICATION TRANSPORT	400 000,00 €
TRANSTERR	25D06162	25D06162	2025	2	ETUDES ET AMO TRANSPORT	550 000,00 €
TOTAL						-2 746 359,67 €
APUREMENTS PROPOSES (-)						-20 936 359,67 €
MESURES NOUVELLES (+)						18 190 000,00 €

TOTAL FONCTIONNEMENT						150 478 488,10 €
TOTAL DES APUREMENTS PROPOSES (-)						-223 327 161,45 €
TOTAL DES MESURES NOUVELLES (+)						373 805 649,55 €

Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

PARTIE II – PRESENTATION GENERALE DES DEPENSES ET DES RECETTES PREVUES AU PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2025

I. Vue d'ensemble des dépenses et des recettes de la section d'investissement du budget primitif pour 2025

CHAP	Libellés	Proposition du président	
		MESURES NOUVELLES	
		DEPENSES	RECETTES
90	Opérations ventilées	232 031 399,84 €	116 412 027,12 €
900	SERVICES GENERAUX	10 175 825,00 €	0,00 €
900-5	GESTION DES FONDS EUROPEENS	76 986 000,00 €	39 826 000,00 €
902	ENSEIGNEMENT, FORM.PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE	25 759 685,70 €	40 499 692,00 €
903	CULT.VIE SOC., JEUNE., SPORTS, LOISIRS	10 266 176,18 €	1 430 640,00 €
904	SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)	177 196,63 €	0,00 €
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	16 256 182,39 €	7 244 919,95 €
906	ACTION ECONOMIQUE	30 750 000,00 €	5 906 809,65 €
907	ENVIRONNEMENT	15 990 333,94 €	12 603 965,52 €
908	TRANSPORTS	45 670 000,00 €	8 900 000,00 €
92	Opération non ventilées	235 387 111,91 €	286 318 884,63 €
921	TAXES NON AFFECTEES	0,00 €	1 747 565,20 €
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,00 €	27 232 038,99 €
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	42 302 215,91 €	45 647 078,91 €
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	12 000 000,00 €	12 000 000,00 €
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	181 084 896,00 €	199 692 201,53 €
95	Chapitre de prévision sans réalisation	0,00 €	64 687 600,00 €
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00 €	62 957 600,00 €
954	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,00 €	1 730 000,00 €
922-1068	Excédent de fonctionnement capitalisés	0,00 €	0,00 €
001	Solde d'exécution reporté	0,00 €	0,00 €
TOTAL des groupes fonctionnels		467 418 511,75 €	467 418 511,75 €

II. Vue d'ensemble des dépenses et des recettes de la section de fonctionnement du budget primitif pour 2025

CHAP	Libellés	Proposition du président	
		MESURES NOUVELLES	
		DEPENSES	RECETTES
93	Services ventilés	225 055 951,45 €	81 891 991,82 €
930	SERVICES GENERAUX	89 511 872,00 €	7 452 065,00 €
930-5	GESTION DES FONDS EUROPEENS	10 204 448,00 €	18 998 800,00 €
932	ENSEIGN, FORM.PROFESSIONNELLE, APPRENT.	80 526 872,75 €	33 694 103,75 €
933	CULT., VIE SOC., JEUN., SPORTS, LOISIRS	6 771 875,00 €	124 189,00 €
934	SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)	10 000,00 €	0,00 €
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	1 349 562,05 €	660 000,00 €
936	ACTION ECONOMIQUE	6 283 284,00 €	1 848 245,72 €
937	ENVIRONNEMENT	1 784 319,65 €	2 463 893,35 €
938	TRANSPORTS	28 613 718,00 €	16 650 695,00 €
94	Services communs non ventilés	218 760 102,81 €	424 881 662,44 €
940	IMPOSITIONS DIRECTES	4 747 891,00 €	5 655 000,00 €
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	33 406,00 €	236 951 056,00 €
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,00 €	1 094 208,72 €
943	OPERATIONS FINANCIERES	13 026 490,28 €	96 501,72 €
944	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	39 114,00 €	0,00 €
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	1 221 000,00 €	0,00 €
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	199 692 201,53 €	181 084 896,00 €
95	Chapitre de prévision sans réalisation	62 957 600,00 €	0,00 €
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	62 957 600,00 €	0,00 €
002	Résultat antérieur reporté	0,00 €	0,00 €
TOTAL des groupes fonctionnels		506 773 654,26 €	506 773 654,26 €

III. Présentation générale du budget primitif pour 2025

PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET			
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés (y compris le compte 1068)	467 418 511,75 €	467 418 511,75 €
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00 €	0,00 €
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	0,00 €	0,00 €
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		467 418 511,75 €	467 418 511,75 €
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés	506 773 654,26 €	506 773 654,26 €
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00 €	0,00 €
	002 Solde d'exécution de la section de fonctionnement reporté (1)	0,00 €	0,00 €
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		506 773 654,26 €	506 773 654,26 €
TOTAL DU BUDGET (4)		974 192 166,01 €	974 192 166,01 €
<p>(1) Aux dépenses et recettes réelles sont assimilées les opérations mixtes, constituées principalement des provisions et reprises sur provisions</p> <p>Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 4312.6 du CGCT).</p> <p>Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.4312-5 du CGCT).</p> <p>(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.</p> <p>(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.</p> <p>(4) Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.</p>			

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

PARTIE III – PRESENTATION DETAILLEE DU VOLET DEPENSES DU BUDGET PRIMITIF POUR 2025

I - Vue d'ensemble des dépenses de la section d'investissement du budget

Le tableau présenté ci-après retrace les dépenses programmées au budget pour l'exercice 2025.

SECTION D'INVESTISSEMENT VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES

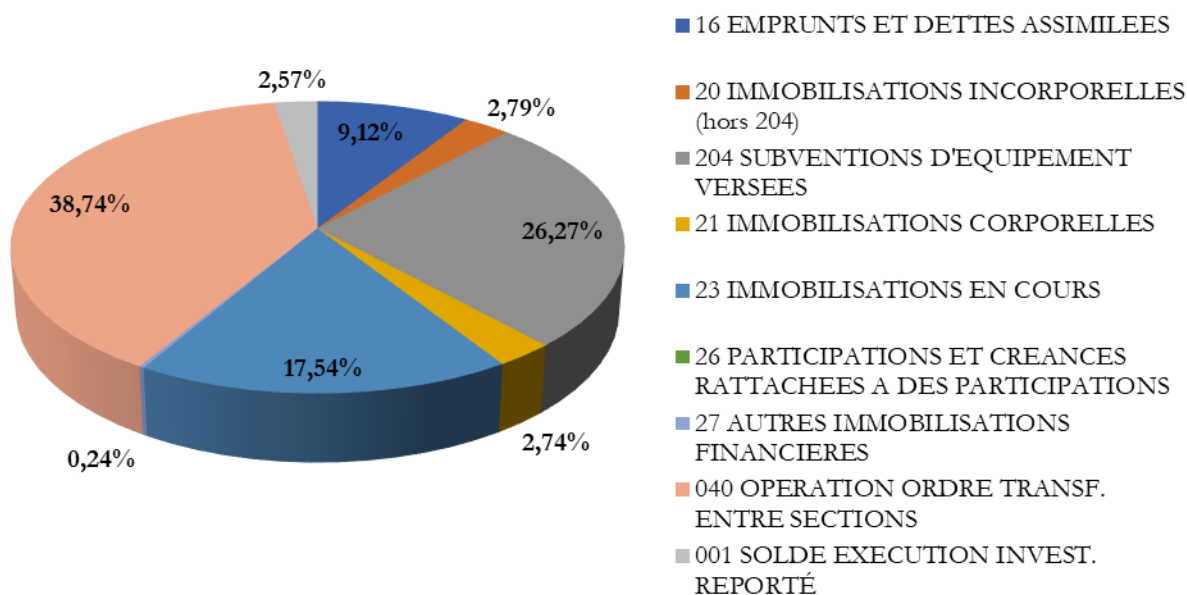
CHAP	Libellés	Pour mémoire budget précédent	Proposition du président
			MESURES NOUVELLES
90	Opérations ventilées	256 842 580,30 €	232 031 399,84 €
900	SERVICES GENERAUX	15 837 209,30 €	10 175 825,00 €
900-5	GESTION DES FONDS EUROPEENS	57 631 036,00 €	76 986 000,00 €
902	ENSEIGNEMENT, FORM.PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE	32 418 139,00 €	25 759 685,70 €
903	CULT.VIE SOC., JEUNE., SPORTS, LOISIRS	16 753 921,00 €	10 266 176,18 €
904	SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)	380 000,00 €	177 196,63 €
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	33 650 000,00 €	16 256 182,39 €
906	ACTION ECONOMIQUE	37 343 500,00 €	30 750 000,00 €
907	ENVIRONNEMENT	21 190 775,00 €	15 990 333,94 €
908	TRANSPORTS	41 638 000,00 €	45 670 000,00 €
92	Opération non ventilées	243 934 867,93 €	235 387 111,91 €
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	90 479 515,00 €	42 302 215,91 €
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00 €	12 000 000,00 €
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	152 455 352,93 €	181 084 896,00 €
001	SOLDE D'EXÉCUTION REPORTÉ	0,00 €	0,00 €
TOTAL des groupes fonctionnels		500 777 448,23 €	467 418 511,75 €

A – Présentation détaillée

BALANCE GENERALE – DEPENSES

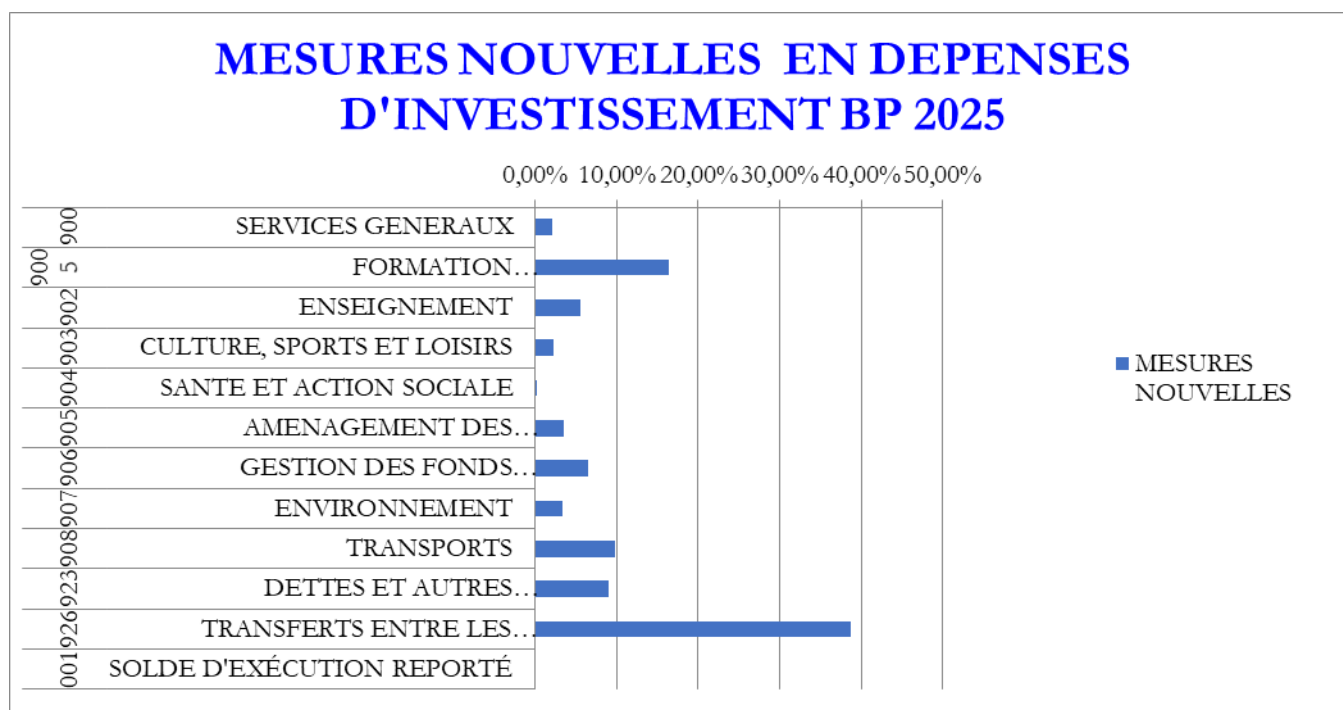
COMPTE	Libellés	Proposition du président
		MESURES NOUVELLES
		DEPENSES
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	42 608 577,91 €
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors 204)	13 019 042,03 €
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	122 808 860,24 €
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 792 309,85 €
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	82 004 825,72 €
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	- €
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 100 000,00 €
040	OPERATION ORDRE TRANSF. ENTRE SECTIONS	181 084 896,00 €
001	SOLDE EXECUTION INVEST. REPORTÉ	12 000 000,00 €
TOTAL		467 418 511,75 €

REPARTITION DES MESURES NOUVELLES PAR COMPTE NATURE EN INVESTISSEMENT BP 2025



Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

CHAP	Libellés	MESURES NOUVELLES
900	SERVICES GENERAUX	2,18%
9005	FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	16,47%
902	ENSEIGNEMENT	5,51%
903	CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	2,20%
904	SANTE ET ACTION SOCIALE	0,04%
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	3,48%
906	GESTION DES FONDS EUROPEENS	6,58%
907	ENVIRONNEMENT	3,42%
908	TRANSPORTS	9,77%
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	9,05%
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	38,74%
001	SOLDE D'EXÉCUTION REPORTÉ	0,00%



B – Répartition par sous fonction des dépenses de la section d'investissement (Mesures nouvelles proposées pour 2025)

900 : SERVICES GENERAUX		10 175 825,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
020	ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	8 213 822,00 €
028	AUTRES MOYENS GENERAUX	1 962 003,00 €
TOTAL		10 175 825,00 €

9005 : GESTION DES FONDS EUROPEENS		76 986 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
052	FEDER	76 986 000,00 €
TOTAL		76 986 000,00 €

902 : ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE		25 759 685,70 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
212	ECOLES PRIMAIRES	1 700 000,00 €
222	LYCEES PUBLICS	17 003 137,94 €
23	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	184 000,00 €
251	INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI	30 000,00 €
252	FORMATION PROFESSIONNALISANTE DES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI	132 618,45 €
258	AUTRES	1 239 970,40 €
26	APPRENTISSAGE	5 434 786,93 €
27	FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE	35 171,98 €
TOTAL		25 759 685,70 €

903 : CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS		10 266 176,18 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
311	ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS CULTURELLES	1 622 989,85 €
312	PATRIMOINE	3 600 000,00 €
314	MUSEES	20 000,00 €
315	SERVICES D'ARCHIVES	20 000,00 €
321	SALLES DE SPORT, GYMNASES	860 000,00 €
322	STADES	200 000,00 €
324	CENTRES DE FORMATION SPORTIFS	318 000,00 €
325	AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS	3 625 186,33 €
TOTAL		10 266 176,18 €

904 : SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)		177 196,63 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
414	DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES	168 984,00 €
418	AUTRES ACTIONS	8 212,63 €
TOTAL		177 196,63 €

905 : AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		16 256 182,39 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
52	POLITIQUE DE LA VILLE	5 545 000,00 €
555	LOGEMENT SOCIAL	391 182,39 €
57	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	4 370 000,00 €
588	AUTRES ACTIONS D'AMENAGEMENT	2 400 000,00 €
59	SECURITE	3 550 000,00 €
TOTAL		16 256 182,39 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

906 : ACTION ECONOMIQUE		30 750 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
61	INTERVENTIONS ECONOMIQUES TRANSVERSALES	200 000,00 €
6311	LABORATOIRE	5 920 000,00 €
6312	MARCHES ALIMENTAIRES	1 700 000,00 €
6318	AUTRES	900 000,00 €
632	INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT	14 860 000,00 €
633	DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	5 850 000,00 €
65	INSERTION ECONOMIQUE ET ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	310 000,00 €
67	RECHERCHE ET INNOVATION	790 000,00 €
68	AUTRES ACTIONS	220 000,00 €
TOTAL		30 750 000,00 €

907 : ENVIRONNEMENT		15 990 333,94 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
71	ACTIONS TRANSVERSALES	188 902,91 €
7212	COLLECTE DES DECHETS	100 000,00 €
7213	TRI, VALORISATION ET TRAITEMENT DES DECHETS	1 204 620,00 €
731	POLITIQUE DE L'EAU	5 181 086,22 €
732	EAU POTABLE	4 280 000,00 €
752	ENERGIE PHOTOVOLTAÏQUE	400 000,00 €
758	AUTRES ACTIONS	1 009 000,00 €
76	PRESERVATION DU PATRIMOINE NATUREL ET GESTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	794 725,30 €
78	AUTRES ACTIONS	2 831 999,51 €
TOTAL		15 990 333,94 €

908 : TRANSPORTS		45 670 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
841	VOIRIE NATIONALE	1 000 000,00 €
842	VOIRIE REGIONALE	44 040 000,00 €
844	VOIRIE METROPOLITAINE	600 000,00 €
845	VOIRIE COMMUNALE	30 000,00 €
TOTAL		45 670 000,00 €

923 : DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		42 302 215,91 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	42 302 215,91 €
TOTAL		42 302 215,91 €

925 : OPERATIONS PATRIMONIALES		12 000 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	12 000 000,00 €
TOTAL		12 000 000,00 €

926 : TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS		181 084 896,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	181 084 896,00 €
TOTAL		181 084 896,00 €

Somme :		467 418 511,75 €
---------	--	------------------

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

II - Vue d'ensemble des dépenses de la section de fonctionnement du budget

SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE

CHAP	Libellés	Pour mémoire budget précédent	Proposition du président
			MESURES NOUVELLES
93	Services ventilés	258 726 801,12 €	225 055 951,45 €
930	SERVICES GENERAUX	83 443 548,12 €	89 511 872,00 €
930-5	GESTION DES FONDS EUROPEENS	21 941 261,00 €	10 204 448,00 €
932	ENSEIGN, FORM.PROFESSIONNELLE, APPRENT.	93 021 105,00 €	80 526 872,75 €
933	CULT., VIE SOC., JEUN., SPORTS, LOISIRS	8 857 008,00 €	6 771 875,00 €
934	SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)	130 580,00 €	10 000,00 €
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	1 468 070,00 €	1 349 562,05 €
936	ACTION ECONOMIQUE	8 140 010,00 €	6 283 284,00 €
937	ENVIRONNEMENT	1 893 098,80 €	1 784 319,65 €
938	TRANSPORTS	39 832 120,20 €	28 613 718,00 €
94	Services communs non ventilés	18 804 869,82 €	218 760 102,81 €
940	IMPOSITIONS DIRECTES	4 747 891,00 €	4 747 891,00 €
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	33 406,00 €	33 406,00 €
943	OPERATIONS FINANCIERES	11 326 072,82 €	13 026 490,28 €
944	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	216 500,00 €	39 114,00 €
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	2 481 000,00 €	1 221 000,00 €
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	124 382 257,75 €	199 692 201,53 €
95	Chapitre de prévision sans réalisation	85 448 490,36 €	62 957 600,00 €
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	85 448 490,36 €	62 957 600,00 €
TOTAL des groupes fonctionnels		487 362 419,05 €	506 773 654,26 €

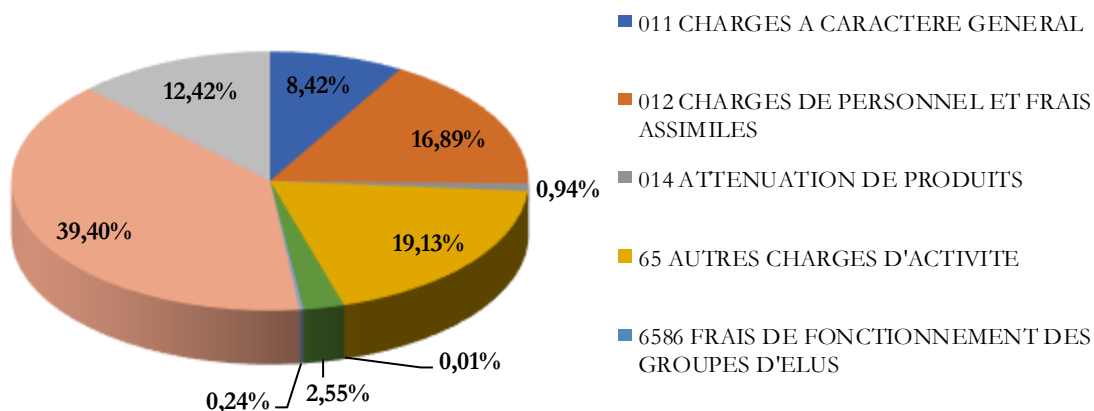
Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

A – Présentation détaillée

BALANCE GENERALE – DEPENSES

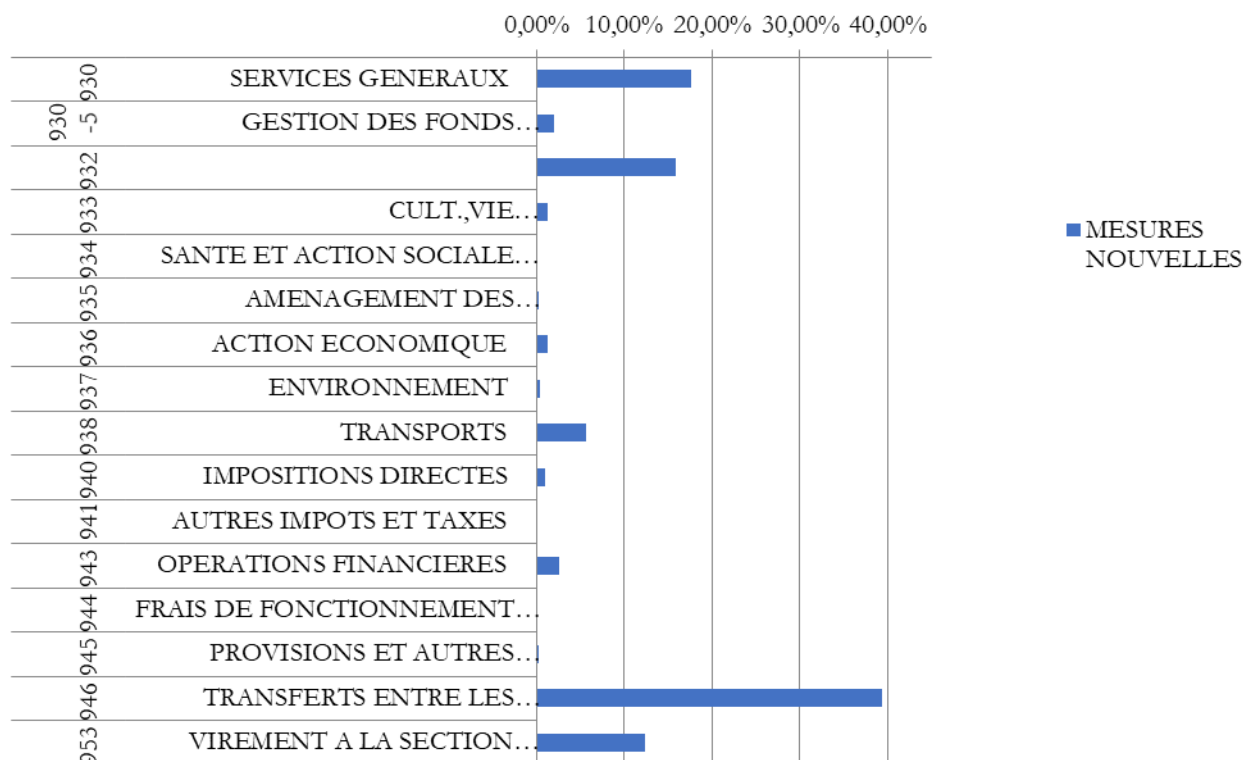
COMPTE	Libellés	Proposition du président
		MESURES NOUVELLES
		DEPENSES
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	42 647 083,33 €
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	85 602 622,00 €
014	ATTENUATION DE PRODUITS	4 781 297,00 €
65	AUTRES CHARGES D'ACTIVITE	96 930 440,47 €
6586	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	32 700,00 €
66	CHARGES FINANCIERES	12 908 709,93 €
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS, DEPRECIATIONS (SEMI-BUDGETAIRES) (HORS 016 ET 017)	1 221 000,00 €
042	OPERATIONS ORDRE TRANSF. ENTRE SECTION (3)	199 692 201,53 €
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	62 957 600,00 €
TOTAL		506 773 654,26 €

REPARTITION DES MESURES NOUVELLES PAR COMPTE NATURE EN FONCTIONNEMENT BP 2025



CHAP	Libellés	MESURES NOUVELLES
930	SERVICES GENERAUX	17,66%
930-5	GESTION DES FONDS EUROPEENS	2,01%
932	ENSEIGN, FORM.PROFESSIONNELLE, APPRENT.	15,89%
933	CULT., VIE SOC., JEUN., SPORTS, LOISIRS	1,34%
934	SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)	0,00%
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	0,27%
936	ACTION ECONOMIQUE	1,24%
937	ENVIRONNEMENT	0,35%
938	TRANSPORTS	5,65%
940	IMPOSITIONS DIRECTES	0,94%
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	0,01%
943	OPERATIONS FINANCIERES	2,57%
944	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	0,01%
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	0,24%
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	39,40%
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	12,42%

MESURES NOUVELLES EN DEPENSES DE FONCTIONNEMENT BP 2025



Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

B – Répartition par sous fonction des dépenses de la section de fonctionnement (Mesures nouvelles pour 2025)

930 : SERVICES GENERAUX		89 511 872,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
020	ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	12 261 066,00 €
021	PERSONNEL NON VENTILE	58 205 124,00 €
028	AUTRES MOYENS GENERAUX	526 796,00 €
031	ASSEMBLEE DELIBERANTE	2 175 225,00 €
032	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL REGIONAL OU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT	684 256,00 €
033	CONSEIL DE LA CULTURE, DE L'EDUCATION ET DE L'ENVIRONNEMENT	369 405,00 €
038	AUTRES INSTANCES	250 000,00 €
043	ACTIONS EUROPEENNES	14 299 552,00 €
048	AUTRES ACTIONS	740 448,00 €
TOTAL		89 511 872,00 €

9305 : GESTION DES FONDS EUROPEENS		10 204 448,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
051	FSE	2 000 000,00 €
052	FEDER	8 204 448,00 €
TOTAL		10 204 448,00 €

932 : ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE		80 526 872,75 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
201	SERVICES COMMUNS	829 820,41 €
222	LYCEES PUBLICS	34 513 003,00 €
223	LYCEES PRIVES	1 014 313,00 €
251	INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI	11 050 000,00 €
252	FORMATION PROFESSIONNALISANTE DES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI	1 230 000,00 €
253	FORMATION CERTIFIANTE DES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI	2 512 303,51 €
254	FORMATION DES ACTIFS OCCUPES	150 000,00 €
255	REMUNERATION DES STAGIAIRES	8 560 000,00 €
258	AUTRES	8 980 568,05 €
26	APPRENTISSAGE	945 106,00 €
27	FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE	9 330 480,00 €
288	AUTRES SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT	1 411 278,78 €
TOTAL		80 526 872,75 €

933 : CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS		6 771 875,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
311	ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS CULTURELLES	913 200,00 €
314	MUSEES	4 093 675,00 €
318	ARCHEOLOGIE PREVENTIVE	76 000,00 €
324	CENTRES DE FORMATION SPORTIFS	100 000,00 €
326	MANIFESTATIONS SPORTIVES	1 584 000,00 €
338	AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES	5 000,00 €
TOTAL		6 771 875,00 €

934 : SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS APA ET RSA/REGUL. RMI)		10 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
4232	AUTRES ACTIONS DE PREVENTION	10 000,00 €
TOTAL		10 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
974-239740015-20250411-25-9-AL
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

935 : AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		1 349 562,05 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
501	SERVICES COMMUNS	62 500,00 €
515	OPERATIONS D'AMENAGEMENT	23 000,00 €
52	POLITIQUE DE LA VILLE	5 000,00 €
54	ESPACE RURAL ET AUTRES ESPACES DE DEVELOPPEMENT	133 000,00 €
56	ACTIONS EN FAVEUR DU LITTORAL	80 000,00 €
57	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	330 000,00 €
588	AUTRES ACTIONS D'AMENAGEMENT	716 062,05 €
TOTAL		1 349 562,05 €

936 : ACTION ECONOMIQUE		6 283 284,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
61	INTERVENTIONS ECONOMIQUES TRANSVERSALES	1 066 000,00 €
62	STRUCTURE D'ANIMATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	260 000,00 €
6311	LABORATOIRE	390 000,00 €
632	INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT	856 000,00 €
633	DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	1 513 960,00 €
65	INSERTION ECONOMIQUE ET ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	1 369 650,00 €
66	MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS	60 000,00 €
67	RECHERCHE ET INNOVATION	650 000,00 €
68	AUTRES ACTIONS	117 674,00 €
TOTAL		6 283 284,00 €

937 : ENVIRONNEMENT		1 784 319,65 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
71	ACTIONS TRANSVERSALES	579 790,00 €
7211	ACTIONS DE PREVENTION ET DE SENSIBILISATION	83 862,70 €
7212	COLLECTE DES DECHETS	30 000,00 €
7222	ACTION EN MATIERE DE PROPRETE URBAINE ET DE NETTOIEMENT	20 000,00 €
731	POLITIQUE DE L'EAU	100 000,00 €
74	POLITIQUE DE L'AIR	20 000,00 €
758	AUTRES ACTIONS	158 000,00 €
76	PRESERVATION DU PATRIMOINE NATUREL ET GESTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	310 000,00 €
78	AUTRES ACTIONS	482 666,95 €
TOTAL		1 784 319,65 €

938 : TRANSPORTS		28 613 718,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
81	TRANSPORTS SCOLAIRES	6 350 000,00 €
821	TRANSPORT SUR ROUTE	3 691 510,00 €
824	TRANSPORT MARITIME	2 500 000,00 €
842	VOIRIE REGIONALE	15 899 208,00 €
849	SECURITE ROUTIERE	40 000,00 €
851	GARES ROUTIERES ET AUTRES INFRASTRUCTURES ROUTIERES	133 000,00 €
TOTAL		28 613 718,00 €

940 : IMPOSITIONS DIRECTES		4 747 891,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	4 747 891,00 €
TOTAL		4 747 891,00 €

Accuse de reception en prefecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

941 : AUTRES IMPOTS ET TAXES		33 406,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	33 406,00 €
TOTAL		33 406,00 €

943 : OPERATIONS FINANCIERES		13 026 490,28 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	13 026 490,28 €
TOTAL		13 026 490,28 €

944 : FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS		39 114,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	39 114,00 €
TOTAL		39 114,00 €

945 : PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES		1 221 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	1 221 000,00 €
TOTAL		1 221 000,00 €

946 : TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS		199 692 201,53 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	199 692 201,53 €
TOTAL		199 692 201,53 €

953 : VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)		62 957 600,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	62 957 600,00 €
TOTAL		62 957 600,00 €

Somme :		506 773 654,26 €
---------	--	------------------

En annexe de ce rapport, vous trouverez dans un fascicule annexé les renseignements détaillés sur les dépenses programmées pour les sections d'investissement et de fonctionnement du projet du budget primitif pour 2025.

PARTIE IV - PRESENTATION DETAILLEE DU VOLET RECETTES DU BUDGET PRIMITIF POUR 2025

Le tableau ci-après présente les recettes d'investissement de la région permettant de financer les dépenses.

I. Vue d'ensemble des recettes de la section d'investissement du budget

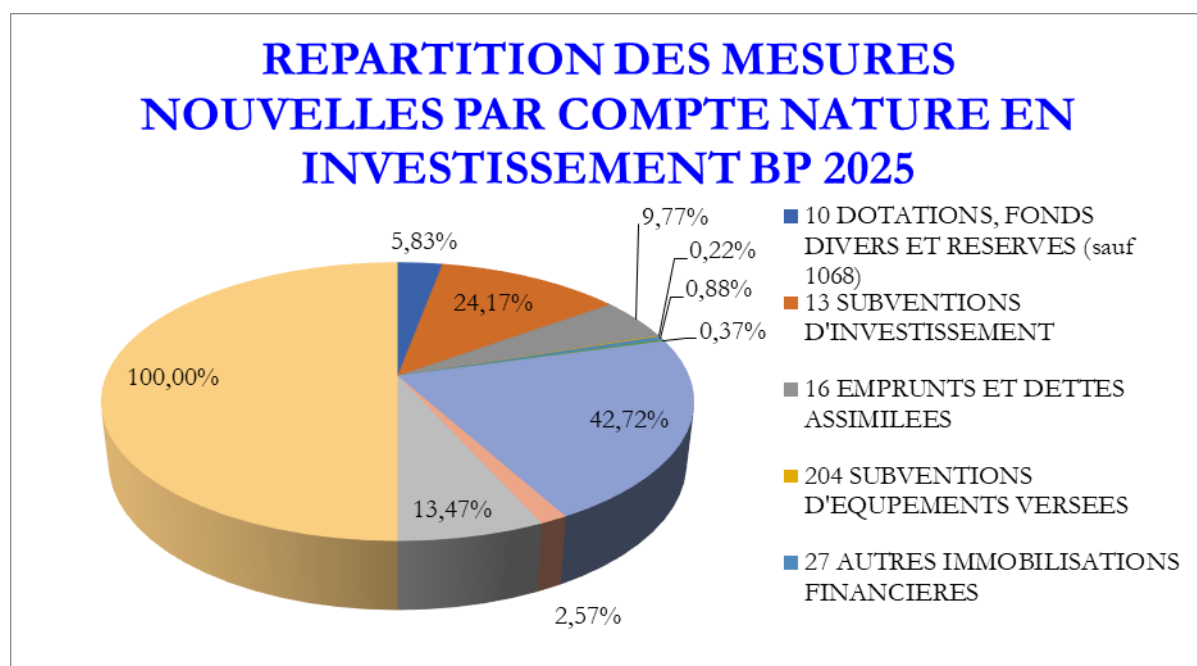
SECTION D'INVESTISSEMENT VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

CHAP	Libellés	Pour mémoire budget précédent	Proposition du président
			MESURES NOUVELLES
90	Opérations ventilées	139 002 217,25 €	116 412 027,12 €
900	SERVICES GENERAUX	1 805 539,67 €	0,00 €
900-5	GESTION DES FONDS EUROPEENS	57 631 036,00 €	39 826 000,00 €
902	ENSEIGNEMENT, FORM.PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE	35 574 843,48 €	40 499 692,00 €
903	CULT.VIE SOC., JEUNE., SPORTS, LOISIRS	483 334,00 €	1 430 640,00 €
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	27 580 000,00 €	7 244 919,95 €
906	ACTION ECONOMIQUE	2 147 977,68 €	5 906 809,65 €
907	ENVIRONNEMENT	12 279 486,42 €	12 603 965,52 €
908	TRANSPORTS	1 500 000,00 €	8 900 000,00 €
92	Opération non ventilées	271 221 257,84 €	286 318 884,63 €
921	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 868 229,87 €	1 747 565,20 €
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	16 478 255,22 €	27 232 038,99 €
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	125 492 515,00 €	45 647 078,91 €
925	OPÉRATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00 €	12 000 000,00 €
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	124 382 257,75 €	199 692 201,53 €
95	Chapitre de prévision sans réalisation	90 448 490,36 €	64 687 600,00 €
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	85 448 490,36 €	62 957 600,00 €
954	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	5 000 000,00 €	1 730 000,00 €
922-1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	0,00 €	0,00 €
TOTAL des groupes fonctionnels		500 671 965,45 €	467 418 511,75 €

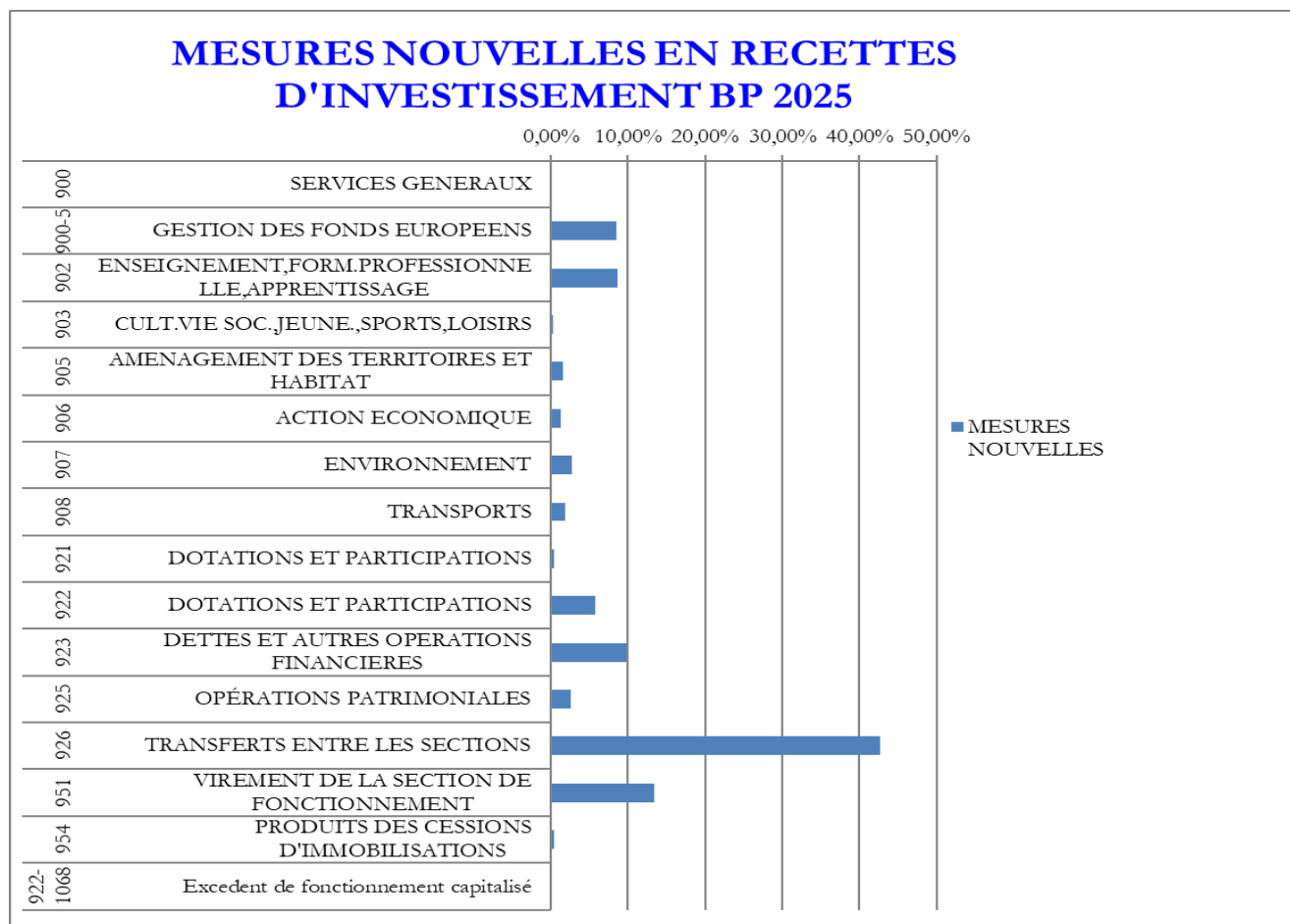
A – Présentation détaillée

BALANCE GENERALE – RECETTES

COMPTE	Libellés	Proposition du président
		MESURES NOUVELLES
		RECETTES
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 1068)	27 232 038,99 €
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	112 994 438,15 €
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	45 647 078,91 €
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES	1 046 994,50 €
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 118 159,67 €
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	1 730 000,00 €
040	OPERATIONS ORDRE TRANSF. ENTRE SECTIONS	199 692 201,53 €
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	12 000 000,00 €
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	62 957 600,00 €
TOTAL		467 418 511,75 €



CHAP	Libellés	MESURES NOUVELLES
900	SERVICES GENERAUX	0,00%
900-5	GESTION DES FONDS EUROPEENS	8,52%
902	ENSEIGNEMENT, FORM.PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE	8,66%
903	CULT.VIE SOC., JEUNE., SPORTS, LOISIRS	0,31%
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	1,55%
906	ACTION ECONOMIQUE	1,26%
907	ENVIRONNEMENT	2,70%
908	TRANSPORTS	1,90%
921	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,37%
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	5,83%
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	9,77%
925	OPÉRATIONS PATRIMONIALES	2,57%
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	42,72%
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	13,47%
954	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,37%
922-1068	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	0,00%



Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

B. Répartition par sous fonction des recettes de la section d'investissement (Mesures nouvelles)

9005 : GESTION DES FONDS EUROPEENS		39 826 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
052	FEDER	39 826 000,00 €
TOTAL		39 826 000,00 €

902 : ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE		40 499 692,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
222	LYCEES PUBLICS	35 507 892,00 €
26	APPRENTISSAGE	4 991 800,00 €
TOTAL		40 499 692,00 €

903 : CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS		1 430 640,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
312	PATRIMOINE	100 000,00 €
322	STADES	1 160 000,00 €
348	AUTRES	170 640,00 €
TOTAL		1 430 640,00 €

905 : AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		7 244 919,95 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
56	ACTIONS EN FAVEUR DU LITTORAL	1 100 000,00 €
57	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	2 229 000,00 €
588	AUTRES ACTIONS D'AMENAGEMENT	369 919,95 €
59	SECURITE	3 546 000,00 €
TOTAL		7 244 919,95 €

906 : ACTION ECONOMIQUE		5 906 809,65 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
6311	LABORATOIRE	768 250,00 €
6312	MARCHES ALIMENTAIRES	817 250,00 €
6318	AUTRES	1 020 399,98 €
632	INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT	1 800 909,67 €
66	MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS	1 500 000,00 €
TOTAL		5 906 809,65 €

907 : ENVIRONNEMENT		12 603 965,52 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
7213	TRI, VALORISATION ET TRAITEMENT DES DECHETS	4 315 540,00 €
731	POLITIQUE DE L'EAU	26 594,52 €
732	EAU POTABLE	5 600 000,00 €
758	AUTRES ACTIONS	1 445 000,00 €
78	AUTRES ACTIONS	1 216 831,00 €
TOTAL		12 603 965,52 €

908 : TRANSPORTS		8 900 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
841	VOIRIE NATIONALE	7 400 000,00 €
842	VOIRIE REGIONALE	1 500 000,00 €
TOTAL		8 900 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

921 : TAXES NON AFFECTEES		1 747 565,20 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	1 747 565,20 €
TOTAL		1 747 565,20 €

922 : DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		27 232 038,99 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	27 232 038,99 €
TOTAL		27 232 038,99 €

923 : DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		45 647 078,91 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	45 647 078,91 €
TOTAL		45 647 078,91 €

925 : OPERATIONS PATRIMONIALES		12 000 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	12 000 000,00 €
TOTAL		12 000 000,00 €

926 : TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS		199 692 201,53 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	199 692 201,53 €
TOTAL		199 692 201,53 €

951 : VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (RECETTES)		62 957 600,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	62 957 600,00 €
TOTAL		62 957 600,00 €

954 : PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)		1 730 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	1 730 000,00 €
TOTAL		1 730 000,00 €

Somme :		467 418 511,75 €
----------------	--	-------------------------

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AJ
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

- DETAIL DES PROPOSITIONS DE RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2025 – (Recettes réelles et d'ordre)

■ Chapitre 900-5 – Gestion des fonds européens

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
42111	9005	9005 - 052 - 13172	FEDER	3 000 000,00 €
42118		9005 - 052 - 13172	FEDER	4 000 000,00 €
42126		9005 - 052 - 13172	FEDER	2 000 000,00 €
42129		9005 - 052 - 13172	FEDER	5 000 000,00 €
42131		9005 - 052 - 13172	FEDER	4 000 000,00 €
42134		9005 - 052 - 13172	FEDER	8 000 000,00 €
42135		9005 - 052 - 13172	FEDER	3 000 000,00 €
42149		9005 - 052 - 13172	FEDER	10 000 000,00 €
42183		9005 - 052 - 13172	FEDER	206 500,00 €
42196		9005 - 052 - 13172	FEDER	206 500,00 €
42210		9005 - 052 - 13172	FEDER	206 500,00 €
42222		9005 - 052 - 13172	FEDER	206 500,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 9005 :				39 826 000,00 €

Fonds européens :

Depuis 2019, la collectivité régionale œuvre pour la mise à disposition de nouveaux financements européens pour la période 2021-2027 avec l'écriture de nouveaux programmes européens. Une large période de concertation sur le territoire a tout d'abord permis d'identifier les priorités et les besoins de financement. Le calendrier européen, avec une adoption tardive des règlements en juin 2021, et le calendrier national, avec la validation de l'accord de partenariat fin 2021, ont retardé le processus d'adoption des programmes régionaux.

Les programmes ont été tous validés dans le courant de l'année 2022 par la Commission européenne, le dernier en date étant le programme FEDER FSE+, validé le 16 décembre 2022.

Ces programmes fixent le cadre de la politique de cohésion dans notre territoire, dans le respect des objectifs définis par l'union européenne. Ils mettent à la disposition de tous les acteurs du territoire de nombreux financements pour soutenir les projets dans des thématiques très variées, telles que la compétitivité des entreprises, la recherche, l'environnement, les transports, la formation, le développement rural, les entreprises de pêche, les industries agroalimentaires, les projets de coopération territoriale...

Très attendue par les partenaires de la Région et les porteurs de projets, la nouvelle période de programmation des fonds européens a été lancée en 2023 pour se clôturer en 2027. L'année 2025 sera consacrée à la mise en œuvre de ces différents programmes et notamment la montée en puissance de la programmation des opérations au regard des fortes attentes des bénéficiaires.

Pour la période 2021-2027, le nouveau programme INTERREG Caraïbes est doté d'un enveloppe de 68 millions d'euros de crédits FEDER et la zone de coopération d'INTERREG Caraïbes couvre ainsi

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de dépôt en préfecture : 11/04/2025

plus de 30 pays et territoires caribéens, aux statuts divers (RUP, pays et territoires d’outre-mer ou encore pays et territoires ACP).

En fonction du volume de subventions versées aux bénéficiaires et après certification des dépenses effectuées par ces derniers, la région prévoit en 2025 un volume de recettes de 39 826 000 €.

Ces flux ne correspondent donc pas à des dépenses des régions, mais à celles de tiers. Selon les régions et selon les années ces fonds prennent plus ou moins d’importance, parfois en section de fonctionnement, parfois en section d’investissement.

■ **Chapitre 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
214	902	902 - 222 - 133122	DRES - DOTATION REGIONALE D'EQUIPEMENT SCOLAIRE	27 857 892,00 €
44665		902 - 222 - 13172	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES PLATEAUX TECHNIQUES DES LYCEES	1 700 000,00 €
44666		902 - 222 - 13172	AMELIORATION EMPREINTE ENERGETIQUE DES LYCEES	3 400 000,00 €
44667		902 - 222 - 13172	NUMERIQUE EDUCATIF ET MANUEL SCOLAIRE NUMERIQUE	2 550 000,00 €
38596		902 - 26 - 1311	FRANCE-COMPETENCES-FINANCEMENT DES CFA	4 991 800,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 902 :				40 499 692,00 €

DRES - Dotation régionale d'équipement scolaire :

La dotation régionale d’équipement scolaire est destinée à compenser une partie des dépenses réalisées au titre des compétences régionales en matière de construction et d’équipement des lycées. Désindexé depuis 2009, le montant de la DRES pour l’année 2025 devrait être équivalent à celui perçu au titre des exercices précédents, à savoir 27 857 892,00 €.

Réhabilitation et équipement des plateaux techniques des lycées :

Ce projet regroupe l’ensemble des dépenses des travaux d’adaptation des plateaux techniques des lycées et des équipements. Le marché de travaux modulaire qui sera présenté en CAO le 26 mars prochain permettra, une fois notifié, de réaliser les dépenses inhérentes aux travaux de ce projet. Le marché d’équipement est en cours de rédaction mais ces derniers seront essentiellement acquis en 2026 et 2027. Le volume global de dépense en travaux dans les lycées est estimé à 2 000 000€ sur l’exercice 2025 avec une possibilité de recette de 85% soit 1,700 000 €.

Amélioration empreinte énergétique des lycées :

Ce projet regroupe l’ensemble des dépenses des travaux d’amélioration de l’empreinte énergétique des bâtiments d’enseignement. Il s’agit notamment des travaux de remplacement de climatiseurs par des systèmes en A3+ ou autres solutions performantes énergétiquement, du relamping des établissements par des éclairage led à basse consommation, le déploiement généralisé de chauffe-eau solaire, de la mise en place de système de GTB permettant de mieux superviser et contrôler l’éclairage, la VMC ou la climatisation centralisée afin de réduire au maximum le niveau d’utilisation des énergies fossiles. L’étanchéification des bâtiments via le remplacement des menuiseries aluminium, la pose de faux plafonds permettant de réduire les volumes à climatiser et la pose de revêtement spécifique pour limiter la montée en température des espaces d’enseignement rentre également dans le cadre de ce projet. Certaines dépenses déjà réalisées en fin 2024 et d’autres qui le seront via le marché modulaire (présentation en CAO le 26/03/2025) et le marché de travaux en lots techniques séparés qui est en cours de lancement permettront de financer une partie de ces dépenses. Le volume global de dépense en travaux dans les lycées est estimé à 4 000 000€ sur l’exercice 2025 avec une possibilité de recette de 85% soit 3 400 000 €.

Accusé de réception en préfecture
07-12345678-202541126944
Date de télétransmission : 11/04/2025
Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 25 mars 1918

Numérique éducatif et manuel scolaire numérique :

Ce projet regroupe l'ensemble des dépenses d'acquisition de matériel et de logiciel pour le numérique éducatif dans les lycées. Le marché réseau est actif et des travaux ont déjà commencé en 2025. Certaines dépenses de 2024 pourraient être intégrées au projet et le marché d'acquisition d'ordinateur est en cours d'analyse dans nos services. Le volume global de dépense en travaux et équipement dans les lycées est estimé à 3 000 000€ sur l'exercice 2025 avec une possibilité de recette de 85% soit 2 550 000 €.

France-compétences-financement des CFA :

En application de l'article L.6123-5 du code du travail let notamment de son 3°, France compétences est chargée de répartir l'ensemble des fonds mutualisés de la formation et de l'alternance. Conformément à l'article R. 6123-25 du code du travail, le versement des montants mentionnées au a du 5° du I du même article, pour le financement respectif des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement des centres de formation d'apprentis (CFA) et justifiés par des besoins d'aménagement du territoire et de développement économique, doit être effectué en intégralité avant le 1er juin de chaque année.

Pour 2025, le montant de la répartition de l'enveloppe investissement prévue à l'article L. 6211-3 du code du travail à la région a été fixé au montant perçu en 2024, soit 4 991 800,00 €.

Un ajustement interviendra après la notification par France compétence de la répartition du fonds.

■ Chapitre 903 – Culture, sports et loisirs

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
37383	903	903 - 348 - 1311	TRVX RESTAUR° EGLISE ST JOSEPH VIEUX HABITANTS	170 640,00 €
44673		903 - 312 - 13148	TRVX RESTAUR° EGLISE ST JOSEPH VIEUX HABITANTS VILLE VX HABITANTS	100 000,00 €
44680		903 - 322 - 13173	FEADER - INFRASTRUCTURES STADES	1 160 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 903 :				1 430 640,00 €

Travaux de restauration de l'église St Joseph à Vieux Habitants :

La région, par l'intermédiaire la SPL Cœur d'Energie, s'est engagée à réaliser les travaux d'urgence sur l'église de Vieux-Habitants. Ce projet bénéficie de subvention de La direction des affaires culturelles (170 640 €) et la ville de Vieux-Habitants (100 000 €).

FEADER - Infrastructures stades :

La région a pu réaliser une grande partie de son programme de rattrapage des équipements sportifs en 2023, avec l'appui des financements essentiellement REACT. Il reste quelques opérations à finaliser en 2024 et 2025, dont les city stade de Terre-Haut et Terre-de-Bas et la finalisation des travaux relatifs aux stades de Lamentin et Bouillante.

Afin de financer ces travaux restants, le FEADER a été sollicité à hauteur de à 68%, considérant que les équipements sportifs jouent un rôle prépondérant dans la cohésion sociale, le développement et l'égalité des chances, sur les territoires dits ruraux.

Le montant de la recette prévisionnelle attendu est de 1 160 000€.

■ Chapitre 905 – Aménagement des territoires et habitat

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
44677	905	905 - 57 - 13272	FEDER 21/27-CHEQUE TIC V2	1 000 000,00 €
37086		905 - 59 - 1321	RECETTES ECOLES - FPRNM	84 000,00 €
38529		905 - 57 - 13172	FEDER - INFRASTRUCTURES DE TELECOMMUNICATIONS	1 229 000,00 €
44674		905 - 59 - 13172	FEDER-RECONSTRUCTION ECOLES	3 462 000,00 €
44679		905 - 588 - 13173	FEADER - CITY STADE	369 919,95 €
43642		905 - 56 - 1321	DEAL-ZMEL BAIE DE SAINT LOUIS MARIE GALANTE	500 000,00 €
44670		905 - 56 - 13272	FEDER-PROGRAMME OCEAN 21-27	600 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 905 :				7 244 919,95 €

FEDER 21/27-Chèque TIC V2 :

La collectivité régionale a lancé en 2019 un dispositif innovant de financement de la transformation numérique des entreprises guadeloupéennes. La première version du chèque TIC ciblait les micro-entreprises et les PME (Petites et Moyennes Entreprises) dans leur utilisation des technologies numériques pour innover et accroître leur compétitivité. Les entreprises bénéficiaires ont pu financer des projets tels que la création de sites Web et leur utilisation rentable, l'utilisation d'outils de commerce électronique pour acheter ou vendre, ou l'acquisition de matériel, à moindre coût, car bénéficiant d'un accompagnement entre 40 et 80% versés directement aux prestataires. Le chèque TIC a permis d'accompagner 413 entreprises dans leurs projets numériques pour un montant de 2 239 132,58 euros.

Conscient de l'intérêt du dispositif et de la nécessité pour les acteurs locaux d'être accompagnés dans leur transformation numérique, la collectivité régionale a souhaité relancer le dispositif en ajoutant les associations comme bénéficiaires.

Par délibération n° CR/23-317 du 8 juin 2023, la seconde version du dispositif « Chèque TIC », lancée en 2023, a été fléchée sur le PO FEDER 2021-2027 avec une enveloppe globale de 3 600 000 € composée comme suit :

- 3 000 000 € en investissement correspondant aux crédits d'intervention soit 83,3% du coût total prévisionnel ;
- 600 000 € en fonctionnement correspondant aux dépenses de prestations externes soit 16,7 % du coût total prévisionnel.

Le plan de financement de cette opération est le suivant :

Fonds Européens (FEDER)	3 060 000 €	85 %
Région Guadeloupe	540 000 €	15 %
TOTAL	3 600 000 €	100 %

Suivant la convention de financement signée le 18 octobre 2024, le montant de la recette proposée en investissement s'élève à 1 000 000 €. Il est basé sur les prévisions de dossiers pour 2025, qui représente une année charnière pour le dispositif. En effet, les opérations émergeant au dispositif « Chèque TIC » doivent être réalisées entre le 01 mai 2023 et le 01 mai 2026.

Recettes écoles – FPRNM :

La région s'est engagée auprès des communes les plus en difficulté à les accompagner dans la mise en sécurité de leurs élèves en mettant aux normes les bâtiments scolaires, par réhabilitation ou reconstruction des établissements concernés. De façon générale, la mise aux normes par réhabilitation ou reconstruction permet de bénéficier des subventions émanant du Fonds Barnier (FPRNM), du FEDER et du Fonds Vert.

Actués de réception en préfecture
le 11/04/2025
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception en préfecture : 11/04/2025

En mixant ces différents financements sur chaque projet, il est attendu un financement à hauteur de 85 % des projets relatifs à la mise aux normes parasismiques des écoles :

- Ecole de Port Louis d'un montant total de 7 050 000€ TTC : fin des travaux prévue le 3^{ème} trimestre 2025 - FEDER : 3 400 000€ à percevoir en décembre 2025
- Ecole de la Désirade d'un montant total de 6 486 995,95 € TTC : Lancement de la mission de Maîtrise d'œuvre avec pour objectif, la livraison des travaux le 1^{er} semestre 2026 - FEDER : 62 000 € à percevoir en décembre 2025 - ÉTAT : 84 000€ à percevoir en décembre 2025.

FEDER - infrastructures de télécommunications :

La région termine son grand projet de déploiement de la fibre Très Haut Débit (THD) confiée à Guadeloupe Digital ; société de projet créée par Xp Fibre, délégataire de la DSP lancée par la région pour ce projet.

La région bénéficie de subventions de l'Etat, déjà perçues à hauteur de 90 %, et du FEDER. Dans l'attente de la vérification du rapport final d'exécution pour le FEDER, la région provisionne pour 2025 un montant de 1 229 000 €.

FEADER - City stade :

Pour les City stades de Terre de Haut et de Terre de Bas dans l'île des Saintes, les travaux terminés en 2024 permettront à la région de percevoir une somme provenant du FEADER de 369 919,95 €

DEAL-ZMEL - Baie de Saint Louis de Marie-Galante :

Il s'agit d'une recette au titre du Fonds Vert prévue dans la convention RN-2024-08 du 30 août 2024. Le montant total de la subvention est de 1 375 628,80€. Une avance de 20% a été versée à la signature de la convention. Les services de la région prévoient un taux de justification des dépenses en 2025 de 60% pour une recette prévisionnelle de 500 000 €.

FEDER-PROGRAMME OCEAN 21-27 :

Il s'agit d'une reprogrammation des subventions FEDER sur le nouveau programme compte tenu du fait que tous les aménagements prévus dans OCEAN n'ont pas été réalisés avant 2024. La demande de subvention est de 8 193 100 €. Les autorisations administratives sont en cours et les travaux vont démarrer sur la plage de Grand- Anse Trois-Rivières et Grand-Anse Deshaies au second semestre, ce qui permet à la région de demander une avance de 600 000 €.

■ Chapitre 906 – Action économique

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
22957	906	906 - 632 - 2745	AVANCES REMBOURSABLES	1 800 909,67 €
27940		906 - 6312 - 2745	AVANCES REMBOURSABLES	777 250,00 €
33476		906 - 6311 - 1321	ADAPTATION DE LA FLOTTE DE PECHE	768 250,00 €
42467		906 - 6312 - 2745	AVANCES REMBOURSABLES	40 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

44900		906 - 6318 - 204181	REMBOURSEMENTS ASP – PROGRAMME FEAMP 2017	772 261,15 €
44901		906 - 6318 - 204181	REMBOURSEMENTS ASP – TRANSITION HSIGC PDR	248 138,83 €
44902		906 - 66 - 2741	REMBOURSEMENT PRETS	1 500 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 906 :				5 906 809,65 €

Adaptation de la flotte de pêche :

Dans le cadre du dispositif d'aide à l'adaptation de la flotte de pêche de Guadeloupe, la Région Guadeloupe et l'État ont signé, le 22 juillet 2024, deux conventions encadrant le financement des mesures de modernisation des navires de pêche et de renouvellement de la flotte.

Ces conventions permettent à la Région de gérer les crédits nationaux alloués par l'État en cofinancement avec les fonds régionaux. Conformément aux engagements pris jusqu'au 31 décembre 2026, un compte rendu annuel des dépenses allouées a été transmis aux autorités compétentes, accompagné d'une demande de remboursement des fonds avancés par la Région.

L'affectation de cette recette de 768 250 € résulte d'un double dispositif : d'une part, l'allocation directe de 500 000 € prévue par les conventions de juillet 2024, et d'autre part, le remboursement attendu de 268 250 € correspondant à la participation de l'État pour les dossiers financés en 2024 et avancés par la Région.

Remboursements ASP :

La somme de 772 261,15 correspond au remboursement par l'ASP du solde des paiements associés des aides du programme FEAMP d'une convention du 4 janvier 2017.

Le solde des conventions signé avec l'ASP : Convention multi dispositif RDR 2 du 21 septembre 2009 (9 000 €), de la convention 2014-2020 portant sur la transition HSIGC signée le 12 janvier 2015 (133 907,91 €) et de la convention du programme de transition HSIGC PDR signée le 27 octobre 2020 (105 230,92) fera l'objet d'un remboursement à la région à hauteur de 248 138,83 €.

Remboursement prêts – Avance en compte courant – SEM Patrimoniale :

Par délibération n° CR/20-934 du 27 novembre 2020, la commission permanente du conseil régional a décidé d'accorder une avance en comptes courants d'associés à la SEM Patrimoniale région Guadeloupe pour un montant de 1 500 000 € en vue de sa participation dans la SAS « la foncière de l'antillopoles » à hauteur de 30 %, et sa participation dans la foncière qui sera créée en vue de l'acquisition de l'ancien site de l'hôtel Callinago à hauteur de 51 %.

L'article 3 de la convention n° DSIE/CR/21-19 du 27 mai 2021 prévoit que l'apport en compte courant d'associés a été consenti pour une durée de 24 mois.

Faute d'avenant cette convention, le compte courant de la région devient exigible et l'avance devra être remboursé pour un capital de 1 500 000 €. Le montant des intérêts fera l'objet d'une inscription budgétaire ultérieure.

■ Chapitre 907 – Environnement

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
37082	907	907 - 7213 - 1311	CONSTRUCTION DECHETTERIES MO REGION - ADEME	525 540,00 €
43631		907 - 78 - 1321	ETAT-FONDS VERT-CONVENTION N° FV-2024-09-CREPS	228 042,00 €
44668		907 - 758 - 1318	SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER FNCCR PROGRAMME ACTEE	45 000,00 €
44675		907 - 7213 - 13172	FEDER-DECHETERIES	3 790 000,00 €
44676		907 - 732 - 13272	FEDER-RESEAUX EAUX POTABLES	5 600 000,00 €
44678		907 - 78 - 13272	FEDER 21/27 - TRAME VERTE	918 789,00 €
44681		907 - 758 - 13172	FEDER 21/27- ECLAIRAGE STADES	1 400 000,00 €
37331		907 - 731 - 20421	REVERS. AIDE REG DU SYSTEME DE RECUP DES EAUX DE PLUIE	26 594,52 €
42341		907 - 78 - 1321	ADEME - STRATEGIE SARGASSES	70 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 907 :				12 603 965,52 €

Construction déchetteries MO région – ADEME :

L'année 2025 verra la Finalisation en termes financier de la construction de la déchèterie de Petit-Bourg. Il s'agira de la déchèterie la plus importante du Nord Basse-Terre en termes de flux de déchets. L'ADEME apportera à la région un financement de 525 540 €.

Etat-Fonds Vert-Convention n° FV-2024-09-CREPS :

Par courrier du 31 juillet 2024, le préfet de Guadeloupe a notifié à la région une subvention d'un montant de 406 436, 80 € au titre du Fonds Vert vous a été attribuée pour la réalisation de votre projet relatif à la renaturation du CREPS des Antilles - Guyane.

La convention relative à l'exécution du projet a été signé le 31 juillet 2024 avec le plan de financement :

Financier (s)	Montant (€)	% du coût total
FONDS VERT	406 436,80 €	53%
REGION	260 659,20 €	34%
CREPS Antilles-Guyane	100 000,00 €	13 %
Total des co-financements	767 096,00 €	100,00 %

Les recettes à percevoir sur les dépenses réalisées en 2024 sont de 93 894 € et 134 148 € en 2025, soit un total de 228 042 €.

Schéma directeur immobilier FNCCR programme ACTEE :

La région Guadeloupe souhaite candidater au Fonds CHÊNE 5 du programme ACTEE+. A ce titre, elle a sollicité des aides pour mettre en œuvre le programme : Rédaction d'un Schéma Directeur immobilier Energétique (SDIE) et Etude de faisabilité pour l'installation de brasseurs d'air dans les lycées

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Cette recette est rattachée à la réalisation d'un schéma directeur immobilier énergétique, une subvention de 45 000 € sera perçue de la FNCCR dans le cadre du fonds « Chêne ». Le dossier a été déposé, et le montant indiqué correspond au financement accordé par la FNCCR.

FEDER - Déchèteries :

L'année 2025 verra la Finalisation en termes financier de la construction de la déchèterie de Petit-Bourg. Il s'agira de la déchèterie la plus importante du Nord Basse-Terre en termes de flux de déchets. Cette opération bénéficiera en 2025 d'une subvention FEDER de 3 000 000 €

La déchèterie de Capesterre-Belle-Eau était initialement financée par le FEDER 14-20, néanmoins n'ayant pas été finalisée le 31 décembre 2023, une nouvelle demande financement a été formulée pour la faire émerger sur le PO FEDER 21-27 à hauteur de 790 000 €.

FEDER - Réseaux eaux potables :

Face à la crise de l'alimentation en eau potable que connaît la Guadeloupe, la région s'est engagée depuis 2018 à réaliser des travaux structurants dans ce domaine, afin de contribuer efficacement à une amélioration de la situation.

Cet engagement s'inscrit dans le cadre :

- Du plan d'actions prioritaires validé lors de la conférence territoriale de l'action publique (CTAP) du 1er février 2018. Ce plan comporte 38 opérations d'un montant total de 71,4 Millions d'€, dont 15 M€ en maîtrise d'ouvrage région, pour un montant d'investissement de 36,4 Millions d'€ ;
- De la feuille de route concertée du projet de contrat d'accompagnement renforcé du SMGEAG, qui a été cosignée le 8 novembre 2022 par les parties prenantes avec l'Etat.

Sur les 15 opérations en maîtrise d'ouvrage région du PAP, 13 sont achevées et les 2 dernières sont entrées en phase travaux fin 2023 et seront poursuivis en 2025. Il s'agit :

- Des travaux de reconfiguration des réseaux d'eau à Baillif visant à abandonner le réservoir de Cotton - Montant opération = 2 170 000 € TTC
- Des travaux sur les équipements structurants du feeder de Belle-Eau-Cadeau – Montant opération = 1 410 500 € TTC.

Ces 2 opérations seront financées par le FEDER 21-27 (Objectif O2.5. Favoriser l'accès à l'eau et une gestion durable de l'eau) à hauteur de 80 % des dépenses. Les dossiers sont actuellement en cours de dépôt. La région s'est engagée à réaliser 12 opérations de renouvellement de réseaux d'eau potable sur les communes de Trois-Rivières, Petit-Bourg et Saint-Claude (4 ont été achevées en 2023. 8 sont actuellement en cours de finalisation).

Comme pour les opérations du PAP, les opérations en cours ont vocation à être financées par le FEDER 21-27, à hauteur de 80 %.

Il reste 2 opérations à engager visant à pérenniser les infrastructures dans le temps. Ces opérations ont vocation à être financées sur le 21-27, néanmoins des études sont encore nécessaires et des blocages fonciers restent à lever pour en permettre leur réalisation.

Le détail des recettes FEDER de l'année 2025 (5 600 000 €) est présenté ci-après :

- Petit Bourg - Renouvellement des réseaux eau potable : fin des travaux prévus le 1^{er} septembre 2025 => somme de 1 100 000€ à percevoir en septembre 2025 ;
- Saint Claude - Renouvellement des réseaux eau potable : fin des travaux prévue le 1^{er} septembre 2025

Accusé de réception en préfecture
97123/2024-00011-25-9-00
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

semestre 2025 => somme de 1 700 000€ à percevoir en septembre 2025 ;

- Trois-Rivières - Renouvellement des réseaux eau potable : fin des travaux prévue le 1^{er} semestre 2025 => somme de 1 600 000€ à percevoir en septembre 2025 ;
- Baillif - Renouvellement des réseaux eau potable et réhabilitation de réservoirs : fin des travaux prévue le 1^{er} semestre 2026 => somme de 1 000 000€ à percevoir en septembre 2025 ;
- Capesterre Belle Eau - FEEDER BEC P2 : travaux livrés en 2024 => somme de 200 000€ à percevoir en septembre 2025.

FEDER 21/27 - Trame verte :

Dans le cadre de la demande de subvention relative au projet GPE006388 intitulé « Reconstruire les trames vertes du territoire guadeloupéen - Phase 2 », le conseil régional a l'intention de délibérer lors de la commission permanente du 28 mars 2025 afin d'approuver la réalisation du projet pour un montant total de 4 781 530,00 € HT et son plan de financement :

Plan de financement

FEDER (85%)	4 064 300.50 €
REGION	717 229.50 €
TOTAL	4 781 530 €

Les recettes à percevoir sur les dépenses réalisées en 2024 sont de 245 684 € et 673 105 € en 2025.

FEDER 21/27- Éclairage stades :

Au titre de la modernisation de l'éclairage du stade de Sainte-Rose (800 000 €) et celui de Port Louis (600 000 €), la région prévoit une recette du FEDER de 1 400 000 €.

Reversement aide régionale du système de récupération des eaux de pluie :

Le paiement des aides de la région pour le du système de récupération des eaux de pluie a été confié à l'ASP par une convention du 9 avril 2018. La clôture de celle-ci permet à la région d'obtenir un reversement de 26 594,52 €.

ADEME - Stratégie sargasses :

En 2022, dans le cadre de la délibération du 19 décembre 2022 (CR/22-1486), la Région Guadeloupe approuvait sa participation à la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre les échouages des sargasses et se proposait d'être maître d'ouvrage afin de lancer le marché d'appel d'offres relatif à l'acquisition de matériels terrestres de collecte pour les communes impactées du territoire ainsi que celui pour la réalisation d'études de courantologie et de bathymétrie.

En août 2023, le marché d'acquisition de matériels a été déclaré infructueux et n'a pas été reconduit, en accord avec les communes concernées. Cependant, le marché relatif à la réalisation des études de courantologie et de bathymétrie a été notifié à l'entreprise SAFEGE/Suez Guadeloupe en septembre 2023 pour l'ensemble des 7 lots (Terre de Haut, Terre de Bas, Saint-François, le Moule, Petit-Canal, Goyave et Petit-Bourg).

Plan de financement :

DEPENSES		RECETTES		%
Etude de courantologie	430 956,80€	ADEME (convention signée)	70 000€	15%
AMO Egis (analyse offres)	24 521€	Etat (FEI) – Déjà perçu	239 725€	53%
		FEDER (demande en cours CRUP en mars ou avril)	145 752.80€	32%
TOTAL	455 477.80€	TOTAL	455 477.80€	100%

La recette FEDER sollicitée de 145 752.80€ n'est pas proposée en recettes, car convention non encore signée. La convention du 5 septembre 2022 permet à la région d'obtenir l'aide de l'ADEME à hauteur de 70 000 €

■ Chapitre 908 – Transports

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
43479	908	908 - 842 - 13272	FEDER - MODES ACTIFS	1 500 000,00 €
43648		908 - 841 - 13172	MISE AUX NORMES PARASISMIQUES OUVRAGES ART RN PO 2021-2027	3 400 000,00 €
44683		908 - 841 - 13172	FEDER 21/27 - SECURISATION OUVRAGES EXISTANTS	4 000 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 908 :				8 900 000,00 €

FEDER - Modes actifs :

La ligne est destinée à l'imputation des subventions FEDER au titre de l'objectif spécifique 2.8 (Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone) pour l'aménagement, de plus de 9 km d'infrastructures dédiées aux modes actifs de déplacement (piétons et cyclistes) sur 5 sites : entre Fond-Sarail (Baie-Mahault) et Lauricisque (Pointe-à-Pitre), entre Ffrench et Castaing à Sainte-Anne, entre Morne-à-Jules et le Bourg de Vieux-Habitants, sur le Bd maritime de Basse-Terre entre le port et le Galion et entre Ziotte et le Bourg de Deshaies.

La convention N° GPE007514 a été signée le 21/01/2025 (PO 2021/2027) pour un montant total de recettes de 5 M€ sur la période 2023-2026, représentant 37,88% de la dépense (en complément du financement de 35,23% apporté par l'Etat, ministère des transports).

Pour 2025, la recette prévisible est évaluée à 1 500 000 €.

Mise aux normes parasismiques ouvrages 2021-2027 :

La ligne est destinée à l'imputation des subventions FEDER au titre de l'objectif spécifique 2.4 (Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes) pour la mise aux normes parasismiques, de 2 ouvrages d'art sur la route nationale : pont Delisle à Petit-Canal sur la RN8 et 3 ouvrages hydrauliques de Géry à Vieux-Habitants sur la RN2.

Dossier SYNERGIE N°GPE008450 en cours d'instruction pour un montant total de recettes de 6,8 M€ sur la période 2023-2025, représentant 85% de la dépense.

Le comité unique de programmation du 20 décembre 2024 a émis un avis favorable.

La région prévoit une recette du FEDER de 3 400 000 € en 2025.

FEDER 21/27 - Sécurisation ouvrages existants :

La ligne est destinée à l'imputation des subventions du PO FEDER 2021-2027 au titre de l'objectif spécifique 2.4 (Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes) pour la sécurisation de 17 talus et 2 ouvrages d'art instables et susceptibles de mettre en péril la route et la sécurité des usagers.

Demande SYNERGIE N°54607 en cours d'instruction pour un montant total de recettes de l'ordre de 16,2 M€ sur la période 2025-2029, représentant 80% de la dépense (20 238 093,51 €).

La recette de 4 000 000 € proposée au projet de BP 2025 concerne la 1^{ère} année de travaux sur les 4 prévus.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

■ 921 - Taxes non affectées

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
25470	921	921 - 01 - 1347	FONDS REGIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'EMPLOI (FRDE)	1 747 565,20 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 921 :				1 747 565,20 €

Fonds régional pour le développement et l'emploi (FRDE) :

L'article 49 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 dispose que :

« Le Fonds Régional pour le Développement et l'Emploi (FRDE) créé dans chacune des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion est alimenté par le solde du produit de l'octroi de mer, après affectation à la dotation globale garantie aux communes. Les ressources disponibles du FRDE sont affectées, chaque année, à une part communale et à une part régionale à hauteur de 80% pour les communes dont 10% de cette part communale aux îles du sud et 20% pour les collectivités régionales. »

Après attribution de la dotation globale garantie, le solde d'OM communal, lorsqu'il existe, est affecté à l'alimentation du fonds régional pour le développement et l'emploi (FRDE). Depuis la loi du 2 juillet 2004, 80 % des recettes du FRDE sont versées aux communes et 20 % à la région. Le montant total du FRDE subit de très fortes variations interannuelles. Calculé après la fin de l'exercice N, il est réparti par arrêté préfectoral et versé en année N+1.

La recette relevant du FRDE 2024 a été notifié à la région pour un montant de 1 747 565,20 €.

Il est proposé que la part régionale du FRDE de 1 747 565,20 €, prévue au projet de BP 2025, sera affectée exclusivement, par délibération du conseil régional, au financement d'investissements contribuant au développement économique, à l'aménagement du territoire et au désenclavement, sous maîtrise d'ouvrage de la région.

■ 922 - Dotations et participations

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
20072	922	922 - 01 - 10222	FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA (FCTVA)	27 232 038,99 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 922 :				27 232 038,99 €

Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) :

Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée permet de récupérer la TVA acquittée sur une partie des dépenses d'investissement. Sont éligibles toutes les dépenses réelles d'investissement grevées de TVA concernant une activité non assujettie à la TVA (hors subventions versées, à l'exception des subventions d'investissement versées par la Région aux lycées et des fonds de concours versés à l'Etat pour des travaux de voirie). Le produit du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, correspondant aux dépenses réalisées éligibles au cours de l'exercice 2024, est estimé à 27 232 038,99 €.

■ 923 - Dettes et autres opérations financières

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
24196	923	923 - 01 – 1641	EMPRUNT GLOBALISE	34 343 400 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

43548		923 - 01 – 1641	PREFINANCEMENT AFD - REMBOURSEMENT	11 303 678,91 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 923 :				45 647 078, 91 €

Emprunt globalisé :

L'emprunt d'équilibre théorique est fixé à 34 343 400 €. Ce montant diminue de 29 156 600 € par rapport aux BP 2025. Ce volume de nouvel emprunt reste théorique. Comme chaque année, son montant sera ajusté lors de la reprise des résultats de l'exercice 2024 au budget supplémentaire. Il dépendra également de l'exécution des dépenses et des recettes et du niveau de prélèvement du fonds de roulement de l'exercice 2025.

Préfinancement AFD – Remboursement :

Par délibération n° AP/23-26 du 25 octobre 2023, le conseil régional a décidé d'autoriser, pour assurer le préfinancement des opérations programmées au PO FEDER-FSE 2014-2020 (Opérations REACT-EU) arrivant à échéance le 31 décembre 2023, le recours et la signature crédit de préfinancement à court terme auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) pour un montant 61 992 515,00 € sur une durée de deux années maximum avec un remboursement du principal au fur et à mesure du versement à l'AFD des acomptes des subventions européennes du PO 2014-2020 REACT-EU visées suivant un bordereau de cession. La région a voté une recette équivalente au montant du préfinancement pour équilibrer le montant des remboursements au fur et à mesure des versements des crédits européens. Au 31 décembre 2024, la région a remboursé à l'AFD un montant de 50 688 836,09 € correspondant aux encaissements des subventions européennes du PO 2014-2020 REACT-EU.

Dès le mois de janvier 2025, la région a soldé intégralement le remboursement des 11 303 678,91 € restant dû au 31 décembre 2024.

Il convient donc de régulariser cette opération au projet de BP 2025 par une inscription de crédit en recettes de 11 303 678,91 € au chapitre 923-01-1641 avec un montant de dépenses de même montant au chapitre 923-01-1641.

Par sa neutralisation en recettes et en dépenses, cette opération n'a aucune incidence sur la balance générale du projet de BP 2025.

■ 954 - Produit des cessions d'immobilisations (recettes)

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
38575	954	954 - 01 - 024	PRODUITS DES CESSIONS DES IMMOBILISATIONS	1 730 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 954 :				1 730 000,00 €

Produits des cessions des immobilisations :

La région dispose d'un domaine public et privé importants dont certaines dépendances ne participent plus, aujourd'hui et depuis plusieurs années, à l'exercice et à la réalisation du service public.

Un bien vacant et inutile ou qui ne présente que peu d'intérêt économique pour la collectivité constitue un poste de dépenses important, sans aucun retour financier. Leur cession est de nature à procurer des recettes exceptionnelles qui peuvent être investies dans d'autres champs de compétences de la collectivité régionale ou servir à contribuer au financement des investissements (nouvelles acquisitions ou réhabilitation). Ainsi un certain nombre d'actifs du parc immobilier de la collectivité (bâti et non bâti) ont été soumis à arbitrage en vue de déterminer un plan de cessions.

Actués de réception en préfecture
0741239710018-26256411-256110
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

De plus, le contexte de contrainte budgétaire conduit, au surplus, la collectivité à penser autrement la gestion de son domaine en le valorisant mais aussi en l'optimisant davantage. Aussi, est-il dans l'intérêt de la région d'extraire de son patrimoine les biens immobiliers qui ne lui sont plus utiles dans l'exercice de ses compétences et la satisfaction des besoins de la population et dont l'entretien grève lourdement son budget de fonctionnement (taxe foncière, assurance, travaux, entretien...).

La région maintient l'exécution de sa décision de vendre les biens immobiliers relevant de son domaine privé conformément à la délibération n° CR/20-279 du 13 mai 2020 de la commission permanente du conseil régional, dont la liste devra être mise à jour.

Le produit des cessions attendu en 2025 est de 1 730 000 €

II. Vue d'ensemble des recettes de la section de fonctionnement du budget

SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

CHAP	Libellés	Pour mémoire budget précédent	Proposition du président
			MESURES NOUVELLES
93	Services ventilés	83 837 994,44 €	81 891 991,82 €
930	SERVICES GENERAUX	8 333 750,00 €	7 452 065,00 €
930-5	GESTION DES FONDS EUROPEENS	21 941 261,00 €	18 998 800,00 €
932	ENSEIGN, FORM.PROFESSIONNELLE, APPRENT.	34 403 851,00 €	33 694 103,75 €
933	CULT., VIE SOC., JEUN., SPORTS, LOISIRS	744 189,00 €	124 189,00 €
934	SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)	0,00 €	0,00 €
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	230 000,00 €	660 000,00 €
936	ACTION ECONOMIQUE	122 985,00 €	1 848 245,72 €
937	ENVIRONNEMENT	529 789,44 €	2 463 893,35 €
938	TRANSPORTS	17 532 169,00 €	16 650 695,00 €
94	Services communs non ventilés	400 397 917,79 €	424 881 662,44 €
940	IMPOSITIONS DIRECTES	6 093 856,00 €	5 655 000,00 €
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	236 838 540,00 €	236 951 056,00 €
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 386 327,45 €	1 094 208,72 €
943	OPERATIONS FINANCIERES	98 841,41 €	96 501,72 €
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	1 525 000,00 €	0,00 €
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	152 455 352,93 €	181 084 896,00 €
95	Chapitre de prévision sans réalisation	0,00 €	0,00 €
952	DEPENSES IMPREVUES (DANS LE CADRE D'UNE A.E)	0,00 €	0,00 €
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00 €	0,00 €
002	Résultat antérieur reporté	0,00 €	0,00 €
TOTAL des groupes fonctionnels		484 235 912,23 €	506 773 654,26 €

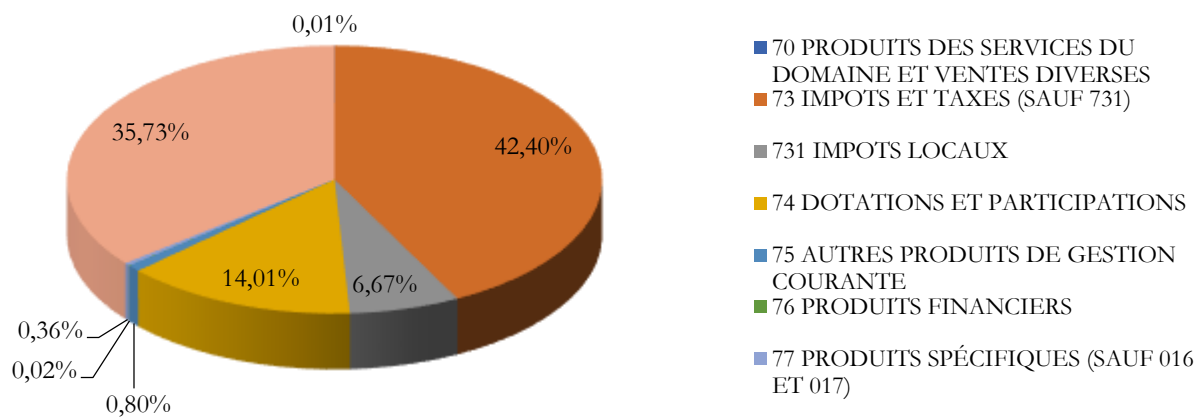
Accusé de réception en préfecture
971-239740015-20250411-25-9-AU
Date de transmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

A – Présentation détaillée

BALANCE GENERALE – RECETTES

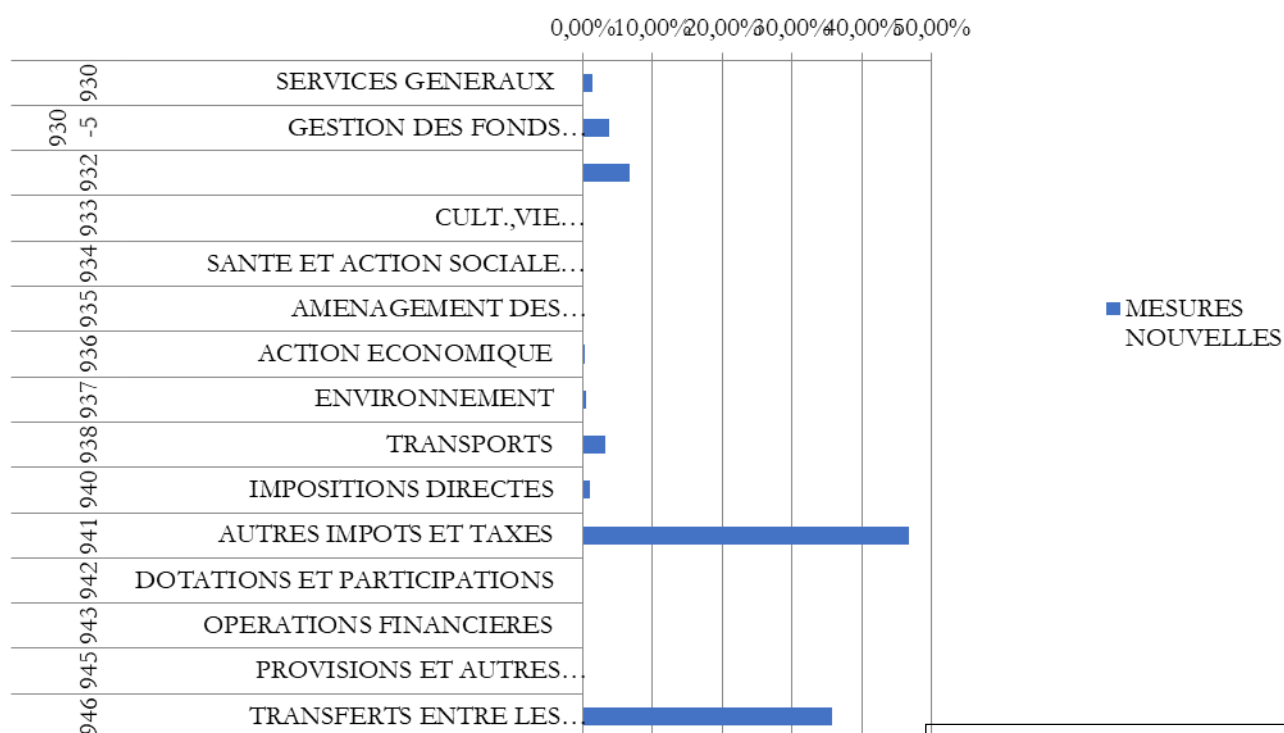
COMPTE	Libellés	Proposition du président
		MESURES NOUVELLES
		RECETTES
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	65 393,35 €
73	IMPOTS ET TAXES (SAUF 731)	214 862 493,00 €
731	IMPOTS LOCAUX	33 811 368,00 €
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	70 974 399,72 €
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	4 063 713,59 €
76	PRODUITS FINANCIERS	96 501,72 €
77	PRODUITS SPÉCIFIQUES (SAUF 016 ET 017)	1 814 888,88 €
042	OPERATIONS ORDRE TRANSF. ENTRE SECTIONS	181 084 896,00 €
TOTAL		506 773 654,26 €

REPARTITION DES MESURES NOUVELLES PAR COMPTE NATURE EN FONCTIONNEMENT BP 2025



CHAP	Libellés	MESURES NOUVELLES
930	SERVICES GENERAUX	1,47%
930-5	GESTION DES FONDS EUROPEENS	3,75%
932	ENSEIGN, FORM.PROFESSIONNELLE, APPRENT.	6,65%
933	CULT., VIE SOC., JEUN., SPORTS, LOISIRS	0,02%
934	SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)	0,00%
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	0,13%
936	ACTION ECONOMIQUE	0,36%
937	ENVIRONNEMENT	0,49%
938	TRANSPORTS	3,29%
940	IMPOSITIONS DIRECTES	1,12%
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	46,76%
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,22%
943	OPERATIONS FINANCIERES	0,02%
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	0,00%
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	35,73%

MESURES NOUVELLES EN RECETTES DE FONCTIONNEMENT BP 2025



Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

B – Répartition par sous fonction des recettes de la section de fonctionnement (Mesures nouvelles pour 2025)

930 : SERVICES GENERAUX		7 452 065,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
020	ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	1 542 219,00 €
021	PERSONNEL NON VENTILE	4 646,00 €
043	ACTIONS EUROPEENNES	5 905 200,00 €
TOTAL		7 452 065,00 €

9305 : GESTION DES FONDS EUROPEENS		18 998 800,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
051	FSE	2 000 000,00 €
052	FEDER	16 998 800,00 €
TOTAL		18 998 800,00 €

932 : ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE		33 694 103,75 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
222	LYCEES PUBLICS	11 979 336,00 €
23	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 001 234,00 €
252	FORMATION PROFESSIONNALISANTE DES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI	3 100 000,00 €
253	FORMATION CERTIFIANTE DES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI	314 888,88 €
255	REMUNERATION DES STAGIAIRES	2 831,36 €
258	AUTRES	2 045 330,00 €
26	APPRENTISSAGE	10 277 122,51 €
27	FORMATION SANITAIRE ET SOCIALE	4 973 361,00 €
TOTAL		33 694 103,75 €

933 : CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS		124 189,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
311	ACTIVITES ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS CULTURELLES	15 000,00 €
312	PATRIMOINE	109 189,00 €
TOTAL		124 189,00 €

935 : AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT		660 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
57	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	660 000,00 €
TOTAL		660 000,00 €

936 : ACTION ECONOMIQUE		1 848 245,72 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
61	INTERVENTIONS ECONOMIQUES TRANSVERSALES	384 515,72 €
6312	MARCHES ALIMENTAIRES	935 730,00 €
64	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	28 000,00 €
65	INSERTION ECONOMIQUE ET ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	500 000,00 €
TOTAL		1 848 245,72 €

937 : ENVIRONNEMENT		2 463 893,35 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
71	ACTIONS TRANSVERSALES	590 000,00 €
7211	ACTIONS DE PREVENTION ET DE SENSIBILISATION	173 500,00 €
758	AUTRES ACTIONS	1 700 000,00 €
76	PRESERVATION DU PATRIMOINE NATUREL ET GESTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	393,35 €
TOTAL		2 463 893,35 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

938 : TRANSPORTS		16 650 695,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
81	TRANSPORTS SCOLAIRES	1 500 000,00 €
842	VOIRIE REGIONALE	15 150 695,00 €
TOTAL		16 650 695,00 €

940 : IMPOSITIONS DIRECTES		5 655 000,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	5 655 000,00 €
TOTAL		5 655 000,00 €

941 : AUTRES IMPOTS ET TAXES		236 951 056,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	236 951 056,00 €
TOTAL		236 951 056,00 €

942 : DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		1 094 208,72 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	1 094 208,72 €
TOTAL		1 094 208,72 €

943 : OPERATIONS FINANCIERES		96 501,72 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	96 501,72 €
TOTAL		96 501,72 €

946 : TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS		181 084 896,00 €
Sous-fonction	Libellé de la sous-fonction	BP 2025
01	OPERATIONS NON VENTILABLES	181 084 896,00 €
TOTAL		181 084 896,00 €

Somme :		506 773 654,26 €
---------	--	------------------

- **DETAIL DES PROPOSITIONS DE RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2025 - (Recettes réelles et d'ordre)**

■ **930 - Services généraux**

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
20228	930	930 - 020 - 752	REVENUS DES IMMEUBLES REGIONAUX	1 000 000,00 €
25374		930 - 021 - 74631	DGD PERS AFF SOC AYANT OPTÉ AU 31/08/08	4 646,00 €
25538		930 - 020 - 75813	REDEVANCES BAUX A FERME	10 000,00 €
34703		930 - 020 - 75888	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	422 219,00 €
42360		930 - 020 - 752	REVENUS DES IMMEUBLES	110 000,00 €
32010		930 - 043 - 74772	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS FEDER ASSISTANCE TECHNIQUE CTE TRANSFRONTALIER	900 000,00 €
33210		930 - 043 - 74778	FEADER ASSISTANCE TECHNIQUE	1 000 000,00 €
42250		930 - 043 - 74772	FEDER – ASSISTANCE TECHNIQUE	3 440 000,00 €
42252		930 - 043 - 74772	FEDER – ASSISTANCE TECHNIQUE	165 200,00 €
42253		930 - 043 - 74778	AUTRES FONDS EUROPEENS	400 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 930 :				7 452 065,00 €

Revenus des immeubles régionaux - Redevances baux à ferme :

La région est propriétaire d'un domaine (privé et public), comprenant des biens de nature différente, sur lequel elle autorise par voie de contrats, de baux à long terme, de conventions de mise à disposition, d'arrêtés, l'occupation et l'utilisation par des personnes publiques et privées en vue d'y exercer leurs activités associatives, commerciales, agricoles.

Ces autorisations sont délivrées très largement à titre onéreux sur la base des avis rendus par le service de France Domaine. Elles peuvent être ponctuelles comme celles portant sur l'occupation et l'utilisation de certaines dépendances du domaine public (le vélodrome, ...) et sont habituellement permanentes. Dans le souci d'une bonne gestion du domaine occupé, la collectivité régionale veille à l'établissement des titres de recettes dès leur exigibilité et au recouvrement de l'ensemble des produits issus des contrats d'occupation conclus.

Le montant de l'ensemble des contrat conclus et ceux qui seront conclus en 2025 est estimé à 1 120 000 €.

Produits exceptionnels divers :

La somme de 422.219 € représente le montant total des dégrèvements obtenus pour les taxes foncières et taxes d'enlèvement des ordures ménagères au titre des années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024, suite aux réclamations effectuées par la collectivité.

FEDER – FSE+ - FEADER – CTE Caraïbes et autres fonds européens - Assistance technique :

Il s'agit principalement des recettes attendues au titre de l'assistance technique sur les 4 fonds (FEDER, FSE+, FEAMP, FEADER et CTE Caraïbes) au titre du PO 2021-2027 pour un montant total de 2025000,00 €.

Accusé de réception en préfecture
n°202500006-20250000-251914
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
31958	9305	9305 - 052 - 74772	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS FEDER - A26AFCRT	2 000 000,00 €
35866		9305 - 052 - 74772	CTEOT3 TRANSNATIONAL - AXE 2	8 694 800,00 €
42107		9305 - 052 - 74772	FEDER	3 000 000,00 €
42151		9305 - 051 - 74771	FONDS SOCIAL EUROPEEN	200 000,00 €
42156		9305 - 051 - 74771	FONDS SOCIAL EUROPEEN	1 800 000,00 €
42176		9305 - 052 - 74772	FEDER	826 000,00 €
42197		9305 - 052 - 74772	FEDER	826 000,00 €
42211		9305 - 052 - 74772	FEDER	826 000,00 €
42214		9305 - 052 - 74772	FEDER	826 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 9305 :				18 998 800,00 €

Dotations et participations FEDER - FEDER – FSE – INTEREG CTE Caraïbes - CTE Transnational :

Depuis 2019, la collectivité régionale œuvre pour la mise à disposition de nouveaux financements européens pour la période 2021-2027 avec l'écriture de nouveaux programmes européens. Une large période de concertation sur le territoire a tout d'abord permis d'identifier les priorités et les besoins de financement. Le calendrier européen, avec une adoption tardive des règlements en juin 2021, et le calendrier national, avec la validation de l'accord de partenariat fin 2021, ont retardé le processus d'adoption des programmes régionaux. Les programmes ont été tous validés dans le courant de l'année 2022 par la Commission européenne, le dernier en date étant le programme FEDER FSE+, validé le 16 décembre 2022.

Ces programmes fixent le cadre de la politique de cohésion dans notre territoire, dans le respect des objectifs définis par l'union européenne. Ils mettent à la disposition de tous les acteurs du territoire de nombreux financements pour soutenir les projets dans des thématiques très variées, telles que la compétitivité des entreprises, la recherche, l'environnement, les transports, la formation, le développement rural, les entreprises de pêche, les industries agroalimentaires, les projets de coopération territoriale.

Très attendue par les partenaires de la Région et les porteurs de projets, la nouvelle période de programmation des fonds européens a été lancée en 2023 pour se clôturer en 2027. L'année 2025 sera consacrée à la mise en œuvre de ces différents programmes et notamment la montée en puissance de la programmation des opérations au regard des fortes attentes des bénéficiaires.

Pour la période 2021-2027, le nouveau programme INTERREG Caraïbes est doté d'une enveloppe de 68 millions d'euros de crédits FEDER et la zone de coopération d'INTERREG Caraïbes couvre ainsi plus de 30 pays et territoires caribéens, aux statuts divers (RUP, pays et territoires d'outre-mer ou encore pays et territoires ACP).

En fonction du volume de subventions versées aux bénéficiaires et après certification des dépenses effectuées par ces derniers, la région prévoit en 2025 un volume de recettes de 18 998 800 €.

Ces flux ne correspondent donc pas à des dépenses des régions, mais à celles de tiers. Selon les régions et selon les années ces fonds prennent plus ou moins d'importance, parfois en section de fonctionnement, parfois en section d'investissement.

■ 932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
112	932	932 - 222 - 74631	DGD - AVT TRANSFERT DE COMPETENCES	292 013,00 €
25352		932 - 222 - 74631	DGD CONTRATS AIDES - CNASEA	700 549,00 €
25353		932 - 222 - 74631	DGD - CREDIT VACATION EDUCATION NATIONALE	158 838,00 €
25355		932 - 222 - 74631	DGD - TOS AU 31/08/06	377 523,00 €
25356		932 - 222 - 74631	DGD - ACTIONS SOCIALES AGTS NON TITULAIRES & TITULAIRES	980,00 €
25357		932 - 222 - 74631	DGD - 1% FORMATION TOS & GTOS	26 788,00 €
25358		932 - 222 - 74631	DGD - EMPLOIS VACANTS TOS	352 825,00 €
25359		932 - 222 - 74631	DGD RECRUTEMENT	2 435,00 €
25360		932 - 222 - 74631	DGD CHOMAGE AGENTS NON TITULAIRE & SUPPLEANCE	6 767,00 €
25361		932 - 222 - 74631	DGD AGENTS NON TITULAIRE & EMPLOIS VACANTS TOS AGRICOLES	75 725,00 €
25362		932 - 222 - 74631	DGD- EMPLOIS VACANTS GTOS	55 229,00 €
25363		932 - 222 - 74631	DGD-TOS/GTOS ED° NAT-OPT° AU 31/08/07	5 342 033,00 €
25364		932 - 222 - 74631	DGD-ACTION SOCIALE TITULAIRES AYANT OPTE	15 643,00 €
25365		932 - 222 - 74631	DGD - FRAIS DE CHANGEMENT DE RESIDENCE-TOS	26 134,00 €
25366		932 - 222 - 74631	DGD-TOS AGRIC-Opt° au 31/08/07	395 898,00 €
25367		932 - 222 - 74631	DGD PERSONNELS GTOS AGRIC-OPT° AU 31/08/07	3 775,00 €
25370		932 - 222 - 74631	DGD TOS DETACHES D'OFFICE	3 293 781,00 €
25371		932 - 222 - 74631	DGD ACTION SOCIALES TOS DETACHES D'OFFICE	7 505,00 €
25372		932 - 222 - 74631	DGD 1% FORM° TOS DETACHES D'OFFICE	13 584,00 €
25373		932 - 222 - 74631	DGD-TOS AGRIC. - OPTION AU 31/08/08	224 188,00 €
25375		932 - 222 - 74631	DGD FRAIS DE FONCT PERS AFFAIRES SOCIALES	195,00 €
25388		932 - 222 - 74631	DGD DEPENSES D'ACTION TOS AGRIC AYANT OPTE	726,00 €
25389		932 - 222 - 74631	DGD PRISE EN COMPTE DES EFFETS CONCOURS	11,00 €
25390		932 - 222 - 74631	DGD TOS AGRICOLES DETACHES D'OFFICE	292 514,00 €
25392		932 - 222 - 74631	DGD 1% FORMATION TOS AGRICOLES AYANT OPTE & DETACHES D'OFFICE	1 548,00 €
25493		932 - 222 - 74631	DGD - COMPENSATION POSTES VACANTS TOS ET GTOS 2007	1 765,00 €
44898		932 - 222 - 75888	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS- ASP - CUI-CAE TOS	8 292,00 €
25354		932 - 222 - 74631	DGD - FORFAIT EXTERNAT	302 072,00 €
25348		932 - 27 - 74631	DGD INSTITUT DE FORMATION PARAMEDICALE ET DE SAGE FEMME	3 991 753,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

25349		932 - 27 - 74631	DGD FORMATION INITIALE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX	610 881,00 €
25350		932 - 23 - 74631	DGD-AIDES AUX ETUDIANTS DE FORMATION PARAMEDICALE	609 820,00 €
25351		932 - 23 - 74631	DGD-AIDES AUX ETUDIANTS TRAVAILLEURS SOCIAUX	334 626,00 €
25378		932 - 27 - 74631	DGD REFORME DIPLOME D'ETAT-EDUCATEUR PR JEUNES ENFANTS	102 432,00 €
25379		932 - 27 - 74631	DGD REFORME DE L'AFGSU	28 942,00 €
25380		932 - 27 - 74631	DGD REFORME DIPLOME LMD INFIRMIER	133 630,00 €
26563		932 - 27 - 74631	DGD REFORME DIPLOME D'AMBULANCIER	10 920,00 €
30742		932 - 27 - 74631	DGD REFORME DE L'AFGSU-SAGE FEMME	13 863,00 €
30745		932 - 23 - 74631	DGD-COMPENS° TRANSFERT "CSTI"	56 788,00 €
30748		932 - 26 - 75888	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS - ASP	1 637 855,51 €
37220		932 - 258 - 74631	DGD ORGANISATION DU RESEAU DES CENTRES D'INFORMATION SUR LA VAE	184 395,00 €
37244		932 - 258 - 74631	DGD-LOI FORM PRO DU 05/03/2014	1 860 935,00 €
38588		932 - 26 - 731771	FRACTION TICPE- REFORME APPRENTISSAGE	5 370 500,00 €
38589		932 - 26 - 7454	PSR-REFORME DE L'APPRENTISSAGE	2 571 462,00 €
38595		932 - 26 - 73178	FRANCE-COMPETENCES-FINANCEMENT DES CFA	697 305,00 €
41050		932 - 27 - 74631	DGD DEAES	80 940,00 €
43626		932 - 253 - 773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) OU ATTEINTS PAR LA DECHEANCE QUADRIEN	314 888,88 €
44756		932 - 252 - 74771	FSE-QUALIFICATION PROFESSIONNELLE POUR TOUS	2 100 000,00 €
44810		932 - 252 - 74771	FSE-PASS LANGUES	1 000 000,00 €
44897		932 - 255 - 75888	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS – ASP REM STAGIAIRE	2 831,36 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 932 :				33 694 103,75 €

Dotations générales de décentralisation :

Les dotations générales de décentralisation sont des dotations qui ont été attribuées aux collectivités suite à la décentralisation, pour compenser les nouvelles compétences transférées. Ces dotations font l'objet d'un versement globalisé avec une affectation transversale au budget régional.

Pour 2025, son montant reste figé au niveau de 2021 suivant la loi de finances initiale pour 2022, soit 33 758 721,00 €.

Produits exceptionnels divers – ASP - CUI-CAE TOS :

Au titre de la convention signée le 26 novembre 2012 entre la région et l'ASP pour le versement de l'aide du Conseil régional de la Guadeloupe CUI-CAE TOS, un solde de crédit non utilisé de 8 292 € sera restitué à la région en 2025.

Produits exceptionnels divers - ASP - Prime régionale aux employeurs d'apprentis - l'indemnité compensatrice forfaitaire :

Pour la prime régionale aux employeurs d'apprentis, il subsiste un solde de ~~crédit non utilisé de 1 634 586,76 €~~ au titre de la convention signée le 19 juin 2020 entre la région et l'ASP.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Sur le marché relatif au versement de l'indemnité compensatrice forfaitaire aux employeurs d'apprentis, il subsiste un solde de crédit non utilisé de 3 268,75 € au titre de la convention signée le 16 juin 2013 entre la région et l'ASP.

Ces deux régularisations sont prises en compte dans le projet de budget pour 1 637 855, 51 €.

Fraction TICPE- Réforme apprentissage :

Suite à la mise en œuvre de la réforme de l'apprentissage prévue par la loi n° 2018-771 pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018, qui a transféré la compétence aux branches professionnelles, les nouvelles recettes attribuées à compter de 2020 est constituée une compensation financière relative à la recentralisation de la compétence apprentissage, versée sous la forme d'une part de produit de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).

Le montant notifié en 2024 est reconduit à l'identique pour 2025, y compris la compensation liée aux primes d'apprentissage versée aux employeurs, pour un montant de 5 370 500 €.

PSR-Reforme de l'apprentissage :

Les recettes attribuées depuis 2020 suite à la mise en œuvre de la réforme liée à la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel (LCAP) sont reconduites au budget primitif 2022 par rapport aux montants notifiés en 2021. Ce montant prend la forme d'un prélèvement sur recettes sur le budget général de l'Etat pour de soutien à l'apprentissage.

La région est bénéficiaire d'un montant de 2 571 462 € en 2025.

France-Compétences - Financement des CFA :

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, les régions reçoivent deux dotations pour le financement des CFA, l'une en investissement et l'autre en fonctionnement (fonds de soutien).

En application de l'article L.6123-5 du code du travail let notamment de son 3°, France compétences est chargée de répartir l'ensemble des fonds mutualisés de la formation et de l'alternance. Conformément à l'article R. 6123-25 du code du travail, le versement des montants mentionnées au a du 5° du I du même article, pour le financement respectif des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement des centres de formation d'apprentis (CFA) et justifiés par des besoins d'aménagement du territoire et de développement économique, doit être effectué en intégralité avant le 1er juin de chaque année.

Pour 2025, le montant de la répartition de l'enveloppe fonctionnement prévue à l'article L. 6211-3 du code du travail à la région a été fixé au montant perçu en 2024, soit 697 305,00 €.

Un ajustement interviendra après la notification par France compétence de la répartition du fonds.

FSE - Qualification professionnelle pour tous :

Le 26 août 2024, la région a sollicité l'obtention d'un financement européen au titre du programme FEDER-FSE+ 2021-2027 Région Guadeloupe Fonds Social Européen + pour le projet intitulé « Aide à la formation pour la montée en compétences (AFMC) ».

Une convention attributive d'une aide européenne n° GPE005288 – P04 – ESOS4.7 – TA4.4.7.1 a été signé le 14 janvier 2025 et l'aide prévisionnelle du Fonds Social Européen + s'élève à un montant de 2 151 922,48 euros maximum, soit un taux 85,00 % maximum du coût total éligible de l'opération.

Il est proposé d'inscrire 2 100 000 € au projet de budget 2025.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

FSE - Pass langues :

Le 2 janvier 2025, la région a été informé d'une réponse favorable à la demande d'aide européenne déposée au titre de la mesure 4.7 du FSE +. La convention n° GPE007462 - P04 - ESO4.7 - TA4.4.7.1 - « Pass Langues 2024 », signée le 10 janvier 2025 pour un montant de 3 017 029,78 €, permet à la région d'inscrire à titre prévisionnelle une recette de 1 000 000 € au projet de budget de 2025.

Produits exceptionnels divers - ASP - Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle :

Au titre de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle confiée à l'ASP par une convention signée le 7 mai 2008, la région enregistrera un reversement de 2 831,36 € de l'ASP.

■ 933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
22865	933	933 - 312 - 74631	DGD - POSTES VACANTS PERSONNEL INVENTAIRE	26 238,00 €
25377		933 - 312 - 74631	DGD INVENTAIRE GENERAL DU PATRIMOINE CULTUREL	82 951,00 €
32119		933 - 311 - 74718	SUBVENTIONS DAC – MINISTERE DE LA CULTURE	15 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 933 :				124 189,00 €

Subventions Direction des affaires culturelles (DAC) :

Il s'agit d'une subvention de 15 000 € du Ministère de la culture notifiée le 14 novembre 2024 sous la référence DAC/2024-278 et qui concerne la 2ème édition du salon régional du livre.

■ 935 - Aménagement des territoires et habitat

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
44682	935	935 - 57 - 74772	FEDER - CHEQUE TIC ASP	200 000,00 €
39695		935 - 57 - 75813	REDEVANCES CABLE ILES DU SUD	460 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 935 :				660 000,00 €

FEDER – Chèque TIC ASP :

Par délibération n° CR/23-317 du 8 juin 2023, la commission permanente de la région a approuvé le plan de financement de l'opération « Chèques TIC ». La convention attributive de l'aide européenne a été signée le 18 octobre 2024 et prévoit que l'opération « Dispositif Chèque TIC V2 » présentée consiste à financer aussi une prestation de gestion du dispositif « Chèque TIC ».

La gestion du dispositif est déléguée à l'Agence de Services et de Paiement (ASP) qui a déjà fait remonter des dépenses qui pourront être intégrées dans un prochain appel de fonds.

Il est proposé d'inscrire une recette de 200 000 € au projet de BP 2025.

Redevances câble îles du sud :

La recette de 460 000 € correspond les redevances payées par les opérateurs de télécommunications - Orange et Xp fibre - utilisant le câble sous-marin des îles du Sud, propriété de la région.

936 - Action économique

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
42457	936	936 - 6312 - 74718	PAC 23-27 ACTION 23 TRANSFERTS AUX CONSEILS REGIONAUX - FEADER	935 730,00 €
43521		936 - 65 - 74771	FSE - SOUTIEN A L'ESS	500 000,00 €
43633		936 - 64 - 7574	SUBVENTIONS ATOUT FRANCE - PROJET CONCOURS KARUKERA GOURMET CHALLENGE	28 000,00 €
44899		936 - 61 - 75888	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS ASP	384 515,72 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 936 :				1 848 245,72 €

PAC 23-27 – FEADER - Action 23 transferts aux conseils régionaux :

Par arrêté du 22 mars 2024, l'Etat a transféré à la région une subvention de 935 730 € imputée sur les crédits ouverts au programme 149 (0149-C001) – Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, action 23 – PAC 23-27 transfert au conseils régionaux, domaine fonctionnel 0149-23-10.

Il est proposé d'inscrire cette recette au projet de BP 2025 pour 935 730 €.

FSE - Soutien A L'ESS :

La région a vocation à piloter, animer et mettre en œuvre la politique régionale en matière d'économie sociale et solidaire. Pour ce faire, elle a sollicité un co-financement du FSE+ pour favoriser la structuration de l'ESS, consolider l'écosystème d'accompagnement et renforcer l'animation territoriale.

La conférence régionale de l'ESS initialement prévue en 2024 se tiendra en 2025 et viendra célébrer les 10 ans de la loi ESS. Des effectifs entièrement affectés aux projets et à l'élaboration de la stratégie régionale pour une économie plus inclusive et solidaire sont mobilisés. Cela permettra de mobiliser le FSE+ à hauteur de 85% sur la base des dépenses de personnel auxquelles s'appliquent les options de coûts simplifiés. La demande a été faite sur la base de la délibération n° CR/24 757 du 16 décembre 2024 de la commission permanente de la région approuvant la mobilisation du FSE+ dans le cadre du PO 21-27 pour un montant de 1 086 501,76 € soit 85% du coût total éligible au titre de la période 2024-2025.

Une première tranche de la recette programmée est proposée au projet de BP 2025 pour 500 000 €

Subventions ATOUT FRANCE - Projet concours KARUKERA GOURMET Challenge :

Atout France a été chargé par l'Etat dans le cadre d'une convention signée en 2023 de déployer un dispositif d'ingénierie dont l'objectif est de valoriser et renforcer une offre d'ingénierie touristique pour les territoires. Dans ce contexte, un appel à manifestation d'intérêt intitulé « Tourisme et Gastronomie – Villages Gastronomiques 2023 – 2024 » a été lancé le 16 novembre 2023 visant à sélectionner des projets répondant à ces attentes et objectifs.

A l'issue de l'analyse des projets, le projet du Bénéficiaire, dont la candidature a été déposée le 21 décembre 2023, a été retenu par le jury de l'Appel à manifestation qui s'est réuni le 12 février 2024.

Dans sa délibération n° CR/24-222 du 30 mai 2024, la région a approuvé le règlement du concours Karukéra Gourmet Challenge – le Meilleur chef des Îles de Guadeloupe.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Une subvention d'un montant maximum de 40 000 € a été allouée à la région suivant une convention du 23 juillet 2024 afin de soutenir la réalisation du projet.

Dans l'attente des remontées de dépenses pour justifier le solde de la subvention, il est proposé d'inscrire une recette de 28 000 € au projet de BP 2025.

Autres produits exceptionnels ASP – Régularisation des opérations NACRE et DACRE :

Au titre du solde de la convention NACRE signée le 11 avril 2017 entre la région et l'ASP, il reste un reliquat de crédit non utilisé de 268 630,24 € que l'ASP reversera à la région.

Au titre du solde de la convention DACRE signée le 15 février 2019 entre la région et l'ASP, il reste un reliquat de crédit non utilisé de 115 885,48 € que l'ASP reversera à la région.

Le montant de recette de 384 515,72 € est inscrit au projet de BP 2025.

■ 937 – Environnement

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
42344	937	937 - 758 - 74771	FSE - CHEQUES ENERGIE	200 000,00 €
44669		937 - 758 - 773	MANDATS ANNULES REVERSEMENT ASP CHEQUE ENERGIE	1 500 000,00 €
44671		937 - 7211 - 74718	ADEME-ANIMATION FILIERE REP	173 500,00 €
44672		937 - 76 - 7088	REPROGRAPHIE ATLAS DES PAYSAGES CFC	393,35 €
44685		937 - 71 - 74772	FEDER-INTERREG SARGCOOP	590 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 937 :				2 463 893,35 €

FSE - Chèques énergie :

Cette recette correspond au solde de la subvention du Fonds Social Européen relative au dispositif des chèques énergie, non inscrite sur les exercices budgétaires antérieurs. Elle sera perçue après la clôture administrative des opérations actuellement en cours.

Mandats annules - Reversement ASP - Chèque énergie :

Une recette de 1 500 000 € est attendue suite à l'identification d'un trop-versé à l'Agence de Services de Paiement (ASP) dans le cadre de l'opération intitulée « Coup de pouce énergie » qui s'inscrit dans le cadre du programme SAFE de la Commission européenne.

Cette somme de 1 500 000 €, précédemment mandatée en excès, sera reversée à la région au cours de l'année 2025.

ADEME-Animation filière REP :

Le 14 novembre 2024, la région a signé avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) une convention de financement portant sur une contribution de 173 500 € pour le projet de « Chargée de mission filières « Responsabilité Elargie des Producteurs » (REP) sur une période au total de 36 mois.

Ce financement s'inscrit dans la mise en œuvre du Contrat de Convergence et de Transformation 2024-2027 (N°24GAG0001).

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

L'Aide attribuée d'un montant maximum de 173 500,00 euros est calculée comme indiqué ci-après :

- Pour Le forfait chargé de mission : Une Aide maximum de 103 500,00 euros, basée sur un forfait par ETPT/an pour les chargés de missions de 34 500,00 €/ETPT/an appliqué à 3 ETPT sur la durée du projet.
- Pour Les autres dépenses de fonctionnement : Une Aide prévisionnelle déterminée par application d'un taux d'aide de 100 % sur les dépenses éligibles à justifier, soit un montant maximum de 60 000,00 euros.
- Pour Les dépenses d'équipements liés à la création de poste : Une Aide prévisionnelle déterminée par application d'un taux d'aide de 100 % sur les dépenses éligibles à justifier, soit un montant maximum de 10 000,00 euros.
- Reprographie Atlas des paysages CFC : 393,35 €.

Il convient de prendre en compte cette recette de 173 500 € au projet de BP 2025.

FEDER-INTERREG SARGCOOP II :

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme SARGCOOP II, cofinancé par l'Union européenne à hauteur de 75,93 % au titre de la Priorité 2 3Une Caraïbe plus verte, plus résiliente et à faible émission de Carbone » - OS 7 3Environnement et biodiversité », il est impératif d'assurer 590 000 euros de recettes en 2025. Cet engagement repose sur une estimation précise des financements mobilisables à partir des différentes sources de financement éligibles au Fonds Européen de Développement Régional (FEDER).

Les recettes attendues proviennent des éléments suivants :

- Avance FEDER de démarrage du projet SARGCOOP : 20 % de la participation régionale (1 785 632,99 €), soit 357 126,60 € financés à hauteur de 75,93 %, soit 271 166,23 €.
- COPIL de lancement du programme (26-28 mars 2025) : Coût total de 85 000 €, dont 75,93 % sont pris en charge, soit 64 540,50 €.
- Salaire du chef de projet : 3 500 € par mois sur 12 mois, soit 42 000 € financés à 75,93 %, soit 31 890,60 €.
- Contrepartie FEDER de l'Assistance technique : Coût total de 37 000 €, financé à 75,93 %, soit 28 094,10 €.
- Avance sur l'Assistance technique, administrative et financière : 30 % d'un montant total de 450 000 €, soit 135 000 €, financés à 75,93 %, soit 102 505,50 €.
- Avance sur le marché communication : 30 % d'un montant total de 195 000 €, soit 58 500 €, financés à 75,93 %, soit 44 540,50 €.

Grâce à l'optimisation des ressources et à une gestion rigoureuse des fonds, cet objectif de percevoir 590 000 € est pleinement atteignable.

■ 938 – Transports

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
22866	938	938 - 842 - 74631	DGD POSTES VACANTS DDE	62 692,00 €
22867		938 - 842 - 74631	DGD INDEMNITE POUR SERVICE FAIT PERS DDE	420 374,00 €
22869		938 - 842 - 74631	DGD DEPENSES DE FORMATION PERS DDE	15 257,00 €
22870		938 - 842 - 74631	DGD CHARGES DE VACATION PERSONNEL DDE	11 828,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

22871		938 - 842 - 74631	DGD VACANTS INTERMEDIAIRES PERS DDE	115 165,00 €
22872		938 - 842 - 74631	DGD VACANTS PERSONNELS DDE	140 880,00 €
22873		938 - 842 - 74631	DGD DEPENSES DE FONCT PERSONNELS DDE	495 802,00 €
24326		938 - 842 - 74631	DGD AJUSTEMENT PERS EQUIPEMENT VACANT	62 720,00 €
24327		938 - 842 - 74631	DGD PERSONNEL DDE AYANT OPTÉ AU 31/08/08	6 172 580,00 €
25394		938 - 842 - 74631	DGD ACTION SOC TITULAIRES RNIL AYANT OPTÉ	15 891,00 €
25395		938 - 842 - 74631	DGD CLAUSE DE SAUVEGARDE AU TITRE DES EMPLOIS DISPARUS DES RNIL	173 659,00 €
28192		938 - 842 - 74631	DGD-CHARGES DE VACATION-SERV PARCS EQUIPT	1 501,00 €
28193		938 - 842 - 74631	DGD-VACANTS INTERMEDIAIRES-SERV PARCS EQUIPT	12 951,00 €
28194		938 - 842 - 74631	DGD-PERSONNEL SERV PARCS EQUIPT-OPT° 31/08/11	100 090,00 €
28195		938 - 842 - 74631	DGD-ACT° SOC PERS SERV PARCS EQUIPT-OPT° 31/08/11	219,00 €
29494		938 - 842 - 74631	DGD-PERS PARCS EQUIPT-OPT° 31/08/12&01/01/13	105 026,00 €
30743		938 - 842 - 74631	DGD-PERS SERV PARCS EQUIPT-OPT° 31/12/12&2014	123 920,00 €
30744		938 - 842 - 74631	DGD-ACT° SOC PERS PARCS EQUIPT-OPT° 31/12/12&2014	454,00 €
33256		938 - 842 - 74631	DGD-ACT° SOC PERS PARCS EQUIPT-OPT° 01/01/16	659,00 €
36078		938 - 842 - 70388	PRODUITS AMENDES - RADARS	65 000,00 €
22845		938 - 842 - 74631	DGD ROUTES	5 773 978,00 €
35776		938 - 81 - 74751	PARTICIPATION DES EPCI AU TRANSPORT SCOLAIRE	1 500 000,00 €
41019		938 - 842 - 74771	FSE - MISE EN OEUVRE MARCHE SIAE TRAVAUX AMENAGEMENT ESPACES VERTS	1 280 049,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 938 :				16 650 695,00 €

Produits des amendes et des radars :

Les modalités de répartition du produit des amendes sont établies, entre les collectivités concernées et l'État, elles relèvent des dispositions de la loi de finances. Actuellement, elles sont fixées par l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006. Ainsi, un certain nombre de collectivités sont d'ores et déjà bénéficiaires des recettes issues du contrôle automatisé. S'agissant des amendes forfaitaires, elles sont en effet affectées, dans la limite de 64 millions d'euros, aux départements, aux métropoles, à la collectivité territoriale de Corse et aux régions d'outre-mer afin de financer des opérations contribuant à la sécurisation de leur réseau routier dans les conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

Le montant annuel de la part produit des radars revenant à la région est estimé à 65 000 €.

Participation des EPCI au transport scolaire :

Cette recette de 1 500 000 € correspond au reversement de la part familiale par les Autorités organisatrices de second rang en compensation du transport scolaire assuré par la Région. Elle correspond à 40% du coût réel du service. Pour cet exercice budgétaire elle est estimée sur la base des montants perçus l'année précédente et sera ajustée en fonction des effectifs réels et des circuits effectivement réalisés.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Le projet de BP 2025 enregistre ce reversement de la part familiale des AO2 de transport.

FSE - Mise en œuvre marche SIAE – Travaux d'aménagement des espaces verts :

Cette recette de 1 280 049 € concerne les travaux d'aménagement et d'entretien réalisés sur les giratoires situés sur les routes nationales.

Plan de financement

FSE (85%)	3 017 500 €
REGION	532 500 €
TOTAL	3 550 000 €

Le pré dépôt du dossier a été effectué pour une demande de financement Européen 2021-2027 au titre du FSE+ - Priorité 1 - Objectif spécifique H : Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés.

Une première demande de paiement est envisagée dès la signature de la convention FSE. Une demande a été faite auprès du Département et une première rencontre avec les services instructeurs nous a permis de vérifier l'éligibilité des dépenses. La région attend le lancement de l'appel à projet du Département pour valider le dossier.

Les recettes à percevoir sur dépenses déjà réalisées en 2024 s'élèvent à 1 097 226 €. Les recettes à percevoir sur dépenses à réaliser en 2025 avant octobre (hypothèse basse) sont évaluées à 182 823 €.

Le total des recettes inscrites au projet de BP 2025 s'élève à 1 280 049 €.

■ 940 - Impositions directes

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
29482	940	940 - 01 - 732222	FONDS DE SOLIDARITE REGIONAL (FSR)	3 200 000,00 €
39001		940 - 01 - 73114	IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RESEAU (IFER)	2 455 000,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 940 :				5 655 000,00 €

Fonds de solidarité régional (FSR) :

La loi de finances pour 2022 a introduit un fonds de solidarité pour assurer une péréquation entre les Régions. Son montant est assis sur la dynamique de la fiscalité régionale (IFER, cartes grises), de la fiscalité transférée (fraction de TVA) et des concours financiers de l'Etat (DCRTP), un indice synthétique de reversement étant ensuite appliqué. Celui-ci est basé sur quatre critères pondérés, fixés par la loi à savoir la population, la densité, le revenu par habitant et le nombre d'enfants âgés de 15 à 18 ans.

L'anticipation de la contribution régionale au fonds de solidarité est estimée à 3 200 000,00 € pour 2025.

Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) :

Les IFER relatives aux répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre (télécommunications) et au matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour les opérations de transport de voyageurs ont été affectées par la loi aux Régions.

Pour la région, le montant des IFER devrait s'élever à 2 455 000 € (dont 118 446 pour l'IFER « Géothermie ») pour 2025.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

■ 941 - Autres impôts et taxes

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
145	941	941 - 01 - 7342	TAXE SUR LES CARBURANTS	55 000 000,00 €
1316		941 - 01 - 73433	TAXE D'EMBARQUEMENT SUR LES PASSAGERS	1 500 000,00 €
25467		941 - 01 - 73432	TAXE ADDITIONNELLE A L'OCTROI DE MER	100 000 000,00 €
30703		941 - 01 - 73153	TAXE SUR IMMATRICULATIONS DES VEHICULES	10 000 000,00 €
33337		941 - 01 - 73178	TICPE ART 38 -LOI MAPTAM – LFI 2016	2 500 000,00 €
39000		941 - 01 - 7352	FRACTION COMPENSATOIRE DE LA CVAE	42 535 493,00 €
39687		941 - 01 - 7358	FRACTION DE TVA - LFI 2017	10 627 000,00 €
43629		941 - 01 - 73411	MAJORATION DU DROIT DE CONSOMMATION SUR LES ALCOOLS	2 000 000,00 €
31861		941 - 01 - 731774	RESSOURCES FORMAT° PROF. ET APPRENTISSAGE	11 603 568,00 €
43474		941 - 01 - 73178	TICPE IFSI ART.133_XV LFI 2024	1 184 995,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 941 :				236 951 056,00 €

Taxe sur les carburants :

Il s'agit de la part régionale de la fraction de l'accise sur les énergies perçues sur les gazoles et essences en Outre-mer (Cf. Article 312-1 du code des impositions des biens et services et les articles L.4434-2 à L.4434-3 du CGCT).

Le montant prévisible inscrit au projet de BP pour 2025 est de 55 000 000 €. Il sera ajusté en fonction des encaissements réels constatés.

Taxe d'embarquement sur les passagers :

L'article 285 ter du code des douanes dispose :

« Qu'il est institué au profit des régions de Guadeloupe, de la collectivité de Guyane, de la collectivité de Martinique et de la région Réunion une taxe due par les entreprises de transport public, aérien et maritime. Les tarifs de cette taxe peuvent être modulés selon le mode de transport utilisé et la distance parcourue. Ils sont fixés par chaque conseil régional dans la limite de 4,57 euros par passager ».

Cette taxe d'embarquement aérien et maritime demeure inchangée depuis plusieurs années :

- Pays de la Caraïbes : 0,00 €
- Autres pays : 4,57 €

Le montant prévisible inscrit au projet de BP pour 2025 est de 1 500 000 €. Il sera ajusté en fonction des encaissements réels constatés.

Taxe additionnelle a l'octroi de mer :

L'article 37 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 dispose :

- « I - que les conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la région, un octroi de mer régional ayant de la même assiette que l'octroi de mer.

Accusé de réception en préfecture
07/12/2024 10:25:04
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

- « II - les taux de l'octroi de mer régional ne peuvent excéder 2,5% (taux actuellement applicable en Guadeloupe) ».

Le produit de l'octroi de mer régional pour 2025 est estimé à 100 000 000 €. Il sera ajusté en fonction des encaissements réels constatés.

Taxe sur immatriculations des véhicules :

Elle est exigible dès lors que les certificats d'immatriculation sont délivrés à une personne ou à un établissement situé dans le ressort territorial de la région.

Le plafond actuel, défini en loi de finances, est fixé à 60 € par cheval fiscal.

Le taux unitaire de la taxe régionale sur l'immatriculation des véhicules a demeuré inchangé à 41 € par cheval fiscal depuis de nombreuses années.

L'impact massif et durable des mesures envisagées par l'Etat dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025, conduit les régions à solliciter ce seul levier fiscal dont elles disposent pour atténuer le choc, de façon très partielle, et ainsi maintenir le service public régional. L'ensemble des régions ont ainsi augmenté en 2024 et / ou en 2025 leur tarif.

Pour ce qui est de notre collectivité, il est proposé de procéder à une actualisation du tarif à 50 € par cheval fiscal, à compter du 1er juillet 2025, soit une évolution de 9 €/cv comparativement au tarif actuellement en vigueur (41 €).

Il est à noter que depuis la loi de finances pour 2020, les véhicules dont la source d'énergie est exclusivement l'électricité, l'hydrogène ou une combinaison des deux sont exonérés en totalité de la taxe sur les certificats d'immatriculation.

Le produit de la taxe régionale sur les certificats d'immatriculation est anticipé à 10 000 000 € pour 2025. Il sera ajusté en fonction des encaissements réels constatés.

TICPE art 38 - Loi MAPTAM – LFI 2016 :

L'article 38-1 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 prévoit l'affectation d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques en compensation des transferts de compétences résultant de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation et l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Le montant de la part de la TICPE revenant à la région est estimé à 2 500 000 € pour 2025 au projet de BP 2025.

Fraction DE TVA compensatoire de la CVAE

Depuis 2021, au titre du remplacement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), d'une valeur figée en 2020, de laquelle a été déduite le fonds de péréquation des ressources régionales. Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), désormais indexée sur l'évolution de la TVA, a été intégrée au sein de cette fraction de TVA.

Dans le contexte national de déficits publics, le projet de loi de finance (PLF) 2025 prévoit une mesure exceptionnelle de gel de TVA allouée aux collectivités en 2025. Plus exactement, à compter de 2025, la TVA reversée aux collectivités reposera sur la TVA N-1 de l'Etat, non plus N ce qui aura pour effet de priver continuellement la région de la dernière année de croissance de TVA nationale.

Compte tenu du gel de l'évolution de cette ressource, le montant de cette fraction de TVA prévu au projet de BP 2025 est de 42 535 493 €. Il sera ajusté en cours d'exercice en fonction

fraction de TVA prévu au projet de
Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de transmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Fraction de TVA - LFI 2017

Depuis 2018, La région perçoit une fraction de TVA nationale au titre du remplacement de la dotation globale de fonctionnement (DGF). Cette fraction évoluait en fonction de la dynamique de TVA nationale sachant que l'assiette n'est pas territorialisée.

Dans le contexte national de déficits publics, le projet de loi de finance (PLF) 2025 prévoit une mesure exceptionnelle de gel de TVA allouée aux collectivités en 2025. Plus exactement, à compter de 2025, la TVA reversée aux collectivités reposera sur la TVA N-1 de l'Etat, non plus N ce qui aura pour effet de priver continuellement la région de la dernière année de croissance de TVA nationale.

Pour tenir compte de cette mesure, l'inscription budgétaire de la TVA cette fraction de TVA prévu au projet de BP 2025 est stable par rapport à la prévision d'exécution 2024, soit 10 627 000 €. Il sera ajusté en cours d'exercice en fonction du montant notifié par l'Etat.

Accise sur les alcools - Majoration du droit de consommation sur les alcools :

La majoration du produit de l'accise sur les alcools applicable en outremer est prévue à l'article L. 313-30 du Code des impositions sur les biens et services et déterminée par l'article L. 4434-1 du code général des collectivités territoriales. Le taux des droits assimilés au droit d'octroi de mer pour les rhums et spiritueux fabriqués et livrés à la consommation locale en Guadeloupe est de 76,22 € par HAP

Elle est recouvrée par le SIE Caraïbe de Martinique en lieu et place des services de la douane avant d'être versée à la région.

Elle s'impute au compte 73411 – Taxe sur les rhums en M57. Une subdivision du compte permet d'inscrire une recette prévisionnelle de 2 000 000 €.

Le conseil régional fixera le tarif de la majoration de l'accise sur les alcools à 76,22 € par HAP pour 2025.

Ressources de la formation professionnelle et apprentissage :

Les ressources de la formation professionnelle et apprentissage sont reconduites en 2025 pour un montant de 11 603 568 €.

Un ajustement interviendra en cours d'année lors de la notification à la région de cette ressource.

TICPE IFSI art.133 - XV LFI 2024 :

En raison de la réforme des impôts de production ayant entraîné une diminution des frais de gestion de CFE et de CVAE reversée aux régions, l'article 133. XV de la Loi de Finance Initiale pour 2024 est venu réformer cette compensation.

Il s'agit d'une taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) attribuée aux régions pour le financement de nouvelles places en institut de formation en soins infirmiers (IFSI) - Article 112.IV de la loi de finances pour 2023, modifié par l'article 133. XV de la loi de finances pour 2024.

Depuis 2024, la région encaisse une part fixe de l'accise sur les énergies, Il vous est donc proposé de reconduire pour le BP 2025 ce montant identique à celui voté et perçu en 2024, soit 1 184 995 €.

■ 942 - Dotations et participations

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
38630	942	942 - 01 - 744	FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA - FCTVA	1 094 208,72 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 942 :				1 094 208,72 €

Fonds de compensation de la TVA – FCTVA :

La région bénéficie d'un remboursement de TVA calculé sur la base des dépenses réalisées éligibles l'année N-1 à partir d'un taux égal à 16,404 %. Seules sont éligibles les dépenses réelles d'entretien des bâtiments publics imputées en section de fonctionnement grevées de TVA, liée à une activité non assujettie à la TVA.

Le montant prévu au projet de BP 2025 est de 1 094 208,72 €. Il sera ajusté en fonction de la notification de l'Etat.

■ 943 - Operations financières

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
30707	943	943 - 01 - 7688	INTERETS DES PRETS ET CREANCES - AVANCES REMBOURSABLES	96 501,72 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 943 :				96 501,72 €

Intérêts des prêts et créances - Avances remboursables :

Il s'agit des intérêts calculés pour le remboursement de prêts et avances accordés par la région, soit 96 501,72 €

■ 946 - Transferts entre les sections

LC	CHAPITRE	IMPUTATION	LIBELLÉ LC - RECETTES	PROPOSITION BP 2025
21802	946	946 - 01 - 777	QUOTE PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU RESULTAT DE L'EXERCICE	181 084 896,00 €
PROPOSITION DE RECETTES AU CHAPITRE 946 :				181 084 896,00 €

Ce compte 777 enregistre à son crédit le montant des subventions inscrites en recette aux comptes 131 et 133, viré au résultat de l'exercice, par le débit du compte 139 « Subventions d'investissement transférées au compte de résultat ».

Les subventions et fonds sont dits « transférables » lorsqu'ils sont repris dans le résultat par opposition aux subventions et fonds « non transférables » qui subsistent durablement au bilan. Les subventions et fonds sont ainsi qualifiés lorsqu'ils servent à réaliser des immobilisations qui sont amorties (y compris les subventions d'équipement versées).

Les subventions d'équipement transférables sont imputées au compte 131. Elles doivent faire chaque année l'objet d'une reprise à la section de fonctionnement et disparaître ainsi du bilan parallèlement à l'amortissement de l'immobilisation. La reprise annuelle est constatée au débit du compte 1391 par le crédit du compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat » (opération d'ordre budgétaire). La subvention est amortie sur le même nombre d'années que le bien et à partir du même point de départ (cas des subventions versées par anticipation ou à postériori).

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

PARTIE V - EQUILIBRE GENERAL DU PROJET DE BUDGET PRIMITIF POUR 2025

Le projet de budget primitif pour 2025 s'équilibre, en mouvements budgétaires, en recettes et en dépenses à **974 192 166,01 €**.

I - Le budget primitif 2025 en mouvements budgétaires

LIBELLE	DELIBERATION EN COURS MESURES NOUVELLES BP 2025	
	DEPENSES	RECETTES
SECTION D'INVESTISSEMENT	467 418 511,75 €	467 418 511,75 €
SECTION DE FONCTIONNEMENT	506 773 654,26 €	506 773 654,26 €
TOTAL DU BUDGET	974 192 166,01 €	974 192 166,01 €

II - Le budget primitif 2025 en mouvements réels et mixtes

LIBELLE	DELIBERATION EN COURS MESURES NOUVELLES BP 2025	
	DEPENSES REELLES ET MIXTES	RECETTES REELLES ET MIXTES
SECTION D'INVESTISSEMENT	274 333 615,75 €	192 768 710,22 €
SECTION DE FONCTIONNEMENT	244 123 852,73 €	325 688 758,26 €
TOTAL DU BUDGET	518 457 468,48 €	518 457 468,48 €

III. Le budget primitif 2025 en mouvements d'ordre

LIBELLE	DELIBERATION EN COURS MESURES NOUVELLES BP 2025	
	DEPENSES D'ORDRE	RECETTES D'ORDRE
SECTION D'INVESTISSEMENT	193 084 896,00 €	274 649 801,53 €
SECTION DE FONCTIONNEMENT	262 649 801,53 €	181 084 896,00 €
TOTAL DU BUDGET	455 734 697,53 €	455 734 697,53 €

En conséquence je vous demande :

1 - De voter en 2025 les taux des contributions fiscales :

TAUX DES CONTRIBUTIONS FISCALES 2025	TAUX
Fraction de l'accise sur les énergies perçues sur le gazoles et essences en Outre-mer	
- Super sans plomb	49,937 € / hl
- Gazole	28,090 € / hl
Taxe sur les permis de conduire	0,00 €
Taxe sur les cartes grises (tarif applicable au 1 ^{er} juillet 2025)	50 € / cv
Majoration applicable en Outre-mer de l'accise sur les alcools	76,22 €/hap
Taxe additionnelle à l'octroi de mer - Octroi de mer régional (OMR)	2,5 %
Taxe d'embarquement aérien et maritime	
- Pays de la Caraïbes	0,00 €
- Autres pays	4,57 €

2- D'adopter le budget primitif 2025, présenté dans le rapport et les documents annexés, par chapitre selon le mode de vote par fonction, conformément au document budgétaire et comptable annexé tel qu'il a été décidé par les élus régionaux et prévu par la nomenclature budgétaire et comptable M.57 adoptée par la délibération n° AP/22-1531 du 22 décembre 2022 du conseil régional relative au passage au référentiel M.57 au 1^{er} janvier 2023.

3- D'approuver le tableau des effectifs figurant en annexe IV-D1, en autorisant le cas échéant, le recrutement d'agents contractuels au titre de l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

4. -D'affecter les ressources du FRDE au financement d'investissements contribuant au développement économique, à l'aménagement du territoire et au désenclavement, sous maîtrise d'ouvrage de la région.

5- de donner mandat à la commission permanente du conseil régional pour :

- Affecter, dans le cadre des autorisations votées au budget primitif 2025, des autorisations de programme (AP) et des autorisations d'engagement (AE), aux propositions inscrites dans la maquette budgétaire et de donner délégation à la commission permanente pour modifier ces affectations ;
- Répartir et individualiser les crédits de paiement (CP) globalisés des sections d'investissement et de fonctionnement du budget régional ;
- Procéder, examiner et individualisé, au cas par cas, les crédits nécessaires pour permettre l'admission en non-valeur des titres de recettes qui seraient devenus irrécouvrables ;
- Procéder à toute affectation, si nécessaire, des recettes prévisionnelles proposées au budget de l'exercice 2025.

6- de donner mandat au président du conseil régional pour :

- Procéder, en tant que de besoin, à tous virements de crédit de chapitre de la section d'investissement et de fonctionnement dans la limite de **7,5 %** des dépenses réelles de chaque section du budget régional ;

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

- Procéder, en tant que de besoin, à tous virements de crédit d'article à article à l'intérieur de chacun des chapitres de la section d'investissement et de fonctionnement du budget régional ;
- Engager, liquider, ordonnancer et mandater les crédits mis à la disposition des conseils consultatifs régionaux (CESER et CCEE) pour leur fonctionnement et d'une manière générale, signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de leurs dépenses ;
- Négocier, contractualiser, signer et mobiliser, en cas de besoin, le volume d'emprunt autorisé de 34 343 400 € auprès de divers organismes bancaires, financiers et assimilés sans recourir à d'autres délibérations du conseil régional ;
- Procéder au remboursement du préfinancement des subventions européennes octroyé par l'Agence Française de Développement (AFD) ;
- Prononcer les admissions en non-valeur des créances d'un seuil fixe à 200 € en application du décret n° 2023-523 du 29 juin 2023 ;
- Prendre les actes nécessaires afin de poursuivre les apurements budgétaires nécessaires en liaison avec le payeur régional pour purger des opérations relatives aux travaux pour compte de tiers pour des anciennes opérations.
- D'une façon générale, prendre et signer tous les actes ou décisions de nature à permettre l'engagement et l'exécution du budget primitif 2025.

Je vous serais obligé de bien vouloir délibérer sur ces propositions.

**Le président du conseil régional
Ary CHALUS**

PARTIE VI – ANNEXES – RECAPITULATIF DE MESURES NOUVELLES 2025

ANNEXES 1 – Les recettes nouvelles du BP 2025 – Répartition par enveloppe (en mouvements budgétaires)

*Pour la section d'investissement

9005 - GESTION DES FONDS EUROPEENS				39 826 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
052	13172	42111	FEDER	3 000 000,00 €
052	13172	42118	FEDER	4 000 000,00 €
052	13172	42126	FEDER	2 000 000,00 €
052	13172	42129	FEDER	5 000 000,00 €
052	13172	42131	FEDER	4 000 000,00 €
052	13172	42134	FEDER	8 000 000,00 €
052	13172	42135	FEDER	3 000 000,00 €
052	13172	42149	FEDER	10 000 000,00 €
052	13172	42183	FEDER	206 500,00 €
052	13172	42196	FEDER	206 500,00 €
052	13172	42210	FEDER	206 500,00 €
052	13172	42222	FEDER	206 500,00 €
Total 9005 - GESTION DES FONDS EUROPEENS				39 826 000,00 €

902 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE				40 499 692,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
222	13172	44665	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES PLATEAUX TECHNIQUES DES LYCEES	1 700 000,00 €
222	13172	44666	AMELIORATION EMPREINTE ENERGETIQUE DES LYCEES	3 400 000,00 €
222	13172	44667	NUMERIQUE EDUCATIF ET MANUEL SCOLAIRE NUMERIQUE	2 550 000,00 €
222	133122	214	DRES - DOTATION REGIONALE D'EQUIPEMENT SCOLAIRE	27 857 892,00 €
26	1311	38596	FRANCE-COMPETENCES-FINANCEMENT DES CFA	4 991 800,00 €
Total 902 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE				40 499 692,00 €

903 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS				1 430 640,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
312	13148	44673	TRVX RESTAUR° EGLISE ST JOSEPH VIEUX HABITANTS VILLE VX HABITANTS	100 000,00 €
322	13173	44680	FEADER - INFRASTRUCTURES STADES	1 160 000,00 €
348	1311	37383	TRVX RESTAUR° EGLISE ST JOSEPH VIEUX HABITANTS	170 640,00 €
Total 903 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS				1 430 640,00 €

905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT				7 244 919,95 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
56	1321	43642	DEAL-ZMEL BAIE DE SAINT LOUIS MARIE GALANTE	500 000,00 €
56	13272	44670	FEDER-PROGRAMME OCEAN 21-27	600 000,00 €
57	13172	38529	FEDER - INFRASTRUCTURES DE TELECOMMUNICATIONS	1 229 000,00 €
57	13272	44677	FEDER 21/27-CHEQUE TIC V2	1 000 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AJ
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

588	13173	44679	FEADER - CITY STADE	369 919,95 €
59	13172	44674	FEDER-RECONSTRUCTION ECOLES	3 462 000,00 €
59	1321	37086	RECETTES ECOLES - FPRNM	84 000,00 €
Total 905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT				7 244 919,95 €

906 - ACTION ECONOMIQUE				5 906 809,65 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
6311	1321	33476	ADAPTATION DE LA FLOTTE DE PECHE	768 250,00 €
6312	2745	27940	AVANCES REMBOURSABLES	777 250,00 €
6312	2745	42467	AVANCES REMBOURSABLES	40 000,00 €
6318	204181	44900	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	772 261,15 €
6318	204181	44901	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	248 138,83 €
632	2745	22957	AVANCES REMBOURSABLES	1 800 909,67 €
66	2741	44902	REMBOURSEMENT PRETS	1 500 000,00 €
Total 906 - ACTION ECONOMIQUE				5 906 809,65 €

907 - ENVIRONNEMENT				12 603 965,52 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
7213	1311	37082	CONSTRUCTION DECHETTERIES MO REGION - ADEME	525 540,00 €
7213	13172	44675	FEDER-DECHETERIES	3 790 000,00 €
731	20421	37331	REVERS. AIDE REG DU SYSTEME DE RECUP DES EAUX DE PLUIE	26 594,52 €
732	13272	44676	FEDER-RESEAUX EAUX POTABLES	5 600 000,00 €
758	13172	44681	FEDER 21/27- ECLAIRAGE STADES	1 400 000,00 €
758	1318	44668	SCHEMA DIRECTEUR IMMOBILIER FNCCR PROGRAMM ACTEE	45 000,00 €
78	1321	42341	ADEME - STRATEGIE SARGASSES	70 000,00 €
78	1321	43631	ETAT-FONDS VERT-CONVENTION N°FV-2024-09-CREPS	228 042,00 €
78	13272	44678	FEDER 21/27 - TRAME VERTE	918 789,00 €
Total 907 - ENVIRONNEMENT				12 603 965,52 €

908 - TRANSPORTS				8 900 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
841	13172	43648	MISE AUX NORMES PARASISMIQUES OUVRAGES ART RN PO 2021-2027	3 400 000,00 €
841	13172	44683	FEDER 21/27 - SECURISATION OUVRAGES EXISTANTS	4 000 000,00 €
842	13272	43479	FEDER MODES ACTIFS	1 500 000,00 €
Total 908 - TRANSPORTS				8 900 000,00 €

921 - TAXES NON AFFECTEES				1 747 565,20 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	1347	25470	FONDS REGIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'EMPLOI	1 747 565,20 €
Total 921 - TAXES NON AFFECTEES				1 747 565,20 €

922 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS				27 232 038,99 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	10222	20072	FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA - FCTVA	27 232 038,99 €
Total 922 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS				27 232 038,99 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

923 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES				45 647 078,91 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	1641	24196	EMPRUNTS GLOBALISES	34 343 400,00 €
01	1641	43548	REMBOURSEMENT PREFINANCEMENT AFD	11 303 678,91 €
Total 923 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES				45 647 078,91 €

925 - OPERATIONS PATRIMONIALES				12 000 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	2031	43670	FRAIS D'ETUDES	10 800 000,00 €
01	2032	44727	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	200 000,00 €
01	2033	44728	FRAIS D'INSERTION	1 000 000,00 €
Total 925 - OPERATIONS PATRIMONIALES				12 000 000,00 €

926 - TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS				199 692 201,53 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	28031	19585	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	1 832 549,00 €
01	28032	24297	AMORTISSEMENTS DES FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	52 208,00 €
01	28033	19587	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'INSERTION	31 613,00 €
01	2804111	27817	AMORTISSEMENT SUBV° EQUIP. ORG. PUBLICS - ETAT	65 084,12 €
01	2804112	28319	AMORT SUBV° EQUIP. ORG. PUBLICS - ETAT-BAT/INSTAL	219 533,00 €
01	2804113	38681	AMORTISSEMENT SUBV° EQUIP. ORG. PUBLICS - ETAT - PROJETS INFRA INT NAT	72 600,00 €
01	2804132	30817	AMORTISSEMENT SUBV° EQUIP. - DEPARTEMENT BAT ET INSTALLAT°	271,00 €
01	28041481	43486	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	1 751 713,80 €
01	28041482	43485	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	6 256 294,00 €
01	28041483	43487	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	1 162 336,00 €
01	280415341	43488	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	40 265,00 €
01	280415342	43489	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	909,00 €
01	28041581	43490	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	158 899,74 €
01	28041582	43491	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	77 194,00 €
01	2804181	27822	AMORTISSEMENT SUBV° EQUIP. ORG. PUBLICS - ORGANISMES PUBLICS DIVERS	9 821 910,00 €
01	2804182	28270	AMORTISSEMENT SUBV° EQUIP. ORG. PUBLICS - ORGANISMES PUBLICS DIVERS	1 166 250,00 €
01	2804183	28283	AMORTISSEMENT SUBV° EQUIP. ORG. PUBLICS - ORGANISMES PUBLICS DIVERS	461 536,00 €
01	280421	27823	AMORTISSEMENT SUBV° EQUIP. VERSEES AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	16 941 297,79 €
01	280422	28271	AMORTISSEMENT SUBV° EQUIP. VERSEES AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	4 284 227,93 €
01	280423	28272	AMORTISSEMENT SUBV° EQUIP. VERSEES AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	134 973,00 €
01	280431	27824	AMORTISSEMENT SUBV° ETABLISSEMENTS SCOLAIRES - DEPENSES D'EQUIPEMENT	581 954,78 €
01	28045	34493	AMORTISSEMENT SUBV° EQUIP. VERSEES AUX TIERS	119 969 071,43 €
01	2805	27978	AMORTISSEMENT SIMILAIRES BREVETS LICENCES DROITS ET VALEURS SIMILAIRES	1 917 551,63 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

01	28128	20333	AMORTISSEMENT DES IMMOS CORPO AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	559 419,00 €
01	281311	21806	AMORTISSEMENT DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	1 646 459,00 €
01	281312	19572	AMORTISSEMENT DES BATIMENTS SCOLAIRES	14 660 628,00 €
01	281314	19573	AMORTISSEMENTS DES BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	4 438 830,00 €
01	281328	43483	AUTRES BATIMENTS PRIVES	108 258,00 €
01	281351	22900	AMORT INSTALLATIONS GENERALES-BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS	74 207,00 €
01	28138	43482	AUTRES CONSTRUCTIONS	390 945,00 €
01	281572	19576	AMORT MAT TECH SCOLAIRE	1 150 712,30 €
01	281578	19577	AMORT AUTRE MAT TECHNIQUE	241 688,47 €
01	28158	43484	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	21 199,00 €
01	281828	22928	AMORT MAT TRANSPORT AUTRES MAT TRANSPORT	286 681,00 €
01	281831	19578	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	2 206 091,26 €
01	281838	21807	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	6 000 785,42 €
01	281841	19580	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	182 851,50 €
01	281848	19581	AUTRES MATERIELS DE BUREAU & MOBILIER	92 558,56 €
01	28185	21808	MATERIEL DE TELEPHONIE	3 700,00 €
01	28188	19583	AUTRES	626 945,80 €
Total 926 - TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS				199 692 201,53 €

951 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (RECETTES)				62 957 600,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	021	37348	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	62 957 600,00 €
Total 951 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (RECETTES)				62 957 600,00 €

954 - PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)				1 730 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	024	38575	PRODUITS DES CESSIONS DES IMMOBILISATIONS	1 730 000,00 €
Total 954 - PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)				1 730 000,00 €

***Pour la section de fonctionnement**

930 - SERVICES GENERAUX				7 452 065,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
020	752	20228	REVENUS DES IMMEUBLES REGIONAUX	1 000 000,00 €
020	752	42360	REVENUS DES IMMEUBLES	110 000,00 €
020	75813	25538	REDEVANCES BAUX A FERME	10 000,00 €
020	75888	34703	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	422 219,00 €
021	74631	25374	DGD PERS AFF SOC AYANT OPTÉ AU 31/08/08	4 646,00 €
043	74772	32010	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS FEDER ASSISTANCE TECHNIQUE CTE TF	900 000,00 €
043	74772	42250	FEDER	3 440 000,00 €
043	74772	42252	FEDER	165 200,00 €
043	74778	33210	FEADER ASSISTANCE TECHNIQUE	1 000 000,00 €
043	74778	42253	AUTRES FONDS EUROPEENS	400 000,00 €
Total 930 - SERVICES GENERAUX				7 452 065,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

9305 - GESTION DES FONDS EUROPEENS				18 998 800,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
051	74771	42151	FONDS SOCIAL EUROPEEN	200 000,00 €
051	74771	42156	FONDS SOCIAL EUROPEEN	1 800 000,00 €
052	74772	31958	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS FEDER - A26AFCRT	2 000 000,00 €
052	74772	35866	CTEOT3 TRANSNATIONAL - AXE 2	8 694 800,00 €
052	74772	42107	FEDER	3 000 000,00 €
052	74772	42176	FEDER	826 000,00 €
052	74772	42197	FEDER	826 000,00 €
052	74772	42211	FEDER	826 000,00 €
052	74772	42214	FEDER	826 000,00 €
Total 9305 - GESTION DES FONDS EUROPEENS				18 998 800,00 €

932 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE				33 694 103,75 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
222	74631	112	DGD - AVT TRANSFERT DE COMPETENCES	292 013,00 €
222	74631	25352	DGD CONTRATS AIDES - CNASEA	700 549,00 €
222	74631	25353	DGD - CREDIT VACATION EDUCATION NATIONALE	158 838,00 €
222	74631	25354	DGD - FORFAIT EXTERNAT	302 072,00 €
222	74631	25355	DGD - TOS AU 31/08/06	377 523,00 €
222	74631	25356	DGD - ACTIONS SOCIALES AGTS NON TITULAIRES & TITULAIRES	980,00 €
222	74631	25357	DGD - 1% FORMATION TOS & GTOS	26 788,00 €
222	74631	25358	DGD - EMPLOIS VACANTS TOS	352 825,00 €
222	74631	25359	DGD RECRUTEMENT	2 435,00 €
222	74631	25360	DGD CHOMAGE AGENTS NON TITULAIRE & SUPPLEANCE	6 767,00 €
222	74631	25361	DGD AGENTS NON TITULAIRE & EMPLOIS VACANTS TOS AGRICOLES	75 725,00 €
222	74631	25362	DGD- EMPLOIS VACANTS GTOS	55 229,00 €
222	74631	25363	DGD-TOS/GTOS ED° NAT-OPT° AU 31/08/07	5 342 033,00 €
222	74631	25364	DGD-ACTION SOCIALE TITULAIRES AYANT OPTE	15 643,00 €
222	74631	25365	DGD - FRAIS DE CHANGEMENT DE RESIDENCE-TOS	26 134,00 €
222	74631	25366	DGD-TOS AGRIC-Opt° au 31/08/07	395 898,00 €
222	74631	25367	DGD PERSONNELS GTOS AGRIC-OPT° AU 31/08/07	3 775,00 €
222	74631	25370	DGD TOS DETACHES D'OFFICE	3 293 781,00 €
222	74631	25371	DGD ACTION SOCIALES TOS DETACHES D'OFFICE	7 505,00 €
222	74631	25372	DGD 1% FORM° TOS DETACHES D'OFFICE	13 584,00 €
222	74631	25373	DGD-TOS AGRIC.- OPTION AU 31/08/08	224 188,00 €
222	74631	25375	DGD FRAIS DE FONCT PERS AFFAIRES SOCIALES	195,00 €
222	74631	25388	DGD DEPENSES D'ACTION TOS AGRIC AYANT OPTE	726,00 €
222	74631	25389	DGD PRISE EN COMPTE DES EFFETS CONCOURS	11,00 €
222	74631	25390	DGD TOS AGRICOLES DETACHES D'OFFICE	292 514,00 €
222	74631	25392	DGD 1% FORMATION TOS AGRICOLES AYANT OPTE & DETACHES D'OFFICE	1 548,00 €
222	74631	25493	DGD - COMPENSATION POSTES VACANTS TOS ET GTOS 2007	1 765,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

222	75888	44898	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	8 292,00 €
23	74631	25350	DGD-AIDES AUX ETUDIANTS DE FORMATION PARAMEDICALE	609 820,00 €
23	74631	25351	DGD-AIDES AUX ETUDIANTS TRAVAILLEURS SOCIAUX	334 626,00 €
23	74631	30745	DGD-COMPENS° TRANSFERT "CSTI"	56 788,00 €
252	74771	44756	FSE-QUALIFICATION PROFESSIONNELLE POUR TOUS	2 100 000,00 €
252	74771	44810	FSE-PASS LANGUES	1 000 000,00 €
253	773	43626	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) OU ATTEINTS PAR LA DECHEANCE QUADRIEN	314 888,88 €
255	75888	44897	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	2 831,36 €
258	74631	37220	DGD ORGANISATION DU RESEAU DES CENTRES D'INFORMATION SUR LA VAE	184 395,00 €
258	74631	37244	DGD-LOI FORM PRO DU 05/03/2014	1 860 935,00 €
26	731771	38588	FRACTION TICPE- REFORME APPRENTISSAGE	5 370 500,00 €
26	73178	38595	FRANCE-COMPETENCES-FINANCEMENT DES CFA	697 305,00 €
26	7454	38589	PSR-REFORME DE L'APPRENTISSAGE	2 571 462,00 €
26	75888	30748	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	1 637 855,51 €
27	74631	25348	DGD INSTITUT DE FORMATION PARAMEDICALE ET DE SAGE FEMME	3 991 753,00 €
27	74631	25349	DGD FORMATION INITIALE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX	610 881,00 €
27	74631	25378	DGD REFORME DIPLOME D'ETAT-EDUCATEUR PR JEUNES ENFANTS	102 432,00 €
27	74631	25379	DGD REFORME DE L'AFGSU	28 942,00 €
27	74631	25380	DGD REFORME DIPLOME LMD INFIRMIER	133 630,00 €
27	74631	26563	DGD REFORME DIPLOME D'AMBULANCIER	10 920,00 €
27	74631	30742	DGD REFORME DE L'AFGSU-SAGE FEMME	13 863,00 €
27	74631	41050	DGD DEAES	80 940,00 €
Total 932 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE				33 694 103,75 €

933 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS				124 189,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
311	74718	32119	SUBVENTIONS DAC	15 000,00 €
312	74631	22865	DGD - POSTES VACANTS PERSONNEL INVENTAIRE	26 238,00 €
312	74631	25377	DGD INVENTAIRE GENERAL DU PATRIMOINE CULTUREL	82 951,00 €
Total 933 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS				124 189,00 €

935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT				660 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
57	74772	44682	FEDER - CHEQUE TIC ASP	200 000,00 €
57	75813	39695	REDEVANCES CABLE ILES DU SUD	460 000,00 €
Total 935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT				660 000,00 €

936 - ACTION ECONOMIQUE				1 848 245,72 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
61	75888	44899	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	384 515,72 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

6312	74718	42457	PAC 23-27 ACTION 23 TRANSFERTS AUX CONSEILS REGIONAUX	935 730,00 €
64	7574	43633	SUBVENTIONS ATOUT FRANCE - PROJET CONCOURS KARUKERA GOURMET CHALLENGE	28 000,00 €
65	74771	43521	FSE - SOUTIEN A L'ESS	500 000,00 €
Total 936 - ACTION ECONOMIQUE				1 848 245,72 €

937 - ENVIRONNEMENT				2 463 893,35 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
71	74772	44685	FEDER-INTERREG SARGCOOP	590 000,00 €
7211	74718	44671	ADEME-ANIMATION FILIERE REP	173 500,00 €
758	74771	42344	FSE_CHEQUES ENERGIE	200 000,00 €
758	773	44669	MANDATS ANNULES REVERSEMENT ASP CHEQUE ENERGIE	1 500 000,00 €
76	7088	44672	REPROGRAPHIE ATLAS DES PAYSAGES CFC	393,35 €
Total 937 - ENVIRONNEMENT				2 463 893,35 €

938 - TRANSPORTS				16 650 695,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
81	74751	35776	PARTICIPAT° DES EPCI AU TRANSPORT SCOLAIRE	1 500 000,00 €
842	70388	36078	PRODUITS AMENDES / RADARS	65 000,00 €
842	74631	22845	DGD ROUTES	5 773 978,00 €
842	74631	22866	DGD POSTES VACANTS DDE	62 692,00 €
842	74631	22867	DGD INDEMNITE POUR SERVICE FAIT PERS DDE	420 374,00 €
842	74631	22869	DGD DEPENSES DE FORMATION PERS DDE	15 257,00 €
842	74631	22870	DGD CHARGES DE VACATION PERSONNEL DDE	11 828,00 €
842	74631	22871	DGD VACANTS INTERMEDIAIRES PERS DDE	115 165,00 €
842	74631	22872	DGD VACANTS PERSONNELS DDE	140 880,00 €
842	74631	22873	DGD DEPENSES DE FONCT PERSONNELS DDE	495 802,00 €
842	74631	24326	DGD AJUSTEMENT PERS EQUIPEMENT VACANT	62 720,00 €
842	74631	24327	DGD PERS DDE AYANT OPTÉ AU 31/08/08	6 172 580,00 €
842	74631	25394	DGD ACTION SOC TITULAIRES RNIL AYANT OPTÉ	15 891,00 €
842	74631	25395	DGD CLAUSE DE SAUVEGARDE AU TITRE DES EMPLOIS DISPARUS DES RNIL	173 659,00 €
842	74631	28192	DGD-CHARGES DE VACATION-SERV PARCS EQUIPT	1 501,00 €
842	74631	28193	DGD-VACANTS INTERMEDIAIRES-SERV PARCS EQUIPT	12 951,00 €
842	74631	28194	DGD-PERSONNEL SERV PARCS EQUIPT-OPT° 31/08/11	100 090,00 €
842	74631	28195	DGD-ACT° SOC PERS SERV PARCS EQUIPT-OPT° 31/08/11	219,00 €
842	74631	29494	DGD-PERS PARCS EQUIPT-OPT° 31/08/12&01/01/13	105 026,00 €
842	74631	30743	DGD-PERS SERV PARCS EQUIPT-OPT° 31/12/12&2014	123 920,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

842	74631	30744	DGD-ACT° SOC PERS PARCS EQUIPT-OPT° 31/12/12&2014	454,00 €
842	74631	33256	DGD-ACT° SOC PERS PARCS EQUIPT-OPT° 01/01/16	659,00 €
842	74771	41019	FSE - MISE EN OEUVRE MARCHE SIAE TVX AMEN ENTRE ESPACE VERT	1 280 049,00 €
Total 938 - TRANSPORTS				16 650 695,00 €

940 - IMPOSITIONS DIRECTES				5 655 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	73114	39001	IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RESEAU	2 455 000,00 €
01	732222	29482	FONDS DE SOLIDARITE REGIONAL	3 200 000,00 €
Total 940 - IMPOSITIONS DIRECTES				5 655 000,00 €

941 - AUTRES IMPOTS ET TAXES				236 951 056,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	73153	30703	TAXE SUR IMMATRICULATIONS DES VEHICULES	10 000 000,00 €
01	731774	31861	RESSOURCES FORMAT° PROF. ET APPRENTISSAGE	11 603 568,00 €
01	73178	33337	TICPE ART 38 -LOI MAPTAM	2 500 000,00 €
01	73178	43474	TICPE IFSI ART.133_XV LFI 2024	1 184 995,00 €
01	73411	43629	MAJORATION DU DROIT DE CONSOMMATION SUR LES ALCOOLS	2 000 000,00 €
01	7342	145	TAXE SUR LES CARBURANTS	55 000 000,00 €
01	73432	25467	TAXE ADDITIONNELLE A L'OCTROI DE MER	100 000 000,00 €
01	73433	1316	TAXE D'EMBARQUEMENT SUR LES PASSAGERS	1 500 000,00 €
01	7352	39000	FRACTION COMPENSATOIRE DE LA CVAE	42 535 493,00 €
01	7358	39687	FRACTION DE TVA - LFI 2017	10 627 000,00 €
Total 941 - AUTRES IMPOTS ET TAXES				236 951 056,00 €

942 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS				1 094 208,72 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	744	38630	FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA - FCTVA	1 094 208,72 €
Total 942 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS				1 094 208,72 €

943 - OPERATIONS FINANCIERES				96 501,72 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	7688	30707	INTERETS DES PRETS ET CREANCES - AVANCES REMBOURSABLES	96 501,72 €
Total 943 - OPERATIONS FINANCIERES				96 501,72 €

946 - TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS				181 084 896,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	777	21802	QUOTE PART DES SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU RESULTAT DE L'EXERCIC	181 084 896,00 €
Total 946 - TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS				181 084 896,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

ANNEXES 2 – Les dépenses nouvelles du BP 2025 – Répartition par enveloppe (en mouvements budgétaires)

*Pour la section d'investissement

900 - SERVICES GENERAUX				10 175 825,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
020	2031	28258	ETUDES RESTRUCTURATION DES BATIMENTS REGIONAUX	30 000,00 €
020	2031	35755	ETUDES DE FAISABILITE DES PROJETS DANS LE CADRE DES SERVICES GENERAUX	30 000,00 €
020	2031	39822	ETUDES EXEMPLAIRE DE L'ACTION DE LA REGION	50 000,00 €
020	2031	39901	AUDIT DES BATIMENTS REGIONAUX - DEE	120 000,00 €
020	2031	44820	ETUDES TECHNIQUES INFRA REGIONALES	30 000,00 €
020	2031	44827	AUDIT CYBERSECURITE ET CONSOLIDATION ARCHITECTURE SI	150 000,00 €
020	2031	44829	SECURISATION DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE CLOUD	100 000,00 €
020	2031	44830	SECURISATION PARC DE TERMINAUX	100 000,00 €
020	2051	32097	CONCESSIONS ET DROITS SIM. BREVETS LICENCES-CREATION EXTRANET	55 422,00 €
020	2051	42281	LICENCES LOGICIELS	3 000,00 €
020	2051	44707	DEMATERIAISATION SECURISEE DES DISPOSITIFS D'AIDES REGIONALES	270 000,00 €
020	2051	44708	DEMATERIAISATION SECURISEE DES DELIBERATIONS	150 000,00 €
020	2118	19915	ACQUISITION AUTRES TERRAINS	150 000,00 €
020	21351	35758	AMENAGEMENT DES LOX ARCH ET DOCUMENTATION	116 000,00 €
020	21838	435	ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE*	330 000,00 €
020	21838	30805	ACHATS AUTRES MATERIELS SECURITE	2 000 000,00 €
020	21838	42282	MATERIELS	7 000,00 €
020	21848	20172	ACHATS MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	300 000,00 €
020	2185	20181	MATERIEL DE TELECOMMUNICATION	30 000,00 €
020	2188	39912	ACHATS AUTRES MAT. TECHNIQUES SECURITE	197 400,00 €
020	2188	41046	ACQUISITION MATERIEL PEDAGOGIQUE	5 000,00 €
020	2188	42314	ACQUISITIONS MAT SECURITE INCENDIE	40 000,00 €
020	2313	448	TRAVAUX ET GROSSES REPARATIONS AUX IMMEUBLES REGIONAUX	2 000 000,00 €
020	2313	22818	RESTRUCTURATION DES BATIMENTS REGIONAUX	700 000,00 €
020	2313	25487	TRAVAUX ET GROSSES RENOVATIONS AUX IMMEUBLES REGIONAUX	850 000,00 €
020	2313	37111	EXTENSION ET AMENAGEMENT BUREAUX DISR ET SCR JARRY	100 000,00 €
020	2313	39823	TRAVAUX EXEMPLAIRE DE L'ACTION DE LA REGION	300 000,00 €
028	2051	43494	INSTALLATIONS LOGICIELS REGION-CYBERATTACHE	70 556,00 €
028	2051	43495	INSTALLATIONS DES SOLUTIONS D'INTELLIGENCE TERRITORIALE	529 300,00 €
028	2051	43496	SECURISATION DES APPLICATIONS METIERS (SUBVENTIONS, ASTRE, FORMATION)	207 907,00 €
028	2051	43497	CERTIFICAT° 27001 (AUDIT PENTESTS)	181 737,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

028	2051	43498	SECURISATION DES APPLICATIONS USAGERS (E-GUADELOUPE, BILLETIQUE, KARUGEO, KARUDATA)	254 432,00 €
028	21578	23092	ACQ. DE MATERIELS DE SONORISATION POUR LES BATIMENTS REGIONAUX	50 000,00 €
028	21578	25461	ACQUISITION DE MATERIELS TECHNIQUES	80 000,00 €
028	21838	43499	MATERIEL INFORMATIQUE-INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	20 904,00 €
028	21838	43500	MATERIEL INFORMATIQUE - CYBERATTAQUE	35 621,00 €
028	21838	43501	INSTALLATION AUDIT ET MISE EN CONFORMITE SECURITE LYCEES ET SATELLITES	90 869,00 €
028	21838	43502	PLATFORME DE SECURISATION ET D'ARCHIVGE DES DONNEES ET DES PROCESSUS	272 606,00 €
028	21838	43504	INTELLIGENCE TERRITORIALE : REFERENCEMENT DU PATRIMOINE REGIONAL (GWADASTREET)	168 071,00 €
Total 900 - SERVICES GENERAUX				10 175 825,00 €

9005 - GESTION DES FONDS EUROPEENS				76 986 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
052	2045	35904	OS1A1-AUGMENTER VISIBILITE RECHERCHE GUADELOUPEENNE	13 000 000,00 €
052	2045	35922	OS7A13-UTILISATION DES PRODUITS ET SERVICES TIC PAR LES ENTREPRISES	140 000,00 €
052	2045	35924	OS9A15-REDUIRE CONSOMMATION D'ENERGIES DES ENTREPRISES	6 500 000,00 €
052	2045	35928	OS11A17-REDUIRE LA CONSOMMATION ENERGETIQ DANS LES INFRAS PUBLIQ ET LE LOGEM	920 000,00 €
052	2045	35940	OS17A22-ADAPTER L'INFRA PORTUAIRE AUX MUTATIONS DU TRANSPORT INTERNATIONAL	8 430 000,00 €
052	2045	35943	OS20A25-REVITALISATION DES CENTRES BOURGS ET CENTRES VILLES	1 770 000,00 €
052	2045	35944	OTAXE8A29-INVESTISSEMENTS PARASISMIQUES	4 600 000,00 €
052	2045	39731	INVESTISSEMENT DANS DES PRODUITS ET DES SERVICES DESTINES AUX SERVICES DE SANTE	1 800 000,00 €
052	2045	42104	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	3 000 000,00 €
052	2045	42105	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	4 000 000,00 €
052	2045	42109	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	2 000 000,00 €
052	2045	42112	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	5 000 000,00 €
052	2045	42115	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	4 000 000,00 €
052	2045	42119	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	8 000 000,00 €
052	2045	42120	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	3 000 000,00 €
052	2045	42139	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	10 000 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

052	2045	42162	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	206 500,00 €
052	2045	42168	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	206 500,00 €
052	2045	42178	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	206 500,00 €
052	2045	42185	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX TIERS (FONDS EUROPEENS)	206 500,00 €
Total 9005 - GESTION DES FONDS EUROPEENS				76 986 000,00 €

902 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE				25 759 685,70 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
212	2031	39852	ETUDES RENFORCEMENT PARASISMIQ DES DECOLES	100 000,00 €
212	2314	40961	TVX RENFORCEMENT PARASISMIQ DES DECOLES	1 600 000,00 €
222	2031	31988	ETUDES RESTRUCTURATION DE LA CITE SCOLAIRE BAIMBRIDGE	800 000,00 €
222	2031	39816	ETUDES RECONSTRUCTION DU LYCEE GERTY ARCHIMEDE	70 000,00 €
222	2031	43558	ETUDES - INTERNAT LYCEE GERVILLE REACHE	150 000,00 €
222	2031	44719	ETUDES PGM PLURIANNUEL DE TRAVAUX DANS LES LYCEES	100 000,00 €
222	2031	44721	ETUDES PGM CONSTRUCTION RESTAURATION SCOLAIRE	20 000,00 €
222	2031	44736	ETUDES PREALABLES AUX GROS TRAVAUX LYCEES	50 000,00 €
222	20431	44741	SUBVENTIONS D EQUIPEMENTS SCOLAIRES LYCEES PUBLICS	250 000,00 €
222	2051	43507	SECURISATION DES APPLICATIONS USAGERS DANS LES LYCES (WIFI LYCEENS ET ACCES)	715 557,00 €
222	2051	43508	INTEGRATION DES SOLUTIONS DE SECURITE NIVEAU 1-2 LYCEES ET SATELLITES	130 851,00 €
222	21572	44742	ACQUISITION DE MATERIELS TECHNIQUES SCOLAIRES	30 000,00 €
222	21572	44746	PROGRAMME MISE A NIVEAU DES EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES	80 000,00 €
222	21828	35864	ACQUISITION DE VEHICULES DE SERVICES POUR LES LYCEES	100 000,00 €
222	21831	43505	MATERIEL INFORMATIQUE LYCEE - CYBERATTAQUE	47 252,00 €
222	21831	43506	SECURISATION POSTE DE TRAVAIL PHASE 3 (intégration)	27 597,00 €
222	21831	44737	POSTES INFORMATIQUES LYCEES	1 500 000,00 €
222	21838	43470	DEPLOIEMENT WIFI DANS LES LYCEES - CP	1 465 000,00 €
222	21838	44703	LYCEES PUBLICS-ACQUISITION MATERIELS	72 000,00 €
222	21838	44739	MATERIEL VIDEO DE PROJECTION	585 000,00 €
222	21841	39718	REDYNAMISATION & REHABILITATION DS INTERNATS DES LYCEES DE GUADELOUPE	100 000,00 €
222	21841	44740	ACQUISITION MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRE	40 000,00 €
222	21841	44747	ACQUISITION MOBILIER SCOLAIRES	20 000,00 €
222	2188	26630	ACQUISITION D'AUTRES MATERIELS SCOLAIRES	50 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

222	2188	44744	ACQUISITION D'AUTRES MATERIELS SCOLAIRES	30 000,00 €
222	2188	44748	ACQUISITION AUTRES MATERIELS SCOLAIRES	30 000,00 €
222	2313	19847	GROSSES REPARATIONS DANS LES LYCEES	2 500 000,00 €
222	2313	35834	TVX RESTRUCTURATION CITE SCOLAIRE BAIMBRIDGE*	5 600 000,00 €
222	2313	37129	TVX PGM CONSTR RESTAURATION SCOLAIRE	100 000,00 €
222	2313	37131	TVX PGM PLURIANNUEL DE TRAVAUX DANS LES LYCEES	1 100 000,00 €
222	2313	44720	TRAVAUX PGM PLURIANNUEL DE TRAVAUX DANS LES LYCEES	1 089 880,94 €
222	2313	44722	TRAVAUX PGM CONSTRUCTION RESTAURATION SCOLAIRE	150 000,00 €
23	2031	39812	ETUDES CONSTRUCTION DU CAMPUS DE SANTE	100 000,00 €
23	2031	39814	ETUDES CONSTR D'UN BATIMENT CAMPUS POUR L'ECOLE D'INGENIEURS	2 000,00 €
23	2313	39811	TRAVAUX - L'UNIVERSITE DES ANTILLES	82 000,00 €
251	2051	38632	AMO-MISE EN PLACE LOGICEL SUIVI CLAUSE SOCIALE D'INSERTION	30 000,00 €
252	2313	37212	TRAVAUX - ECOLE DE LA 2EME CHANCE	132 618,45 €
258	20421	37238	CPRDFOP INOVATION MATERIEL ET EQUIP PEDAGOGIQUES NUMERIQUES	28 368,95 €
258	20421	37241	EQUILIBRE TERRITORIAL DANS LA REALISATION DES FORMATIONS	211 601,45 €
258	20421	42312	PACTE DIGITALISATION	1 000 000,00 €
26	1675	34483	DETTES POUR BEA UMAG	155 980,50 €
26	1675	34484	REMBOURS FONDS PROPRES BEA UMAG	150 381,50 €
26	2031	31991	ETUDES - RESTRUCTURATION BATIMENTS CRFP P-BOURG	50 000,00 €
26	204182	34688	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT CFA	199 248,00 €
26	204182	44894	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT CFA - PUBL	2 022 376,93 €
26	20421	44895	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT CFA - PRIVE	1 991 800,00 €
26	2313	25510	TVX - CITE DE LA CONNAISSANCE	165 000,00 €
26	2313	31992	TVX - RESTRUCTURATION BATIMENTS CRFP P-BOURG	700 000,00 €
27	20421	31819	EQUIPEMENT DE FORMATION SOCIALES ET SANITAIRES	35 171,98 €
Total 902 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE				25 759 685,70 €

903 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS				10 266 176,18 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
311	20421	27905	AIDE A L'EQUIPT DES STRUCTURES & AU DEVPT DES ACTIVITES CULTURELLES	36 000,00 €
311	20421	27939	AIDE A LA CREATION PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE	900 000,00 €
311	20421	28095	AIDE A LA CREATION & A LA PROD CINEMATOGRAPHIQUE & AUDIOVISUELLE	150 000,00 €
311	20421	44734	SUBVENTION INVESTISSEMENT ARTS VISUELS	30 000,00 €
311	21314	41015	ACQ BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	306 989,85 €
311	2313	44855	ESPLANADE 1ER JOUR - TRAVAUX	200 000,00 €
312	2031	19894	REHABILITATION GRIVELIERE - ETUDES	40 000,00 €
312	2031	26556	ETUDES REHABILIT° GRIVELIERE TR 2	150 000,00 €
312	20422	44729	RESTAURATION DU PATRIMOINE	250 000,00 €
312	20422	44730	OPAH PATRIMOINE	250 000,00 €
312	2111	39905	ACQUISITION DE TERRAINS	300 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

312	2158	44718	EQUIPEMENT DE LA GRIVELIERE	400 000,00 €
312	2313	19895	REHABILIT. GRIVELIERE - TRAVAUX	180 000,00 €
312	2313	26557	TVX REHABILIT° GRIVELIERE TR 2	1 430 000,00 €
314	2031	41036	ETUDES CREATION D'UN MUSEE DU SPORT	2 000,00 €
314	2313	26559	TVX TERRASSEMENT ET BATIMENT MEMORIAL ACTE	18 000,00 €
315	21621	20384	ACQUISITIONS D'OEUVRES D'ART & D'ARCHIVES	20 000,00 €
321	2031	35734	ETUDES GYMNASSE DE MARIE GALANTE	100 000,00 €
321	2031	35736	ETUDES GYMNASSE DE MORNE A L'EAU	20 000,00 €
321	2031	39818	ETUDES - REMISE A NIVEAU DU CREPS	50 000,00 €
321	2313	35735	TVX GYMNASSE DE GRAND BOURG MARIE GALANTE	600 000,00 €
321	2313	35737	TVX GYMNASSE DE MORNE A L'EAU	90 000,00 €
322	2031	43560	ETUDES - CONSTRUCT° ET AMELIORAT° DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS	200 000,00 €
324	2031	33411	ETUDES - CTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE	70 000,00 €
324	2313	33412	TVX - CTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE	148 000,00 €
324	2313	39819	TRAVAUX - REMISE A NIVEAU DU CREPS	100 000,00 €
325	2031	31990	ETUDES - REDEPLOIEMENT DE L'HIPPODROME	200 000,00 €
325	2031	33146	ETUDES DE FAISABILITES PR DES EDIFICES	34 000,00 €
325	2031	39820	ETUDES REHABILITATION DE LA BASE NAUTIQUE DE STE-ANNE	60 000,00 €
325	20421	28103	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX CLUBS SPORTIFS	402 491,00 €
325	20422	27930	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX CLUBS SPORTIFS	74 400,00 €
325	21351	39910	ACQ° EQUIPT MATERIEL CREPS	100 000,00 €
325	2313	31872	VELODROME & HIPPODROME - TVX	34 295,33 €
325	2313	33144	TVX - REDEPLOIEMENT DE L'HIPPODROME	2 720 000,00 €
Total 903 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS				10 266 176,18 €

904 - SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)				177 196,63 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
414	204181	38611	PARTICIPATION AUX INVEST DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE	118 984,00 €
414	20422	38463	PARTICIPATION AUX INVEST DES ETABLISSEMENTS PRIVEES DE SANTE	50 000,00 €
418	204181	42325	SUBVENTION D'EQUIPEMENT AU GIP RASPEG	8 212,63 €
Total 904 - SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA)				177 196,63 €

905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT				16 256 182,39 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
52	2031	27768	CONSTRUCTION ET AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS	100 000,00 €
52	2041481	44856	PROGRAMME REGIONAL D'AIDES AUX COMMUNES	500 000,00 €
52	2041482	30787	SUBV. CONTRAT DEVELOPPEMENT DURABLE TERRITORIAL	3 100 000,00 €
52	2041581	44857	PROGRAMME REGIONAL D'AIDES AUX EPCI	500 000,00 €
52	2314	27769	CONSTRUCTION ET AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS	1 200 000,00 €

Accuse de reception en prefecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télértransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

52	2314	39846	TRAVAUX MISE A NIVEAU DES PARCOURS SPORTIFS DE SANTE	145 000,00 €
555	20422	44858	PARICIPATION DE LA REGION AU DPAH	391 182,39 €
57	2031	38485	ETUDES INGENIERIE RELATIVE A DES PROJETS THD	300 000,00 €
57	2041481	38592	SUBV D'EQUIPT TIC-COMMUNES ET INTERCO	50 000,00 €
57	21838	44706	INSTALLATION MATERIELS	20 000,00 €
57	2315	35779	DSP CONCESSIVE RESEAU DE COMMUNICATION ELECTRONIQUE	4 000 000,00 €
588	20422	39883	PARTICIPATION REGIONALE AU PROGRAMME ARSAH	2 300 000,00 €
588	2314	39858	CONSTRUCTION ET AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS	100 000,00 €
59	2031	37289	TVX DE RENFORCEMENT PARASISMIQUE DES ECOLES	200 000,00 €
59	2031	44848	ECOLE DESIRADE - ETUDES	200 000,00 €
59	2031	44852	ECOLE TROIS-RIVIERES - ETUDES	150 000,00 €
59	2314	35757	TVX DE RENFORCEMENT PARASISMIQUE DES ECOLES	3 000 000,00 €
Total 905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT				16 256 182,39 €

906 - ACTION ECONOMIQUE				30 750 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
61	20421	34502	AIDES AUX STRUCTURES DE L'ESS	50 000,00 €
61	20421	37199	EQUIPEMENT ET AMENAG STUCT ESS	150 000,00 €
6311	204181	27890	SOUTIEN A L'ECONOMIE DE PRODUCTION AGRICOLE-CHAMBRE D'AGRICULTURE	1 000 000,00 €
6311	20421	27900	SOUTIEN A LA FILIERE BANANE	400 000,00 €
6311	20421	27901	SOUTIEN A L'ECONOMIE DE PRODUCTION AGRICOLE	500 000,00 €
6311	20421	27903	PROGRAMME D'ACTION RURALE ET DE DEVELOPPEMENT LOCAL&TOURISTIQUE-	70 000,00 €
6311	20421	28166	SOUTIEN A LA FILIERE CANNE	1 100 000,00 €
6311	20421	28171	AIDE A L'INSTALLATION DE NOUVEAUX AGRICULTEURS	50 000,00 €
6311	20421	38511	PROGRAMME D'ACTIONS ET DE DVLPMT DES SYS AGRO-ECO	400 000,00 €
6311	20421	44798	SOUTIEN A L'ECONOMIE BLEUE - AIDE A L'ADAPT DE LA FLOTTE DE PÊCHE	1 000 000,00 €
6311	20421	44799	SOUTIEN A L'ECONOMIE BLEUE-ORGANISMES PRIVES	1 000 000,00 €
6311	20421	44800	SOUTIEN A L'ECONOMIE BLEUE - CRPMEM-IG	400 000,00 €
6312	204181	42425	CO-FINANCEMENT FEADER 2014 - 2020	1 500 000,00 €
6312	20421	39923	LE DEVELOPPEMENT DES AGROINDUSTRIES ET EXPL° AGRICOLES	140 000,00 €
6312	20421	39925	TRANSITION ECOLOGIQUE	60 000,00 €
6318	20421	44789	SUBV INV PERSONNES DROIT PRIVE PROJETS STRUCTURANTS	300 000,00 €
6318	20421	44796	SOUTIEN FILIERE DIVERSIFICATION ANIMALE BIENS MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES	300 000,00 €
6318	20421	44797	SOUTIEN FILIERE DIVERSIFICATION VEGETALE BIENS MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES	300 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

632	2031	33464	AMENAGEMENT DE LA ZAC DE FROMAGER A CBE	30 000,00 €
632	204181	37297	SUBV CHAMBRE METIERS & CCIIG & AUT ORG PUB	820 000,00 €
632	20421	28174	AIDE A L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES	4 120 000,00 €
632	20421	28175	AIDE A LA MODERNISATION DES ENTREPRISES	4 200 000,00 €
632	20421	37107	SOUTIEN AUX ENTREPRISES EN CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT	1 500 000,00 €
632	20421	38600	FDS DE SOUTIEN AUX STRUCTURES CULTURELLES	80 000,00 €
632	20421	39729	SUBV D'EQUIPEMENT PERSONNES DROIT PRIVE - MISSION PROSPECTIVE	110 000,00 €
632	2313	37354	AMENAGEMENT DE LA ZAC DE FROMAGER A CBE	3 000 000,00 €
632	2745	21478	AVANCES REMBOURSABLES PME PMI TPE	1 000 000,00 €
633	204181	42362	PROGRAMME D'ACTIONS DU CTIG	5 400 000,00 €
633	20421	32071	PROJETS D'INVEST DANS LES PRODUITS TOURISTIQUES	24 462,00 €
633	20421	44714	AIDE A L'HEBERGEMENT TOURISTIQUE	200 218,00 €
633	20422	33297	INVEST DANS LES INFRASTRUCTURES D'HEBERGEMENT TOURIST	225 320,00 €
65	20421	28163	EQUIPEMENT POUR LES CHANTIERS D'INSERTION	100 000,00 €
65	20421	39861	AIDE SIAE EQUIPEMENT	70 000,00 €
65	20421	44821	EQUIPEMENT POUR LES CHANTIERS D'INSERTION	40 000,00 €
65	275	44828	OUTILS FINANCIERS	100 000,00 €
67	2032	38509	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	40 000,00 €
67	20421	27919	PROGRAMME REGIONAL DE LA RECHERCHE	500 000,00 €
67	20423	42452	SUBV. D'EQUIPEMENT PERS. DROIT PRIVE	250 000,00 €
68	2032	38501	CONTRAT DE CONVERGENCE ET TRANSFORMATION	150 000,00 €
68	2051	38502	ACQUISITIONS DE LOGICIELS METIERS	70 000,00 €
Total 906 - ACTION ECONOMIQUE				30 750 000,00 €

907 - ENVIRONNEMENT				15 990 333,94 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
71	2031	34649	FRAIS D'ETUDES	175 500,00 €
71	20421	28264	SUBV. D'EQUIPEMENT EN MATERIEL DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	12 000,00 €
71	20422	35773	SUBV EQUIP EN MAT DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	1 402,91 €
7212	2041481	44783	ACQUISITION DE MATERIELS	50 000,00 €
7212	2041481	44784	REALISATION DE BARRAGES	50 000,00 €
7213	2031	34647	FRAIS D'ETUDES	30 000,00 €
7213	2031	40991	REHABILITATION ET EXPANSION DECHETTERIE DE CAPESTERRE BELLE EAU	20 000,00 €
7213	2031	44777	ETUDES DIAGNOSTIC - AMO	100 000,00 €
7213	2041481	33192	RESORPTION ET VALORISATION DES DECHETS	124 620,00 €
7213	2041582	44779	SUBV. PROJETS STRUCTURANTS DECHETS	100 000,00 €
7213	20421	44780	SUBV. EQUIPEMENTS STRUCTURANTS PROJETS PRIVES	50 000,00 €

Accuse de reception en prefecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

7213	2314	34648	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	600 000,00 €
7213	2314	39832	REHABILITATION ET EXPENSION DECHETTERIE DE CAPESTERRE BELLE EAU	180 000,00 €
731	2031	30798	BARRAGE DE MOREAU	175 000,00 €
731	2031	34646	FRAIS D'ETUDES	140 000,00 €
731	2031	38581	FRAIS D'ETUDES AVEC FEDER	200 000,00 €
731	2031	39774	PLAN DE RELANCE REGION - ETUDES	20 000,00 €
731	2031	44840	PPI SMGEAG - CAPESTERRE - ETUDES	176 086,22 €
731	2031	44841	PPI SMGEAG - ABYMES - ETUDES	375 000,00 €
731	2031	44843	PPI SMGEAG - SAINTE-ANNE - ETUDES	425 000,00 €
731	2031	44845	PPI SMGEAG - SECUR FEEDER - ETUDES	125 000,00 €
731	2041482	35810	EQUIPEMENTS CITERNES EAU DE PLUIE BATIMENTS SCOLAIRES	50 000,00 €
731	20415342	39775	PLAN DE RELANCE REGION - SUBVENTIONS	2 380 000,00 €
731	20421	33196	PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET ASSAINISSEMENT	120 000,00 €
731	20421	35858	AIDES AUX SYSTEMES DE RECUP D'EAU DE PLUIE PARTICULIERS	375 000,00 €
731	2314	22998	BARRAGE DE MOREAU	520 000,00 €
731	2314	44738	TRAVAUX BARRAGE DE MOREAU	100 000,00 €
732	2313	39856	ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES LYCEES	200 000,00 €
732	2314	38580	TRAVAUX EN MAITRISE D'OUVRAGE DOMAINE EAU AVEC FEDER	1 800 000,00 €
732	2314	39894	PLAN DE RELANCE ETAT - TRAVAUX	100 000,00 €
732	2314	41071	PLAN DE RELANCE REGION - TRAVAUX	80 000,00 €
732	2314	42460	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	2 100 000,00 €
752	2041481	33187	SUBV. POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES	100 000,00 €
752	2041582	39903	SUBV. D'EQUIPEMENT ORG PUB & STRUCTURES INTERCOM - BATIMENTS & INSTALLATIONS	200 000,00 €
752	20421	39916	SUBV. D'EQUIPEMENT PERS. DROIT PRIVE - BIENS MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES	100 000,00 €
758	2031	31843	FRAIS D'ETUDES SUR L'ENERGIE	69 000,00 €
758	2031	43612	FRAIS ETUDES ENERGIE TRANSPORT ET MOBILITE DURABLE	70 000,00 €
758	2041481	31873	SUBVENTION POUR DES ETUDES SUR L'ENERGIE	50 000,00 €
758	2041481	35832	SUBV. D'EQUIPEMENT COMMUNES & STRUCTURES INTERCOM - BIENS MOBILIER, MATERIEL	200 000,00 €
758	20421	33250	SUBV. POUR L'EFFICACITE ENERGETIQUE	100 000,00 €
758	20421	39771	ACCOMPAGNEMENT A LA RENOVATION ENERGETIQUE	450 000,00 €
758	2158	35816	COFIN FEDER ENERGIE MO	70 000,00 €
76	2031	27770	AMENAGEMENT DES PLAGES DE LA GUADELOUPE	20 000,00 €
76	2031	34559	AMENAGEMENT DES PLAGES DE LA GUADELOUPE	19 725,30 €
76	2041481	43566	SUBVENTION AUX COMMUNES POUR AMENAGEMENT PLAGES - OCEAN	100 000,00 €
76	2314	26593	AMENAGEMENT DES PLAGES DE LA GUADELOUPE	100 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

76	2314	34560	AMENAGEMENT DES PLAGES DE LA GUADELOUPE	555 000,00 €
78	2031	32032	ETUDES SUR LES TVX SUR LES FRONTS DE MER DE GPE	4 000,00 €
78	2031	35987	ETUDES SUR LES TVX SUR LES FRONTS DE MER DE GPE	170 000,00 €
78	2031	38665	ETUDES AMENAG DE LA PLAGE DE LA BAIE AU MOULE	22 968,51 €
78	2031	39721	ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT PAYSAGERS 2022-2027	420 000,00 €
78	2314	35787	ACTION DE SECURISATION DES BERGES ET DU LITTORAL	760 000,00 €
78	2315	37369	TRAVAUX D'AMENAGEMENT PAYSAGER	5 031,00 €
78	2315	41005	TRAVAUX D'AMENAGEMENT PAYSAGER 2022-2027	400 000,00 €
78	2315	42430	TRAME VERTE ROUTIERE TRANCHE 2	900 000,00 €
78	2315	44759	TRAVAUX D'AMENAGEMENT PAYSAGER HORS ROUTE	150 000,00 €
Total 907 - ENVIRONNEMENT				15 990 333,94 €

908 - TRANSPORTS				45 670 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
841	2315	43535	TRAVAUX D'AMENAGEMENT SUR RN 2024-2026	1 000 000,00 €
842	2031	19869	ETUDES GENERALES DE TRANSPORT ET DES ROUTES	5 000,00 €
842	2031	26560	ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT	300 000,00 €
842	2031	33142	ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT 2016-2021	1 000 000,00 €
842	2031	34518	ETUDES DEVIATION DE LA BOUCAN	10 000,00 €
842	2031	39720	ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT 2022-2027	1 500 000,00 €
842	2031	40993	AMO TRAVAUX ROUTIERS 2022-2026	500 000,00 €
842	2031	44766	ETUDES BHNS DE L'AGGLOMERATION POINTOISE 2025-2031 PHASE 1	100 000,00 €
842	2033	19871	FRAIS D'INSERTION POUR TRANSPORT ET DES ROUTES*	5 000,00 €
842	2051	27951	ACQUISITIONS DE LOGICIELS	5 000,00 €
842	2111	21596	ACQUISITIONS FONCIERES TERRAINS NUS	300 000,00 €
842	2111	42427	ACQUISITIONS FONCIERES TERRAIN NUS 2024-2027	100 000,00 €
842	21328	22829	ACQUISITIONS DE CONSTRUCTION	5 000,00 €
842	2152	35765	MISE EN PLACE ABRIS DE BUS	2 500 000,00 €
842	2315	28309	GRANDS TRAVAUX SUR TOUTES RN	500 000,00 €
842	2315	29407	TRAVAUX SUR LA RN2	1 300 000,00 €
842	2315	29410	TRAVAUX SUR LA RN5	2 000 000,00 €
842	2315	30737	TRAVAUX SUR LA RN8	100 000,00 €
842	2315	31844	TRAVAUX D'AMELIORATION ET DE RENFORCEMENT DES RN PGM 2015-2020	1 000 000,00 €
842	2315	33143	ECHANGEUR PERRIN - AEROPORT POLE CARAIBES	550 000,00 €
842	2315	34517	TVX DEVIATION DE LA BOUCAN	7 150 000,00 €
842	2315	35707	TRAVAUX PREPARATOIRES SUR PROJET RN	10 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

842	2315	38474	TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RECONSTRUCTION D'OUVRAGE	9 000 000,00 €
842	2315	39722	MISE AUX NORMES PARASISMIQUES D'OUVRAGES D'ART SUR LE RESEAU ROUTIER NATIONAL	4 000 000,00 €
842	2315	39723	CREAT D'UNE BRETELLE ET D'UN PASS INF RELIANT RN11 A RN1 SR L'ECHANG LA JAILLE	500 000,00 €
842	2315	39725	REDIMENSIONNEMENT ET PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA RN DITE VOIE VERTE	600 000,00 €
842	2315	39794	AMENAGEMENT DE PISTE CYCLABE SUR RN	5 300 000,00 €
842	2315	39796	TVX AMELIORATION ET DE RENFORCEMENT DES RN PGM 2021-2026	4 200 000,00 €
842	2315	43534	TRAVAUX INTERET REGIONAL 2024-2026	1 000 000,00 €
842	2318	19881	TVX EMBELLISS ABORDS ROUTIERS - INVESTISS CULTURELS & ENVIRONNEMENTAUX	500 000,00 €
844	2315	29413	DIVERS TRAVAUX SUR VOIRIES D'INTERET REGIONAL	600 000,00 €
845	2031	44743	ETUDES PONT DE BOIS SEC	20 000,00 €
845	2315	35711	TVX PREPA PROJETS INTERET REGIONAL	10 000,00 €
Total 908 - TRANSPORTS				45 670 000,00 €

923 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES				42 302 215,91 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	1641	184	REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN CAPITAL - CAISSE D'EPARGNE	5 596 300,00 €
01	1641	720	REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN CAPITAL - CDC	3 385 000,00 €
01	1641	2170	REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN CAPITAL - BEI	3 160 691,00 €
01	1641	2175	REMBT DE LA DETTE EN CAPITAL-CRCAM/BFT	6 001 951,00 €
01	1641	20275	REMBT DU CAPITAL DE LA DETTE - AFD	10 100 000,00 €
01	1641	26622	REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN CAPITAL - BDAF	1 121 220,00 €
01	1641	38389	REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN CAPITAL - BRED	1 133 375,00 €
01	1641	43547	PREFINANCEMENT AFD	11 303 678,91 €
01	1641	44711	REMBOURSEMENT DETTE CAPITAL-BANQUE POSTAL	500 000,00 €
Total 923 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES				42 302 215,91 €

925 - OPERATIONS PATRIMONIALES				12 000 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	2313	44723	CONSTRUCTIONS	7 800 000,00 €
01	2314	44724	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	3 000 000,00 €
01	2315	44725	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	1 000 000,00 €
01	2318	44726	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	200 000,00 €
Total 925 - OPERATIONS PATRIMONIALES				12 000 000,00 €

926 - TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS				181 084 896,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	13911	33133	SUB D'INVT TRANSF CPTÉ RESULTAT-ETAT	11 706 817,19 €
01	13912	38461	SUBV D'EQUIP TRANSFEREES AU COMPTE DE RESULTAT - REGIONS	23 809,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

01	13913	33134	SUB D'INVT TRANSF CPTE RESULTAT-DEPART	16 374,00 €
01	139148	33135	SUB D'INVT TRANSF CPTE RESULTAT-CMNES	61 303,00 €
01	13916	42267	SUB D'INVT TRANSF CPTE RESULTAT-AUTRES EPL	49 410,00 €
01	139171	44753	SUB D'INVT TRANSF CPTE RESULTAT - FSE	628 864,00 €
01	139172	21840	SUB D'INVT TRANSF CPTE RESULTAT - FEDER	149 300 823,11 €
01	139173	44754	SUB D'INVT TRANSF CPTE RESULTAT - FEADER	24 592,00 €
01	139178	33136	SUB D'INVT TRANSF CPTE RESULTAT-AUTRES	1 072 620,64 €
01	1393122	21803	DOTATION REGIONALE D'EQUIPEMENT SCOLAIRE	18 200 283,06 €
Total 926 - TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS				181 084 896,00 €

***Pour la section de fonctionnement**

930 - SERVICES GENERAUX				89 511 872,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
020	6042	20197	PRESTATIONS DE SERVICES - FETES ET CEREMONIES	120 000,00 €
020	6042	20447	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES DAF	100 000,00 €
020	6042	24368	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	10 000,00 €
020	6042	27853	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	215 000,00 €
020	6042	30738	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	5 000,00 €
020	6042	34491	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	19 300,00 €
020	6042	35751	CONSEIL CONCEPT REALISAT COMMUNICATION	261 600,00 €
020	6042	38425	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	17 000,00 €
020	6042	38662	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	25 000,00 €
020	6042	39693	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	20 000,00 €
020	6042	39906	ACHATS PRESTATIONS DE SERVICE	75 280,00 €
020	6042	42284	INFOGRAPHIE-CONCEPTION GRAPHIQUE	37 800,00 €
020	6042	42287	CAPTATIONS VIDEOS	25 200,00 €
020	6042	42290	CONCEPTION DE SPOTS PUBLICITAIRES TV ET RADIO	42 000,00 €
020	6042	42291	MONTAGE VIDEOS	42 000,00 €
020	6042	42292	COMMUNICATION DIGITALE	42 000,00 €
020	6042	42301	REGISSEURS ET ADMINISTRATEURS DE MANIFESTATIONS ET D'EVENEMENTS	42 000,00 €
020	6042	42304	PERSONNEL D'ACCUEIL	25 200,00 €
020	6042	42311	ACTIONS ET JOURNEES BIEN-ETRE AU TRAVAIL	22 680,00 €
020	6042	42464	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES (AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER)	300,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

020	6042	43473	PRESTATIONS DE SERVICES	177 000,00 €
020	6042	44693	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	50 000,00 €
020	6042	44694	MARCHE EXTERNALISATION DES AUDITS DES FONDS EUROPEENS	222 000,00 €
020	6042	44695	PRESTATIONS ASSISTANCE DELEGUE PROTECTION DES DONNEES	30 000,00 €
020	6042	44697	PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT	4 000,00 €
020	6042	44710	TRAITEMENT EXTERNALISE ARRIERE ARCHIVE	40 000,00 €
020	60611	20130	EAU ET ASSAINISSEMENT	66 000,00 €
020	60612	15048	FRAIS D'ELECTRICITE ADMINISTRATION	760 000,00 €
020	60612	35825	FRAIS D'ELECTRICITE PARIS	2 000,00 €
020	60622	15022	CARBURANT - CARTES	150 000,00 €
020	60622	25398	CARBURANTS CR	90 000,00 €
020	60628	24366	AUTRES FOURNITURES CONSOMMABLES/DMG	11 000,00 €
020	60628	33302	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	5 000,00 €
020	60628	38635	AUTRES FOURNITURES CONSOMMABLES INFORMATIQUE	5 000,00 €
020	60631	24364	ACQUISITION FOURNITURES D'ENTRETIEN	50 000,00 €
020	60632	15047	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT*	10 000,00 €
020	60632	16286	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT INFORMATIQUE*	10 000,00 €
020	60632	25399	AUTRES FOURNITURES CONSOMMABLES-GARAGE	35 000,00 €
020	60632	35752	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	10 000,00 €
020	60632	42355	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	12 092,00 €
020	60632	42410	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	2 000,00 €
020	60632	44698	ACQUISITION DE PETITS MATERIELS	2 500,00 €
020	60636	15029	VETEMENTS DE TRAVAIL (NON STOCKES)	30 000,00 €
020	6064	24365	ACQUISITION FOURNITURES ADMINISTRATIVES	70 000,00 €
020	6068	42357	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	200,00 €
020	6132	20193	LOCATIONS IMMOBILIERES	980 000,00 €
020	6132	42299	LOCATIONS DE SCENES	33 600,00 €
020	61351	20194	LOCATIONS DE VEHICULES	10 000,00 €
020	61351	41014	LOCATION DE VEHICULES	600 000,00 €
020	61358	20305	LOCATIONS MOBILIERES DIVERSES	7 000,00 €
020	61358	28196	AUTRES LOCATIONS	70 000,00 €
020	61358	42288	AUTRES LOCATIONS MOBILIERES	42 000,00 €
020	61358	42300	SONORISATION	42 000,00 €
020	61358	42305	LOCATION CHAPITEAUX ET PLANCHERS	42 000,00 €
020	614	22843	CHARGES DE COPROPRIETE DES IMMEUBLES APPARTENANT AU CR	15 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

020	61521	26680	ENTRETIEN ESPACES VERTS BATIMENTS PUBLICS	25 000,00 €
020	615221	33272	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS REGIONAUX	400 000,00 €
020	615228	33274	ENTRETIEN ET REPARATIONS BAT REG	75 000,00 €
020	615228	33475	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS REGIONAUX	40 000,00 €
020	61551	20199	ENTRETIEN ET REPARATIONS DES VEHICULES	30 000,00 €
020	61558	38653	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS	5 000,00 €
020	61558	43632	AUTRES BIENS MOBILIERS	400,00 €
020	6156	24331	MAINTENANCE DES MACHINES DE BUREAU	83 704,00 €
020	6156	25400	MAINTENANCE-SECURITE	13 000,00 €
020	6156	25459	MAINTENANCE DE LOGICIELS	56 500,00 €
020	6156	25475	MAINTENANCE-SERVICE DES ACHATS	12 000,00 €
020	6156	34604	MAINTENANCE DE LOGICIELS	29 840,00 €
020	6156	43616	MAINTENANCE	300,00 €
020	6156	44699	ELABORATION TDB SG	60 000,00 €
020	6161	38490	PRIMES D'ASSURANCES RESPONSABILITE CIVILE - * CR CCEE CESR	103 600,00 €
020	6161	38491	PRIMES D'ASSURANCES - PJ-PF-IA	11 500,00 €
020	6161	38492	PRIMES D'ASSURANCES DES BATIMENTS DU CONSEIL REGIONAL 2EME LIGNE DAB 2	137 000,00 €
020	6161	38493	PRIMES D'ASSURANCES DES VEHICULES DU CONSEIL REGIONAL	135 000,00 €
020	6161	38494	PRIMES D'ASSURANCES DES BATIMENTS DU CONSEIL REGIONAL 1ERE LIGNE DAB 1	1 247 000,00 €
020	6161	38495	PRIMES ASSURANCES ORGANISATEUR TRANSPORT DIVERS	21 850,00 €
020	6161	38496	PRIMES D'ASSURANCE TOUS RISQUES EXPOSITIONS ET MUSEE DONT CLOU A CLOU	2 300,00 €
020	6161	38498	ASSURANCES TS RISQUES INFORMATIQUES ET RESEAUX ET CYBER FRAUDE CRIMINALITE	28 000,00 €
020	617	27726	ETUDES VALORISATIONS PATRIMOINES	40 000,00 €
020	617	35831	CONTROLE TECHNIQUE BATIMENTS REGIONAUX	25 000,00 €
020	617	37159	ETUDES ET AMO	40 000,00 €
020	6182	34644	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	5 000,00 €
020	6182	42356	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	200,00 €
020	6182	44701	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	108 000,00 €
020	6185	35699	ORGANISATION DE SEMINAIRES	3 000,00 €
020	6188	20435	FRAIS D'ACTES NOTARIÉS	100 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-ALI
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

020	6218	35697	RESEAU PREVENTION	70 000,00 €
020	62268	22976	FRAIS DE CONSULTATIONS JURIDIQUES	38 000,00 €
020	62268	27794	HONORAIRES	270 000,00 €
020	62268	33396	HONORAIRES	40 000,00 €
020	6227	15019	FRAIS D'ACTE & DE CONTENTIEUX*	292 000,00 €
020	6231	23085	FRAIS DE PUBLICATION ET D'INSERTION DES MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS	150 000,00 €
020	6231	35983	ANNONCES ET INSERTIONS	25 000,00 €
020	6231	42285	ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES	604 800,00 €
020	6232	20196	FETES ET CEREMONIES INSTITUTIONNELLES	24 000,00 €
020	6232	35888	FETES CEREMONIES	20 000,00 €
020	6232	42310	COMPOSITIONS FLORALES	18 480,00 €
020	6234	20198	AUTRES RECEPTIONS DU CONSEIL REGIONAL	20 000,00 €
020	6234	33377	RECEPTIONS DU PERSONNEL	5 000,00 €
020	6234	42302	TRAITEURS ET RESTAURANTS	252 000,00 €
020	6236	42283	IMPRESSION	177 640,00 €
020	6238	26544	DIVERS OBJETS ET CADEAUX	50 000,00 €
020	6238	42286	OBJETS PROMOTIONNELS	126 000,00 €
020	6248	42359	DIVERS	300,00 €
020	6251	42409	FRAIS DE DEPLACEMENT	400,00 €
020	6261	20138	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	54 600,00 €
020	6262	21661	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	300 000,00 €
020	6262	43623	PRESTATION DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS	20 000,00 €
020	6281	21571	COTISATIONS DIVERSES	45 000,00 €
020	6282	19648	FRAIS DE GARDIENNAGE DES BATIMENTS REGIONAUX*	1 030 000,00 €
020	6288	33308	DIVERS FRAIS AUTOMOBILES CR	35 000,00 €
020	6288	42401	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	300,00 €
020	63512	20114	TAXES FONCIERES DUES PAR LE CONSEIL REGIONAL	200 000,00 €
020	6488	33312	AUTRES CHARGES -MEDAILLES	25 000,00 €
020	6488	42358	AUTRES	200,00 €
020	65132	33130	ADHESIONS AU CNAS	370 000,00 €
020	65188	29498	PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE	17 000,00 €
020	65818	43662	ABONNEMENTS LOGICIEL	400,00 €
020	65818	44700	ABONNEMENTS INFORMATIQUES	301 000,00 €
020	6584	21680	AMENDES FISCALES ET PENALES	3 000,00 €
020	65888	43651	AUTRES CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	5 000,00 €
021	6042	20260	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	80 000,00 €
021	6184	44689	FORMATION DU PERSONNEL ET STAGES	470 000,00 €
021	6184	44690	FORM PERS & STAGES_CLEA_VAE	140 000,00 €
021	6185	20161	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	7 500,00 €
021	6188	26609	FRAIS MEDICAUX ACCIDENTS DE TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLES	20 000,00 €
021	6218	23035	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	3 500,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

021	6228	15020	REMUNERATIONS DIVERSES	140 000,00 €
021	6251	20085	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	90 000,00 €
021	6251	26667	FRAIS DE TRANSPORT ET DE DEPLACEMENT DU PERSONNEL	50 000,00 €
021	6251	38419	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL	201 600,00 €
021	6255	15079	FRAIS DE DEMENAGEMENT*	20 000,00 €
021	6331	25344	COTISATIONS VERSEMENT DE TRANSPORT	150 000,00 €
021	6336	1667	COTISATIONS AU CNFPT	389 332,00 €
021	6336	37340	COTISATIONS AU CDG	5 000,00 €
021	64111	10	REMUNERATION DU PERSONNEL TITULAIRE*	19 457 566,00 €
021	64112	19614	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT	498 000,00 €
021	64113	42098	NBI - TITULAIRE	230 877,00 €
021	64118	1042	IFSE ET AUTRES-DES PERSONNELS STAG-TIT	13 869 332,00 €
021	64118	21455	ASTREINTES & PERMANENCES PERSONNEL REGIONAL	75 000,00 €
021	64118	23107	COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL STAG-TIT	225 138,00 €
021	64118	44687	COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL NON TITULAIRE	45 000,00 €
021	64131	12	PERSONNEL NON TITULAIRES REMUNERATION*	4 254 952,00 €
021	64132	11	SFT-PERSONNEL NON TITULAIRE	24 862,00 €
021	64138	19630	IFSE ET AUTRES-DES PERSONNELS NON TIT	3 102 000,00 €
021	6415	42096	CONGES PAYES	20 000,00 €
021	64168	44692	SERVICE CIVIQUE	76 200,00 €
021	6417	41041	REMUNERATION DES APPRENTIS	293 000,00 €
021	6451	46	COTISATIONS A L'URSSAF*	4 914 595,00 €
021	6453	7734	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	6 855 234,00 €
021	6455	44688	PARTICIPATION EMPLOYEUR PREVOYANCE PSC	138 600,00 €
021	64731	15	ALLOCATIONS DE CHOMAGE*	174 236,00 €
021	6488	65	FRAIS DE RESTAURATION*	1 663 500,00 €
021	65188	23003	GRATIFICATIONS STAGIAIRES CONSEIL REGIONAL	40 000,00 €
021	65568	24245	CONTRIBUTIONS AUX FONDS D'INSERTION DES PERSONNELS HANDICAPES	280 000,00 €
021	65748	20125	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AU COSCLAR	200 000,00 €
021	65888	37205	CHARGES DE GESTION COURANTE - PAS	100,00 €
028	6042	39900	PRESTATIONS DE SERVICES	5 000,00 €
028	60632	24367	ACQUISITION DE PETITS MATERIELS	25 000,00 €
028	60632	25482	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT*	15 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

028	61358	20195	AUTRES LOCATIONS MOBILIERES TOUS TYPES	2 000,00 €
028	61558	20202	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERS	1 000,00 €
028	61558	29381	MAINTENANCE ET REPARATIONS DES MACHINES MOTORISEES	10 000,00 €
028	617	34492	ETUDES ET RECHERCHES	15 000,00 €
028	6188	25506	AUTRES FRAIS DIVERS	1 000,00 €
028	65818	43509	FRAIS D'HERBERGEMENT SCALEWAY y compris intelligence territoriale	370 000,00 €
028	65818	43515	INFOGERANCE SYSEMES, FIREWALL ET RESEAUX	82 796,00 €
031	6042	23007	RETRANSCRIPTION DE TRAVAUX DES ASSEMBLEES	15 000,00 €
031	6156	29536	MAINTENACE SEDIT MARIANE	76 000,00 €
031	6232	34	FETES ET CEREMONIES DU PRESIDENT	10 000,00 €
031	6245	20095	FRAIS MISSION DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	134 400,00 €
031	6451	29508	COT URSSAF ELUS	253 523,00 €
031	65311	1683	INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS REGIONAUX*	1 295 537,00 €
031	65312	20122	FRAIS DE MISSIONS ET DE DEPLACEMENT DES ELUS REGIONAUX	200 000,00 €
031	65313	19615	COTISATIONS DE RETRAITE DES ELUS : FONPEL - CAREL - IRCANTEC*	95 265,00 €
031	65315	20123	FORMATION DES ELUS DU CONSEIL REGIONAL	90 000,00 €
031	653172	19632	COTISATION AU FONDS DE FINANCEMENT DE L'ALLOCATION DE FIN DE MANDAT*	5 500,00 €
032	6042	21755	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	15 000,00 €
032	60632	25508	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	1 600,00 €
032	6064	14205	FOURNITURES DE BUREAU CESR*	400,00 €
032	6132	43656	LOCATIONS IMMOBILIERES	400,00 €
032	61558	20115	ENTRETIEN ET REPARATION DU MATERIEL CESR	1 200,00 €
032	617	25512	ETUDES ET RECHERCHES CESR	8 000,00 €
032	6182	20116	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE CESR	3 200,00 €
032	6232	20117	FETES ET CEREMONIES CESR	5 600,00 €
032	6236	20118	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURES CESR	1 800,00 €
032	6245	30806	FRAIS-TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	3 200,00 €
032	65321	19633	INDEMNITES DE FONCTIONS - ELUS CESR*	610 000,00 €
032	65322	19676	FRAIS DE MISSION ET DE DÉPLACEMENT - ELUS CESR	12 000,00 €
032	65325	19677	FRAIS DE FORMATION - ELUS CESR	8 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

032	65326	19678	FRAIS DE REPRÉSENTATION DU PRESIDENT - CESR	7 456,00 €
032	65328	19679	FRAIS SUPPLÉMENTAIRES - ELUS CESR	800,00 €
032	6561	25515	ADHESIONS AUX ORGANISMES DE REGROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	5 600,00 €
033	6042	34516	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	8 700,00 €
033	60632	34555	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	400,00 €
033	6064	14206	FOURNITURES DE BUREAU CCEE*	800,00 €
033	6065	119	DOCUMENTATION GENERALE C.C.E.E	919,00 €
033	61558	20119	ENTRETIEN ET REPARATION DU MATERIEL CCEE	80,00 €
033	617	27733	ETUDES ET RECHERCHES	45 000,00 €
033	6182	20120	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE CCEE	800,00 €
033	6185	21512	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES - CCEE	1 000,00 €
033	6231	21515	FRAIS D'INSERTION - CCEE	160,00 €
033	6232	20121	FETES ET CEREMONIES CCEE	1 600,00 €
033	6233	22813	FOIRES ET EXPOSITIONS	400,00 €
033	6234	21513	RECEPTIONS CCEE	2 000,00 €
033	6236	14203	FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE C.C.E.E.*	1 200,00 €
033	65312	132	FRAIS DE MISSION AUX CONSEILLERS C.C.E.E	1 360,00 €
033	65331	19634	INDEMNITES DE FONCTIONS - ELUS CCEE*	301 876,00 €
033	65332	19680	FRAIS DE MISSION ET DE DÉPLACEMENT - ELUS CCEE	1 050,00 €
033	65332	19681	FRAIS DE FORMATION - ELUS CCEE	1 000,00 €
033	65888	34552	AUTRES CHARGES EXCEPT -TUTORAT ET ACCOMP.JEUNES	1 060,00 €
038	6042	21653	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES CRJEUNES	180 000,00 €
038	65742	33191	SUBVENTIONS IEJ (PART FSE)	70 000,00 €
043	6042	42350	ASSISTANCE TECHNIQUE FEADER	7 000 000,00 €
043	6042	42351	FEDER	3 500 000,00 €
043	6042	42352	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES (AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER)	799 552,00 €
043	6042	42353	ASSISTANCE TECHNIQUE FSEPLUS 2021-2027	2 000 000,00 €
043	6042	42354	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES (AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER)	1 000 000,00 €
048	6042	20229	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES COOPERATION REGIONALE	40 000,00 €
048	6042	29449	PRESTATIONS DE SERVICES INTERNATIONALISATION DES ENTREPRISES	10 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
071-239710015-20250411-25-9-ALJ
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

048	6218	44735	CHARGE DE COOPERATION -FONDS DE CONCOURS	50 000,00 €
048	6281	32089	CONCOURS COTISATIONS DAEC	400 000,00 €
048	657382	23043	COOPERATION REGIONALE OPERATIONNELLE	15 448,00 €
048	65742	29450	SUBVENTION POUR INTERNATIONALISATION DES ENTREPRISES	40 000,00 €
048	65748	20230	SUBVENTIONS COOPERATION REGIONALE	132 000,00 €
048	65748	30662	SUBVENTIONS COOPERATION REGIONALE	33 000,00 €
048	65748	33229	DEMARCHE ADHESION OIR	20 000,00 €
Total 930 - SERVICES GENERAUX				89 511 872,00 €

9305 - GESTION DES FONDS EUROPEENS				10 204 448,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
051	657382	42141	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	200 000,00 €
051	657382	42146	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	1 800 000,00 €
052	657382	42103	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	3 000 000,00 €
052	657382	42163	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	826 000,00 €
052	657382	42169	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	726 448,00 €
052	657382	42179	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	826 000,00 €
052	657382	42181	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	826 000,00 €
052	65748	35966	OTAXE8A26A-AIDE AU FRET	2 000 000,00 €
Total 9305 - GESTION DES FONDS EUROPEENS				10 204 448,00 €

932 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE				80 526 872,75 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
201	6042	44890	STRATEGIE DE A FORMATION PROFESSIONNELLE	114 820,41 €
201	617	19734	FRAIS D'ETUDES	120 000,00 €
201	657382	41059	OLYMPIADE DES METIERS	175 000,00 €
201	657382	44891	FONCTIONNEMENT DU CARIF OREF	420 000,00 €
222	6282	19649	FRAIS DE GARDIENNAGE DANS LES LYCEES	830 000,00 €
222	6331	25458	COTISATIONS VERSEMENT TRANSPORT	50 000,00 €
222	64111	21450	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE ATTEE	12 279 664,00 €
222	64112	21451	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT	28 419,00 €
222	64113	42099	NBI - TITULAIRE ATTEE	78 893,00 €
222	64118	21452	IFSE ET AUTRES - DES PERSONNELS ATTEE TIT-STAG	7 289 375,00 €
222	64118	21456	ASTREINTES & PERMANENCES PERSONNEL ATTEE	5 731,00 €
222	64118	39002	COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL ATTEE STAG-TIT	135 000,00 €
222	64118	39003	COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL ATTEE NON TITULAIRE	45 000,00 €
222	64131	20059	REMUNERATION, PERSONNEL ATTEE. NON TITULAIRES*	1 222 119,00 €
222	64132	20060	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ATTEE. NON TITULAIRE	13 082,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

222	64138	26655	IFSE & AUTRES DES PERSONNELS ATTEE NON TIT	763 210,00 €
222	6451	20062	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F. - ATTEE NON TITULAIRE	602 000,00 €
222	6451	21453	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F. ATTEE TITULAIRES	1 883 532,00 €
222	6453	20063	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES - ATTEE. NON TITULAIRE	3 967 829,00 €
222	6453	21460	RAFP ATTEE TITULAIRES	296 000,00 €
222	64731	19627	ALLOCATIONS DE CHOMAGE - ATTEE VACATAIRE	71 707,00 €
222	65132	30590	PRIX DU CONSEIL REGIONAL AUX BACHELIERS MERITANTS (LYC. PUB)	42 000,00 €
222	655121	39711	FONCTIONNEMENT LYCEES PUBLICS	4 200 000,00 €
222	657381	33298	SUBVENTION VOYAGES SCOLAIRES - PAC & AUTRES	375 276,00 €
222	657381	33307	SUBVENTIONS MANUELS SCOLAIRES	334 066,00 €
222	65888	37206	CHARGES DE GESTION COURANTE - PAS	100,00 €
223	65132	30593	PRIX DU CONSEIL REGIONAL AUX BACHELIERS MERITANTS (LYC. PRIV.)	15 900,00 €
223	655122	42260	FONCTIONNEMENT LYCEES PRIVES	914 894,00 €
223	65742	30597	SUBVENTIONS VOYAGES SCOLAIRES PAC ET AUTRES	34 977,00 €
223	65742	33305	SUBVENTIONS MANUELS SCOLAIRES	48 542,00 €
251	65188	37248	AIF - CHEQUE QUALIFICATION	1 050 000,00 €
251	65742	41053	PACTE ULTRAMARIN 1 - ACCES PUB FRAGILES AUX PARCOURS QUALIF	10 000 000,00 €
252	6132	37213	LOYER ER2C.ST JOSEPH DE CLUNNY MOULE	50 000,00 €
252	65188	37264	AIDES INDIVIDUELLES A LA FORMATION & LA MOBILITE & CHEQUE QUALIFICATION	500 000,00 €
252	65188	44866	CHEQUE QUALIFICATION - FRANCE TRAVAIL - PRESCRIPTEUR- 2025	300 000,00 €
252	65188	44872	DEMANDEURS D'EMPLOI - AFMC 2025	380 000,00 €
253	6042	41026	PROG FORM COLLECTIVE 2022	482 561,57 €
253	65188	38577	DISPOSITIF CHEQUE QUALIFICATION	800 000,00 €
253	65742	37314	PROGRAMME REG DE FORMATION PROF (PO 2014-20)	36 885,85 €
253	65742	38426	CONVENTION LADOM REGION GPE 2020-2021	300 000,00 €
253	65742	39705	CONVENTION LADOM REGON GPE 2021-2022	400 000,00 €
253	65748	42402	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGA	492 856,09 €
254	657382	37229	APPUI AU PLAN DE FORMATION DES SALARIES	50 000,00 €
254	65742	39927	APPUI AU PLAN DE FORMATION DES SALARIES	100 000,00 €
255	6156	38620	GPE FORMATION - MAINTENANCE LOGICIEL REMU DES STAG	120 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

255	6156	44908	MAINTENANCE LOGICIEL REMUFORMPRO	100 000,00 €
255	65121	37256	GUADELOUPE FORMAT - REMUNERATION DES STAGIAIRES	3 300 000,00 €
255	65121	44909	REMUNERATION DES STAGIAIRES	5 040 000,00 €
258	65188	37250	AIDES EXCEPTIONNELLES	28 168,05 €
258	657382	43552	SUBV GDE FORMATION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2024	2 400 000,00 €
258	657382	44881	SUBV GPE FORMATION - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2025	6 132 400,00 €
258	65748	44888	ACCOMP PARTENAIRES DE LA FORM PRO-MISSION LOCALE	420 000,00 €
26	611	34487	CONTRATS DE GESTION BEA UMAG	78 381,00 €
26	611	34488	CONTRATS D'EXPLOITATION BEA UMAG	127 392,00 €
26	65188	41025	AIDE AU PERMIS DE CONDUIRE - JEUNE SERVICE CIVIQUE	29 000,00 €
26	655238	39871	PRIME REGIONALE PLAN DE RELANCE	140 000,00 €
26	6618	34485	INTERETS BEA UMAG	570 333,00 €
27	6042	38504	PROGRAMME DE FORMATION MARITIME	30 480,00 €
27	65131	37184	BOURSES SOCIALES 2019-2020	250 000,00 €
27	65131	42278	BOURSES SANITAIRES 2023-2024	250 000,00 €
27	65131	44873	BOURSES SANITAIRES 2025-2028	150 000,00 €
27	65131	44874	BOURSES SOCIALES 2025-2028	150 000,00 €
27	657382	33461	PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION SANITAIRE 2015	3 929 143,76 €
27	657382	43620	PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION SANITAIRE	4 070 856,24 €
27	657382	44905	PROGRAMME REG DES FORM SANITAIRES 2025-2028- PUBL	250 000,00 €
27	65748	44907	PROGRAMME REG DES FORM SOCIALES 2025-2028-DEM EMPLOI	250 000,00 €
288	6245	31858	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	22 000,00 €
288	65124	30600	INDEMNITE " OPERATION SOLIDARITE JEUNES "	202 300,00 €
288	65124	30601	FORMATIONS & STAGES EXTRA REGIONAUX	12 700,00 €
288	65131	1810	BOURSES REGIONALES DOCTORALES ET POST-DOCTORALES	23 234,78 €
288	65131	30603	AIDES AUX ETUDIANTS - MOBILITE QUEBEC	27 500,00 €
288	65131	33140	BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2016-2019	228 000,00 €
288	65131	35742	BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2017-20	24 122,00 €
288	65131	35854	BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2018-2021	106 030,00 €
288	65131	37102	AIDES AUX ETUDIANTS 2019-20	515 888,00 €
288	65131	37103	BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2019-2020	133 771,00 €
288	65188	30605	AIDES EXCEPTIONNELLES AUX ÉTUDIANTS	19 800,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

288	65748	30606	SUBVENTIONS-AUTRES SERVICES PERISCOLAIRES & ANNEXES	95 933,00 €
Total 932 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE				80 526 872,75 €

933 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS				6 771 875,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
311	6042	7805	ANIMATION DU FONDS D'AIDE A LA CREATION ET A LA PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE	6 400,00 €
311	65568	44733	CONTRIBUTION GIP AGENCE CULTURELLE DE GUADELOUPE	170 000,00 €
311	657358	21759	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES	19 800,00 €
311	657358	44732	SUBV FONC TERRE DE BLUES	150 000,00 €
311	65741	39708	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGA	40 000,00 €
311	65742	19972	ACTION DE CONSERVATION ET MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE IMMATERIEL	16 000,00 €
311	65742	19973	DEPLACEMENT DES ARTISTES	40 000,00 €
311	65742	19981	SOUTIEN AUX STRUCTURES DE DIFFUSION CULTURELLE	64 000,00 €
311	65742	19983	ACCOMPAGNEMENT DE LA CHAINE DU LIVRE & VALORISATION DE LA LITTERATURE	15 000,00 €
311	65742	20038	ACTIONS DE SENSIBILISATION A TOUTES LES FORMES DE CULTURE	20 000,00 €
311	65742	23151	SUBV. POUR LES FORM° DES METIERS DU SPECTACLE	60 000,00 €
311	65742	24372	CONV CNC AIDE CREATION PRODUCT° CINEMATOGRAPHIQUE & AUDIOVISUEL	20 000,00 €
311	65742	25427	CONV. CNC : DIFFUSION FORMATION AIDES AUX SALLES EDUCAT° A L'IMAGE	30 000,00 €
311	65742	26612	ARTS PLASTIQUES CREATION DIFFUSION FORMATION ET PRATIQUE AMATEUR	20 000,00 €
311	65742	30538	MANIFESTATIONS CULTURELLES D'INTERET REGIONAL	50 000,00 €
311	65748	19970	AIDE A LA PRODUCTION ET A LA CREATION ARTISTIQUE	72 000,00 €
311	65748	19977	CARNAVAL AIDE AUX GROUPES CARNAVALESQUES	120 000,00 €
314	657382	42398	SUBVENTION FONCTIONNEMENT POUR LE MEMORIAL ACTe	4 073 675,00 €
314	65742	19982	SOUTIEN AUX TRAVAUX SCIENTIFIQUES ET EXPOSITIONS	20 000,00 €
318	6042	22969	PRESTATIONS DE SERVICES - INVENTAIRE ET PATRIMOINE	24 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

318	657382	19962	VALORISATION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE & HISTORIQUE	12 000,00 €
318	657382	30679	SOUTIEN A LA RECHERCHE ET VALORISATION ARCHEOLOGIQUE - ORGANISMES PUBLICS DIVERS	20 000,00 €
318	65742	30680	SOUTIEN A LA RECHERCHE ET VALORISATION ARCHEOLOGIQUE - ASSOCIATIONS	20 000,00 €
324	6558	39908	DOTATION DE FONCTIONNEMENT DU CREPS	100 000,00 €
326	65742	19984	SOUTIEN AUX SPORTS ET SPORTIFS DE HAUT NIVEAU	363 310,00 €
326	65748	30671	SOUTIEN AUX SPORTS ET SPORTIFS DE HAUT NIVEAU	1 220 690,00 €
338	65748	19986	ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE	5 000,00 €
Total 933 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS				6 771 875,00 €

934 - SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS APA ET RSA/REGUL. RMI)				10 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
4232	65748	29442	CONTRATS URBAINS DE COHESION SOCIALE	10 000,00 €
Total 934 - SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS APA ET RSA/REGUL. RMI)				10 000,00 €

935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT				1 349 562,05 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
501	617	29443	ETUDES AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	62 500,00 €
515	6042	43530	SCHEMA DES EQUIPEMENTS SPORTIFS	15 000,00 €
515	617	43529	CELLULE D'INGENERIE POUR LES COMMUNES	8 000,00 €
52	6042	39844	ANIMATION DES PARCOURS SPORTIFS DE SANTE	5 000,00 €
54	65741	41068	SUBVENTION AUX OPERATEURS ARSAH	133 000,00 €
56	617	43570	ETUDES D'ELABORATION DE LA STRATEGIE DU LITTORAL	80 000,00 €
57	6156	38465	MAINTENANCE LOGICIEL DESENCLAVEMENT MARITIME	65 000,00 €
57	6156	44702	MAINTENANCE LOGICIELS TIC	180 000,00 €
57	617	30772	ETUDES INGENIERIE RELATIVE A DES PROJETS TIC	50 000,00 €
57	65748	35785	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	35 000,00 €
588	617	43568	ETUDES NATURE EN VILLE	40 000,00 €
588	6238	30775	DIVERS PRESTATIONS POUR LE SAR	411 062,05 €
588	6238	43611	DIVERS PRESTATIONS DE CARTOGRAPHIE	10 000,00 €
588	6238	44717	DIVERSES PRESTATIONS POUR LE SAR	250 000,00 €
588	6281	41080	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	5 000,00 €
Total 935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT				1 349 562,05 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

936 - ACTION ECONOMIQUE				6 283 284,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
61	6042	43518	MISE EN OEUVRE DES GRANDS EVENEMENTS ECONOMIQUES REGIONAUX	130 000,00 €
61	6042	44712	ACHATS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES	180 000,00 €
61	657382	38500	SUBVENTIONS ORGANISMES PUBLIC DIVERS	6 000,00 €
61	65748	20040	INGENIERIE FINANCIERE-DISPOSITIF MICRO-CRÉDIT	250 000,00 €
61	65748	42316	SOUTIEN AUX ACTION COLLECTIVES AIDES AUX PRIVES	30 000,00 €
61	65748	43517	ACCOMPAGNEMENT DES ACTIONS DE PROMOTION COLLECTIVES	470 000,00 €
62	65742	30674	ACTIONS COLLECTIVES - ARACT	100 000,00 €
62	65748	43532	PARTENARIAT TSA	160 000,00 €
6311	6042	20442	SOUTIEN A L'ECONOMIE BLEUE - DIVERS PRESTATIONS DE SERVICE	100 000,00 €
6311	6042	36051	DIVERS PREST	210 000,00 €
6311	657382	34691	SALONS, FOIRES, -CHAMB. D'AGRICULTURE& DIVERS	30 000,00 €
6311	65748	44794	SOUTIEN A L'ECONOMIE BLEUE - SUBV DE FONCTIONNEMENT	50 000,00 €
632	617	38499	FRAIS D'ETUDES	246 000,00 €
632	65742	30731	ALLEGEMENT PRIX CARBURANT-TRANSPORTEURS DU BTP	100 000,00 €
632	65748	30669	ALLEGT PRIX CARBURANT-ARTISANS TAXIS	500 000,00 €
632	65748	37140	REMBOURSEMENT TAXE OCTROI DE MER	10 000,00 €
633	6042	34662	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	390 000,00 €
633	6042	44833	EVENEMENTIEL RDR	60 000,00 €
633	617	32067	ETUDES ET RECHERCHES TOURISMES - OBSERVATOIRE DU TOURISME	3 960,00 €
633	657382	36031	SUBV FONCT- ROUTE DU RHUM 2018	50 000,00 €
633	657382	37306	FONCTIONNEMENT CTIG	1 000 000,00 €
633	65748	30668	ALLEGMT DU PRIX DU CARBURANT-VEHICULES DE GRANDES REMISES & DE TOURISME	10 000,00 €
65	6042	42370	PRESTATIONS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ESS	6 300,00 €
65	6042	44814	ANIMATION TERRITORIALE	50 000,00 €
65	657382	39884	DISPOSITIFS SERVICE CIVIQUE 2021	438 000,00 €
65	65741	30559	DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT A L'EMPLOI - EMPLOI TREMPLIN 2014	133 000,00 €
65	65742	43550	ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES - CONTRATS DE PROF. 2024	81 650,00 €
65	65742	44818	SOUTIEN A L'EMPLOI TREMPLIN-ENTREPRISES	100 000,00 €
65	65748	37185	STRUCTURATION ET DEVELOPPEMENT	150 700,00 €

Accusé de réception en préfecture
 97123971001520250411-25-9-AU
 Date de télétransmission : 11/04/2025
 Date de réception préfecture : 11/04/2025

65	65748	42378	ACCOMPAGNEMENT EMPLOI CHANTIER INSERTION 2014	100 000,00 €
65	65748	44816	AIDES AUX STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT 2025-2028	210 000,00 €
65	65748	44817	AIDES AUX SIAE 2025-2028	50 000,00 €
65	65748	44819	SOUTIEN A L'EMPLOI TREMPLIN-ASSOCIATIONS	50 000,00 €
66	611	24298	ETUDES ECONOMIQ. TRANSVERSALES ET OBSERVATOIRE ECONOMIQUE REG	60 000,00 €
67	6042	37104	MISE EN PLACE DE LA STRATEGIE REGIONALE POUR L'INNOVATION	6 000,00 €
67	657382	42269	DISPOSITIF JEUNE DOCTEUR ORGANISMES PUBLICS	12 000,00 €
67	65748	21781	SUB. ORGANISMES PRIVES PR LA RECHERCHE, L'INNOVATION & LA CULTURE SCIENTIFIQUE	212 000,00 €
67	65748	30630	SUB. ORGANISMES PRIVES PR LA RECHERCHE, L'INNOVATION & LA CULTURE SCIENTIFIQUE	420 000,00 €
68	6042	39895	ACHATS PRESTA SERVICVES	28 000,00 €
68	657382	34587	DISPOSITIF SERVICE CIVIQUE	39 674,00 €
68	65748	34501	AIDES AUX STRUCTURES DE L'ESS	50 000,00 €
Total 936 - ACTION ECONOMIQUE				6 283 284,00 €

937 - ENVIRONNEMENT				1 784 319,65 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
71	6042	38428	DIVERS PRESTATIONS DE SERVICE - PROG SARG'COOP	35 000,00 €
71	6042	43571	DIVERS PRESTATIONS DE SERVICE - PLANIFICATION	20 000,00 €
71	6042	43595	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	40 000,00 €
71	617	38429	ETUDES AMO GESTION DE PROJET	200 000,00 €
71	617	43572	ETUDES AMO GESTION DE PROJET - PLANIFICATION	60 000,00 €
71	6288	38430	AUTRES PRESTATIONS - PROGRAMME SARG'COOP	35 000,00 €
71	657348	38605	APPEL A PROJET UN ECOPROJET PR MA GUADELOUPE	2 400,00 €
71	657348	39934	ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	26 025,00 €
71	657348	43591	SOUTIE AUX ACTIONS EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE COMMUNES	10 000,00 €
71	657348	43597	SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE COMMUNES	20 000,00 €
71	657358	43590	SOUTIE AUX ACTIONS EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE EPCI	10 000,00 €
71	657358	43596	SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE EPCI	10 000,00 €
71	657381	38604	APPEL A PROJET UN ECOPROJET PR MA GUADELOUPE	8 100,00 €
71	657382	35792	ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	35 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

71	657382	43592	SOUTIE AUX ACTIONS EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE ORGANISMES PUBLICS	10 000,00 €
71	657382	43598	SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE ORGANISMES PUBLICS	10 000,00 €
71	65748	38427	APPEL A PROJET UN ECOPROJET PR MA GUADELOUPE	8 265,00 €
71	65748	43573	SUBV ACCORDEES ASSOCIATIONS - PLANIFICATION	20 000,00 €
71	65748	43593	SOUTIE AUX ACTIONS EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE ORGANISMES DROIT PRIVE	10 000,00 €
71	65748	43599	SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE ORGANISMES PRIVES	10 000,00 €
7211	6042	44761	ANIMATION ACTIONS REDUCTION DES DECHETS	10 000,00 €
7211	6042	44762	ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES	5 000,00 €
7211	6042	44767	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	10 000,00 €
7211	65748	38576	SUBVENTION POUR OBSERVATOIRE DES DECHETS	58 862,70 €
7212	657348	38431	SUBVENTION COLLECTIVITES ENLEVEMENT SARGASSES	30 000,00 €
7222	657348	44776	SUBVENTIONS POUR COLLECTE DES SARGASSES	20 000,00 €
731	615228	44716	ENTRETIEN ET SUIVI BARRAGE DE MOREAU	100 000,00 €
74	6558	19769	COTISATION GWAD'AIR	20 000,00 €
758	6042	35862	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	8 000,00 €
758	65748	44813	ANIMATION MDE PRIVE,ASSOCIATIONS	150 000,00 €
76	6281	22953	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	10 000,00 €
76	6558	44755	CONTRIBUTION POUR PREFIGURATION DE L'ARB	300 000,00 €
78	6042	43525	EDITIONS DE DOCUMENTS	30 000,00 €
78	6042	44757	SEMINAIRES ET FORMATIONS	10 000,00 €
78	605	43526	ACQUISITIONS DE PETITS MATERIELS	30 000,00 €
78	61521	44758	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS HORS ROUTE	80 000,00 €
78	615232	33294	CURAGE DES RAVINES ET DES CANAUX	112 437,95 €
78	617	39686	SOUTIEN AUX DEMARCHES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE	15 000,00 €
78	657348	39899	SOUTIEN AUX DEMARCHES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE	3 150,00 €
78	657382	38472	AIDE A L'AMELIORATION DU CADRE DE VIE - ORGANISMES PUBLICS	22 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

78	65748	38473	AIDE A L'AMELIORATION DU CADRE DE VIE - ORGANISMES PRIVES	32 000,00 €
78	65748	38634	SUBV. POUR LES ACTIONS DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS	109 279,00 €
78	65748	42324	SOUTIEN AUX DEMARCHES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE	38 800,00 €
Total 937 - ENVIRONNEMENT				1 784 319,65 €

938 - TRANSPORTS				28 613 718,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
81	6042	35882	TRANSPORTS SCOLAIRES	3 025 000,00 €
81	6042	43630	ASSISTANCE TECHNIQUE TRANSPORTS SCOLAIRES	240 000,00 €
81	6558	43544	COMPENSATION TRANSPORT SCOLAIRE	2 735 000,00 €
81	6568	43545	CONTRIBUTION FINANCIERE TRANSPORT SCOLAIRE	350 000,00 €
821	6042	35973	SUBVENTIONS POUR LE TRANSPORT INTERURBAIN	3 213 000,00 €
821	6042	43546	ACHAT DE PRESTATION POUR LE TRANSPORT INTERURBAIN	100 000,00 €
821	65132	38414	COTISATIONS, ADHESIONS ET AUTRES PRESTATIONS (POUR LE COMPTE DE TIERS)	148 510,00 €
821	657358	37296	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DU BUS DES MERS	100 000,00 €
821	65742	43541	DISPOSITIF TRANSPORT A LA DEMANDE	130 000,00 €
824	657358	43539	SUBVENTION DESENCLAVEMENT MARITIME	2 500 000,00 €
842	6042	20263	PRESTATIONS DE SERVICES	50 000,00 €
842	60612	22830	FRAIS D'ELECTRICITE ROUTES	240 000,00 €
842	615231	34520	ENTRETIEN ET REPARATIONS ROUTES NATIONALES	25 000,00 €
842	615231	38440	ENTRETIEN ET REPARATION DES VOIRIES	600 000,00 €
842	615231	39785	ENTRETIEN DES ECHANGEURS ET ABORDS DU RESEAU ROUTIER PGM 2021-2026	1 223 698,00 €
842	6561	23163	PARTICIPATIONS AU SYNDICAT DES ROUTES DE GUADELOUPE	1 650 000,00 €
842	6561	24363	PARTICIPATIONS AU SRDG - TRAITEMENTS ET SALAIRES	11 180 510,00 €
842	6561	31837	MASSE SALARIALE DES OPA	500 000,00 €
842	65888	34521	CONTENTIEUX ETAT	400 000,00 €
842	65888	35961	INDEMNISAT° VICTIMES NUISANCES	30 000,00 €
849	611	19960	PROG DE PREVENTION & DE SECURITE ROUTIERE	10 000,00 €
849	65748	14368	PROGRAMMES DE SECURITE ROUTIERE	30 000,00 €
851	615228	43542	ENTRETIEN DE LA GARE ROUTIERE DE BERGEVIN	64 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

851	6156	43543	MAINTENANCE SYSTEME BILLETIQUE	69 000,00 €
Total 938 - TRANSPORTS				28 613 718,00 €

940 - IMPOSITIONS DIRECTES				4 747 891,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	739214	37260	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION CVAE	4 747 891,00 €
Total 940 - IMPOSITIONS DIRECTES				4 747 891,00 €

941 - AUTRES IMPOTS ET TAXES				33 406,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	739115	35827	PRELEVEMENT CONTRIBUTION POUR LE REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES	33 406,00 €
Total 941 - AUTRES IMPOTS ET TAXES				33 406,00 €

943 - OPERATIONS FINANCIERES				13 026 490,28 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	627	21656	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	188 113,35 €
01	6541	29457	TITRES ADMIS EN NON VALEUR	500 000,00 €
01	66111	22895	INTERETS REGLES A L'ECHEANCE	11 100 000,00 €
01	66112	24242	INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE	1 038 376,93 €
01	6615	37200	INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS CREDITEURS	200 000,00 €
Total 943 - OPERATIONS FINANCIERES				13 026 490,28 €

944 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS				39 114,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	6331	41077	COTISATIONS VERSEMENT TRANSPORT GROUPE ELUS	100,00 €
01	6336	41078	COTISATIONS CNFPT GROUPE ELUS	150,00 €
01	64112	41075	SFT GROUPE ELUS	234,00 €
01	6451	41079	COTISATIONS A L'URSSAF GROUPE ELUS	4 738,00 €
01	6453	41076	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES GROUPE ELU	1 192,00 €
01	65861	20184	FRAIS DE PERSONNEL DES GROUPES D'ELUS	17 700,00 €
01	65862	41002	MATERIEL EQUIPEMENT ET FOURNITURES	15 000,00 €
Total 944 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS				39 114,00 €

945 - PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES				1 221 000,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	6815	43608	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES CHARGES FONCTIONNEMENT	156 000,00 €
01	6817	43607	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES	1 065 000,00 €
Total 945 - PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES				1 221 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

946 - TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS				199 692 201,53 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	6811	19568	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	199 692 201,53 €
Total 946 - TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS				199 692 201,53 €

953 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)				62 957 600,00 €
FONCTION	NATURE	ENV N°	LIBELLÉ DE L'ENVELOPPE	PROPOSITION
01	023	37349	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	62 957 600,00 €
Total 953 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)				62 957 600,00 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Basse-Terre, le 24 mars 2025

Le Président

PCR-AR/CAB-RB/DGS-JLB/DGA-WD/DAJAA-JT/SAJA-SB-NSV/AP25-02

Monsieur le Président du conseil régional

A

Mesdames et Messieurs les conseillers régionaux

Objet : Convocation à la commission de synthèse du conseil régional.

Mesdames, Messieurs, les conseillers régionaux,

La commission de synthèse du conseil régional de la Guadeloupe se réunira le **vendredi 28 mars 2025 à 16h, salle n° 1 de l'Espace régional du Raizet aux Abymes.**

Et ce, aux fins de délibérer sur les points de l'ordre du jour suivants :

1. Examen et vote du projet de budget primitif pour l'exercice 2025 ;
2. Délibération complémentaire à la délibération n° CR/21-1339 relative à l'évaluation et à la révision du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) ;
3. Questions diverses.

Je vous saurais gré de bien vouloir confirmer votre présence auprès du service des affaires juridiques et des assemblées :

- Par téléphone : 0690 19 34 24 / 0690 70 34 76
- Par retour de mail : ld_assemblee@regionguadeloupe.fr

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le conseiller régional, l'expression de ma considération distinguée.

Le président du conseil régional



Ary CHALUS

REGION GUADELOUPE

2^{ème} séance plénière ordinaire de l'exercice 2025

CONSEIL REGIONAL

Séance du lundi 31 mars 2025

AVIS DE LA COMMISSION DE SYNTHESE

Séance plénière du 31 mars 2025

La Commission de synthèse composée des membres de la Commission budget, fiscalité, patrimoine et affaires juridiques et des présidents des autres Commissions thématiques, s'est réunie le vendredi 28 mars 2025, sous la présidence de Madame Marie-Luce PENCHARD, 2^{ème} Vice-présidente, pour analyser et rendre un avis sur les affaires inscrites à l'ordre du jour de la séance plénière du Conseil régional du 31 mars 2025 :

1. Examen et vote du projet de budget primitif pour l'exercice 2025 ;
2. Délibération complémentaire à la délibération n° CR/21-1339 relative à l'évaluation et à la révision du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) ;
3. Questions diverses.

En raison de l'empêchement de Monsieur Jean-Marie HUBERT, 1^{er} Vice-président, Madame Marie-Luce PENCHARD, 2^{ème} Vice-présidente du Conseil régional, a assuré la présidence de la Commission de synthèse.

Chacune des affaires inscrites à l'ordre du jour a fait l'objet d'un examen aux fins de donner un avis, à savoir :

1. Examen et vote du projet de budget primitif pour l'exercice 2025

Le cycle budgétaire 2025, amorcé lors de la présentation des Orientations Budgétaires le 20 février 2025 poursuit son cours avec le projet de budget primitif 2025, dans un contexte préoccupant et incertain.

En effet, depuis de nombreuses années, le budget de l'Etat est déficitaire, mais cette année, les collectivités locales vont être mises à contribution pour permettre à l'Etat de réduire le déficit. Cette situation a évidemment des répercussions sur les finances des collectivités territoriales.

Le projet de budget primitif 2025 proposé par le président du Conseil régional présente les grandes masses suivantes avec une épargne brute prévisionnelle arrêtée à 81 564 905,53 € :

- **Mouvements budgétaires :**

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	467 418 511,75 €	506 773 654,26 €	974 192 166,01 €
DEPENSES	467 418 511,75 €	506 773 654,26 €	974 192 166,01 €

- **Mouvements réels :**

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	192 768 710,22 €	325 688 758,26	518 457 468,48 €
DEPENSES	274 333 615,75 €	244 123 852,73	518 457 468,48 €

- **Mouvements d'ordre :**

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	274 649 801,53 €	181 084 896,00 €	455 734 697,53 €
DEPENSES	193 084 896,00 €	262 649 801,53 €	455 734 697,53 €

S'agissant des ajustements des AP et AE :

La Commission salue les apurements proposés ainsi que les mesures nouvelles inscrites pour la conduite des politiques régionales.

S'agissant des recettes :

La Commission constate que le volet recettes est plus restreint du fait de la marge de manœuvre limitée du Conseil régional sur cet aspect, et sa dépendance aux dotations de l'État.

Entre écrêtement du dynamisme de la fraction de TVA (gel de la revalorisation de TVA), gel de la Dotation Régionale d'Équipement Scolaire (DRES) et de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD), disparition de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP),

dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales, l'impact sur le budget de la Région s'avère conséquent et confirme l'analyse prospective présentée à l'occasion du débat d'orientations budgétaires le 20 février dernier.

Cette situation souligne la forte dépendance financière des Régions vis-à-vis de l'État, du fait de leur quasi absence de ressources propres et d'autonomie fiscale.

Le Conseil régional a donc choisi de privilégier la recherche de fonds européens par la réaffectation dans le nouveau PO FEDER-FSE+ 2021-2027 de certains projets initialement programmés dans le PO FEDER-FSE 2014-2020. De nouvelles programmations sont en cours pour pallier le risque de dégagement d'office à la clôture de cette année 2025.

De même, certains crédits du contrat de convergence territoriale, du Fonds Barnier, du Fonds Exceptionnel d'investissement permettront à la Région de poursuivre sa politique d'investissement et de soutenir la commande publique.

Au vu des décisions prises en loi de finances concernant les recettes de fonctionnement des collectivités régionales, des caractéristiques des recettes de la Région et des incertitudes quant au contexte conjoncturel, la Commission salue la volonté de la Région d'optimiser dès 2025 les crédits du Fonds Social Européen et donne un avis favorable quant à l'actualisation du tarif de la carte grise qui passera de 41 € à 50 € par cheval fiscal au 1^{er} juillet 2025, soit une augmentation de 9 € par cheval fiscal.

S'agissant des dépenses :

La Commission constate que le projet de budget primitif pour 2025 repose sur une première actualisation du PPI 2024-2030 visant essentiellement à assurer la soutenabilité financière des investissements, afin notamment de tenir compte d'une importante contraction des marges de manœuvre budgétaires et de la survenue de nouveaux besoins en investissement, plus particulièrement dans les domaines des filières, de la voirie, des lycées, du numérique éducatif, de l'orientation, de la feuille de route sur l'eau et de la feuille de route sur l'évaluation des politiques publiques environnementales, de l'emploi associatif et de la jeunesse.

En dépit d'une conjoncture difficile, le Conseil régional souhaite maintenir les financements et capacités d'action dans les secteurs qu'il identifie comme des priorités. Il souhaite maintenir son offre en termes de soutien au pouvoir d'achat et souhaite également continuer son soutien aux entreprises les plus fragiles. La Région doit préserver son rôle économique.

Face aux défis multiples et complexes actuels, la Commission salue la détermination de la Région à maintenir le cap de son projet tout en procédant à des ajustements difficiles mais nécessaires.

L'effet de ciseau se renforce et la Région se voit contrainte d'appliquer la hausse des cotisations pour la CNRACL prévue dans le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale. La Région doit ainsi réviser ses dépenses de fonctionnement afin de poursuivre son plan de mandat dans un cadre budgétaire soutenable.

Enfin, la Commission a procédé à l'examen de l'amendement proposé consistant à ajuster les frais de fonctionnement des groupes d'élus. Elle considère qu'il s'agit d'un amendement à solde nul qui permet d'ajuster les dépenses entre deux chapitres fonctionnels de la section de fonctionnement, qui ne modifie pas la balance générale du projet de budget primitif 2025 et qui n'appelle pas de ressources supplémentaires. Elle donne un avis favorable pour son adoption par le Conseil régional.

En conclusion :

La Commission de synthèse considère que le projet de budget 2025 proposé par le président du Conseil régional s'inscrit dans un contexte inédit car, à défaut d'une capacité de lever l'impôt, les régions doivent pouvoir disposer des ressources dynamiques qui ne puissent pas constituer des variables d'ajustement de l'Etat. Elle admet que le Conseil régional soit contraint de faire des choix et d'adapter sa stratégie de dépenses, pour anticiper la perte de recettes attendue du fait de l'impact des mesures envisagées dans le PLF 2025. Elle invite le Conseil régional à se recentrer sur ses compétences propres.

La Commission donne un avis favorable pour l'adoption du projet de budget 2025 proposé par l'exécutif régional en tenant compte de l'amendement examiné favorablement, annexé au présent avis.

2. Délibération complémentaire à la délibération n° CR/21-1339 relative à l'évaluation et à la révision du Schéma d'Aménagement Régional (SAR)

Le Schéma d'aménagement régional de la Guadeloupe a été approuvé par décret en Conseil d'Etat le 22 novembre 2011. Il fixe les orientations fondamentales à moyen terme en matière de développement durable, de mise en valeur du territoire et de protection de l'environnement, eu égard aux objectifs assignés à l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme.

Suite à son évaluation réglementaire 2020-2021, le Conseil régional a décidé la révision du SAR de la Guadeloupe par délibération n° CR/21-1339 en date du 15 novembre 2021.

Il s'agit maintenant de compléter cette délibération afin de définir de manière plus détaillée d'une part les objectifs de la révision, et d'autre part les modalités de la concertation préalable.

Les objectifs de la révision visent à intégrer les nombreuses évolutions législatives et réglementaires, réinterroger certaines orientations, tenir compte d'une évolution démographique et tenir compte de nouveaux enjeux. Les modalités de la concertation permettent de définir les cibles, les finalités et les supports.

La Commission de synthèse émet un avis favorable au projet de délibération complémentaire à la délibération n° CR/21-1339 adoptée le 15 novembre 2021 par le Conseil régional.

3. Questions diverses

En l'absence de questions diverses, la Commission n'a pas eu d'avis à donner.

Au terme des discussions les membres de la Commission de synthèse émettent un avis favorable pour l'adoption des affaires inscrites à l'ordre du jour de la 2^{ème} séance plénière du Conseil régional pour l'exercice 2025.

Pour le président de la Commission de synthèse



Marie-Luce PENCHARD

2^{ème} Vice-présidente du Conseil régional

HÔTEL DE RÉGION

AVENUE PAUL LACAVÉ - PETIT PARIS - 97109 BASSE TERRE CEDEX
TÉL : 0590 80 40 40 - FAX : 0590 81 34 19 - WWW.CR-GUADELOUPE.FR/

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

REGION GUADELOUPE

2^{ème} séance plénière ordinaire de l'exercice 2025

CONSEIL REGIONAL

Séance du lundi 31 mars 2025

COMMISSION DE SYNTHESE DU 28 MARS 2025

AMENDEMENT PROPOSE AU PROJET DE BP 2025

Séance plénière du conseil régional du lundi 31 mars 2025

EXPOSE DES MOTIFS

Le président du Conseil régional de la Guadeloupe ;

Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-28 ;

Vu le projet de budget primitif pour 2025 proposé par le président du Conseil régional ainsi que les crédits inscrits en dépenses dans les chapitres fonctionnels de la nomenclature M57 ;

Considérant que toutes les dépenses de rémunération (charges comprises) relatives aux collaborateurs de groupes doivent être déterminées, dans la limite du plafond, par l'assemblée délibérante et faire l'objet d'un chapitre budgétaire spécialement créé à cet effet ;

Considérant que les crédits proposés au chapitre 944 " Frais de fonctionnement des groupes d'élus" se révèlent insuffisants pour pouvoir faire face aux dépenses induites par les contrats d'engagement en cours et pour la durée de ces derniers ;

Considérant qu'il y a lieu, par voie d'amendement, d'ajuster les crédits proposés au chapitre 944 sans remettre en cause l'équilibre du projet de budget primitif pour 2025 proposé par le président du Conseil régional ;

Propose à l'avis de la Commission de synthèse et au Conseil régional l'amendement dont la teneur suit :

1. D'abonder les crédits proposés au chapitre 944 "Frais de fonctionnement des groupes d'élus" comme suit :

CHAPITRE 944	N° LC	LIBELLES	MONTANT
FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	20184	Frais de personnel des groupes d'élus	+88 500 €
	41075	SFT - Groupes d'élus	+1 170 €
	41076	Cotisations aux caisses de retraites	+5 960 €
	41077	Cotisation versement transport des groupes d'élus	+1 000 €
	41078	Cotisations CNFPT du personnel des groupes d'élus	+750 €
	41079	Cotisations URSSAF du personnel des groupes d'élus	+23 960 €
	TOTAL		+121 340 €

2. De réduire les crédits proposés au Chapitre 930 « Services Généraux » comme suit

CHAPITRE 930	N° LC	LIBELLES	MONTANT
SERVICES GENERAUX	12	Personnel non titulaire - Rémunérations	-121 340 €
	TOTAL		-121 340 €

3. De fixer le montant des crédits proposés aux chapitres concernés comme suit :

PROPOSITION DU PRESIDENT – BP 2025 AVANT AMENDEMENT		PROPOSITION – BP 2025 APRES AMENDEMENT
Chap. 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus	39 114 €	160 454 €
Chap. 930 – Services généraux	89 511 872 €	89 390 532 €

Le présent amendement se présente à solde nul, n'impacte pas la balance générale du projet de budget primitif pour 2025 proposé par le président du Conseil régional et ne nécessite pas ressources supplémentaires.

Il est demandé à la Commission de synthèse de procéder à son examen avant son approbation par le Conseil régional lors de la séance plénière ordinaire du 31 mars 2025.

Le président du Conseil régional



Ary CHALUS

A V I S DU CESER SUR :

1. Le projet de budget primitif pour l'exercice 2025 ;
2. La délibération complémentaire à la délibération n° CR/21-1339 relative à l'évaluation et à la révision du Schéma d'aménagement régional (SAR) de la Guadeloupe.

Présenté par
Christophe WACHTER

Président du CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL REGIONAL DE LA GUADELOUPE

<p style="text-align: center;">ASSEMBLEE PLENIERE SEANCE DU MERCREDI 26 MARS 2025</p>

LE CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL REGIONAL DE LA GUADELOUPE s'est réuni en séance plénière le Mercredi 26 Mars 2025 à 15 heures à l'Hôtel de Région sous la présidence de Monsieur Christophe WACHTER – Président du CESER - afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Examen et vote de l'avis sur :

- Le projet de budget primitif pour l'exercice 2025 ;
- La délibération complémentaire à la délibération n° CR/21-1339 relative à l'évaluation et à la révision du Schéma d'aménagement régional (SAR) de la Guadeloupe.

Etaient présents :

M. Jean-Marc ANGELE - Mme Valérie ARGENT – M. Henri BERTHELOT - M. Jean-Marie BRISSAC - Mme Léone CHARABIE - M. Louis COLLOMB - M. Max ÉVARISTE - M. Nestorius FAVEL – M. Gabriel FOY - M. Cédric GEOLIER - Mme Lydia HELMANY - M. Doctrové JANKY - M. Éric LETAN – M. Jean-Olga LUBIN - Mme Claudine MARATON – M. Tony OCHISTE - Mme Anita TORIN - M. Élie VARIEUX - M. Christophe WACHTER.

Etaient absents :

*M. Alain LASCARY - Mme Vanessa MOZAR - M. Alan NAGAM – M. Joseph NESTY
Mme Elaine POIRIER - M. Ruddy SALIBUR - M. Charly VINCENT.*

Etaient excusés :

Mme Valérie AMBROISE – M. Jean-Pierre BADEN – M. Nestor BAJOT – Mme Catherine BILLOT-BOULANGER – Mme Peggy CALIF – Mme Laura CASSIN – Mme Catherine CHOMEREAU-LAMOTTE – Mme Sylvie COTRIE – Mme Édith EVRILLUS – M. Rosaire GOB – Mme Fabienne GUERRIER – Mme Alexandra KANCEL – M. Franck LASSERRE – M. Michel LETAPIN – M. Georges-Edouard LIPARO – Mme Laurence MAQUIABA – Mme Annabelle MANNOU – M. Rudy NAINAN – M. Jacky NOC – M. Thierry ROMANOS – Mme Murielle TOTO – M. Philippe TROUPE – Mme Jeanise VIRASSAMY.

Ayant donné pouvoir :

<i>Mme Valérie AMBROISE</i>	à	<i>M. Éric LETAN</i>
<i>M. Jean-Pierre BADEN</i>	à	<i>M. Jean-Marie BRISSAC</i>
<i>M. Nestor BAJOT</i>	à	<i>M. Henri BERTHELOT</i>
<i>Mme Laura CASSIN</i>	à	<i>M. Christophe WACHTER</i>
<i>Mme Catherine CHOMEREAU- LAMOTTE</i>	à	<i>M. Gabriel FOY</i>
<i>Mme Fabienne GUERRIER</i>	à	<i>M. Cédric GEOLIER</i>
<i>M. Michel LETAPIN</i>	à	<i>M. Max EVARISTE</i>
<i>M. Georges-Edouard LIPARO</i>	à	<i>Mme Lydia HELMANY</i>
<i>Mme Annabelle MANNOU</i>	à	<i>Mme Valérie ARGENT</i>
<i>M. Thierry ROMANOS</i>	à	<i>M. Doctrové JANKY</i>
<i>Mme Murielle TOTO</i>	à	<i>M. Jean-Marc ANGELE</i>
<i>M. Philippe TROUPE</i>	à	<i>M. Tony OCHISTE</i>
<i>Mme Jeanise VIRASSAMY</i>	à	<i>Mme Anita TORIN</i>

**LE CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL REGIONAL
DE GUADELOUPE,**

VU la loi N° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi N° 98-135 du 07 mars 1998 notamment son article 5 V codifié à l'article L 4241-1 du CGCT

VU la loi d'Orientation N°92-125 du 06 Février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République,

VU la loi N° 2000-1207 du 13 décembre 2000 notamment son article 62 codifié à l'article L 5915-2 du CGCT,

VU la loi N°2002-276 du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité,

VU la loi NOTRe du 07 Août 2015, dans son article 32 complétant l'article L 4134-1 du CGCT,

VU le décret n°2004-1314 du 29 novembre 2004 modifiant le code général des collectivités territoriales (partie Réglementaire) et relatif à la composition des conseils économiques et sociaux régionaux et des conseils de la culture, de l'éducation et de l'environnement de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

VU, la saisine de Monsieur le Président du Conseil Régional par courrier en date du 17 Mars 2025,

Après en avoir délibéré,

AVIS DU CESER

Préambule et éléments de contexte

Conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil Economique Social et Environnemental (CESER) de Guadeloupe a été saisi le 17 mars 2025 aux fins d'émettre des avis sur les points 1 et 2 à l'ordre du jour de la deuxième assemblée plénière ordinaire du conseil régional de Guadeloupe de l'année 2025.

Avis du CESER relatif au vote du projet de budget primitif pour l'exercice 2025

Le projet de budget primitif pour l'année 2025 s'inscrit dans le cycle budgétaire annuel, structuré autour de trois grandes étapes réglementaires :

- 1) le débat d'orientations budgétaires ;
- 2) le vote du budget primitif ;
- 3) le vote du compte administratif et du compte de gestion.

L'avis du Conseil relatif au vote du projet de budget primitif de la collectivité régionale pour l'exercice 2025 se fonde sur trois documents fournis par les services administratifs régionaux :

- le rapport qui intègre une note de synthèse conformément à l'article L.4313-1 du CGCT et le Préambule signés par le Président du conseil régional, le sommaire détaillé du projet de budget primitif et la présentation générale détaillée des dépenses et des recettes de la collectivité régionale ;
- les annexes ;

- la maquette normalisée intégrant la nomenclature comptable et budgétaire M57 mettant en exergue les compétences de la collectivité.

1. Un budget primitif élaboré dans un contexte national marqué par l'austérité

Le CESER prend acte du contexte d'austérité dans lequel s'inscrit le vote du budget primitif de la collectivité pour l'exercice 2025 et souligne dans ce cadre, l'importance d'une optimisation de la gestion des fonds européens ainsi que la garantie des grands équilibres budgétaires.

Cette construction rigoureuse découle des décisions contraignantes imposées par l'Etat dans son projet de Loi de finances pour 2025, à savoir :

- le gel de la fraction de TVA ;
- la baisse massive de la DCRTP (dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle) ;
- la baisse de la fraction de TICPE (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) ;
- la hausse de la cotisation versée à la CRNACL (caisse de retraite nationale des agents des collectivités territoriales).

Le Conseil tient à souligner que, contrairement aux exercices précédents, le projet de budget primitif est présenté sans intégration des restes à réaliser, des résultats de clôture, des reports de crédits ni de l'affectation du résultat de l'exercice 2024. Ces éléments feront l'objet d'un budget supplémentaire (BS), dont l'adoption est envisagée en juin ou en septembre 2025.

Ainsi, le projet de budget primitif proposé pour l'exercice 2025 s'élève en mouvements réels comme suit :

- dans la section investissement 192.7 M€ en termes de recettes et 274.3 M€ en termes de dépenses ;
- dans la section fonctionnement 325.6 M€ en termes de recettes et 244.1M€ en termes de dépenses.

2. Maîtrise des dépenses de fonctionnement et maintien des investissements stratégiques

Force est de constater une baisse significative supérieure à 10M€ des recettes de fonctionnement pour l'année 2025. Les subventions d'équipement reçues par la Région sont en diminution par rapport à 2024, tout comme la dotation globale de fonctionnement. Face à cette contraction des ressources, deux orientations sont envisagées :

- d'une part, la maîtrise renforcée des dépenses de fonctionnement : les efforts de réduction sont déjà engagés, notamment par un « rabotage » sur certains postes ;
- d'autre part, le maintien des investissements structurants, inscrits dans le plan pluriannuel d'investissement (PPI), parmi lesquels :
 - la déviation de la Boucan ;
 - le Campus Université de Santé ;
 - la mise aux normes parasismiques des ouvrages d'art ;
 - la sécurisation des lycées ;
 - la reconstruction du lycée Chevalier Saint-Georges ;
 - L'entretien du réseau routier, tout en rappelant les difficultés et la nécessité d'anticiper les surcoûts qui découleraient de la situation de la carrière de Deshaies ;
 - la poursuite du déploiement des transports « verts » et des mobilités douces.

Dans ce contexte d'austérité budgétaire, les membres du CESER ont exprimé une recommandation de vigilance renforcée sur les points suivants :

- les travaux de fin de chantier du Lycée Général et Technologique (LGT) de Baimbridge et les études préalables relatives à l'avenir du Lycée Polyvalent (LPO) Chevalier Saint-Georges qui sont en cours ;
- la transmission des tableaux de bord relatifs aux effectifs de la collectivité ;
- la saisine du CESER concernant le compte administratif et le compte de gestion de la collectivité pour l'année 2024 ;
- l'optimisation de la politique de gestion du patrimoine régional qui pourrait faire l'objet d'une commission Ad Hoc.

Des demandes ont été formulées par les conseillers en faveur d'une meilleure transparence concernant l'avancée des projets régionaux et la gestion du patrimoine régional. Le CESER restera attentif aux résultats de l'inventaire détaillé des biens de la Collectivité, réalisé par un cabinet mandaté à cet effet.

Les délais de paiement affichés par la Collectivité ont suscité des débats dans la mesure où certaines informations sourcées font état d'un délai moyen avoisinant les 252 jours dans certains secteurs. Notre conseil souhaite par conséquent obtenir des éclaircissements sur ce point.

3. Emprunt et mobilisation proactive des fonds européens

En 2023, un volume s'élevant à 134 millions d'euros de fonds européens a été mobilisé pour équiper les territoires tout au long de l'année 2024, contribuant ainsi à la relance de la commande publique. L'année 2024 marque en outre la clôture du programme opérationnel (PO) 2014-2020, sans dégagement d'office. L'année 2025 constitue par

conséquent une année charnière, avec la clôture des projets anciens et le lancement effectif de la programmation 2021-2027.

Notre conseil a bien enregistré que la Région entend afficher un fort taux d'autofinancement et souhaite rendre éligibles des opérations phares sur le PO 2021-2027, notamment :

- le pont de la Boucan (30 M€),
- le lycée de Baimbridge (40 M€ mobilisés au titre des fonds européens et du fonds Barnier),
- le campus universitaire de médecine (avec un cofinancement de l'État à hauteur de 12 M€ dans le cadre du plan de convergence).

Le Conseil constate une diminution de l'épargne brute, en raison notamment de la difficulté à émarger au titre du Fonds social européen (FSE). La perte est estimée entre 25 et 30 millions d'euros. Nous avons pris bonne note que pour y remédier, une task force a été mise en place au sein des services régionaux afin de maximiser les ressources mobilisables au titre du FSE, notamment dans le champ de la formation professionnelle.

Le CESER note qu'une clause de revoyure est envisagée au stade du vote du budget supplémentaire, en fonction de la clôture effective du PO 2014-2020, afin de réexaminer l'estimation de l'emprunt d'équilibre.

Concernant la commande publique, il a été rappelé que l'emprunt a été figé pour équilibrer la section d'investissement, notamment via des opérations complémentaires financées au titre de REACT-EU. Les premiers effets positifs de cette stratégie devraient se faire sentir en 2025.

Le CESER partage le constat d'une autonomie fiscale de plus en plus limitée et relève avec intérêt la position de la Région consistant à ne pas solliciter davantage l'effort fiscal des administrés.

Avis adopté à l'unanimité

Avis du CESER portant sur la délibération complémentaire à la délibération n° CR/21-1339 relative à l'évaluation et à la révision du Schéma d'aménagement régional (SAR) de la Guadeloupe

Le SAR (schéma d'aménagement régional) est un document de planification stratégique propre aux Outre-mer. Il fixe les grandes orientations d'aménagement du

territoire à moyen et long terme et constitue un cadre de référence pour les politiques publiques sectorielles.

Situé au sommet de la hiérarchie des normes en matière d'aménagement, il s'impose aux documents de rang inférieur, tels que les SCoT (schéma de cohérence territoriale) ou les chartes de territoire des parcs nationaux, qui doivent être rendus compatibles avec ses orientations.

1) Une révision rendue indispensable face aux mutations territoriales et environnementales

Approuvé en 2011, le SAR de la Guadeloupe a fait l'objet d'un bilan en 2020/2021 qui a mis en exergue la nécessité d'une révision par la délibération n° CR/21-1339 en date du 15 novembre 2021 afin de tenir compte d'évolutions territoriales et de nouveaux enjeux majeurs. Cette révision doit respecter les obligations de conformité aux lois Montagne et Littoral, être compatible avec les documents de planification en matière de prévention des risques, de gestion des bassins maritimes, et prendre en compte les grandes orientations stratégiques de l'État, notamment la stratégie nationale bas-carbone.

C'est donc en ce sens que le CESER a été invité à se prononcer sur les objectifs poursuivis par la révision et sur les modalités de la concertation.

Le Conseil prend acte de la composition du SAR et des objectifs de sa révision, à savoir :

- procéder à une mise à jour du SAR compte tenu des nombreuses évolutions législatives et réglementaires ;
- réinterroger certaines orientations structurantes du SAR de 2011 devenues caduques au regard des enjeux et besoins actuels du territoire ;
- tenir compte d'une évolution démographique différente de celle qui a prévalu lors de l'adaptation du document en 2011 ;
- prendre en considération des enjeux nouveaux ou devenus plus prégnants qui impactent l'aménagement de l'archipel ;
- traiter des transitions énergétiques et climatiques en tenant compte de l'aggravation des risques existants et en particulier les fortes vulnérabilités face aux différents aléas côtiers.
-

2) Une gouvernance structurée et un pilotage multi-acteurs

Le CESER prend en considération l'architecture du SAR, qui comprend un diagnostic, des orientations fondamentales, des principes d'aménagement, des chapitres individualisés, une évaluation environnementale, une carte des destinations générales des sols et des annexes.

Il souligne la gouvernance structurée autour d'une équipe projet Région/prestataires, d'instances techniques et stratégiques et de la Commission d'élaboration du SAR (CESAR) qui s'est réunie en décembre 2024.

3) Une concertation élargie au service de la démocratie territoriale

Le CESER apprécie positivement la volonté de la Région, d'ancrer la démocratie territoriale dans une logique participative et délibérative en élargissant les démarches de concertation. Dans cette perspective, notre Conseil salue la campagne de communication multisupport visant à informer largement la population et à favoriser une participation citoyenne active.

A cet égard, le CESER approuve particulièrement la démarche initiée par la collectivité régionale qui consiste à recueillir les observations et propositions du public, des experts et des élus, afin de coconstruire le document final.

Le CESER suggère la création de micro-vidéos destinées à être diffusées via les réseaux sociaux afin de toucher les jeunes générations.

Dans un souci de prise en compte de la fracture numérique qui touche en particulier les seniors et pour une meilleure prise en considération du phénomène de double insularité, le Conseil insiste sur la nécessité de maintenir l'utilisation du support papier dans la stratégie de communication autour du projet de révision du SAR.

Par ailleurs, le CESER, dans le respect de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, encourage l'exécutif à inclure dans le processus de concertation, nos concitoyens touchés par l'illettrisme.

Pour conclure, notre Conseil sera attentif aux travaux et désire s'engager dans la phase de concertation actuellement en cours.

Avis adopté à l'unanimité

Le Président



Christophe WACHTER



Session 2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**CONSEIL DE LA CULTURE, DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENVIRONNEMENT
REGION GUADELOUPE**

oooooooooooo

*** ** *

AVIS

2^{ème} réunion plénière ordinaire
du Conseil Régional de la Guadeloupe
de l'année 2025

Lundi 31 mars 2025 - Hôtel de Région

Présenté par
Monsieur Félix LUREL
Président
du Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement de la Guadeloupe

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

LE CONSEIL DE LA CULTURE, DE L'EDUCATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA REGION GUADELOUPE

- Vu la Loi n°82213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;**
- Vu le Décret n°84207 du 26 mars 1984 fixant la composition et les règles de fonctionnement du Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement ;**
- Vu la Loi n°92125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;**
- Vu la saisine du conseil régional en date du 17 mars 2025, référencée PCR-AR/CAB-RB/DGS-JLB/DGA-WD/DAJAA-JT/SAJA-SB-NSV/AP25-02 portant sur :**

Ordre du jour :

- 1. Examen et vote du projet de budget primitif pour l'exercice 2025 ;**
- 2. Délibération complémentaire à la délibération n° CR/21-1339 relative à l'évaluation et à la révision du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) ;**
- 3. Questions diverses.**

Le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement est appelé à émettre un avis sur les rapports des points 1 et 2 de l'ordre du jour

Etaient présents :

Mmes : Annick ABELA et Aminata ELUTHER,

MM : Jacky ACCAJOU, Hubert ANNEROSE, Hilarion BEVIS-SURPRISE, Joël DELVECCHIO, Jacques FLORO, Philippe GENDREY, Claude KIAVUÉ, Félix LUREL, Claude NAZAIRE et Alain SORÈZE-EUGÈNE.

Excusés : M Ronald BAPTISTA, Mme COUVIN-ASDRUBAL, M Alcide DONNAT, M Michel GEOFFROY, Mme Gislaine GISORS, Mme Yaëlle PAGESY, Mme Marie-Claude PERNELLE, M Grégory POTIRON, M Alex RODEF, M Emile ROMNEY, M Rony THÉOPHILE et Mme Leslie VEREPLA.

Après vérification de la liste d'émargement, le quorum étant atteint, l'assemblée a pu valablement délibérer, en formation plénière, sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Le président et les membres du conseil de la culture de l'éducation et de l'environnement, remercient Mesdames Monique APAT et Myriam BADIA, ainsi que Messieurs David JANKY, Jean - Sébastien NICOLAS, Harry MEPHON et Jean – Marc MOBETIE d'avoir apporté les éclairages utiles à la bonne analyse des documents soumis à leur sagacité.

Le CCEE, après examen des documents transmis et discussion en son assemblée plénière du lundi 24 mars 2025 a, sous la présidence de Félix Lurel, émis les observations et avis ci-après.

Devenir des instances consultatives

Un amendement au projet de loi portant sur une simplification de la vie économique a été adopté le 24 mars 2025.

Selon les parlementaires à l'initiative de cet amendement, il s'agirait de supprimer les CESER dans l'ensemble des régions de France, ainsi que des comités comparables dans certains territoires d'Outre-mer pour, je cite : « générer des économies de fonctionnement ».

Sont donc concernées les régions de la Réunion, de Mayotte, et de Guadeloupe (à travers leur CCEE et CESER respectifs), de la Martinique dotée d'un conseil économique, social, environnemental, de la culture et de l'éducation (CESECEM) et de la Guyane disposant d'un Conseil Economique Social Environnemental de la Culture et de l'Education (CESECE).

C'est une logique purement comptable qui anime les initiateurs de cet amendement, voyant dans cette proposition une mesure d'économie. Mais moins quantifiable sera pour nos territoires la perte d'une expertise territoriale maîtrisant les enjeux ultramarins (biodiversité, multiculturalisme, éducation adaptée, langues régionales). C'est aussi le signe d'un appauvrissement démocratique qui priverait les citoyens et les associations d'un canal institutionnel de participation. Alors que les territoires ultramarins sont en première ligne face aux défis climatiques et sociaux, leur voix consultative serait marginalisée.

Cette mesure, si elle était confirmée, marquerait un recul pour la démocratie participative et la prise en compte des spécificités ultramarines. Une coordination entre les territoires concernés est essentielle pour porter un contre-discours fondé sur l'utilité sociale et l'innovation citoyenne portées par ces instances.

Une mobilisation urgente des élus ultramarins, des partenaires sociaux et des acteurs culturels et environnementaux s'impose !

Schéma d'aménagement régional de la Guadeloupe

L'élaboration du schéma d'aménagement régional de la Guadeloupe représente un enjeu crucial pour l'avenir de notre île. Dans ce cadre, le CCEE soutient la démarche de révision du SAR et souligne le caractère innovant des modalités de concertation proposées, en adéquation avec les évolutions technologiques permettant d'associer le grand public et l'ensemble des acteurs locaux.

Par ailleurs, le CCEE propose que le COPIL d'élaboration du SAR puisse intégrer le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Guadeloupe dans le but d'élargir la concertation aux experts, entre autres, sur les questions relatives aux risques naturels et technologiques, mais aussi aux enjeux liés à la problématique du changement climatique. Il ne faudra pas négliger les risques induits, qui s'ajoutent aux risques naturels.

L'accent doit être mis sur les enjeux prégnants portant sur le rééquilibrage du territoire, la sécurité alimentaire voire la souveraineté alimentaire. Il est crucial que ce point soit pris en compte face à la question de la « vie chère » et du pouvoir d'achat.

Par ailleurs, le CCEE souhaite mettre en lumière l'importance de la prospective en lien avec les données démographiques. Cette approche est fondamentale dans le dimensionnement des équipements structurants, leur efficacité et leur optimisation. Il en est ainsi de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement dans la mesure où les orientations stratégiques du SAR devront tenir compte du nombre croissant de visiteurs et de touristes.

En ce qui concerne la préservation de la biodiversité, la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, le CCEE encourage la collectivité régionale à renforcer davantage sa communication et sa pédagogie avec le soutien notamment de l'ARBIG. Un partenariat serait nécessaire avec les autres acteurs institutionnels, une collaboration qui pourrait se concrétiser par des guides de mise en œuvre et d'application du SAR. Il s'agit de permettre au plus grand nombre de se les approprier et que ce projet collaboratif que représente le SAR devienne véritablement l'affaire de tous.

A l'issue de la phase de concertation et d'élaboration du SAR, le Conseil suggère d'ores et déjà à la collectivité régionale de tout mettre en œuvre pour garder la dynamique qui sera enclenchée en poursuivant ses actions de concertation, en multipliant sa participation à des réunions multipartenariales au sein des autres collectivités territoriales, notamment lors la mise en compatibilité des autres outils de planification territoriale (PLU, SCOT en particuliers).

Budget primitif 2025

En matière d'éducation, dans le contexte de restriction budgétaire que nous connaissons actuellement, le CCEE apprécie les efforts de la collectivité dans la poursuite des grands travaux sur lesquels elle s'était engagée, notamment les travaux de renforcement parasismiques des écoles et les travaux de restructuration des lycées.

Puisque nous sommes dans le domaine de l'éducation, face à la mobilisation des enseignants et des parents d'élèves qui se sont rassemblés ces derniers jours pour protester contre la suppression de près de 90 postes dans l'Académie de Guadeloupe à la prochaine rentrée, les conseillers tiennent à affirmer leur soutien total à ce mouvement légitime. Cette manifestation nous amène à une réflexion globale sur l'égalité des chances de nos élèves guadeloupéens. Alors que les taux de réussite aux examens restent inférieurs à la moyenne nationale, que la problématique de la déscolarisation précoce reste préoccupante, que 30% de nos jeunes âgés de 16 à 26 ans rencontrent des difficultés dans le domaine de la lecture, contre 11,8% sur le territoire national, il semble au CCEE que la baisse démographique que connaît le territoire devrait être l'opportunité de proposer un enseignement plus spécifique aux besoins multiples et variés de nos jeunes guadeloupéens et non un prétexte pour réaliser des coupes budgétaires qui pénaliseraient davantage nos élèves. Nous resterons attentifs aux conclusions de la mission interministérielle qui, sous la pression des parents d'élèves, des professeurs et des syndicats, se rendra courant avril en Guadeloupe.

Pour sa part, le CCEE, en partenariat avec l'Université des Antilles, soutient très fortement la création d'un diplôme universitaire de créole guadeloupéen, que nous espérons effectif à la rentrée prochaine. L'appui de la collectivité régionale est essentiel pour la mise en œuvre de ce diplôme qui concourra à

une meilleure insertion professionnelle des jeunes guadeloupéens. A ce sujet, nous vous remettons l'étude de faisabilité relative à la création d'un Diplôme de Compétence en Langue (DCL) option créole guadeloupéen réalisée par le CCEE. Nous avons par ailleurs lancé une étude intitulée « 40 ans de décentralisation dans le domaine de l'éducation en Guadeloupe » pour participer à l'ébauche de solutions à apporter aux différentes problématiques impactant notre jeunesse.

Un autre sujet d'inquiétude pour nos jeunes concerne la situation particulièrement préoccupante de l'Archipel des Sciences de la Guadeloupe qui fait actuellement face à de graves difficultés financières. Cette association regroupant divers acteurs de la recherche, de l'innovation et de l'enseignement œuvre depuis plus de 30 ans avec détermination pour la diffusion de la culture scientifique en Guadeloupe. A travers ses actions éducatives, ses ateliers, ses conférences et ses programmes de médiations scientifiques, l'Archipel des Sciences joue un rôle essentiel pour notre territoire en renforçant l'esprit critique auprès de la population, en luttant contre la désinformation et les croyances infondées, et en suscitant des vocations scientifiques.

Nous affirmons au CCEE qu'investir dans la culture scientifique, c'est investir dans l'avenir et le développement durable de la Guadeloupe. Il est maintenant urgent d'apporter un soutien stable et durable pour la pérennisation et l'essor des initiatives portées par l'Archipel des Sciences, ce qui placerait la Guadeloupe en modèle d'engagement face aux défis du XXI^e siècle.

Concernant le sport, nous encourageons la collectivité régionale à faire ses choix budgétaires dans la concertation avec le mouvement sportif et les acteurs du sport guadeloupéen afin de cibler les priorités dans le cadre d'une "collectivité stratégique". Ainsi, nous demandons à la Région d'investir davantage dans la couverture et la rénovation de structures de proximités existantes avant d'en construire de nouvelles.

Il serait possible d'élaborer un plan global pour la Guadeloupe, en partenariat avec l'État et le Département, permettant par la même occasion d'améliorer les conditions de l'enseignement de l'EPS pour nos jeunes scolaires, collégiens et lycéens.

Nous apprécions à la fois les accompagnements financiers et les nouvelles modalités des contrats d'objectifs proposés aux comités sportifs. Nous encourageons la collectivité régionale à bien contrôler l'utilisation des fonds alloués et à évaluer les manifestations sportives soutenues.

Le Conseil suggère à l'Exécutif régional de s'inscrire dans l'objectif du 1% pour le sport. Pour y parvenir, il serait souhaitable de cibler le secteur "sport" hors culture, vie sociale dans les présentations.

Concernant la culture, le conseil plaide pour des dispositifs visant à mieux soutenir les acteurs culturels et créatifs via une redéfinition des critères d'attribution et une meilleure répartition des fonds.

Le CCEE constate le niveau ad minima de certains postes tels que le soutien aux structures de diffusion culturelle, les manifestations culturelles d'intérêt régional ou encore le soutien au livre. Le CCEE invite la collectivité à reconduire l'action qui consistait à remettre des bons d'achats d'ouvrages à des lycéens lors de la dernière édition du salon du livre.

Nous sommes conscients des efforts portant sur la valorisation de nos traditions et sur le cinéma. Toutefois, la part réservée à la création et à la diffusion contemporaine, et plus largement au développement

de l'action culturelle et du spectacle vivant, nous semble sous estimée dans ce budget alloué à la culture, dont 80% est consacré au MACTe, à lui seul. Compte tenu de cette situation, il serait bienvenu que le MACTe apporte un soutien actif aux structures qui œuvrent pour le développement de la culture, pour la mutualisation de l'action culturelle et pour la réalisation de projets culturels d'intérêt régional. Nous réaffirmons, par la même occasion, la nécessité de la mise en place d'un plan d'urgence visant la mise à niveau des équipements culturels et des salles de spectacle en Guadeloupe. Dans ce cadre, l'organisation d'assises de la culture pourrait être l'opportunité de se doter d'une véritable feuille de route culturelle et d'élaborer un projet cohérent et ambitieux, répondant à des aspirations essentielles : permettre à chacun de développer sa sensibilité artistique, soutenir les artistes et rendre plus visible leur création, faciliter l'échange et la rencontre.

Par ailleurs, le Conseil souhaiterait un soutien de la collectivité régionale à l'accès aux pratiques artistiques, au moment où l'on envisage la mise en place d'un conservatoire en Guadeloupe, et compte tenu du nécessaire soutien à une éducation artistique qui est un des socles du développement culturel et de la vie citoyenne.

Le CCEE approuve la création, en novembre 2024, de « L'agence culturelle de Guadeloupe », Groupement d'Intérêt Public (GIP) dont la mission principale est de soutenir les filières artistiques locales. Il nous semble indispensable que cette agence exerce ses missions en liaison étroite avec les acteurs culturels, porteurs d'expérience, permettant une articulation harmonieuse entre formation, création et diffusion artistique dans le territoire. Nous demandons cependant une clarification sur le financement de cette agence qui serait une véritable opportunité, si on lui en donnait les moyens, pour le secteur de la culture.

Le Conseil s'interroge sur l'opportunité pour la Région d'accompagner le redéploiement de l'hippodrome, compte tenu de son coût élevé, un engagement qui réduit d'autant les financements qui auraient pu être consacrés à d'autres secteurs, singulièrement à la culture. Sur d'autres territoires, ces dépenses portant sur les infrastructures hippiques relèvent d'initiatives privées.

En matière d'environnement, le CCEE invite la collectivité régionale à mener une réflexion globale afin d'inverser la tendance du nombre croissant de véhicules, en améliorant par exemple, le service de transport en commun, en développant le co-voiturage et les mobilités douces. Le Conseil remarque les efforts de la région pour l'équipement du territoire en abris de bus, et l'encourage dans cette démarche.

Par ailleurs, dans la perspective d'améliorer les conditions de vie des guadeloupéens, le CCEE soutient la reprise de l'aide régionale en faveur des dispositifs de récupération de l'eau de pluie.

Cependant, le CCEE déplore la réduction drastique des budgets disponibles à long terme pour la protection de l'environnement. A ce titre, des mesures dérogatoires pourraient être prises pour maintenir sur nos territoires les fonds étatiques à l'instar du « fonds verts ».

Pour pallier la diminution des fonds disponibles à moyens et longs termes, dans un contexte d'austérité budgétaire, le CCEE propose de soutenir des initiatives éco-volontaires, telles que celles visant la « neutralité carbone ».

Dans le but de compenser les impacts négatifs des activités humaines sur l'environnement, le CCEE préconise la création d'un « tourisme solidaire ». Il s'agirait de mettre en place une participation

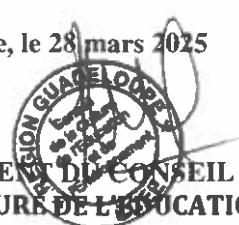
financière des visiteurs fréquentant les équipements structurants, afin de maintenir leur bon état et garantir leur pérennité.

Le CCEE félicite la Région pour sa campagne de maintien des continuités écologiques, et de préservation de la biodiversité et attire l'attention de la collectivité sur la nécessité de promouvoir des espèces endogènes et non envahissantes.

Enfin, dans ce contexte de « vie chère », les conseillers s'interrogent sur l'augmentation de la taxe sur la carte grise (à 55 euros/CV), dont la croissance est bien supérieure à celle de la Martinique et de la Guyane.

Concernant le projet OCEAN, le Conseil encourage la région à poursuivre sa recherche de solutions pour atteindre les objectifs ambitieux de ce projet, afin que l'aménagement de nos plages devienne un argument réel de marketing territorial et de tourisme solidaire, à l'instar de nos voisins caribéens.

Basse-Terre, le 28 mars 2025


**LE PRESIDENT DU CONSEIL
DE LA CULTURE DE L'EDUCATION
ET DE L'ENVIRONNEMENT
FÉLIX LUREL**

A V I S DU CESER SUR :

1. Le projet de budget primitif pour l'exercice 2025 ;
2. La délibération complémentaire à la délibération n° CR/21-1339 relative à l'évaluation et à la révision du Schéma d'aménagement régional (SAR) de la Guadeloupe.

*Présenté par
Christophe WACHTER*

Président du CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL REGIONAL DE LA GUADELOUPE

ANNEXE DU BUDGET PRIMITIF 2025

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

RAPPORTS SUR LES DEPENSES EN SECTION D'INVESTISSEMENT

SECTION INVESTISSEMENT

- Fonction 0 – Service Généraux
- Fonction 0-5 – Gestion des fonds européens
- Fonction 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage
- Fonction 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs
- Fonction 4 – Santé et action sociale
- Fonction 5 – Aménagement des territoires et habitat
- Fonction 6 – Action économique
- Fonction 7 – Environnement
- Fonction 8 – Transports

FONCTION 0 – SERVICES GENERAUX

FONCTION 0- CHAPITRE 900- SERVICES GENERAUX

ETUDES RESTRUCTURATION DES BATIMENTS REGIONAUX : 44791

CHAPITRE 900	
Fonction : 020	
Nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
5 000 000 €	

Il s'agit d'études sur la réalisation de travaux futurs sur les bâtiments administratifs de la collectivité.

ETUDES DE FAISABILITE DES PROJETS DANS LE CADRE DES SERVICES GENERAUX : 35755

CHAPITRE 900	
Fonction : 020	
Nature : 2031	
AP	CP 2025
	30 000 €

Il s'agit de réaliser des études de faisabilité sur la réalisation de travaux futurs sur les bâtiments administratifs de la collectivité.

AUDIT DES BATIMENTS REGIONAUX – DEE : 39901

CHAPITRE : 900	
Sous-fonction : 020	
Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	120 000 €

Dans le cadre du plan de relance régional, cette mesure permet de finaliser la réalisation des audits énergétique du patrimoine immobilier régional sur lequel la collectivité régionale s'appuiera afin de définir une stratégie pluriannuelle de rénovation énergétique de patrimoine bâti.

PERFORMANCE ENERGETIQUE DE LA REGION GUADELOUPE : ETUDES TECHNIQUES DES INFRA REGIONALES

CHAPITRE : 900	
Sous-fonction : 020	
Compte nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
500 000 €	30 000 €

Cette mesure permet de financer les études nécessaires à la montée en performance énergétique du patrimoine du conseil régional afin d'en optimiser le confort thermique et la consommation énergétique.

AUDIT CYBERSECURITE ET CONSOLIDATION SI : 44827

CHAPITRE : 900	
Fonction : 020	
Nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
1 000 000 €	150 000 €

Enveloppe dédiée à l'audit de la nouvelle infrastructure ainsi que sa consolidation (optimisation, simplification, base documentaire à jour).

SECURISATION PLATEFORME COLLABORATIVE CLOUD : 44829

CHAPITRE : 900	
Fonction : 020	
Nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
1 000 000 €	100 000 €

Enveloppe dédiée à l'audit et la sécurisation de la plateforme Office 365 déployée (sécurisation des mails, du stockage de fichiers, des stratégies de partage externes...)

SECURISATION PARC TERMINAUX : 44830

CHAPITRE : 900	
Fonction : 020	
Nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
1 000 000 €	100 000 €

Enveloppe dédiée à la sécurisation du parc de terminaux (ordinateurs, téléphones portables, tablettes) dans leur exploitation, le déploiement de correctifs de sécurité et d'applications, mise en place d'un catalogue d'applications d'entreprise...).

ETUDES EXEMPLARITE DE L'ACTION DE LA REGION : 39822

CHAPITRE : 900	
Fonction : 020	
Nature : 2031	
AP	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit de continuer l'étude sur l'exemplarité de la collectivité en matière de production d'électricité solaire sur les toitures des bâtiments et des parkings des bâtiments régionaux.

DEMATERIALIZATION DISPOSITIF AIDES REGIONALES : 44707

CHAPITRE : 900	
Fonction : 020	
Nature : 2051	
AP	CP 2025
	270 000 €

Cette enveloppe est destinée à la mise en production du nouveau dispositif (portail des aides) de gestion dématérialisée des aides régionales.

DEMATERIALIZATION SECURISEE DES DELIBERATIONS : 44708

CHAPITRE : 900	
Fonction : 020	
Nature : 2051	
AP	CP 2025
	150 000 €

Cette enveloppe est destinée à la mise en production du nouveau dispositif (AIDEN v7) de gestion dématérialisée des délibérations (AIRSDELIB).

LICENCES LOGICIELS : 42281

CHAPITRE : 900 Fonction : 020 Nature : 2051	
AP	CP 2025
	3 000 €

Il s'agit de financer les abonnements de logiciels en ligne nécessaires à la conception de visuels dans le cadre des diverses campagnes de communication (Canva, Brevo, Correcteur en ligne, Banque d'images, Adobe etc).

AMENAGEMENT DES LOCAUX D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION : 35758

CHAPITRE : 900 Fonction : 0202 Nature : 21351	
AP	CP 2025
	116 000 €

Cette enveloppe concerne le lancement d'un marché relatif à la mise aux normes des locaux de conservation des archives et documentation.

CONCESSIONS ET DROITS SIM. BREVETS LICENCES CREATION EXTRANET : 32097

Chapitre : 900 Fonction : 20 Nature : 2051	
AP 2025	CP 2025
285 279 €	55 422 €

Cette enveloppe concerne la fin du marché d'acquisition du nouveau portail des aides.

AMENAGEMENT DES LOCX ARCH ET DOCUMENTATION : 35758

Chapitre : 900 Fonction : 20 Nature : 21351	
AP	CP 2025
	116 000 €

Cette enveloppe concerne le lancement d'un marché relatif à la mise aux normes des locaux de conservation des archives et documentation.

MATERIELS : 42282

CHAPITRE : 900 Fonction : 020 Nature : 21838	
AP	CP 2025
	7 000 €

Il s'agit de financer de l'achat de matériels nécessaires à la réalisation de reportages photos et vidéos. Il est notamment envisagé l'acquisition de PC portables et de MAC performants pour la réalisation de montages vidéo.

ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE : 435

CHAPITRE : 900 Fonction : 020 Nature : 21838	
AP	CP 2025
	330 000 €

Cette enveloppe est destinée à l'achat de matériels informatiques (ordinateurs, écrans, périphériques, copieurs supplémentaires).

ACHATS AUTRES MATERIELS SECURITE : 30805

Chapitre : 900 Fonction : 020 Nature : 21838	
AP	CP 2025
	2 000 000 €

Marché alloti de la vidéoprotection des sites régionaux, le Creps, Maison régionale à Saint-Claude, Guadeloupe formation, Cité de la connaissance y compris le logement du gardien, Espace Culturel Luc-Hubert SEJOR à Chauvel aux Abymes, Ex-TGI, direction transport à la rue Peynier, CESER, ex-IEDOM), la résidence les Cannelières, Lycée Hyacinthe BASTARAUD et le gymnase à Grand-Bourg de Marie-Galante ainsi que l'antenne, et les autres lycées régionaux.

Buts recherchés :

- optimiser les systèmes de sécurité et de sûreté des sites régionaux ; utiliser les moyens modernes de protection de nos sites ; mieux protéger le personnel, les élus et les usagers ; la rationalisation des effectifs de la sécurité privée et la réduction significative des frais de gardiennage.
- avoir des éléments d'identification des individus en cas de vandalisme et ou intrusion sans autorisation dans les espaces de la collectivité.

ACHATS MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER : 20172

Chapitre : 900 Fonction : 020 Nature : 21848	
AP	CP 2025
	300 000 €

Ces crédits prennent en charge les frais d'acquisition des mobiliers et accessoires destinés à l'ensemble des services et des bâtiments de la collectivité régionale.

MATERIEL DE TELECOMMUNICATION : 20181

CHAPITRE : 900 Fonction : 020 Nature : 2185	
AP	CP 2025
	30 000 €

Cette enveloppe est destinée à l'achat de matériels de télécommunications (téléphones fixes, mobiles).

ACQUISITION MATERIEL PEDAGOGIQUE : 41046

CHAPITRE : 900 Fonction : 020 Nature : 2188	
AP	CP 2025
	4 738 €

Acquisition de matériel pédagogique.

ACHATS AUTRES MAT. TECHNIQUES SECURITE : 39912

Chapitre : 900 Fonction : 020 Nature : 2188	
AP	CP 2025
	197 400 €

Marché (DAE) défibrillateurs automatisés externes (2 lots avec maintenance comprise pour trois ans). Les sites annexes : Antenne de Paris (véhicule PCR), Maison Régionale à Saint-Claude, Creps, etc...

- acquisition d'un système de contrôle de rondes (rondier) et d'accès à distance pour les sites annexe de la région avec retour dans les PCVS.
- acquisition de barrière de sécurité.

ACHATS AUTRES MATERIELS SECURITE : 42314

Chapitre : 900 Fonction : 020 Nature : 2188	
AP	CP 2025
	40 000 €

Acquisition de divers matériels de sécurité.

TRAVAUX EXEMPLARITE DE L'ACTION DE LA REGION : 39823

CHAPITRE : 900 Fonction : 020 Nature : 2313	
AP	CP 2025
	300 000 €

Il s'agit d'achever les travaux d'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments de l'hôtel de région ainsi que les ombrières sur le parking, et à l'antenne du Raizet.

EXTENSION ET REAMENAGEMENT DES BUREAUX DE LA DISR ET DU SCR A JARRY : 37111

CHAPITRE : 900 Sous-fonction : 020 Compte nature : 2313	
AP	CP 2025
	100 000 €

La ligne et l'AP sont destinées à la réalisation de travaux limités d'adaptation des locaux hébergeant l'essentiel des personnels de la direction des routes à Jarry, pour améliorer les conditions de travail des agents concernés en attendant la mise en œuvre d'actions de plus grande ampleur dans le cadre de la réorganisation spatiale des services.

TRAVAUX ET GROSSES REPARATIONS AUX IMMEUBLES REGIONAUX : 448

CHAPITRE : 900 Fonction : 020 Nature : 2313	
AP	CP 2025
	2 000 000 €

Il s'agit de réaliser des travaux d'étanchéité sur les bâtiments régionaux et de commencer les travaux d'homologation à l'hôtel de région. A cela s'ajoute le remplacement de l'ascenseur du l'antenne régional du Raizet.

RESTRUCTURATION DES BATIMENTS REGIONAUX : 22818

CHAPITRE : 900 Fonction : 020 Nature : 2313	
AP	CP 2025
	700 000 €

Il s'agit de poursuivre les études et de lancer les travaux relatifs notamment au remplacement du deuxième groupe froid de l'hôtel de région, de remettre en service l'abattoir de Galéan et de réaliser des travaux de maintenance sur les bâtiments régionaux.

TRAVAUX ET GROSSES RENOVATIONS AUX IMMEUBLES REGIONAUX : 25487

CHAPITRE : 900 Fonction : 020 Nature : 2313	
AP	CP 2025
	850 000 €

Il s'agit de réaliser des travaux de rénovation sur les bâtiments régionaux, notamment le remplacement de la toiture de l'ex IEDOM.

RESTRUCTURATION DES BATIMENTS REGIONAUX : 34583

CHAPITRE : 900 Fonction : 020 Nature : 2314	
AP 2025	CP 2025
3 000 000 €	

Il s'agit de poursuivre les études et de lancer les travaux sur les bâtiments régionaux.

INSTALLATIONS LOGICIELS REGION-CYBERATTAQUE : 43494

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 2051	
AP	CP 2025
	70 556 €

Mise en œuvre des solutions de gestion de la résilience et performance de l'infrastructure, optimisation de la plateforme VMWare, déploiement de la bascule automatique sur le deuxième datacenter.

INSTALLATIONS DES SOLUTIONS D'INTELLIGENCE TERRITORIALE : 43495

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 2051	
AP	CP 2025
	529 300 €

Passage de l'infrastructure IA de test à l'infrastructure Industrielle (Docker/K8S), mise en place des « Tunnels et processus » inter applications. Mise en Œuvre des interfaces utilisateurs et des formations. Extension des automatisations Nintex aux applications de support (Airsdelib, Astre, Elise).

SECURISATION DES APPLICATIONS METIERS (SUBVENTIONS, ASTRE, FORMATION) : 43496

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 2051	
AP	CP 2025
	207 907 €

Renforcement de la sécurité et de la résilience des applications accessibles depuis l'internet par les usagers identifiés (Aides, Formation, Chorus, Remu).

CERTIFICATION 27001 (AUDIT EXTERIEURS, PENTESTS) : 43497

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 2051	
AP	CP 2025
	181 737 €

Audit technique des applications métiers et plan de renforcement de la sécurité des applications.

SECURISATION DES APPLICATIONS USAGERS (E-GUADELOUPE, BILLETIQUE, KARUGEO, KARUDATA) : 43498

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 2051	
AP	CP 2025
	254 432 €

Renforcement de la sécurité et de la résilience des applications accessibles depuis l'internet par le public (Site Web Institutionnel, E-Guadeloupe, Karugeo, Karudata).

MATERIEL INFORMATIQUE-INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : 43499

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 21838	
AP	CP 2025
	20 904 €

Postes informatiques spécialisés IA pour l'entraînement des modèles d'IA.

MATERIEL INFORMATIQUE - CYBERATTAQUE : 43500

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 21838	
AP	CP 2025
	35 621 €

Firewalls adaptés aux sites techniques et sites mineurs (Gare de Bergevin, Hippodrome, Parc de jeux, piste cyclable...).

INSTALLATION AUDIT ET MISE EN CONFORMITE SECURITE LYCEES ET SATELLITES : 43501

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 21838	
AP	CP 2025
	90 869 €

Audit de l'informatique des lycées, définition des procédures durcissement contrôle d'accès et vidéo protection.

PLATEFORME DE SECURISATION ET D'ARCHIVAGE DES DONNEES ET DES PROCESSUS : 43502

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 21838	
AP	CP 2025
	272 606 €

Extension de la sauvegardes Veeam à la sauvegarde des groupes Teams/SharePoint, sauvegarde des documents dans les applications métiers. Mise en œuvre de la sauvegarde sur les systèmes non VMWare.

INTELLIGENCE TERRITORIALE : REFERENCEMENT DU PATRIMOINE REGIONAL (GWADASTREET) : 43504

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 21838	
AP	CP 2025
	168 071 €

Mise en œuvre du référencement du patrimoine du conseil régional (intérimaires pour la collecte de données, systèmes de camera 360 pour le recueil extérieur).

ETUDES FRANCE TELECOM HOTEL DE REGION : 20171

Chapitre : 900 Fonction : 20 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	15 000 €

Il s'agit de lancer des études sur la réalisation de travaux futurs sur les bâtiments FT1 et FT2 à l'hôtel de région.

AUDIT DES BATIMENTS REGIONAUX : 39901

Chapitre : 900 Fonction : 20 Nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
285 279 €	18 000 €

Cette mesure permettra de réaliser l'audit énergétique global du patrimoine immobilier régional sur lequel la collectivité régionale s'appuiera afin de définir une stratégie pluriannuelle de rénovation énergétique de ses bâtiments administratifs.

AUDIT DES BATIMENTS REGIONAUX : 39901

Chapitre : 900 Fonction : 20 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	180 000 €

Dans le cadre du plan de relance régional, cette mesure permet de poursuivre la réalisation des audits énergétiques du patrimoine immobilier régional sur lesquels la collectivité régionale s'appuiera afin de définir une stratégie pluriannuelle de rénovation énergétique de patrimoine bâti.

ACQUISITION DE MATERIELS DE SONORISATION POUR LES BATIMENTS REGIONAUX : 23092

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 21578	
AP	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit de remplacer les micros et la sonorisation de l'hémicycle et de remettre en service le système de sonorisation dans les couloirs de l'hôtel de région.

ACQUISITION DE MATERIELS TECHNIQUES : 25461

CHAPITRE : 900 Fonction : 028 Nature : 21578	
AP	CP 2025
	80 000 €

Il s'agit d'acquérir du matériel pour améliorer l'entretien des espaces des bâtiments de la collectivité, notamment par l'acquisition d'un véhicule pour la piste cyclable.

FONCTION 0-5 – GESTION DES FONDS EUROPEENS

<p align="center">FONCTION 0-5 - CHAPITRE 9005 GESTION DES FONDS EUROPEENS</p>

Programme opérationnel FEDER FSE 2014-2020

OS1A1-AUGMENTER VISIBILITE RECHERCHE GUADELOUPEENNE : 35904

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP 2025	CP 2025
4 259 500 €	13 000 000 €

Il s'agit d'ajuster autorisations de programme nécessaires à la finalisation de la mise en œuvre du programme. Il s'agit également de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus dans le respect des objectifs de consommation totale de la maquette du programme

OS7A13-UTILISATION DES PRODUITS ET SERVICES TIC PAR LES ENTREPRISES : 35922

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	140 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus dans le respect des objectifs de consommation totale de la maquette du programme

OS9A15-REDUIRE CONSOMMATION D'ENERGIES DES ENTREPRISES : 35924

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	6 500 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus dans le respect des objectifs de consommation totale de la maquette du programme.

OS11A17-REDUIRE LA CONSOMMATION ENERGETIQ DANS LES INFRAS PUBLIQUE ET LE LOGEMENT : 35928

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	920 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus dans le respect des objectifs de consommation totale de la maquette du programme.

OS17A22-ADAPTER L'INFRA PORTUAIRE AUX MUTATIONS DU TRANSPORT INTERNATIONAL : 35940

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	8 430 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus dans le respect des objectifs de consommation totale de la maquette du programme.

OS20A25-REVITALISATION DES CENTRES BOURGS ET CENTRES VILLES : 35943

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	1 770 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus dans le respect des objectifs de consommation totale de la maquette du programme.

OTAXE8A29-INVESTISSEMENTS PARASISMIQUES : 35944

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	4 600 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus dans le respect des objectifs de consommation totale de la maquette du programme.

Programme opérationnel FEDER FSE 2014-2020 / REACT EU

INVESTISSEMENT DANS DES PRODUITS ET DES SERVICES DESTINES AUX SERVICES DE SANTE : 39731

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	1 800 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus dans le respect des objectifs de consommation totale de la maquette du programme.

Programme FEDER FSE+ 2021-2027

PRIORITE 1 FEDER - OS 1.2 - TIRER PARTI DES AVANTAGES DE LA NUMERISATION AU BENEFICE DES CITOYENS, DES ENTREPRISES, DES ORGANISMES DE RECHERCHE ET DES POUVOIRS PUBLICS : 42104

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	3 000 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 1 FEDER – OS 1.3 - RENFORCER LA CROISSANCE DURABLE ET LA COMPETITIVITE DES PME ET LA CREATION D'EMPLOIS Y COMPRIS PAR DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS : 42105

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	4 000 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 1 FEDER – OS 1.5 - RENFORCER LA CONNECTIVITE NUMERIQUE : 42109

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	2 000 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 2 FEDER – OS2.1 - FAVORISER L'ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LA PREVENTION ET LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES : 42115

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	4 000 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE FEDER 2 – OS 2.2 - PROMOUVOIR LES ENERGIES RENOUVELABLES CONFORMEMENT A LA DIRECTIVE (UE) 2018/2001, Y COMPRIS SUR LES CRITERES DE DURABILITE QUI Y SONT ENONCES : 42112

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	5 000 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 2 FEDER – OS2.5 - FAVORISER L'ACCES A L'EAU ET UNE GESTION DURABLE DE L'EAU : 42119

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	8 000 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 2 FEDER – OS 2.6 - FAVORISER LA TRANSITION VERS UNE ECONOMIE CIRCULAIRE ET EFFICACE DANS L'UTILISATION DES RESSOURCES : 42120

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	3 000 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 3 FEDER – OS 3.2 - METTRE EN PLACE ET DEVELOPPER UNE MOBILITE DURABLE INTELLIGENTE INTERMODALE ET RESILIENTE : 42139

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	10 000 000 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

Programme FEDER CTE INTERREG CARAIBE 2021-2027

PRIORITE 1 FEDER – OS 1 - RECHERCHE DEVELOPPEMENT ET INNOVATION : 42162

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP 2025	CP 2025
595 189 €	206 500 €

Il s'agit d'ajuster des autorisations de programme nécessaires à la mise en œuvre du programme.
Il s'agit également de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 2 – OS 4 - TRANSITION ENERGETIQUE INVESTISSEMENT : 42168

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	206 500 €

Il s'agit d'ajuster autorisations de programme nécessaires à la mise en œuvre du programme.
Il s'agit également de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 3 FEDER – OS 8 - MOBILITE DURABLE ET RENFORCEMENT DES CONNEXIONS : 42178

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	206 500 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 4 – OS 11 - RISQUE SANITAIRES ET RESILIENCE DES SYSTEMES DE SANTE INVESTISSEMENT : 42185

CHAPITRE : 9005 Fonction : 052 Nature : 2045	
AP	CP 2025
	206 500 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

FONCTION 2 – CHAPITRE 902 – ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

ETUDES RENFORCEMENT PARASISMIQUE DES DECOLES : 39852

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 212 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit solder les études en cours.

TRAVAUX DE RENFORCEMENT PARASISMIQUES DES ECOLES : 40961

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 212 Compte nature : 2314	
AP	CP 2025
	1 600 000 €

Il s'agit d'engager et poursuivre les travaux sur les réhabilitations et mises aux normes parasismiques des écoles (Baillif, Port-Louis et Saint-François).

ETUDES INTERNAT DU LYCEE GERVILLE REACHE : 43558

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 222 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	150 000 €

Il s'agit d'engager et entamer les études relatives au programme de construction d'un internat pour le lycée Gerville-Réache, à Basse-Terre.

ETUDES PREALABLE AUX GROS TRAVAUX LYCEES : 44736

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
500 000 €	50 000 €

Il s'agit de financer les études préalables aux grands travaux dans les lycées.

ETUDES PGM CONSTRUCTION RESTAURATION SCOLAIRE : 44721

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
1 300 000 €	20 000 €

Il s'agit de financer les études préalables aux travaux dans les cuisines et réfectoire des lycées.

ETUDES RESTRUCTURATION DE LA CITE SCOLAIRE DE BAIMBRIDGE : 31988

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 222 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	800 000 €

Il s'agit de poursuivre les études relatives à la restructuration du lycée du Chevalier Saint-Georges.

ETUDES RECONSTRUCTION DU LYCEE GERTY ARCHIMEDE : 39816

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 222 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	70 000 €

Il s'agit solder la mission du mandataire et de clôturer l'autorisation de programme.

ETUDES PGM PLURIANNUEL DE TRAVAUX DANS LES LYCEES : 44719

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
7 000 000 €	100 000 €

Il s'agit de financer les études préalables aux travaux dans les lycées.

TRAVAUX RESTRUCTURATION CITE SCOLAIRE DE BAIMBRIDGE : 35834

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 222 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
10 000 000 €	5 600 000 €

Il s'agit de poursuivre et finaliser les travaux liés à la restructuration de la cité scolaire de Baimbridge.

SECURISATION DES APPLICATIONS USAGERS DANS LES LYCES (WIFI LYCEENS ET ACCES) : 43507

CHAPITRE : 902 Fonction : 222 Nature : 2051	
AP	CP 2025
	715 557 €

Acquisition des licences Zscaler dans les lycées.

INTEGRATION DES SOLUTIONS DE SECURITE NIVEAU 1-2 LYCEES ET SATELLITES : 43508

CHAPITRE : 902 Fonction : 222 Nature : 2051	
AP	CP 2025
	130 851 €

Déploiement de Zscaler + Identité Microsoft dans les lycées en vue d'authentifier l'ensemble des utilisateurs du système d'information de la région.

ACQUISITION DE MATERIELS TECHNIQUES SCOLAIRES : 44742

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 21572	
AP 2025	CP 2025
2 000 000 €	30 000 €

Il s'agit de réaliser l'acquisition de matériels techniques scolaire comme des équipements de laboratoire ou autre pour les lycées.

PROGRAMME MISE A NIVEAU DES EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES :44746

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 21572	
AP 2025	CP 2025
1 800 000 €	80 000 €

Il s'agit de réaliser l'acquisition de divers matériels scolaire pour les lycées.

ACQUISITION DE VEHICULES DE SERVICES POUR LES LYCEES : 35864

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 21828	
AP	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit de réaliser l'acquisition de 2 véhicules pour le service d'intervention mobile dans les lycées.

ACQUISITION MATERIEL DE BUREAU & MOBILIER SCOLAIRE : 44740

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 21841	
AP 2025	CP 2025
2 000 000 €	250 000 €

Il s'agit de réaliser l'acquisition de matériel et mobilier scolaire pour les lycées.

POSTES INFORMATIQUES LYCEES : 44737

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 21831	
AP 2025	CP 2025
4 000 000 €	1 500 000 €

Il s'agit de financer le renouvellement du parc informatique des lycées.

MATERIEL VIDEO DE PROJECTION : 44739

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 21831	
AP 2025	CP 2025
4 000 000 €	585 000 €

Il s'agit de financer l'équipement en vidéoprojecteur des lycées.

MATERIEL INFORMATIQUE LYCEE – CYBERATTAQUE : 43505

CHAPITRE : 902 Fonction : 222 Nature : 21831	
AP	CP 2025
	47 252 €

Renforcement de la sécurité des salles informatiques dans les lycées.

SECURISATION POSTE DE TRAVAIL PHASE 3 (intégration) : 43506

CHAPITRE : 902 Fonction : 222 Nature : 21831	
AP	CP 2025
	27 597 €

Mise en œuvre d'une sécurisation augmentée des postes informatiques Windows des personnels critiques (surcryptages SharePoint/OneDrive).

LOGICIEL POUR INFRASTRUCTURE SYSTEME : 44749

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 21831	
AP 2025	CP 2025
2 300 000 €	

Il s'agit de créer une AP et les lignes de crédits associées pour permettre l'acquisition potentiel de logiciel pour les infrastructures réseaux et systèmes des lycées.

LYCEES PUBLICS – ACQUISITION DE MATERIELS : 44703

CHAPITRE : 902 Fonction : 222 Nature : 21838	
AP	CP 2025
	72 000 €

Cette enveloppe est destinée à l'achat de copieurs supplémentaires dans les lycées publics.

DEPLOIEMENT WIFI DANS LES LYCEES - CP : 43470

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 21838	
AP	CP 2025
	1 465 000 €

Il s'agit de poursuivre le projet de déploiement du nouveau réseau informatique des lycées.

ACQUISITION MOBILIERS SCOLAIRES : 44747

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 21841	
AP 2025	CP 2025
1 800 000 €	20 000 €

Il s'agit de réaliser l'acquisition de mobilier scolaire pour les lycées.

REDYNAMISATION & REHABILITATION DS INTERNATS DES LYCEES DE GUADELOUPE : 39718

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 21841	
AP	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit de finaliser le règlement de dépenses déjà engagées pour l'acquisition de mobilier pour les internats des lycées.

ACQUISITION D'AUTRES MATERIELS SCOLAIRES : 44742

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2188	
AP 2025	CP 2025
2 000 000 €	30 000 €

Il s'agit de réaliser l'acquisition de divers matériels scolaire pour les lycées.

ACQUISITION AUTRES MATERIELS SCOLAIRES : 44748

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2188	
AP 2025	CP 2025
1 800 000 €	30 000 €

Il s'agit de réaliser l'acquisition de divers matériels scolaire pour les lycées.

MANUELS SCOLAIRE NUMERIQUE : 44751

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2188	
AP 2025	CP 2025
750 000 €	

Il s'agit de créer une AP et la ligne de crédit associée pour permettre l'acquisition de licences et prestation pour le maintien et l'évolution de l'ENT et pour la mise en place des manuels scolaires numérique dans les lycées.

RESEAUX WIFI ET SECURITES INFORMATIQUES LYCEES :

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2188	
AP 2025	CP 2025
2 300 000 €	

Il s'agit de créer une AP et les lignes de crédits associées pour permettre l'acquisition potentiel d'équipement pour les infrastructures réseaux et de la mise en sécurité des systèmes informatiques des lycées.

ACQUISITION D'AUTRES MATERIELS SCOLAIRES : 26630

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2188	
AP	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit de finaliser le règlement de dépenses déjà engagées pour l'acquisition de matériels scolaires.

TRAVAUX PGM PLURIANNUEL DE TRAVAUX DANS LES LYCEES : 37131

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2313	
AP	CP 2025
	1 100 000 €

Il s'agit de finaliser le règlement de dépenses déjà engagées pour des travaux dans les lycées.

TRAVAUX PGM CONSTRUCTION RESTAURATION SCOLAIRE : 37129

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2313	
AP	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit de finaliser le règlement de dépenses déjà engagées pour des travaux dans les cuisines et réfectoire des lycées.

GROSSES REPARATIONS DANS LES LYCEES : 19847

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2313	
AP	CP 2025
	2 500 000 €

Il s'agit de financer les travaux de maintenance des lycées.

TRAVAUX PGM PLURIANNUEL DE TRAVAUX DANS LES LYCEES : 44720

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2313	
AP 2025	CP 2025
7 000 000 €	1 089 880 €

Il s'agit de financer les travaux dans les lycées.

TRAVAUX PGM CONSTR RESTAURATION SCOLAIRE : 44722

Chapitre : 902 Fonction : 222 Nature : 2313	
AP 2025	CP 2025
1 300 000 €	150 000 €

Il s'agit de financer les travaux dans les cuisines et réfectoire des lycées.

ETUDES CONSTRUCTION D'UN CAMPUS SANTE : 39812

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 23 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
45 000 000 €	100 000 €

Il s'agit de poursuivre les études préalables et de réaliser les programmes fonctionnels et techniques dans le cadre réalisation du campus santé.

ETUDES CONSTRUCTION D'UN BATIMENT CAMPUS POUR L'ECOLE D'INGENIEUR : 39814

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 23 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	2 000 €

Il s'agit de solder la mission du programmiste et de clôturer l'autorisation de programme.

OPERATIONS STRUCTURANTES UNIVERSITÉ DES ANTILLES 2025/2028 : 44802

CHAPITRE 902 Sous-fonction : 23 Compte nature : 204182	
AP 2025	
200 000 €	

La création d'une nouvelle autorisation de programme est sollicitée en faveur de la mise en œuvre des opérations structurantes pluriannuelles portées par l'Université des Antilles en faveur de l'amélioration du cadre de vie des étudiants, en remplacement de l'AP 2018/2 Contrat pluriannuel d'objectifs.

ACCOMPAGNEMENT INVESTISSEMENT UNIVERSITE DES ANTILLES : 44802

Chapitre : 902 Fonction : 23 Nature : 204182	
AP 2025	CP 2025
200 000 €	

La création d'une nouvelle autorisation de programme est sollicitée en faveur de la mise en œuvre des opérations structurantes pluriannuelles portées par l'Université des Antilles en faveur de l'amélioration du cadre de vie des étudiants, en remplacement de l'AP 2018/2 Contrat pluriannuel d'objectifs.

TRAVAUX UNIVERSITE DES ANTILLES : 39811

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 23 Compte nature : 2313	
AP	CP 2025
	82 000 €

Il s'agit de poursuivre et solder les travaux.

AMO-MISE EN PLACE LOGICEL SUIVI CLAUSE SOCIALE D'INSERTION : 38632

CHAPITRE : 902 Fonction : 251 Nature : 2051	
AP	CP 2025
	30 000 €

Il s'agit d'achever la prestation de suivi des clauses sociales d'insertion dans la commande publique régionale.

TRAVAUX ECOLE DE LA 2EME CHANCE : 37212

CHAPITRE : 902 Fonction : 252 Nature : 2313	
AP	CP 2025
	132 618 €

Il s'agit de finaliser les travaux relatifs à l'école de la deuxième chance.

CPRDFOP INOVATION MATERIEL ET EQUIP PEDAGOGIQUES NUMERIQUES : 37238

Chapitre : 902 Fonction : 258 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	28 368 €

Le budget est destiné à solder le financement du dispositif « fonds d'innovation des centres de formation ». L'objectif visé est d'accompagner, dans le cadre du PACTE, la digitalisation de l'offre de formation sur le territoire.

PACTE DIGITALISATION : 42312

Chapitre : 902 Fonction : 258 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	1 000 000 €

Dans l'axe 3 (Modernisation de l'appareil de formation) du Pacte régional d'investissement dans les compétences, cette enveloppe budgétaire est destinée à financer les besoins en équipement des centres de formation, afin de les accompagner à monter en compétences et à faire face aux évolutions technologiques incontournables dans le secteur. L'enjeu est de maintenir l'attractivité des structures du territoire.

**EQUILIBRE TERRITORIAL DANS LA REALISATION DES FORMATIONS
: 37241**

Chapitre : 902 Fonction : 258 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	211 601 €

La nécessité de favoriser l'accès à la formation aux publics les plus, incite à réduire les freins identifiés, à rapprocher les espaces de réalisation des modules de développement des compétences des territoires et bassins de vie. Les crédits prévus visent à soutenir les projets des organismes de formation qui répondent aux exigences de modernisation et d'adaptation des moyens logistiques favorisant la mobilisation de plateaux techniques mobiles et ajustables aux caractéristiques des territoires afin de répondre aux objectifs de qualification, d'insertion et d'accès à l'emploi.

DETTES POUR BEA UMAG : 34483

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 26 Compte nature : 1675	
AP	CP 2025
	155 980 €

Il s'agit de liquider la partie investissement des loyers du bail emphytéotique administratif dans le cadre de la réalisation de l'UMAG.

REMBOURSEMENT FONDS PROPRES BEA UMAG : 34484

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 26 Compte nature : 1675	
AP	CP 2025
	150 381 €

Il s'agit de liquider la partie investissement des loyers du bail emphytéotique administratif dans le cadre de la réalisation de l'UMAG.

ETUDES - RESTRUCTURATION BATIMENTS CRFP P-BOURG : 31991

CHAPITRE : 902 Fonction : 26 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit de réaliser les études et le suivi des travaux de VRD pour finaliser les ateliers A, B et C.

TRAVAUX - RESTRUCTURATION BATIMENTS CRFP P-BOURG : 31992

CHAPITRE : 902 Fonction : 26 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	700 000 €

Il s'agit de réaliser des travaux de VRD pour finaliser les ateliers A, B et C.

CITE DE LA CONNAISSANCE : 25510

CHAPITRE : 902 Sous-fonction : 26 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	165 000 €

Ces crédits visent à solder les études relatives aux travaux de la cité de la connaissance.

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT CFA : 34688

Chapitre : 902 Fonction : 26 Nature : 204182	
AP	CP 2025
	199 248 €

Cette dépense est destinée à financer l'équipement des CFA du territoire

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT CFA - PUBL : 44894

Chapitre : 902 Fonction : 26 Nature : 204182	
AP 2025	CP 2025
14 975 400 €	2 022 376 €

Le budget est destiné à financer l'équipement des CFA publics dans le cadre du schéma d'intervention de la collectivité régionale. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement pour un montant de 14 975 400€, en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement AP 2015-1 qui, elle, sera à clôturer.

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT CFA - PRIVE : 44895

Chapitre : 902 Fonction : 26 Nature : 20421	
AP 2025	CP 2025
14 975 400 €	1 991 800 €

Le budget est destiné à financer l'équipement des CFA privés du territoire

EQUIPEMENT DE FORMATION SOCIALES ET SANITAIRES : 31819

Chapitre : 902 Fonction : 27 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	35 171 €

Ce crédit est destiné à financer le projet d'équipement d'un nouveau centre de formation sur le territoire pour l'acquisition de matériels et équipements d'installation.

**FONCTION 3 – CULTURE, VIE SOCIALE,
JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS**

FONCTION 3 – CHAPITRE 903 – CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

AIDE A LA CREATION ET A LA PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE : 27939

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 311 Compte nature : 2041	
AP 2008/1	CP 2025
1 000 000 €	900 000 €

Cette dotation est consacrée à l'aide à la production dans le cadre des deux dispositifs d'aide au cinéma et à l'audiovisuel : le fonds de coopération CNC/État/Région et le fonds régional d'aide au cinéma et à l'audiovisuel. Émarge à cette aide, la série Meurtre au Paradis.

AIDE A LA CREATION ET A LA PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE : 28095

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 311 Compte nature : 2041	
AP	CP 2025
	150 000 €

Cette dotation concerne l'aide à la production cinéma audiovisuel à destination des sociétés locales pour le court-métrage et le documentaire dans le cadre du protocole Canal+ /Région.

AIDE A L'EQUIPEMENT DES STRUCTURES ET AU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES CULTURELLES : 27905

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 311 Compte nature : 20421	
AP	CP 2025
	36 000 €

Cette enveloppe visera à faciliter l'adaptation des équipements culturels à l'évolution des pratiques, des techniques et des normes de sécurité afin d'améliorer l'accueil des projets artistiques et du public.

AIDE A L'EQUIPEMENT ET AUX PROJETS ARTS VISUELS

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 311 Compte nature : 20422	
AP	CP 2025
	30 000 €

Cette enveloppe est destinée aux aides en investissement aux projets d'arts visuels, aux aides aux galeries, aux documents d'artistes.

ESPLANADE 1er JOUR - ETUDES : 44854

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 311 Compte nature : 2313	
AP	CP 2025
1 000 000 €	

Il s'agit d'engager les travaux relatifs à l'aménagement de l'Esplanade du 1^{er} jour.

ESPLANADE 1er JOUR - ETUDES : 44855

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 311 Compte nature : 2313	
AP	CP 2025
1 000 000 €	200 000 €

Il s'agit d'engager les travaux relatifs à l'aménagement de l'Esplanade du 1^{er} jour.

ETUDES REHABILIT° GRIVELIERE TR 2 : 26556

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 312 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	150 000 €

Il s'agit de payer les dernières factures des premières études réalisées pour la réhabilitation de la Gravelière.

REHABILITATION DE LA GRIVELIERE - TRANCHE 2 : 26556

CHAPITRE 903 Sous-fonction : 312 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	150 000 €

Cela correspond aux études de la dernière phase des travaux de réhabilitation de la Gravelière.

EQUIPEMENT DE LA GRIVELIERE : 44718

Chapitre : 903 Fonction : 312 Nature : 2158	
AP	CP 2025
	400 000 €

Il s'agit de réaliser l'acquisition de matériel agricole et de matériel de transformation pour l'équipement du site de la Gravelière.

RESTAURATION DU PATRIMOINE : 44729

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 312 Compte nature : 20422	
AP 2025	CP 2025
1 000 000 €	250 000 €

Cette dotation s'adresse aux propriétaires privés pour la restauration et la conservation du patrimoine bâti, protégé ou pas, au titre des monuments historiques.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

OPAH PATRIMOINE : 44730

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 312 Compte nature : 20422	
AP 2025	CP 2025
1 000 000 €	250 000 €

Dotation destinée au financement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) de Basse-Terre dont le programme a fait l'objet d'une délibération-cadre n° CP/24-374.

ACQUISITIONS DE COLLECTIONS ET FONDS DOCUMENTAIRE : 25441

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 312 Compte nature : 21621	
CP	CP 2025
	0 €

Cette dotation a pour but d'enrichir les collections du centre de documentation du patrimoine (livres, documents anciens, fonds photographiques...).

TRAVAUX REHABILIT° GRIVELIERE TR 2 : 26557

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 312 Compte nature : 2313	
AP	CP 2025
	1 430 000 €

Il s'agit de payer les dernières factures dans le cadre des premiers travaux réalisés pour la réhabilitation de la Grivelière.

REHABILITATION DE LA GRIVELIERE - TRANCHE 2 : 26557

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 312 Compte nature : 2313	
AP	CP 2025
	1 430 000 €

Il s'agit de réaliser les travaux liés à la dernière tranche restauration de la Grivelière qui constitue un pan important de l'histoire et du patrimoine de la Côte sous le vent.

ETUDES CREATION D'UN MUSEE DU SPORT : 41036

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 314 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	2 000 €

Il s'agit de solder l'étude de faisabilité.

MEMORIAL ACTE : 26559

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 314 Compte nature : 2313	
AP	CP 2025
	18 000 €

Il s'agit de solder l'opération.

ACQUISITION D'ŒUVRES D'ART ET D'ARCHIVES : 20384

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 315 Compte nature : 21621	
AP	CP 2025
	20 000 €

Cette enveloppe est destinée aux acquisitions d'œuvres d'art de plasticiens guadeloupéens et d'intérêt régional à destination du fonds d'art régional, ou de collections d'art.

ETUDES GYMNASSE DE MARIE GALANTE : 35734

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 321 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit de poursuivre les études relatives à la construction du gymnase à Marie Galante.

TRAVAUX GYMNASSE DE MARIE GALANTE : 35735

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 321 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	600 000 €

Il s'agit de finaliser les travaux de la construction d'un gymnase à Marie Galante.

ETUDES GYMNASSE DE MORNE A L'EAU : 35736

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 321 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	20 000 €

Il s'agit de terminer les études relatives à la construction d'un gymnase à Morne l'Eau.

ETUDES REMISE A NIVEAU DU CREPS : 39818

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 321 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit d'engager les études nécessaires à aux travaux à venir du CREPS.

TRAVAUX REMISE A NIVEAU DU CREPS : 39819

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 321 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit de payer les travaux relatifs à la création des terrains de beach du CREPS.

TRAVAUX GYMNASSE DE MORNE A L'EAU : 35737

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 321 Compte nature : 2313	
AP	CP 2025
	90 000 €

Il s'agit de terminer les travaux nécessaires à la construction d'un gymnase à Morne l'Eau.

ETUDES – CONSTRUCTION ET AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS : 43560

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 322 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	200 000 €

Il s'agit de lancer les études relatives aux projets de réhabilitation de la piste d'athlétisme de Sainte-Rose et du stade de Capesterre de Marie-Galante.

CENTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE : 33411

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 324 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	70 000 €

Il s'agit de liquider les dernières études relatives aux travaux du CREPS.

ETUDES REHABILITATION DE LA BASE NAUTIQUE DE SAINTE-ANNE : 39820

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 325 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	60 000 €

Il s'agit de poursuivre les études nécessaires à la réhabilitation de la base nautique de Sainte-Anne et d'adapter l'autorisation de programme au montage des travaux envisagés.

ETUDES REDEPLOIEMENT DE L'HIPPODROME : 31990

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 325 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	200 000 €

Il s'agit de poursuivre les études relatives aux travaux de la 2^{ème} tranche, de l'hippodrome Saint-Jacques à Anse-Bertrand.

ETUDES DE FAISABILITE POUR EDIFICES : 33146

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 325 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	34 000 €

Il s'agit de solder les études relatives à la réalisation d'une salle de spectacle et de l'esplanade du 1^{er} jour.

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX CLUBS SPORTIFS : 28103

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 325 Compte nature : 20421	
AP 2007/1	CP 2025
4 072 000 €	402 491 €

Subventions d'équipements dans le cadre des contrats d'objectifs et de moyens prévues avec les ligues, comités sportifs et clubs propriétaires.

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX CLUBS SPORTIFS : 27930

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 325 Compte nature : 20422	
AP 2007/1	CP 2025
4 072 000 €	74 400 €

Subvention d'équipement pour l'acquisition de matériels sportifs destinées aux personnes de droit privé.

ACQUISITION EQUIPEMENTS MATERIELS CREPS : 39910

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 325 Compte nature : 21351	
AP	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit du droit à compensation du CREPS pour l'année 2025.

VELODROME & HIPPODROME – TRAVAUX : 31872

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 325 Compte nature : 2313	
AP	CP 2025
	34 295,33 €

Il s'agit de payer les dernières factures dans le cadre des études réalisées sur le site de l'hippodrome régional d'Anse Bertrand.

TRAVAUX - REDEPLOIEMENT DE L'HIPPODROME : 33144

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 325 Compte nature : 2313	
AP	CP 2025
	2 720 000 €

Il s'agit de terminer les travaux de la 2^{ème} tranche, de l'hippodrome.

CENTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE : 33412

CHAPITRE : 903 Sous-fonction : 325 Compte nature : 2313	
AP	CP 2025
	148 000 €

Il s'agit de finaliser les derniers travaux du CREPS (salle d'escrime...).

FONCTION 4 – SANTE ET ACTION SOCIALE

FONCTION 4 – CHAPITRE 904 – SANTE ET ACTION SOCIALE
--

PARTICIPATION AUX INVESTISSEMENTS DES ETABLISSEMENTS DE SANTE PUBLICS : 38611

CHAPITRE : 904	
Fonction : 414	
Nature : 204181	
AP	CP 2025
	118 984 €

Les crédits de paiement de 2025 doivent permettre de payer le solde du projet du centre hospitalier de Marie-Galante, ainsi que l'accompagnement aux nouveaux projets inscrits au Contrat de convergence et de transition.

PARTICIPATION AUX INVESTISSEMENTS DES ETABLISSEMENTS DE SANTE PRIVES : 38463

CHAPITRE : 904	
Fonction : 414	
Nature : 20422	
AP	CP 2025
	50 000 €

Les crédits de paiement prévus pour l'année 2025 doivent permettre de solder une opération de maison de santé, et accompagner de nouvelles prévues sur le CCT.

SUBVENTION D'EQUIPEMENT AU GIP RASPEG : 42325

CHAPITRE : 904	
Fonction : 418	
Nature : 20422	
AP	CP 2025
	8 213 €

Les crédits de paiement prévus pour l'année 2025 doivent permettre de solder l'aménagement de l'espace muséal du GIP RASPEG.

FONCTION 5 – AMENAGEMENTS DES TERRITOIRES ET HABITAT

FONCTION 5 – CHAPITRE 905 – AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT

CONSTRUCTION ET AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS : 27768

CHAPITRE : 905 Sous-fonction : 52 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit de poursuivre les études relatives au stade de Port-Louis.

SUBV. CONTRAT DEVELOPPEMENT DURABLE TERRITORIAL : 30787

Chapitre : 905 Fonction : 52 Nature : 2041482	
AP	CP 2025
	3 100 000 €

Il s'agit des subventions aux collectivités et EPCI dans le cadre du plan régional d'aides aux collectivités.

PROGRAMME REGIONAL D'AIDES AUX COMMUNES : 44856

Chapitre : 905 Fonction : 52 Nature : 2041482	
AP	CP 2025
	500 000 €

Il s'agit des subventions aux collectivités communales dans le cadre du plan régional d'aides aux collectivités et intercommunalités.

PROGRAMME REGIONAL D'AIDES AUX EPCI : 44857

Chapitre : 905 Fonction : 52 Nature : 2041482	
AP	CP 2025
	500 000 €

Il s'agit des subventions aux EPCI dans le cadre du plan régional d'aides aux collectivités et intercommunalités.

TRAVAUX MISE A NIVEAU DES PARCOURS SPORTIFS DE SANTE : 39846

CHAPITRE : 905 Fonction : 52 Nature : 2314	
AP 2025	CP 2025
250 000 €	145 000 €

L'augmentation de l'AP doit permettre de finaliser le nouveau marché d'installation des panneaux sur les parcours de santé réhabilités. Les crédits de paiement correspondants vont permettre de solder le marché en cours et effectuer les paiements du marché relatif aux panneaux.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

PARTICIPATION DE LA REGION AU DPAH : 44858

Chapitre : 905 Fonction : 555 Nature : 20422	
AP	CP 2025
	391 182 €

Il s'agit de la contribution de la Région au dispositif partenarial d'amélioration de l'habitat (DPAH) cofinancé par l'État et le Département notamment.

ETUDES INGENIERIE RELATIVE A DES PROJETS THD : 38485

CHAPITRE : 905 Sous-fonction : 57 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	300 000 €

La ligne et l'AP sont destinées à la réalisation de prestations d'ingénierie (conception, AMO) dans le cadre de la poursuite du développement du réseau de fibre à très haut débit et notamment l'exploitation et le développement des câbles sous-marin.

SUBV D'EQUIPT TIC-COMMUNES ET INTERCO : 38592

Chapitre : 905 Fonction : 57 Nature : 2041481	
AP	CP 2025
	50 000 €

Cette mesure vise à accompagner les collectivités dans leurs investissements relatifs à la transition numérique (wifi public, vidéoprotection...).

INSTALLATION DE MATERIELS INFORMATIQUES : 44706

CHAPITRE : 905 Fonction : 57 Nature : 21838	
AP	CP 2025
	20 000 €

Cette enveloppe est destinée à l'installation de matériels informatiques (notamment les cyberbus).

DSP CONCESSIVE RESEAU DE COMMUNICATION ELECTRONIQUE : 35779

CHAPITRE : 905 Sous-fonction : 57 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	4 000 000 €

Il s'agit de payer la subvention relative aux travaux de déploiement de la fibre Très Haut Débit dans le cadre de la DSP Guadeloupe Digital.

PARTICIPATION REGIONALE AU PROGRAMME ARAH (ex ARSAH) : 39883

Chapitre : 905 Fonction : 588 Nature : 20422	
AP	CP 2025
	2 300 000 €

Cette mesure vise à accompagner certains particuliers à réaliser l'amélioration de leur habitat.

CONSTRUCTION ET AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS : 39858

CHAPITRE : 905 Fonction : 588 Nature : 2314	
AP	CP 2025
	100 000 €

Les crédits sont destinés à solder les derniers travaux relatifs aux city-stades.

TRAVAUX DE RENFORCEMENT PARASISMIQUE DES ECOLES : 37289

CHAPITRE : 905 Fonction : 59 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	200 000 €

Les crédits sont destinés aux études pour les projets de réhabilitation des bâtiments culturels (églises de Pointe-à-Pitre et Terre-de-Haut) et des écoles (Port-Louis, Vieux-Fort...).

CONSTRUCTION ET AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES DE LOISIRS : 27769

CHAPITRE : 905 Sous-fonction : 59 Compte nature : 2314	
AP	CP 2025
	1 200 000 €

Il s'agit de poursuivre les travaux relatifs à l'éclairage du stade de Port-Louis.

TRAVAUX DE RENFORCEMENT PARASISMIQUE DES ECOLES : 35757

CHAPITRE : 905 Fonction : 59 Nature : 2314	
AP	CP 2025
	3 000 000 €

Les crédits sont destinés aux travaux relatifs aux projets de réhabilitation des bâtiments culturels et aux écoles.

ECOLE DE LA DESIRADE ETUDES : 44848

CHAPITRE : 905 Sous-fonction : 731 Compte nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
6 000 000 €	200 000 €

Il s'agit de créer une autorisation de programme pour engager les études relatives à la reconstruction du groupe scolaire Adrien Thionville, sur la commune de La Désirade.

ECOLE DE MARIE-GALANTE ETUDES : 44850

CHAPITRE : 905 Sous-fonction : 731 Compte nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
5 000 000 €	

Il s'agit de créer une autorisation de programme pour engager les études relatives à la reconstruction du groupe scolaire de Capesterre de Marie-Galante.

ECOLE DE TROIS-RIVIERES ETUDES : 44852

CHAPITRE : 905 Sous-fonction : 731 Compte nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
4 000 000 €	150 000 €

Il s'agit de créer une autorisation de programme pour engager les études relatives à la reconstruction du groupe scolaire de Trois-Rivières.

FONCTION 6 – ACTION ECONOMIQUE

FONCTION 6 – CHAPITRE 906 – ACTION ECONOMIQUE

AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES STRUCTURES DE L'ESS : 37199

CHAPITRE : 906	
Fonction : 61	
Nature : 20421	
AP	CP 2025
	150 000 €

Il s'agit d'accompagner les structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) dans le cadre de leur programme d'investissement pour amplifier la mise en œuvre d'actions alliant l'utilité sociale et la performance économique sur le territoire.

AIDES AUX STRUCTURES DE L'ESS : 34502

CHAPITRE : 906	
Fonction : 61	
Nature : 20421	
AP	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit d'accompagner les structures de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) dans le cadre de leur programme d'investissement.

SOUTIEN A L'ECONOMIE DE PRODUCTION : 27901

CHAPITRE : 906	
Sous-fonction : 6311	
Compte nature : 20421	
AP	CP 2025
	500 000 €

Dans le cadre de la délibération cadre visant le développement des unités de production agricoles et d'agro transformation, cette enveloppe permet le soutien de projets d'investissement individuels contribuant à l'objectif de souveraineté alimentaire et économique. Elle permet aussi la mise en place de mesures préventives et prédictives pour réduire l'impact des risques sur les exploitations.

SOUTIEN A L'ECONOMIE DE PRODUCTION : 28171

CHAPITRE : 906	
Sous-fonction : 6311	
Compte nature : 20421	
AP	CP 2025
	50 000 €

Cette enveloppe est dédiée à l'installation des agriculteurs de plus de 40 ans, afin d'inciter la reconversion professionnelle dans le secteur agricole, d'accompagner l'attrait du métier et l'augmentation le nombre d'installation.

PROGRAMME D'ACTION RURALE ET DE DEVELOPPEMENT LOCAL TOURISTIQUE (PRIVE) : 27903

CHAPITRE : 906	
Sous-fonction : 6311	
Compte nature : 20421	
AP	CP 2025
	70 000 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Cette enveloppe permet de soutenir les projets de diversification non agricole des agriculteurs, ce afin de conforter leur revenu. Dans le cadre d'une délibération cadre, les projets soutenus visent essentiellement la modernisation et la rénovation de gîtes agricoles.

PROGRAMME D'ACTIONS ET DE DEVELOPPEMENT DES SYSTEMES AGRO-ECOLOGIQUES : 38511

CHAPITRE : 906 Sous-fonction : 6311 Compte nature : 20421	
AP	CP 2025
	400 000 €

Afin de poursuivre la mise en œuvre du plan stratégique de transition agro écologique, cette enveloppe permettra à la collectivité régionale de financer des projets inscrits dans une démarche agroécologique. Aussi, cette enveloppe permettra le déploiement des récompenses pour la réalisation des projets lauréats de la 3^{ème} édition du concours AGREEN STARTUP.

SOUTIEN A L'ECONOMIE BLEUE - AIDE A L'ADAPT DE LA FLOTTE DE PÊCHE : 44798

CHAPITRE : 906 Fonction : 6311 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	1 000 000 €

Cette dotation permettra à la Région aux côtés de l'État de porter sa contribution au financement du nouveau dispositif d'aide à l'adaptation de la flotte de pêche de Guadeloupe qui s'agence en deux mesures :

1. Modernisation de la flotte (remotorisation, acquisition de matériel de navigation et de sécurité, ...), basée sur le règlement *De Minimis* (UE) 2023 / 2391, du 4 octobre 2023 ;
2. Renouvellement de la flotte (acquisition de nouveaux navires en remplacement du parc actuel de navires immatriculés en Guadeloupe), basé sur le régime d'aide d'État SA.58611 – 2020/N du 28 février 2022.

SOUTIEN A L'ECONOMIE BLEUE-ORGANISMES PRIVES : 44799

CHAPITRE : 906 Fonction : 6311 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	1 000 000 €

Il s'agit pour la Région de poursuivre ses efforts d'accompagnement des filières de l'économie bleue en mobilisant les dispositifs cadres d'aides régionales relatifs au développement de l'économie bleue.

SOUTIEN A L'ECONOMIE BLEUE – CRPMEM-IG : 44800

CHAPITRE : 906 Fonction : 6311 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	400 000 €

Cette dotation servira à la mise en œuvre opérationnelle du contrat d'objectifs, de performance et de moyens (COMP) mis en place avec le comité régional des pêches et des élevages marins des îles de Guadeloupe (CRPMEM-IG).

SOUTIEN A LA FILIERE CANNE : 28166

CHAPITRE : 906	
Sous-fonction : 6311	
Compte nature : 20421	
	CP 2025
	1 100 000 €

La collectivité régionale s'est engagée au titre de la convention canne 2023-2028. L'enveloppe budgétaire doit permettre à la collectivité régionale de maintenir son engagement en faveur de la filière canne, considérée comme une filière « pivot » pour le développement des transitions agricoles.

SOUTIEN A LA FILIERE BANANE : 27900

CHAPITRE : 906	
Sous-fonction : 6311	
Compte nature : 20421	
	CP 2025
	400 000 €

La collectivité régionale s'engage auprès d'une filière « pilier » de la souveraineté économique en Guadeloupe, au regard des défis économiques, sociaux, sociétaux et environnementaux auxquels elle est confrontée. Cette enveloppe permettra d'accompagner et de renforcer la filière durant ses grandes transitions et d'adaptation dans un contexte de crises multiples.

SOUTIEN A LA FILIERE DE DIVERSIFICATION ANIMALE : 44796

CHAPITRE : 906	
Sous-fonction : 6311	
Compte nature : 20421	
	CP 2025
	300 000 €

Cette enveloppe permettra de soutenir prioritairement les actions collectives d'investissement en faveur de la relance et de l'accroissement de la production de volailles et de porcs. Aussi, cette enveloppe permettra de poursuivre les efforts de structuration des filières d'élevage et de soutenir les professionnels en cas de survenance d'aléas.

SOUTIEN A LA FILIERE DE DIVERSIFICATION VEGETALE : 44797

CHAPITRE : 906	
Sous-fonction : 6311	
Compte nature : 20421	
	CP 2025
	300 000 €

Cette enveloppe permettra de soutenir prioritairement les actions collectives d'investissement en faveur de la relance, de l'accroissement de la production végétale (agrumes, etc.) et de la mise en place d'une production de semences et plants sains. Aussi, cette enveloppe pourra permettre de poursuivre la structuration d'autres productions et de soutenir les professionnels en cas d'aléas.

CO-FINANCEMENT FEADER : 42425

CHAPITRE : 906 Sous-fonction : 6312 Compte nature : 204181	
AP	CP 2025
2 800 000 €	1 500 000 €

La programmation 2014-2022 se poursuit dans sa phase finale avec notamment la clôture des paiements au 31 décembre 2025. Cette enveloppe permet à la collectivité régionale d'intervenir en co-financement aux projets programmés au titre du FEADER. Cette enveloppe tient compte notamment du co-financement de la part État et l'élargissement des mesures prises en compte.

TRANSITION AGROECOLOGIE : 39925

CHAPITRE : 906 Sous-fonction : 6312 Compte nature : 20421	
AP	CP 2025
	60 000 €

Dans la dynamique de transition des modèles agricoles par l'émergence de nouveaux modes de production, cette enveloppe a permis le financement de la deuxième édition de l'évènement AGREEN START-UP Guadeloupe. Les montants programmés permettront le solde de ces soutiens.

MIR / PLATEFORME LOGISTIQUE / MNR / AUTRES MARCHES : 44790

CHAPITRE : 906 Sous-fonction : 6312 Compte nature : 20421	
AP 2025	CP 2025
1 944 882 €	

Cette enveloppe permettra d'accompagner les projets visant la structuration de la commercialisation de la production agricole. Il s'agira de moderniser ou restructurer les marchés et magasins de producteurs, de relancer le projet MIR et/ou plateforme logistique et de poursuivre les travaux de structuration de la restauration collective.

LE DEVELOPPEMENT DES AGRO INDUSTRIES ET EXPL° AGRICOLES : 39923

CHAPITRE : 906 Sous-fonction : 6312 Compte nature : 20421	
AP 2025	CP 2025
230 000 €	140 000 €

Cette enveloppe a eu pour objectif de soutenir les investissements permettant d'améliorer la valeur ajoutée des entreprises et de soutenir des démarches de relance post crises. Les montants programmés permettront le solde de ces soutiens.

SOUTIEN A L'ECONOMIE DE PRODUCTION AGRICOLE- CHAMBRE D'AGRICULTURE : 27890

CHAPITRE : 906 Sous-fonction : 6318 Compte nature : 204181	
AP	CP 2025
	1 000 000 €

Cette enveloppe budgétaire servira à soutenir les actions 2025 menées par la Chambre d'Agriculture en faveur des professionnels des différentes filières agricoles.

PROJETS STRUCTURANTS – INCUBATEUR & EMERGENCE AGRI/AGRO : 44789

CHAPITRE : 906 Sous-fonction : 6318 Compte nature : 20421	
AP 2025	CP 2025
1 500 000 €	300 000 €

Cette enveloppe permettra d'accompagner l'émergence de nouvelles filières, productions, projets structurants, d'intérêt économique et à forte valeur ajoutée, ou encore de soutenir des démarches pilotes expérimentales et collectives. Exemples de sujets prioritaires : fourmis manioc, risques climatiques, incubateurs agricoles, fournitures de semences et plants sains, etc.

INSTRUMENTS FINANCIERS POUR LE DEVELOPPEMENT AGRI/AGRO : 44795

CHAPITRE : 906 Sous-fonction : 6318 Compte nature : 2748	
AP 2025	CP 2025
2 000 000 €	

Cette enveloppe servira à la mise en place d'outils financiers pour accompagner le secteur agricole au travers de prêts d'honneur, d'avances remboursables ou de fonds de garantie, dont le déploiement se fera en lien avec le programme FEADER post 2023.

AMENAGEMENT DE LA ZAC DE FROMAGER A CBE : 33464

Chapitre : 906 Fonction : 632 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	30 000 €

L'enveloppe permettra de rémunérer les prestations de maîtrise d'œuvre qui mènent les dernières opérations relatives à la garantie de parfait achèvement de la ZAC de Fromager.

SUBVENTION CHAMBRE DES METIERS – CCIIG- AUTRES ORG PUBLICS : 37297

CHAPITRE : 906 Sous fonction : 632 Nature : 204181	
AP	CP 2025
	820 000 €

Il s'agit de soutenir les programmes d'activités des chambres consulaires et de faciliter la participation des opérateurs économiques aux manifestations d'intérêt collectif (salons, foires ...) via le portage de ces institutions.

SOUTIEN AUX ENTREPRISES EN CROISSANCE ET EN DEVELOPPEMENT : 37107

CHAPITRE : 906 Sous fonction : 632 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	1 500 000 €

Cette mesure vise à soutenir les entreprises en phase de croissance et de développement, sources d'activités et d'emplois. Il s'agira pour la collectivité régionale de contribuer à l'optimisation du potentiel de ces entreprises et de contribuer à la création d'emplois nouveaux sur le territoire.

SOUTIEN AUX STRUCTURES CULTURELLES : 38600

CHAPITRE : 906 Sous fonction : 632 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	80 000 €

Il s'agit de soutenir les structures du secteur des industries culturelles et créatives qui mettent en place des projets permettant la diffusion de contenus culturels.

AIDE A L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES : 28174

CHAPITRE : 906 Sous fonction : 632 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	4 120 000 €

Il s'agit de soutenir le financement des programmes de création d'entreprise ou de modernisation de l'appareil productif des entreprises existantes qui présentent un intérêt particulier en termes de développement économique pour le territoire, à travers notamment le dispositifs ARDDA.

SUBV D'EQUIP PERSONNES DROIT PRIVE -MISSION PROSPECTIVE : 39729

CHAPITRE : 906 Sous-fonction : 632 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	110 000 €

Financement des projets de la mission prospective.

AIDE A LA MODERNISATION DES ENTREPRISES : 28175

CHAPITRE : 906 Sous fonction : 632 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	4 200 000 €

Il s'agit de soutenir le financement des programmes de création d'entreprise ou de modernisation de l'appareil productif des entreprises existantes qui présentent un intérêt particulier en termes de développement économique pour le territoire, à travers notamment le dispositifs ARICE.

PROGRAMME REGIONAL DE LA RECHERCHE : 27919

Chapitre : 906 Sous-fonction : 67 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	500 000 €

Il s'agit de financer des projets d'entreprises innovantes n'émargeant pas au PO compte-tenu du seuil de dépenses, et de financer les chèques innovation.

AMENAGEMENT DE LA ZAC DE FROMAGER A CBE : 37354

Chapitre : 906 Fonction : 632 Nature : 2313	
AP	CP 2025
	3 000 000 €

L'enveloppe permettra la réalisation de la bretelle d'accès à la ZAC depuis la route nationale dans le sens Pointe-à-Pitre vers Basse-Terre, la réalisation du rond-point du carrefour principal de la ZAC de Fromager. Elle prendra aussi en compte la convention de mandat.

AVANCES REMBOURSABLES : 21478

CHAPITRE : 906 Sous fonction : 632 Nature : 2745	
AP	CP 2025
	1 000 000 €

Il s'agit de permettre l'attribution d'avances remboursables aux structures porteuses d'un projet structurant pour le territoire.

PROGRAMME D'ACTIONS DU CTIG : 42362

CHAPITRE : 906 Fonction : 633 Nature : 204181	
AP 2025	CP 2025
5 400 000 €	5 400 000 €

Il s'agit d'accompagner les actions de promotion du Comité de Tourisme des Iles de Guadeloupe pour l'année 2025 en tenant compte du programme d'actions voté par le CTIG. Les crédits de paiement permettront de solder la subvention 2024 et de payer les 3 avances trimestrielles de 2025.

PROJET D'INVESTISSEMENT DANS LES PRODUITS TOURISTIQUES : 32071

CHAPITRE : 906 Fonction : 633 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	24 462 €

La Région accompagne la création et la modernisation de produits de loisirs touristiques. Il s'agit de prévoir les soldes de subventions dues sur les opérations engagées. Extinction de cette autorisation de programme 2015-7 du fait de sa longue antériorité.

AIDE A L'HEBERGEMENT TOURISTIQUE : 44714

CHAPITRE : 906 Fonction : 633 Nature : 20421	
AP 2025	CP 2025
2 500 000 €	200 218 €

La collectivité accompagne les projets de création et de modernisation de l'hébergement touristique hors PO.

PROJET D'INVESTISSEMENT DANS LES HEBERGEMENTS ET PRODUITS TOURISTIQUES : 44715

CHAPITRE : 906 Fonction : 633 Nature : 20421	
AP 2025	CP 2025
3 000 000 €	

Il est proposé de créer une nouvelle autorisation de programme pour les cofinancements au titre du programme opérationnel 2021-2027, en remplacement des AP 2015-6 et 2015-7.

PROJET D'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES D'HEBERGEMENT TOURISTIQUE : 33297

CHAPITRE : 906 Fonction : 633 Nature : 20422	
AP	CP 2025
	225 320 €

La Région accompagne la montée en gamme de l'offre d'hébergement touristique. Il s'agit de prévoir les soldes de subventions dues sur les opérations engagées. Extinction de cette autorisation de programme 2015-6 du fait de sa longue antériorité.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT : 38509

CHAPITRE : 906 Sous fonction : 67 Nature : 2032	
AP	CP 2025
	40 000 €

Il s'agit de mettre en place un marché d'expérimentation pour l'installation d'Abris bus connectés.

EQUIPEMENT POUR LES CHANTIERS D'INSERTION : 28 163

CHAPITRE : 906 Fonction : 65 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit de solder les opérations portées par des structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) accompagnées par la collectivité afin de se doter des équipements nécessaires au support d'insertion.

AILE SIAE EQUIPEMENT : 39861

CHAPITRE : 906	
Fonction : 65	
Nature : 20421	
AP	CP 2025
	70 000 €

Mise en place dans le cadre du plan de relance l'Aide aux Initiatives Locales portées par les Structures d'Insertion par l'Activité Économique (AILE SIAE) a pour but de soutenir les actions innovantes dans le secteur de l'insertion par l'activité économique. Il s'agit de permettre aux structures d'acquérir le matériel et l'équipement nécessaire à la mise en œuvre de l'opération.

EQUIPEMENT POUR LES CHANTIERS D'INSERTION : 44821

CHAPITRE : 906	
Fonction : 65	
Nature : 20421	
AP	CP 2025
	40 000 €

La création de cette ligne, gérée en crédits de paiement, permet de financer des chantiers d'insertion innovants afin de leur permettre d'acquérir l'équipement nécessaire à la réalisation du projet durant l'année.

OUTILS FINANCIERS ESS : 44828

CHAPITRE : 906	
Fonction : 65	
Nature : 275	
AP 2025	CP 2025
150 000 €	100 000 €

La création de cette ligne, doit permettre de financer les instruments financiers spécifiques à l'économie sociale et solidaire tels que le fonds de garantie France Active Guadeloupe ou encore le contrat d'apport associatif (prêt aux associations).

SUBV. D'EQUIPEMENT PERS. DROIT PRIVE : 42452

CHAPITRE : 906	
Sous-fonction : 67	
Nature : 20423	
AP	CP 2025
	250 000 €

Participation au programme France 2030 régionalisé.

ACQUISITION DE LOGICIELS METIERS : 38502

Chapitre : 906	
Fonction : 68	
Nature : 2051	
AP	CP 2025
	70 000 €

Infrastructure logicielle de Karudata (OpenData Loi Lemaire).
Logiciels statistiques destiné au traitement de données.

CONTRAT DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION : 38501

Chapitre : 906 Fonction : 68 Nature : 2032	
AP	CP 2025
	150 000 €

Poursuite du projet ZOBAN de lutte contre la vie chère.

Dans le cadre du projet Karugéo, mise en place d'un cadastre solaire et de cartes sur le potentiel agricole.

FONCTION 7 – ENVIRONNEMENT

FONCTION 7 – CHAPITRE 907 – ENVIRONNEMENT

EQUIP. CITERNES EAU DE PLUIE BATIMENTS SCOLAIRES : 38510

Chapitre : 907 Fonction : 731 Nature : 2041482	
AP	CP 2025
	50 000 €

Cette mesure vise à accompagner les collectivités pour doter les écoles municipales en citernes tampons.

AIDES AUX SYSTEMES DE RECUP D'EAU DE PLUIE PARTICULIERS : 35858

Chapitre : 907 Fonction : 731 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	375 000 €

Cette mesure vise à accompagner l'équipement des familles à l'acquisition des citernes.

FRAIS D'ETUDES : 34649

CHAPITRE : 907 Fonction : 71 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	175 500 €

Dans le cadre de la stratégie régionale de gestion des sargasses, la collectivité accompagne les communes par la conduite d'études de courantologie et de bathymétrie pour permettre le dimensionnement des équipements de ramassage en mer. Les crédits inscrits permettront de solder les dernières études finalisées.

SUBVENTION D'EQUIPEMENT EN MATERIEL DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS : 28264

CHAPITRE : 907 Fonction : 71 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	12 000 €

Les crédits de paiements inscrits doivent solder l'opération de la réalisation d'un logiciel de construction aux normes parasismiques et para-cycloniques.

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS EN MATERIEL DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS : 35773

CHAPITRE : 907 Fonction : 71 Nature : 20422	
AP	CP 2025
	1 403 €

Ces crédits permettront de financer les travaux de réparation du SISMOBUS.

ACQUISITION DE MATERIELS : 44783

CHAPITRE : 907 Fonction : 712 Nature : 2041481	
AP 2025	CP 2025
500 000 €	50 000 €

Cette nouvelle autorisation de programme doit permettre de financer les investissements liés à la stratégie régionale en faveur des sargasses. Les crédits de paiement correspondants sont destinés au co-financement des acquisitions de matériels pour les communes

REALISATION DE BARRAGES : 44784

CHAPITRE : 907 Fonction : 712 Nature : 2041481	
AP 2025	CP 2025
500 000 €	50 000 €

Il s'agit d'accompagner les communes dans l'acquisition de barrages dans la lutte contre les sargasses, en fonction des résultats des études de courantologie et de bathymétrie.

ETUDES SUR LES BIODECHETS : 44781

CHAPITRE : 907 Fonction : 7211 Nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
300 000 €	

L'autorisation de programme ouverte en 2025 permet à la région d'entamer les réflexions et études nécessaires au lancement d'un appel à manifestation d'intérêt sur les biodéchets.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES LYCEES : 39856

Chapitre : 907 Fonction : 7212 Nature : 2313	
AP	CP 2025
	200 000 €

Il s'agit de finaliser le règlement de dépenses déjà engagées pour l'installation de citernes d'eau potable dans les lycées.

ETUDES ET DIAGNOSTIC – AMO : 44777

CHAPITRE : 907 Fonction : 7213 Nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
1 000 000 €	100 000 €

Cette nouvelle autorisation de programme est destinée à la réhabilitation et de renaturation du site de Canada, à Marie-Galante, propriété foncière de la région faisant l'objet de dépôts sauvages. Les crédits de paiement correspondants en 2025 vont permettre lancer les études de diagnostic du site.

FRAIS D'ETUDES CONSTRUCTION DECHETERIES : 34647

CHAPITRE : 907 Fonction : 7213 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	30 000 €

Les crédits sont destinés à la rémunération du mandataire pour la finalisation des travaux de la déchèterie de Petit-Bourg.

REHABILITATION ET EXPENSION DE LA DECHETTERIE DE CAPESTERRE-BELLE-EAU : 40991

CHAPITRE : 907 Fonction : 7213 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	20 000 €

Il s'agit des crédits pour la finalisation des études pour la réhabilitation et de la déchèterie de Capesterre-Belle-Eau.

RESORPTION ET VALORISATION DES DECHETS - COLLECTIVITES : 33192

CHAPITRE : 907 Fonction : 7213 Nature : 2041481	
AP	CP 2025
	124 620 €

Il s'agit d'accompagner le programme de réhabilitations et de constructions de nouvelles déchetteries par les EPCI, prévues au contrat de convergence.

SUBVENTIONS PROJETS STRUCTURANTS DECHETS : 44779

CHAPITRE : 907 Fonction : 7213 Nature : 2041582	
AP 2025	CP 2025
4 000 000 €	100 000 €

Cette nouvelle autorisation de programme doit permettre à la région d'accompagner la réalisation d'équipements structurants pour le territoire (notamment les déchetteries) dans le cadre de la politique de gestion des déchets. Les crédits de paiement en 2025 sont destinés à accompagner les projets inscrits au contrat de convergence.

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS STRUTURANTS – PROJETS PRIVES : 44780

CHAPITRE : 907 Fonction : 7213 Nature : 20421	
AP	CP 2025
	50 000 €

Ces crédits permettront de financer les travaux de réalisation de la déchetterie professionnelle de la zone de Basse-Terre.

TRAVAUX DE DEPOLLUTION, RENATURATION : 44778

CHAPITRE : 907 Fonction : 7213 Nature : 2313	
AP 2025	CP 2025
1 000 000 €	

Les crédits de paiement inscrits en 2025 vont permettre de commencer les actions de dépollution du site de Canada à Marie-Galante.

REHABILITATION ET EXENSION DE LA DECHETTERIE DE CAPESTERRE-BELLE-EAU : 39832

CHAPITRE : 907 Fonction : 7213 Nature : 2314	
AP	CP 2025
	180 000 €

Il s'agit de finaliser les travaux relatifs à la réhabilitation et de la déchetterie de Capesterre-Belle-Eau.

CONSTRUCTION DECHETERIES : 34648

CHAPITRE : 907 Fonction : 7213 Nature : 2314	
AP	CP 2025
	600 000 €

Il s'agit de payer les soldes des opérations relatives aux constructions des déchèteries de Baillif, Petit-Bourg et Terre-de-Haut.

PLAN DE RELANCE REGION - ETUDES – TRAVAUX : 39774

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 731 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	20 000 €

Cette mesure permet le financement des études liées aux opérations de travaux eau conduite par la région dans le cadre de la feuille de route concertée d'accompagnement du SMGEAG. Il s'agit également de réduire l'autorisation de programme à hauteur des travaux engagés.

FRAIS D'ETUDES - MAITRISE D'OUVRAGE DES OPERATIONS EAU – ETUDES : 34646

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 731 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	140 000 €

Il s'agit de poursuivre l'accompagnement technique pour les travaux actuellement en cours de reconfiguration des réseaux à Baillif.

PPI SMGEAG – CAPESTERRE - ETUDES : 44840

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 731 Compte nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
3 500 000 €	176 086 €

Il s'agit de créer une autorisation de programme pour engager les études relatives aux nouvelles opérations, en maîtrise d'ouvrage région, inscrites dans la Programmation Pluriannuel d'Investissement (PPI) du SMGEAG. Cet AP concerne les opérations localisées sur la commune de Capesterre-Belle-Eau.

PPI SMGEAG – LES ABYMES - ETUDES : 44841

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 731 Compte nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
7 500 000 €	375 000 €

Il s'agit de créer une autorisation de programme pour engager les études relatives aux nouvelles opérations, en maîtrise d'ouvrage région, inscrites dans la Programmation Pluriannuel d'Investissement (PPI) du SMGEAG. Cet AP concerne les opérations localisées sur la commune des Abymes.

PPI SMGEAG – SAINTE-ANNE – ETUDES : 44843

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 731 Compte nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
8 500 000 €	425 000 €

Il s'agit de créer une autorisation de programme pour engager les études relatives aux nouvelles opérations, en maîtrise d'ouvrage région, inscrites dans la Programmation Pluriannuel d'Investissement (PPI) du SMGEAG. Cet AP concerne les opérations localisées sur la commune de Sainte-Anne.

PPI SMGEAG - SECUR FEEDER ETUDES : 44845

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 731 Compte nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
8 500 000 €	125 000 €

Il s'agit de créer une autorisation de programme pour engager les études relatives aux nouvelles opérations, en maîtrise d'ouvrage région, inscrites dans la Programmation Pluriannuel d'Investissement (PPI) du SMGEAG. Cet AP concerne les opérations relatives à la sécurisation du feeder de Belle-Eau-Cadeau au niveau des franchissements des rivières de Capesterre-Belle-Eau.

BARRAGE DE MOREAU : 30798

Chapitre : 907 Fonction : 731 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	175 000 €

L'enveloppe est dédiée aux études de maîtrise d'œuvre et de suivi de travaux Post-Fiona de sécurisation de la qualité de l'eau du barrage.

PLAN DE RELANCE REGION – SUBVENTIONS : 39775

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 731 Compte nature : 20415342	
AP 2025	CP 2025
2 027 286 €	2 380 000 €

Cette mesure vise à accompagner le SMGEAG au travers de subventions pour les opérations inscrites dans leur Programmation Pluriannuel d'Investissement (PPI).

PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET ASSAINISSEMENT : 33196

CHAPITRE : 907 Fonction : 731 Nature : 2041582	
AP	CP 2025
	120 000 €

Les crédits sont destinés à solder la subvention accordée au SMGEAG pour les travaux sur la station d'épuration de Pointe à Donne.

BARRAGE DE MOREAU : 22998

Chapitre : 907 Fonction : 731 Nature : 2314	
AP	CP 2025
	520 000 €

L'enveloppe est dédiée aux travaux Post-Fiona, aux travaux de sécurisation de la qualité de l'eau et des travaux d'entretien et diverses réparations du barrage.

TRAVAUX BARRAGE DE MOREAU : 44738

Chapitre : 907 Fonction : 731 Nature : 2314	
AP 2025	CP 2025
2 000 000 €	100 000 €

L'enveloppe est dédiée aux travaux nécessaires au maintien en état, mise en conformité et travaux complémentaires dans le cadre de la gestion et la mise en exploitation du barrage.

CO-FINANCEMENT FEDER OPERATIONS EAU EN MAITRISE D'OUVRAGE – ETUDES : 38581

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 732 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	200 000 €

Il s'agit de poursuivre les études relatives aux opérations du plan d'actions prioritaires de l'eau potable et de la feuille de route concertée d'accompagnement du SMGEAG, en maîtrise d'ouvrage région. Il s'agit ici des opérations avec co-financement FEDER.

CO-FINANCEMENT FEDER OPERATIONS EAU EN MAITRISE D'OUVRAGE – ETUDES : 38580

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 732 Compte nature : 2314	
AP	CP 2025
	1 800 000 €

Il s'agit de poursuivre les travaux relatifs aux opérations du plan d'actions prioritaires de l'eau potable et de la feuille de route concertée d'accompagnement du SMGEAG, en maîtrise d'ouvrage région. Il s'agit ici des opérations avec co-financement FEDER.

PLAN DE RELANCE REGION – TRAVAUX : 41071

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 732 Compte nature : 2314	
AP	CP 2025
	80 000 €

Cette mesure permet la poursuite des travaux relatifs aux de travaux de la feuille de route concertée d'accompagnement du SMGEAG.

CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI : 42460

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 732 Compte nature : 2314	
AP	CP 2025
	2 100 000 €

Il s'agit de finaliser les travaux relatifs au plan d'actions prioritaires et à la feuille de route.

PLAN DE RELANCE ETAT – TRAVAUX : 39894

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 732 Compte nature : 2314	
AP	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit de poursuivre et finaliser les travaux relatifs aux opérations du de la feuille de route concertée d'accompagnement du SMGEAG, en maîtrise d'ouvrage région.

SOUTIEN A LA RENOVATION ENERGETIQUE - LE PROGRAMME SARE : 33187

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 752 Compte nature : 2041481	
AP	CP 2025
	100 000 €

Cette mesure permettra le financement d'opération d'installation d'énergie renouvelables en autoconsommation mise en œuvre dans le secteur public

SUBV. D'EQUIPEMENT PERS. DROIT PRIVE - BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES : 39903

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 752 Compte nature : 2041582	
AP	CP 2025
	200 000 €

Cette mesure permet le co-financement des opérations de rénovation énergétique pour les structures publiques conformément à la priorité 4 du plan de relance régional : « réussir la transition écologique du territoire ».

SUBVENTION D'EQUIPEMENT PERS. PRIVE – BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES : 39916

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 752 Compte nature : 20421	
AP	CP 2025
	100 000 €

Cette mesure permet de cofinancer les opérations en faveur de la performance énergétique des entreprises, conformément à la priorité 4 du plan de relance régional : « réussir la transition écologique du territoire ».

FRAIS D'ETUDES SUR L'ENERGIE : 31843

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 758 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	69 000 €

Cette mesure permettra la finalisation des études stratégique en cours dans le domaine de la transition énergétique, notamment la programmation pluriannuelle de l'énergie, et des études de faisabilités en vue de la valorisation énergétique du patrimoine régional.

FRAIS ETUDES ENERGIE TRANSPORT ET MOBILITE DURABLE : 43612

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 758 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	70 000 €

Cette mesure permettra de financer les besoins d'ingénierie pour la transition énergétique du secteur du transport collectif de passager, et de définition de politiques publiques de mobilité durable.

SOUTIEN A LA RENOVATION ENERGETIQUE - LE PROGRAMME SARE : 39771

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 758 Compte nature : 20421	
AP	CP 2025
	450 000 €

Cette mesure permettra de financer la mise en œuvre du programme CEE « Service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) » porté la région Guadeloupe à destination des ménages guadeloupéens et du petit tertiaire privé.

SUBVENTION POUR L'EFFICACITE ENERGETIQUE : 33250

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 758 Compte nature : 20421	
AP	CP 2025
	100 000 €

La région finance les études d'efficacité énergétique des entreprises et les opérations de lutte contre la précarité énergétique.

SUBVENTION POUR DES ETUDES SUR L'ENERGIE : 31873

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 758 Compte nature : 2041481	
AP	CP 2025
	50 000 €

Cette mesure permettra de financer la participation du conseil régional aux travaux préfigurant la mise en place de carburant alternatif, à moindre impact carbone dans le secteur de la mobilité lourde.

SUBVENTION D'EQUIPEMENT COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - BIENS MOBILIERES, MATERIEL : 35832

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 758 Compte nature : 2041481	
AP	CP 2025
	200 000 €

Cette mesure permet d'apporter la participation régionale aux opérations de rénovation énergétique de l'éclairage public portées par les communes, dont la clôture est prévue en 2025.

COFINANCEMENT FEDER ENERGIE MAITRISE D'OUVRAGE REGION : 35816

CHAPITRE : 907 Sous-fonction : 758 Compte nature : 2158	
AP	CP 2025
	70 000 €

Cette mesure permet de finaliser les opérations de rénovation énergétique de l'éclairage public portées en maîtrise d'ouvrage par la région Guadeloupe.

AMENAGEMENT DES PLAGES DE LA GUADELOUPE : 27770

Chapitre : 907 Fonction : 76 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	20 000 €

Il s'agit des études de maîtrise d'œuvre des plages locales dans le cadre du programme OCEAN.

AMENAGEMENT DES PLAGES DE LA GUADELOUPE : 34559

Chapitre : 907 Fonction : 76 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	19 725 €

Études à solder sur l'accès de plages du programme OCEAN.

SUBVENTION AUX COMMUNES POUR AMENAGEMENT PLAGES - OCEAN : 43566

Chapitre : 907 Fonction : 76 Nature : 2041481	
AP	CP 2025
	100 000 €

Subvention pour des projets d'aménagement des plages d'intérêt local dans le cadre du programme OCEAN.

AMENAGEMENT DES PLAGES DE LA GUADELOUPE : 26593

Chapitre : 907 Fonction : 76 Nature : 2314	
AP	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit des travaux hors des plages pilotes (les Saintes)

AMENAGEMENT DES PLAGES DE LA GUADELOUPE : 34560

Chapitre : 907 Fonction : 76 Nature : 2314	
AP	CP 2025
	555 000 €

Il s'agit des aménagements de plages dans le cadre du programme OCEAN (Trois-Rivières, Deshaies, Soufleur, Saint-Louis).

ETUDES SUR LES TRAVAUX SUR LES FRONTS DE MER DE GPE : 32032

Chapitre : 907 Fonction : 78 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	4 000 €

L'enveloppe est destinée à réaliser le contrôle de la paroi clouée de la rivière du Pérou.

ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT PAYSAGER 2022-2027 : 39721

CHAPITRE : 907 Fonction : 78 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	420 000 €

Il s'agit d'engager et de poursuivre les études d'aménagement paysager du réseau routier national y compris les études relatives à la trame verte routière dans sa phase 2 qui bénéficieront d'un co-financements FEDER.

ETUDES SUR LES TRAVAUX SUR LES FRONTS DE MER : 35987

Chapitre : 907 Fonction : 78 Nature : 2031	
AP	CP 2025
	170 000 €

L'enveloppe est dédiée au financement des études et à la maîtrise d'œuvre des travaux de la Grande-Rivière de Vieux-Habitants au droit de Café Chaulet, aux auscultations du pont de Bois-Sec à Goyave et au suivi de la végétalisation de la rivière la Lézarde à Petit-Bourg.

ACTIONS DE SECURISATION DES BERGES ET DU LITTORAL : 35787

Chapitre : 907 Fonction : 78 Nature : 2314	
AP	CP 2025
	760 000 €

L'enveloppe est dédiée aux travaux de réparation du pont de Bois-Sec à Goyave et aux actions de génie végétal PROTÉGER répartis à la rivière la Lézarde à Petit-Bourg pour lesquels une recette du Parc National de la Guadeloupe a déjà été perçue.

AMENAGEMENT DE LA PLAGE DE LA BAIE DU MOULE : 38665

Chapitre : 907 Fonction : 78 Nature : 2314	
AP	CP 2025
	22 968 €

Il s'agit des études préalables notamment environnementales (études biocénose) en vue de l'aménagement la plage de la Baie du Moule.

TRAVAUX D'AMENAGEMENT PAYSAGER : 37369

CHAPITRE : 907 Fonction : 78 Nature : 2315	
AP	CP 2025
	5 030 €

Crédits destinés à solder les travaux d'aménagements paysagers achevés.

TRAVAUX D'AMENAGEMENT PAYSAGER 2022-2027 : 41005

CHAPITRE : 907 Fonction : 78 Nature : 2315	
AP	CP 2025
	400 000 €

Crédits destinés aux travaux d'aménagement paysager, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de paysage routier et y compris la fourniture de végétaux, qui bénéficie en partie de co-financements FEDER et FSE

TRAVAUX D'AMENAGEMENT PAYSAGER SUR TOUS SITES HORS ROUTE : 44759

CHAPITRE : 907 Fonction : 78 Nature : 2315	
AP	CP 2025
	150 000 €

Crédits destinés aux travaux d'aménagement paysager réalisés en dehors des routes (lycées, autres espaces verts de la région)

TRAME VERTE ROUTIERE TRANCHE 2 : 42430

CHAPITRE : 907 Fonction : 78 Nature : 2315	
AP	CP 2025
	900 000 €

Crédits destinés à engager les travaux qui seront réalisés dans le cadre de la phase 2 du projet de trame verte routière (TVR). Ces travaux bénéficieront d'un co-financement par les fonds européens à hauteur de 85%.

FONCTION 8 – TRANSPORTS

FONCTION 8 – CHAPITRE 908 – TRANSPORTS

ECHANGEUR PERRIN-AEROPORT POLE CARAIBES : 33143

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 822 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	550 000 €

Il s'agit de solder les travaux de création du nouvel accès nord au CHU.

ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT 2016-2021 : 33142

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	1 000 000 €

Il s'agit de solder le précédent programme d'études d'aménagement et de mise en sécurité du réseau routier national telles que la création d'une nouvelle bretelle d'accès à la ZAC de Fromager à CBE, la mise à deux fois deux voies de la RN 2 en direction de Bréfort, l'aménagement d'une voie de délestage entre Perrin et l'échangeur de l'aéroport ou l'accompagnement de la politique de réorganisation des transports qui bénéficie de co-financement importants de l'Etat et de l'Union Européenne, de l'ordre de 50% et plus (voies réservées au transport collectif, pistes cyclables,...). Les crédits prévus serviront à faire face aux engagements antérieurs (AP en voie d'extinction dont les engagements nouveaux n'ont qu'une vocation d'ajustement des engagements préalables : révisions de prix, avenants, etc...).

ETUDES DEVIATION DE LA BOUCAN : 34518

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	10 000 €

Ces crédits concernent les études de la déviation de la Boucan entre Lamentin et Sainte-Rose (AP, partagée avec les travaux) ; le marché de maîtrise d'œuvre ayant toutefois déjà été engagé sur une autre AP (2011/1), les principaux paiements sont réalisés sur la ligne 26560

ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT 2022-2027 : 39720

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	1 500 000 €

Il s'agit d'engager et de poursuivre les études d'aménagement et de mise en sécurité du réseau routier national pour la période 2022-2027. Compte tenu des fortes contraintes budgétaires, peu d'opérations nouvelles seront engagées en 2025, les crédits prévus servant essentiellement à financer les phases suivantes des opérations déjà en cours (et notamment les voies réservées au transport collectif et les pistes cyclables qui bénéficient de co-financements importants de l'Etat et de l'Union Européenne pour accompagner la transition écologique, susceptibles d'atteindre ou d'approcher les 100% : mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique).

ETUDES GENERALES DE TRANSPORT ET DES ROUTES : 19869

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	5 000 €

Il s'agit de mettre en œuvre les études très ponctuelles d'aménagement et de mise en sécurité du réseau routier régional à l'aide de cette ligne de crédits gérée en crédits de paiement.

ETUDES BHNS DE L'AGGLOMERATION POUTOISE 2025-2031 PHASE 1 – Études : 44766

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
1 000 000 €	100 000 €

Il s'agit de préparer la mise en œuvre de la première phase d'aménagement du bus à haut niveau de service en site partagé sur l'agglomération poutoise. Cette opération majeure pour le territoire est portée en co-maîtrise d'ouvrage par la région et le SMT, en étroite collaboration avec les principales institutions concernées : le département, Cap Excellence, l'aéroport et le grand port maritime, notamment. Destinée à impulser un important report modal de la voiture particulière vers des modes de déplacements plus durables, elle constitue un des piliers des politiques publiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et, à ce titre, bénéficie de co-financements significatifs de l'État et de l'Europe.

AMO TRAVAUX ROUTIERS 2022-2026 : 40993

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	500 000 €

Ces crédits concernent l'assistance à maîtrise d'ouvrage de bureau d'études pour le suivi et la mise au point des travaux routiers.

ETUDES LIEES A DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT : 26560

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2031	
AP	CP 2025
	300 000 €

Il s'agit de solder le programme d'études d'aménagement et de mise en sécurité du réseau routier national antérieur à 2016 avec notamment la maîtrise d'œuvre de la déviation de la Boucan et le renforcement des 3 ouvrages mobiles sur la rivière salée dont les marchés ont été engagés sur cette AP (AP en voie d'extinction dont les engagements nouveaux n'ont qu'une vocation d'ajustement des engagements préalables : révisions de prix, avenants, etc...).

FRAIS D'INSERTION POUR TRANSPORT ET DES ROUTES : 19871

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2033	
AP	CP 2025
	5 000 €

Il s'agit de satisfaire aux paiements d'annonces dans la presse comme notamment les avis d'enquête publique.

ACQUISITION DE LOGICIELS : 27951

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2051	
AP	CP 2025
	5 000 €

Ces crédits sont nécessaires à l'acquisition de logiciels routiers.

ACQUISITIONS FONCIERES – TERRAINS NUS : 21596

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2111	
AP	CP 2025
	300 000 €

En amont de la réalisation de la plupart des projets d'infrastructures routières il est nécessaire de procéder à l'acquisition du foncier concerné. Ces crédits concernent notamment l'acquisition des terrains nus préalables aux projets (pour les engagements les plus anciens).

ACQUISITIONS FONCIERES – TERRAINS NUS 2024-2027 : 42427

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2111	
AP	CP 2025
	100 000 €

En amont de la réalisation de la plupart des projets d'infrastructures routières il est nécessaire de procéder à l'acquisition du foncier concerné. Ces crédits concernent notamment l'acquisition des terrains nus préalables aux projets comme la voie de délestage Perrin-Aéroport, les voies réservées au transport collectif ou les voies vertes et pistes cyclables, par exemple.

ACQUISITIONS DE CONSTRUCTION : 22829

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 21328	
AP	CP 2025
	5 000 €

En amont de la réalisation de la plupart des projets d'infrastructures routières il est nécessaire de procéder à l'acquisition du foncier concerné. Ces crédits concernent les acquisitions de constructions bâties sur terrain d'autrui.

MISE EN PLACE ABRIS DE BUS : 35765

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2152	
AP	CP 2025
	2 500 000 €

Ces crédits concernent la mise à niveau et la réalisation d'arrêts de bus le long du réseau routier national, opération bénéficiant de fonds de l'État.

GRANDS TRAVAUX SUR TOUTES ROUTES NATIONALES : 28309

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	500 000 €

Ces crédits concernent les travaux de sécurisation sur le réseau routier national réalisés sur de courtes durées et qui ne nécessitent pas la mobilisation d'une autorisation de programme.

TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE CONSTRUCTION D'OUVRAGE : 38474

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP 2025	CP 2025
10 000 000 €	9 000 000 €

Il s'agit de mettre en œuvre un programme de réhabilitation des ouvrages d'art présentant une pathologie de dégradation avancée et qui risquent de mettre en péril la pérennité des ouvrages et la sécurité des usagers. Il s'agit en outre de lancer le programme de sécurisation des talus et ouvrages dans le cadre du PO 21-27.

DIVERS TRAVAUX PRESENTANT UN INTERET REGIONAL 2024-2026 : 43534

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	1 000 000 €

Dans la mesure où les communes sont souvent dans l'incapacité de supporter dans de bonnes conditions le coût élevé des aménagements, la collectivité régionale intervient pour leur compte dans le cadre de travaux qui présentent un intérêt régional. Les travaux réalisés portent sur l'extension ou la modernisation de voiries existantes, à savoir :

- des voiries rurales ayant un intérêt touristique, en termes de circuit ou de dessertes d'activités touristiques,
- des voiries rurales permettant le désenclavement d'exploitations agricoles, de bâtiments régionaux,
- des voiries assurant la desserte d'activités en zones rurales, tout particulièrement dans les territoires de développement prioritaire.

Ces crédits concernent notamment les travaux de résidence régionale à Saint-Claude et les travaux sur la route de Dupré à Vieux-Fort.

TRAVAUX SUR LA RN 2 : 29407

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP 2025	CP 2025
2 000 000 €	1 300 000 €

Ces crédits concernent les travaux de rectification de virage à Mahault Pointe-Noire

TRAVAUX SUR LA RN5 : 29410

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	2 000 000 €

Ces crédits concernent les travaux du giratoire de la Baie au Moule.

MISE AUX NORMES PARASISMIQUES D'OUVRAGE D'ART SUR LE RESEAU ROUTIER NATIONAL : 39722

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	4 000 000 €

Il s'agit de terminer les travaux de renforcement des trois ouvrages hydrauliques à Géry Vieux-Habitants financés dans le cadre du PO 2021-2027.

CREATION D'UNE BRETELLE ET D'UN PASSAGE INFERIEUR RELIANT LA RN11 A LA RN 1 SUR L'ECHANGEUR DE LA JAILLE : 39723

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	500 000 €

Il s'agit de solder les travaux de la nouvelle bretelle reliant la RN 11 à la RN 1 avec notamment les enrobés sur l'ouvrage de passage inférieur sous la voie menant à l'établissement Saint-Joseph de Cluny.

REDIMENSIONNEMENT ET PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA RN DITE VOIE VERTE : 39725

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	600 000 €

Ces crédits concernent la fin des travaux de l'élargissement et de la mise en sécurité de la voie verte avec notamment les mesures compensatoires environnementales.

AMENAGEMENT DE PISTES CYCLABLES SUR RN : 39794

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	5 300 000 €

Ces crédits concernent la réalisation de voies réservées pour les modes actifs de déplacement avec des aménagements en place ou des créations de sur largeur, opération bénéficiant de fonds de l'État et notamment la fin de l'opération entre La Jaille et Lauricisque, le démarrage des travaux à Basse-Terre et Vieux-Habitants.

**TRAVAUX D'AMELIORATION ET DE RENFORCEMENT SUR RN
PROGRAMME 2021-2026 : 39796**

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP 2025	CP 2025
10 000 000 €	4 200 000 €

Il s'agit de mettre en œuvre un programme d'interventions dans le cadre de la mise à niveau du réseau routier national pour une plus grande sécurité et un confort amélioré en faveur des usagers mais aussi pour assurer une plus grande pérennité de ce réseau entre les années 2021 et 2026.

Ces travaux de renforcement concernent particulièrement, la rectification des profils en long ou des profils en travers des chaussées, la reconstitution des corps de chaussées en enrobés, la stabilisation des accotements (y compris assainissement pluvial), la mise à niveau des glissières de sécurité et du marquage au sol, la mise en œuvre du schéma de signalisation directionnelle.

TRAVAUX SUR LA RN8 : 30737

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	100 000 €

Ces crédits concernent le paiement du solde des travaux de réalisation de l'ouvrage hydraulique au carrefour Pichon/Pelletan.

TRAVAUX DEVIATION DE LA BOUCAN : 34517

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	7 150 000 €

Ces crédits concernent les travaux de la déviation de la Boucan entre Lamentin et Sainte-Rose et notamment les travaux d'adaptation de la RN 2 au niveau de Nolivier, de rescindement de la ravine des Anceneaux, de terrassements et consolidation de sols ou de construction des ouvrages d'arts.

TRAVAUX PREPARATOIRES SUR PROJETS RN : 35707

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	10 000 €

Accuse de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

Crédits destinés à la réalisation de travaux préparatoires, généralement d'envergure limitée, indispensables pendant la phase de conception des projets sur routes nationales : reconnaissance des réseaux souterrains, pose ou dépose de clôtures sur les terrains acquis, pose et dépose de panneaux d'affichage réglementaires lors des enquêtes publiques, fouilles archéologiques, etc...

TRAVAUX D'AMELIORATION ET DE RENFORCEMENT SUR RN PROGRAMME 2015-2020 : 31844

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 842 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	1 000 000 €

Il s'agit de clôturer le programme d'interventions dans le cadre de la mise à niveau du réseau routier national pour une plus grande sécurité et un confort amélioré en faveur des usagers mais aussi pour assurer une plus grande pérennité de ce réseau entre les années 2015 et 2020.

TRAVAUX EMBELLISSEMENT ABORDS ROUTIERS – INVESTISSEMENTS CULTURELS ET ENVIRONNEMENT : 19881

CHAPITRE : 908 Fonction : 842 Nature : 2318	
AP	CP 2025
	500 000 €

Il s'agit de poursuivre les opérations d'aménagement, réalisées sur les giratoires et sur les abords des routes nationales.

DIVERS TRAVAUX SUR VOIRIES D'INTERET REGIONAL : 29413

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 844 Compte nature : 2315	
AP 2025	CP 2025
200 000 €	600 000 €

Dans la mesure où les communes sont souvent dans l'incapacité de supporter dans de bonnes conditions le coût élevé des aménagements, la collectivité régionale intervient pour leur compte dans le cadre de travaux qui présentent un intérêt régional. Les travaux réalisés portent sur l'extension ou la modernisation de voiries existantes, à savoir :

- des voiries rurales ayant un intérêt touristique, en termes de circuit ou de dessertes d'activités touristiques,
- des voiries rurales permettant le désenclavement d'exploitations agricoles, de bâtiments régionaux,
- des voiries assurant la desserte d'activités en zones rurales, tout particulièrement dans les territoires de développement prioritaire.

Ces crédits concernent notamment le solde des travaux sur la route de Dupré à Vieux-Fort et les purges sur chaussée à Sainte-Rose.

ETUDE PONT DE BOIS SEC : 44743

Chapitre : 908 Fonction : 845 Nature : 2031	
AP 2025	CP 2025
5 000 000 €	20 000 €

L'enveloppe est dédiée à la reconstruction du pont de Bois-Sec qui dessert le barrage de Moreau.

TRAVAUX PREPARATOIRES D'INTERET REGIONAL : 35711

CHAPITRE : 908 Sous-fonction : 845 Compte nature : 2315	
AP	CP 2025
	10 000 €

Crédits destinés à la réalisation de travaux préparatoires, généralement d'envergure limitée, indispensables pendant la phase de conception de projets d'intérêt régional : reconnaissance des réseaux souterrains, pose et dépose de panneaux d'affichage réglementaires lors des enquêtes publiques, fouilles archéologiques, etc...

RAPPORTS SUR LES DEPENSES EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- Fonction 0 – Service Généraux
- Fonction 0-5 – Gestion des fonds européens
- Fonction 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage
- Fonction 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs
- Fonction 4 – Santé et action sociale
- Fonction 5 – Aménagement des territoires et habitat
- Fonction 6 – Action économique
- Fonction 7 – Environnement
- Fonction 8 – Transports

FONCTION 0 – SERVICES GENERAUX

FONCTION 0 – CHAPITRE 930 – SERVICES GENERAUX

PRESTATIONS INTELLECTUELLES : 44693

Chapitre : 930 Fonction : 020 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit de poursuivre les travaux concernant la cartographie des risques, avec l'analyse de nouveaux processus, d'accompagner la mise en œuvre de plans d'actions et de préparer les éléments en vue de l'obtention de la certification ISO pour un Système de Management Anticorruption.

MARCHE EXTERNALISATION DES AUDITS DES FONDS EUROPEENS : 44694

Chapitre : 930 Fonction : 020 Nature : 6042	
AE 2025	CP 2025
500 000 €	222 000 €

L'équipe des auditeurs régionaux de l'AnAFé étant actuellement en sous-effectifs, alors que le volume d'audits à effectuer est en progression, ce marché doit permettre de respecter les obligations d'audits assignés.

PERSONNEL D'ACCUEIL : 42304

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	25 200 €

Pour l'organisation de divers types d'événements, il s'agit d'avoir recours à des hôtesse pour l'accueil des participants ou des invités via des marchés publics.

PRESTATIONS DE SERVICES : 43473

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	177 000 €

Il s'agit de dépenses liées à l'évolution de la fonction achat en mettant en place un plan d'actions pour l'optimisation de celle-ci, des formations acheteurs, le déploiement du SPASER ou encore à la mise en place d'un audit de la fonction assemblées.

Ces crédits seront également nécessaires à l'organisation d'événements de la DAJAA, tels que des séminaires de cohésion d'équipe et de sessions de coaching individuel et collectif.

ACHATS PRESTATIONS DE SERVICE : 39906

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Compte nature : 6042	
	CP 2025
	75 280 €

Cette somme servira à prendre en charge des prestations de services.

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES : 27853

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	215 000 €

Frais destinés à certaines prestations (assistantes sociales notamment) et activités au bénéfice du personnel régional.

La prévision budgétaire correspond au montant global estimé du marché d'assistante sociale à passer sur le 2nd semestre 2025 et d'une durée de 5 ans.

PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT : 44697

Chapitre : 930 Fonction : 020 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	4 000 €

Ces crédits visent à permettre un accompagnement du secrétariat général par un prestataire sur deux projets qui seront lancés en 2025 : le projet REUSSIR sur la culture de la performance et le lancement d'un audit pour la mise e place d'une démarche QUALITE sur la relation usagers.

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES : 38425

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	17 000 €

Organisation d'actions QVCT (semaine nationale de la QVT, FMI, etc).

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES : 29498

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	17 000 €

Organisation d'actions de sensibilisation (endométriose, 3ème édition d'octobre rose, addiction, gestion budget, etc...).

PRESTATION ASSISTANCE DELEGUEE PROTECTION DES DONNEES : 44695

Chapitre : 930 Fonction : 020 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	30 000 €

Il s'agit dans le cadre du respect des obligations de la collectivité en matière de protection des données personnelles, de reconduire la prestation d'assistance juridique ponctuelle, à la DPO.

CONSEIL CONCEPT REALISATION PARTENARIAT : 35751

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 020 Compte nature : 6042	
AE	CP 2025
	261 600 €

Il s'agit des crédits de paiement permettant de prendre en charge les dépenses pour des actions et manifestations régionales d'intérêt public sous la forme de partenariats et de sponsoring à l'initiative du cabinet.

AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES : 33302

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 020 Compte nature : 60628	
AE	CP 2025
	5 000 €

Ces crédits prennent en charge les dépenses des prestataires pour la réalisation de projets organisés à l'initiative du cabinet du Conseil Régional et piloté par le cabinet.

AUTRES FOURNITURES CONSOMMABLES INFORMATIQUE : 38635

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 60628	
AE	CP 2025
	5 000 €

Achat ponctuel de consommables informatiques.

FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT INFORMATIQUE : 16286

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 60632	
AE	CP 2025
	10 000 €

Achats ponctuels de petits matériels informatiques (disques durs externes, clés USB, casques ...).

ACQUISITION DE PETITS MATERIELS : 44698

Chapitre : 930 Fonction : 020 Nature : 60632	
AE	CP 2025
	2 500 €

Il s'agit de l'acquisition de petit matériel visant à faciliter l'animation autour du Guide des procédures et du projet REUSSIR sur la culture de la performance.

FOURNITURES DE PETITS EQUIPEMENTS : 35752

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 020 Compte nature : 60632	
AE	CP 2025
	10 000 €

Ces crédits sont provisionnés pour l'achat de petits équipements pour les besoins du cabinet.

LOCATIONS DE SCENES : 42299

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6132	
AE	CP 2025
	33 600 €

Pour l'organisation d'événements, il s'agit de faire appels à des prestataires pour le montage et le démontage de scène adaptées et sécurisées selon le type d'évènement.

SONORISATION : 42300

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 61358	
AE	CP 2025
	42 000 €

Pour l'organisation d'événements, il s'agit de faire appels à des prestataires pour une sonorisation, ou animation musicale adaptées selon le type d'évènement.

LOCATION CHAPITEAUX ET PLANCHERS : 42305

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 61358	
AE	CP 2025
	42 000 €

Pour l'organisation d'événements, il s'agit de faire appels à des prestataires pour le montage et le démontage de chapiteaux et planchers adaptés et sécurisés selon le type d'évènement.

ENTRETIEN ESPACES VERTS BATIMENTS PUBLICS : 26680

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 61521	
AE	CP 2025
	25 000 €

Il s'agit de répondre à des besoins spécifiques de remise en état en espaces verts et de gros élagages.

ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS REGIONAUX : 33272

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 615221	
AE	CP 2025
	400 000 €

Il s'agit de petits travaux d'entretien et de réparation sur les bâtiments régionaux.

ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS NON REGIONAUX : 33274

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 615228	
AE	CP 2025
	75 000 €

Il s'agit de petits travaux d'entretien et de réparation sur les bâtiments non régionaux (location).

ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS REGIONAUX : 33475

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 615228	
AE	CP 2025
	40 000 €

Il s'agit de petits travaux d'entretien et de réparation sur les autres bâtiments régionaux.

ACHATS DE PRESTATION- CONSTRUCTION TABLEAU DE BORD : 44699

Chapitre : 930 Fonction : 020 Nature : 6156	
AE	CP 2025
	60 000 €

Il s'agit de lancer un marché visant à accompagner le secrétariat général dans l'élaboration de tableaux de bord de pilotage via l'outil POWER BI et la mise en place de formation expert.

MAINTENANCE DES MACHINES DE BUREAU : 24331

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6156	
AE	CP 2025
	83 704 €

Maintenance des copieurs REGION.

MAINTENANCE DE LOGICIELS : 25459

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6156	
AE	CP 2025
	56 500 €

Maintenances des différents logiciels installés (COURRIERS, DAF, DRH, MARCHES...).

ETUDES ET AMO : 37159

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 617	
AE	CP 2025
	40 000 €

Projets à mener notamment concernant la convergence téléphonie.

CONTROLE TECHNIQUE BATIMENTS REGIONAUX : 35831

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 617	
AE	CP 2025
	25 000 €

Il s'agit de réaliser les contrôles nécessaires pour garantir la pérennité et la conformité des bâtiments suite à des travaux importants sur ces derniers.

DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE : 34644

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 020 Compte nature : 6182	
AE	CP 2025
	5 000 €

Cette ligne pourra également être utilisée pour des achats de documentation générale et technique comme l'abonnement à des publications spécialisées et autres achats d'ouvrages à destination des services de la région.

ORGANISATION DE SEMINAIRES : 35699

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6185	
AE	CP 2025
	3 000 €

Organisation de divers séminaires.

HONORAIRES : 33396

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 020 Compte nature : 62268	
AE	CP 2025
	40 000 €

L'inscription de ces crédits permettra de faire face aux frais générés par le besoin d'assistance juridique d'experts saisis par le cabinet.

FRAIS DE CONSULTATIONS JURIDIQUES : 22976

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 62268	
AE	CP 2025
	38 000 €

Ces crédits sont destinés aux dépenses liées à des consultations juridiques, hors contentieux, aux fins de formulations d'une ou plusieurs solutions juridiques à des problématiques repérées, ainsi qu'à l'analyse, voire la rédaction d'actes. Ces prestations sont confiées à des professionnels de droit, pour les besoins de sécurisation des actes et projets de la collectivité régionale.

FRAIS D'ACTE & DE CONTENTIEUX : 15019

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6227	
AE	CP 2025
	292 000 €

Ces crédits sont destinés à régler les frais relatifs à l'assistance juridique et à la représentation en justice devant les juridictions administratives, civiles et pénales ainsi que les frais concernant le déplacement des avocats, la postulation et les frais de commissaires de justice.

Ils sont également destinés à régler les sommes dues au titre de l'exécution des décisions de justice défavorables à la collectivité régionale, principales des condamnations sur le fondement de l'article L.761-1 du code de justice administrative correspondants aux autres charges exceptionnelles sur contentieux.

COMPOSITIONS FLORALES : 42310

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6232	
AE	CP 2025
	18 480 €

Il s'agit de permettre à la collectivité régionale de commander des compositions florales diverses et variées selon les circonstances et types d'événements dans le cadre de marchés publics (cérémonies, fêtes, récompenses, réunions, plénières, funérailles etc).

TRAITEURS ET RESTAURANTS : 42302

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6234	
AE	CP 2025
	252 000 €

Il s'agit de commander des repas, des collations, des cocktails, des déjeuners, dîners, petits-déjeuners pour diverses occasions ou événements organisés par la Région Guadeloupe à destination du grand public, des partenaires ou des agents régionaux (réunions et vœux du personnel) via des marchés publics.

COTISATIONS DIVERSES : 21571

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6281	
AE	CP 2025
	45 000 €

Adhésion à différents groupements du numérique (notamment pour l'aménagement du territoire).

AUTRES CHARGES-MEDAILLES : 33312

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 6488	
AE	CP 2025
	25 000 €

Frais d'achat des médailles or-argent-vermeille destinées au personnel régional.

ADHESION AU CNAS : 33130

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 65132	
AE	CP 2025
	370 000 €

Participation de la collectivité régionale au CNAS en faveur des agents régionaux en activités et des retraités.

ABONNEMENTS INFORMATIQUES : 44700

CHAPITRE : 930 Fonction : 020 Nature : 65818	
AE	CP 2025
	301 000 €

Ensemble des abonnements à assurer en 2025 (messagerie 365, BODET, Adobe, Chambersign ...).

FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT : 20138

Chapitre : 930 Fonction : 0201 Nature : 6261	
AE	CP 2025
	54 600 €

Cette enveloppe est destinée au frais d'affranchissement du courrier et colis sortant de la collectivité régionale. Il faut noter que l'arrivée de RESOPOST, affranchissement numérique, viendra se greffer sur cette ligne budgétaire en 2025.

TRAITEMENT EXTERNALISE DE L'ARRIERE D'ARCHIVES : 35791

CHAPITRE : 930 Fonction : 0202 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	40 000 €

L'enveloppe concerne le lancement d'un marché de traitement externalisé de l'arrière de documents d'archives.

DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE : 35794

CHAPITRE : 930 Fonction : 0202 Nature : 6182	
AE	CP 2025
	108 000 €

Dépense prévue pour l'acquisition de ressources documentaires à destination des services.

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES : 20260

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	80 000 €

Frais Digiposte coffre-fort & envois postaux (30 000 €), prestation de suivi de l'audit de la DRH réalisé en 2023 (15 000 €), AMO pour la digitalisation de la RH (35 000 €).

FORMATION DU PERSONNEL ET STAGES : 44689

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6184	
AE 2025	CP 2025
1 000 000 €	470 000 €

Formations et stages du personnel régional.

Demande de création d'une nouvelle AE/AP d'un montant de 1 million d'euros au titre du plan de formation 2025-2026.

FORMATION DU PERSONNEL ET STAGES-CLEA-VAE : 44690

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6184	
AE 2025	CP 2025
1 000 000 €	140 000 €

Prise en charge de la validation des acquis de l'expérience du personnel régional.

Demande de création d'une nouvelle AE/AP d'un montant de 1 million d'euros au titre du plan de formation 2025-2026.

FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES : 20161

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6185	
AE	CP 2025
	7 500 €

Destinés aux dépenses liées à l'organisation de colloques, de séminaires et de journées thématiques pour le personnel régional.

FRAIS MEDICAUX – ACCIDENTS DE TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE : 26609

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6188	
AE	CP 2025
	20 000 €

Prise en charge & remboursement des frais médicaux en lien avec les accidents de travail et les maladies professionnelles.

AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR : 23035

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6218	
AE	CP 2025
	3 500 €

Rémunération forfaitaire.

REMUNERATIONS DIVERSES : 15020

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6228	
AE	CP 2025
	140 000 €

Rémunération des formateurs en interne et versement des capitaux décès.

VOYAGES DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL : 38419

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Compte nature : 6251	
AE	CP 2025
	201 600 €

Prise en charge des déplacements professionnels du personnel administratif (transport et hébergement).

VOYAGES DEPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL : 20085

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 021 Compte nature : 6251	
AE	CP 2025
	90 000 €

Ces crédits permettront de prendre en charge les frais liés au déplacement des collaborateurs de cabinet, dès lors que les missions qui leurs sont confiées impliquent une mobilité génératrice de dépenses pouvant légalement être payées par la collectivité.

FRAIS DE TRANSPORT ET DEPLACEMENT DU PERSONNEL : 26667

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6251	
AE	CP 2025
	50 000 €

Dépenses destinées au remboursement des frais de transport terrestre et de déplacement (véhicule personnel) des agents.

FRAIS DE DEMENAGEMENT : 15079

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6255	
AE	CP 2025
	20 000 €

Prise en charge des frais de transport des titulaires et des contractuels.

COTISATIONS VERSEMENT DE TRANSPORT : 25344

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6331	
AE	CP 2025
	150 000 €

Redevances patronales finançant l'organisation et la gestion d'un réseau de transport inter urbain de passager. Personnel non titulaire et titulaire.

COTISATIONS AU CDG : 37340

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6336	
AE	CP 2025
	5 000 €

Cotisations à verser au CDG pour les instances médicales pour la gestion des dossiers de maladie des agents régionaux.

COTISATIONS AU CNFPT : 1667

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6336	
AE	CP 2025
	389 332 €

Contribution de la région au CNFPT pour la formation des agents territoriaux.

REMUNERATION DU PERSONNEL TITULAIRE : 10

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64111	
AE	CP 2025
	19 457 566 €

Inscription des sommes destinées au paiement de la rémunération des personnels titulaires et stagiaires. Prise en compte des effets des changements d'échelon cadence unique, des avancements de grade et promotions internes au titre des années 2023 & 2024.

SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT : 19614

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64112	
AE	CP 2025
	498 000 €

Inscription des sommes destinées au paiement du supplément familial de traitement des personnels titulaires et FNC.

NBI – TITULAIRE : 42098

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64113	
AE	CP 2025
	230 877 €

Païement de la nouvelle bonification indiciaire des titulaires.

COMPLEMENT INDEMNITAIRE NON TITULAIRE : 44687

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64118	
AE	CP 2025
	45 000 €

Inscription du complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir du personnel non titulaire.

ASTREINTES ET PERMANENCES DU PERSONNEL REGIONAL : 21455

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64118	
AE	CP 2025
	75 000 €

Païement des astreintes et permanences du personnel régional.

COMPLEMENT INDEMNITAIRE STAGIAIRES-TITULAIRES : 23107

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64118	
AE	CP 2025
	225 138 €

Inscription du complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir du personnel titulaire.

IFSE ET AUTRES-DES PERSONNELS STAG-TIT : 1042

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64118	
AE	CP 2025
	13 869 332 €

Il s'agit des primes relatives aux différents régimes indemnitaires du personnel titulaire et stagiaire.

CONGES PAYES : 42096

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6415	
AE	CP 2025
	20 000 €

Païement des congés des contractuels en fin de contrat ou démissionnaires.

SERVICE CIVIQUE : 44692

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64168	
AE	CP 2025
	76 200 €

Prise en charge des indemnités à verser aux 10 jeunes qui doivent être accueillis au sein des services régionaux dans le cadre du service civique – projet porté par la DEJVE.

REMUNERATION DES APPRENTIS : 41041

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6417	
AE	CP 2025
	293 000 €

Prise en charge de la rémunération des apprentis sur base de 10 recrutements à la rentrée 2025-26

PARTICIPATION EMPLOYEUR PREVOYANCE PSC : 44688

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6455	
AE	CP 2025
	138 600 €

Participation employeur sur la prévoyance des agents de la collectivité régionale (calculée sur la base d'un taux d'adhésion des agents de 55% (taux d'adhésion moyen au sein des collectivités).

REMUNERATION DU PERSONNEL NON TITULAIRE : 12

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64131	
AE	CP 2025
	4 254 952 €

Inscription des sommes destinées au paiement de la rémunération des personnels non titulaires.

SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT PERSONNEL NON TITULAIRE : 11

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64132	
AE	CP 2025
	24 862 €

Inscription des sommes destinées au paiement du supplément familial de traitement des personnels non titulaires.

IFSE ET AUTRES-DES PERSONNELS NON TITULIAIRES : 19630

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64138	
AE	CP 2025
	3 102 000 €

Régime indemnitaire du personnel non titulaire.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

COTISATIONS A L'URSSAF : 46

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6451	
AE	CP 2025
	4 914 595 €

Il s'agit des dépenses relatives aux charges sociales du personnel régional.

COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE : 7734

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6453	
AE	CP 2025
	6 855 234 €

Il s'agit des dépenses relatives aux charges patronales de retraite du personnel régional (Pension civile, IRCANTEC, CNRACL).

ALLOCATIONS DE CHOMAGE : 15

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 64731	
AE	CP 2025
	174 236 €

Indemnités retour à l'emploi des agents à la recherche d'un emploi à l'issue de leur fin d'activité au conseil régional.

FRAIS DE RESTAURATION : 65

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 6488	
AE	CP 2025
	1 663 500 €

Contribution employeur aux frais de restauration du personnel régional.

GRATIFICATION DES STAGIAIRES : 23003

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 65188	
AE	CP 2025
	40 000 €

Gratification versée aux étudiants effectuant un stage à la région Guadeloupe.

CONTRIBUTION AU FONDS D'INSERTION DES PERSONNELS HANDICAPES : 24245

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 65568	
AE	CP 2025
	280 000 €

Contribution (FIPHFP) destinée à favoriser l'insertion des handicapés dans le milieu professionnel.

CHARGE DE GESTION COURANTE PAS : 37205

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 65888	
AE	CP 2025
	100 €

Païement des dépenses de la médecine du travail (charges de dépense dans le budget de la MPGR).

SUBVENTION FONCTIONNEMENT COSCLAR : 20125

CHAPITRE : 930 Fonction : 021 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	200 000 €

Subvention au COSCLAR (Pas de demande formalisée et justifiée du COSCLAR à ce jour mais proposition d'une première enveloppe afin de pouvoir faire face, a minima partiellement, à une telle demande).

INFOGRAPHIE-CONCEPTION GRAPHIQUE : 42284

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	37 800 €

Dans le cadre de la mise en œuvre de divers plans de communication, il s'agit d'avoir recours à des prestataires en vue d'externaliser la conception de certains visuels en complément des infographistes en interne.

CAPTATIONS VIDEOS : 42287

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	25 200 €

Dans le cadre de la mise en œuvre de divers plans de communication, il s'agit d'avoir recours à des prestataires en vue d'externaliser la captation vidéo sur certains évènements.

CONCEPTION DE SPOTS PUBLICITAIRES TV ET RADIO : 42290

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	42 000 €

Dans le cadre de la mise en œuvre de divers plans de communication, il s'agit d'avoir recours à des prestataires en vue d'externaliser la conception de spots publicitaires radio et TV pour le compte de la collectivité régionale.

MONTAGE VIDEOS : 42291

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	42 000 €

Dans le cadre de la mise en œuvre de divers plans de communication, il s'agit d'avoir recours à des prestataires en vue d'externaliser le montage vidéo pour certaines actions ou événements organisés par la Région Guadeloupe.

COMMUNICATION DIGITALE : 42292

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	42 000 €

Dans le cadre de la mise en œuvre de divers plans de communication, il s'agit d'avoir recours à des prestataires en vue d'externaliser l'animation et la gestion des réseaux sociaux de la collectivité régionale.

AUTRES LOCATIONS MOBILIERES : 42288

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 61358	
AE	CP 2025
	42 000 €

Pour l'organisation d'événements, il s'agit de faire appels à des prestataires pour l'aménagement de divers sites ou stands de la collectivité régionale avec du mobilier adapté au type d'événement.

FRAIS DE PUBLICATION ET D'INSERTION DES MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS : 23085

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 6231	
AE	CP 2025
	150 000 €

Il s'agit de dépenses liées à des frais d'insertion dans la presse des annonces légales de la DAJAA.

ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES : 42285

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 6231	
AE	CP 2025
	604 800 €

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de communication régionale, il s'agit d'acheter des espaces publicitaires et de financer des partenariats avec les médias locaux. Il s'agit notamment de donner de la visibilité aux événements, actions et politiques publiques mises en œuvre par la Région Guadeloupe.

IMPRESSION : 42283

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 6236	
AE	CP 2025
	177 640 €

Pour l'organisation d'événements, il s'agit de faire appels à des prestataires pour l'impression de supports de communication divers.

OBJETS PROMOTIONNELS : 42286

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 6238	
AE	CP 2025
	126 000 €

Dans le cadre de l'organisation d'événements, il s'agit d'acquérir divers objets promotionnels aux couleurs de la collectivité à destination du personnel régional et du grand public.

FRAIS TELECOMMUNICATIONS : 21661

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 6262	
AE	CP 2025
	300 000 €

Ensemble des coûts liés au télécommunication (fixes, mobiles, réseau Internet, réseau d'interconnexion...).

FRAIS D'HERBERGEMENT SCALEWAY Y COMPRIS INTELLIGENCE TERRITORIALE : 43509

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 65818	
AE	CP 2025
	370 000 €

Ensemble des coûts liés à l'hébergement SCALEWAY.

INFOGERANCE SYSTEMES, FIREWALL ET RESEAUX : 43515

CHAPITRE : 930 Fonction : 022 Nature : 65818	
AE	CP 2025
	82 796 €

Ce poste concerne l'exploitation externalisée des systèmes Vmware et des Firewalls (40) de la collectivité pendant 1 an, par des sociétés qualifiées, le temps de la montée en compétence des équipes interne et de l'éventuel recrutement de compétences. Cette externalisation permet également d'assurer une stricte séparation des responsabilités entre les différents domaines de spécialité.

FETES ET CEREMONIES : 35888

CHAPITRE : 930 Fonction : 023 Nature : 6232	
AE	CP 2025
	20 000 €

Il s'agit de prendre en charge l'organisation de fêtes et cérémonies.

REGISSEURS ET ADMINISTRATEURS DE MANIFESTATIONS ET D'EVENEMENTS : 42301

CHAPITRE : 930 Fonction : 023 Nature : 6242	
AE	CP 2025
	42 000 €

Il s'agit d'avoir recours à une assistance technique et opérationnelle pour l'organisation logistique de divers types de manifestations.

ACTIONS ET JOURNEES BIEN-ETRE AU TRAVAIL : 42311

CHAPITRE : 930 Fonction : 023 Nature : 6242	
AE	CP 2025
	22 680 €

Il s'agit de mettre en place des actions et des événements à destination du personnel régional en vue de favoriser le bien-être au travail (relais inter-entreprises, activités physiques, manifestations sportives, ateliers gestion des émotions, du stress, café bien-être, lancement de l'Intranet...).

RECEPTIONS DU PERSONNEL : 33377

CHAPITRE : 930 Fonction : 023 Nature : 6488	
AE	CP 2025
	5 000 €

Frais liés à la réception du personnel.

PRESTATIONS DE SERVICES : 39900

CHAPITRE : 930 Fonction : 028 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	5 000 €

Il s'agit de petites prestations de service pour des besoins ponctuels (location de nacelles ou autre).

FOURNITURES DE PETITS EQUIPEMENTS : 25482

CHAPITRE : 930 Fonction : 028 Nature : 60632	
AE	CP 2025
	15 000 €

Il s'agit de répondre à des besoins ponctuels de petits équipements spécifiques pour assurer les missions de la direction.

ACQUISITION DE PETITS MATERIELS : 24367

CHAPITRE : 930 Fonction : 028 Nature : 60632	
AE	CP 2025
	25 000 €

Il s'agit de remplacer le matériel nécessaire à l'entretien des espaces verts, ainsi qu'à celui d'espaces intérieurs de grande surface (palais des sports Didier DINART).

AUTRES LOCATIONS MOBILIERES TOUS TYPES : 20195

CHAPITRE : 930 Fonction : 028 Nature : 61358	
AE	CP 2025
	2 000 €

Il s'agit de répondre à des besoins ponctuels de location de matériels spécifiques pour assurer les missions de la direction.

MAINTENANCE ET REPARATIONS DES MACHINES MOTORISEES : 29381

CHAPITRE : 930 Fonction : 028 Nature : 61558	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit de pouvoir assurer la maintenance et la réparation du matériel motorisé nécessaire à l'entretien des espaces verts, ainsi qu'à celui d'espaces intérieurs de grande surface.

ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES : 20202

CHAPITRE : 930 Fonction : 028 Nature : 61558	
AE	CP 2025
	1 000 €

Il s'agit de répondre à des besoins ponctuels d'entretien et de réparation de matériels spécifiques pour assurer les missions de la direction.

AUTRES FRAIS DIVERS : 25506

CHAPITRE : 930 Fonction : 028 Nature : 6188	
AE	CP 2025
	1 000 €

Il s'agit de répondre à des besoins divers liés aux missions de la direction.

RETRANSCRIPTION DE TRAVAUX DES ASSEMBLEES : 23007

CHAPITRE : 930 Fonction : 031 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	15 000 €

Il s'agit des crédits nécessaires au règlement des frais liés à la retranscription écrite des travaux des commissions permanentes, des assemblées plénières et autres réunions, assurée par des prestataires extérieurs.

FETES ET CEREMONIES DU PRESIDENT : 34

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 031 Compte nature : 6232	
AE	CP 2025
	10 000 €

Ces crédits concernent le règlement des dépenses liées aux manifestations à la demande spéciale du président.

FRAIS MISSION DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE : 20095

CHAPITRE : 930 Fonction : 031 Compte nature : 6245	
	CP 2025
	134 400 €

Prise en charge des frais de transport et autres services associés, générés par les missions d'intérêts régionaux auxquelles participent des personnes extérieures à la collectivité.

INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS REGIONAUX : 1683

CHAPITRE : 930 Fonction : 031 Nature : 65311	
AE	CP 2025
	1 295 537 €

Inscription des sommes destinées au paiement des indemnités de fonction des conseillers régionaux et du président du conseil régional.

FRAIS DE MISSION ET DE DEPLACEMENT DES ELUS : 20122

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 031 Compte nature : 65312	
AE	CP 2025
	200 000 €

Ces crédits permettront de prendre en charge les frais liés au déplacement des élus dès lors que les missions qui leurs sont confiées impliquent une mobilité génératrice de dépenses.

COTISATIONS DE RETRAITE DES ELUS : FONPEL – CAREL – IRCANTEC : 19615

CHAPITRE : 930 Fonction : 031 Nature : 65313	
AE	CP 2025
	95 265 €

Cotisations retraite Ircantec et retraites complémentaires FONPEL et CAREL des élus régionaux.

FRAIS DE FORMATION DES ELUS : 20123

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 031 Compte nature : 65315	
AE	CP 2025
	90 000 €

Cette provision permettra de prendre en charge les frais de formation des élus. Cette enveloppe doit être comprise entre 20 000 et 200 000 euros.

COTISATION URSSAF ELUS : 29508

CHAPITRE : 930 Fonction : 031 Nature : 6451	
AE	CP 2025
	253 523 €

Il s'agit des dépenses relatives aux versements des cotisations à l'Urssaf des élus régionaux.

COTISATIONS AU FONDS DE FINANCEMENT DE L'ALLOCATION DE FIN DE MANDAT : 19632

CHAPITRE : 930 Fonction : 031 Nature : 653172	
AE	CP 2025
	5 500 €

Versement de cotisations relatif à l'allocation de fin de mandat des élus régionaux.

ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES : 21755

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte-nature : 6042	
AE	CP 2025
	15 000 €

Ces crédits vont permettre l'achat de prestations de services pour la mise en œuvre des actions programmées par le CESER.

FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT : 25508

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte-nature : 60632	
AE	CP 2025
	1 600 €

Il s'agit de doter l'administration en petit matériel nécessaire à son fonctionnement.

FOURNITURES DE BUREAU CESER : 14205

CHAPITRE : 930 Sous fonction : 032 Compte-nature : 6064	
AE	CP 2025
	400 €

Ces crédits permettront l'achat de matériels de bureau pour le fonctionnement administratif de l'institution.

LOCATION IMMOBILIERE : 43656

CHAPITRE : 930 Sous fonction : 032 Compte-nature : 6132	
AE	CP 2025
	400 €

Ces crédits permettront la location de salles pour l'organisation de réunions et séminaires organisés par le CESER.

ENTRETIEN ET REPARATION DU MATERIEL DU CESER : 20115

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte nature : 61558	
AE	CP 2025
	1 200 €

Ces crédits permettront l'entretien du matériel administratif

ETUDES ET RECHERCHES CESER : 25512

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte nature : 617	
AE	CP 2025
	8 000 €

Dans le cadre de ses cinq commissions thématiques (Développement économique, affaires caribéennes et européennes ; Cadre de vie, énergie et déplacements ; Affaires Sociales, culturelles sportives de la solidarité et de l'égalité des chances ; Affaires financières fiscales et de l'évaluation des politiques publiques ; Génération numérique, nouvelle économie et développement international), le CESER produit des rapports et des études. Le recours à un appui technique ou à l'expertise d'un intervenant extérieur pourrait être sollicité.

DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE CESER : 20116

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte-nature : 6182	
AE	CP 2025
	3 200 €

Mise à jour de la documentation générale utile aux missions des conseillers et à l'administration.

FETES ET CEREMONIES DU CESER : 20117

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte nature : 6232	
AE	CP 2025
	5 600 €

Ces crédits permettront le financement de manifestations et réceptions diverses.

FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE CESER : 20118

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte-nature : 6236	
AE	CP 2025
	1 800 €

Cette ligne de crédits est destinée aux financements de l'impression des supports de communication réalisés par le CESER.

FRAIS DE TRANSPORT DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE : 30806

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte-nature : 6245	
AE	CP 2025
	3 200 €

Ces crédits seront utilisés dans le cadre de l'organisation de conférences ou de séminaires nécessitant l'expertise de personnalités extérieures.

FRAIS DE MISSION ET DE DEPLACEMENT ELUS CESER : 19676

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte-nature : 65212	
AE	CP 2025
	12 000 €

Ces crédits permettront au président du Conseil de participer aux réunions au plan national organisées par l'Association des CESER de France. Il en est de même pour les conseillers du CESER pour participer aux réunions du Conseil et aux manifestations extérieures ayant un intérêt régional.

FRAIS DE FORMATION ELUS CESER : 19677

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte-nature : 65215	
AE	CP 2025
	8 000 €

Il s'agit de permettre aux conseillers de se former pour appréhender les enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

FRAIS DE REPRESENTATION DU PRESIDENT CESER : 19678

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte-nature : 65216	
AE	CP 2025
	7 456 €

Cette enveloppe est destinée à la représentation du président du CESER.

FRAIS SUPPLEMENTAIRES ELUS CESER : 19679

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte-nature : 65216	
AE	CP 2025
	800 €

Cette ligne de crédit est réservée à divers frais annexes concernant les conseillers.

ADHESION AUX ORGANISMES DE REGROUPEMENT : 25515

CHAPITRE : 930 Sous-fonction : 032 Compte-nature : 6561	
AE	CP 2025
	5 600 €

Il s'agit de financer la participation du CESER à des organismes extérieurs, notamment l'adhésion à l'association des CESER de France.

INDEMNITES DE FONCTIONS – ELUS DU CESR : 19633

CHAPITRE : 930 Fonction : 032 Nature : 65321	
AE	CP 2025
	610 000 €

Versement des indemnités de fonctions aux membres du CESER

ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES : 34516

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	8 700 €

Le CCEE doit recourir à divers prestataires lors de manifestations telles que les expositions et les conférences, également, pour la mise en forme des études et ouvrages- travaux de vulgarisation et maquettage de brochures. Il réalise également des capsules-vidéos.

FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT : 34555

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 60632	
AE	CP 2025
	400 €

Il s'agit de l'acquisition de matériels et de petits équipements spécifiques, dans le domaine de la bureautique.

FOURNITURES DE BUREAU CCEE : 14206

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 6064	
AE	CP 2025
	800 €

Ces crédits financent les consommables liés à l'activité administrative du CCEE.

DOCUMENTATION GENERALE CCEE : 119

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 6065	
AE	CP 2025
	919 €

Il convient de mettre à jour la documentation utile aux travaux des conseillers, notamment sur les politiques publiques culturelles, éducatives et environnementales.

ENTRETIEN ET REPARATION DU MATERIEL CCEE : 20119

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 61558	
AE	CP 2025
	80 €

Il s'agit de petites réparations du matériel.

ETUDES ET RECHERCHES : 27733

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 617	
AE	CP 2025
	45 000 €

Le CCEE envisage de lancer une étude intitulée : 40 ans de décentralisation dans le domaine de l'éducation en Guadeloupe.

Il investiguera également dans les champs de la culture et de l'environnement.

DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE CCEE : 20120

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 6182	
AE	CP 2025
	800 €

Le CCEE est amené à se procurer de la documentation spécifique à certaines thématiques.

FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES – CCEE : 21512

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 6185	
AE	CP 2025
	1 000 €

Cette ligne de crédits est destinée à la préparation de séminaires ou de colloques organisés dans la Caraïbe, l'Océan Indien et l'Hexagone dans les champs d'attribution des CCEE.

FRAIS D'INSERTION – CCEE : 21515

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 6231	
AE	CP 2025
	160 €

Le CCEE pourrait être amené à procéder à des marchés par le biais de l'administration régionale, pour la réalisation d'études.

FETES ET CEREMONIES CCEE : 20121

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 6232	
AE	CP 2025
	1 600 €

Le CCEE organise des manifestations, notamment dans le cadre du concours « Majò an maké kréyòl », ou celui de l'inventaire des « Sites remarquables de la Guadeloupe ».

FOIRES ET EXPOSITIONS : 22813

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 6233	
AE	CP 2025
	400 €

Le CCEE est amené à participer à diverses manifestations notamment, dans le secteur de l'éducation et de la promotion de la biodiversité.

RECEPTIONS CCEE : 21513

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 6234	
AE	CP 2025
	2 000 €

Prise en charge des frais de réception des invités du CCEE à l'occasion de manifestations (conférences, séminaires) d'intérêt régional.

FRAIS D'IMPRESSION ET DE RELIURE CCEE : 14203

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 6236	
AE	CP 2025
	1 200 €

Le CCEE est amené à publier des ouvrages divers, relevant de ses champs d'attribution.

FRAIS DE MISSIONS AUX CONSEILLERS CCEE : 132

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 65312	
AE	CP 2025
	1 360 €

Lors de leurs diverses missions, les conseillers doivent faire face à des dépenses supplémentaires qu'il convient de compenser.

INDEMNITES DE FONCTIONS – ELUS DU CCEE : 19634

CHAPITRE : 930 Fonction : 033 Nature : 65331	
AE	CP 2025
	301 876 €

Versement des indemnités de fonctions aux membres du CCEE.

FRAIS DE MISSIONS ET DE DEPLACEMENTS - ELUS CCEE : 19680

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 65332	
AE	CP 2025
	1050 €

Ces crédits sont destinés à couvrir les différents frais inhérents aux déplacements des conseillers du CCEE, à l'occasion de leurs diverses missions.

FRAIS DE FORMATION – ELU CCEE : 19681

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 65332	
AE	CP 2025
	1 000 €

Dans un contexte réglementaire et législatif mouvant, il importe que les membres du CCEE puissent disposer de la formation indispensable à l'exercice de leur mission.

AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES – TUTORAT ET ACCOMPAGNEMENT JEUNES : 34552

Chapitre : 930 Fonction : 033 Nature : 6588	
AE	CP 2025
	1 060 €

Ces crédits sont mobilisés pour financer les prix remis à l'occasion du concours Majò an maké kréyòl, qui connaît sa sixième édition en 2025.

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES : 21653

CHAPITRE 930 Sous-fonction : 038 Compte nature : 6042	
AE	CP 2025
	180 000 €

Ces crédits doivent permettre de soutenir l'organisation logistique de l'édition 2025 du salon de l'orientation, de la formation et des métiers.

SUBVENTION INITIATIVE POUR L'EMPLOI DES JEUNES : 33191

CHAPITRE 930 Sous-fonction : 038 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	70 000 €

Ces crédits permettront à la collectivité régionale de procéder au versement du solde dû au titre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 conclue avec l'association CRIJ Guadeloupe au profit de l'information jeunesse. Ils permettront également le paiement de l'avance prévue dans le cadre de la convention conclue pour la période 2025-2027. La suppression de l'AE 2016/1 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

ASSISTANCE TECHNIQUE FEAMPA 2021 2027 : 42354

CHAPITRE : 930 Fonction : 043 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	1 000 000 €

De par ses missions d'autorité de gestion des programmes européens en Guadeloupe, la collectivité bénéficie, pour chacun des fonds, d'une enveloppe dite d'assistance technique permettant le remboursement des dépenses engagées pour mener à bien ses missions d'animation, d'instruction, de pilotage et de gestion et de suivi financier des programmes.

ASSISTANCE TECHNIQUE FEDER 2021 2027 : 42351

CHAPITRE : 930 Fonction : 043 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	3 500 000 €

De par ses missions d'autorité de gestion des programmes européens en Guadeloupe, la collectivité bénéficie, pour chacun des fonds, d'une enveloppe dite d'assistance technique permettant le remboursement des dépenses engagées pour mener à bien ses missions d'animation, d'instruction, de pilotage et de gestion et de suivi financier des programmes.

ASSISTANCE TECHNIQUE FSE PLUS 2021 2027 : 42353

CHAPITRE : 930 Fonction : 043 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	2 000 000 €

De par ses missions d'autorité de gestion des programmes européens en Guadeloupe, la collectivité bénéficie, pour chacun des fonds, d'une enveloppe dite d'assistance technique permettant le remboursement des dépenses engagées pour mener à bien ses missions d'animation, d'instruction, de pilotage et de gestion et de suivi financier des programmes.

ASSISTANCE TECHNIQUE FEDER CTE 2021 2027 : 42352

CHAPITRE : 930 Fonction : 043 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	799 352 €

De par ses missions d'autorité de gestion des programmes européens en Guadeloupe, la collectivité bénéficie, pour chacun des fonds, d'une enveloppe dite d'assistance technique permettant le remboursement des dépenses engagées pour mener à bien ses missions d'animation, d'instruction, de pilotage et de gestion et de suivi financier des programmes.

ASSISTANCE TECHNIQUE FEADER 2023 2027 : 42350

CHAPITRE : 930 Fonction : 043 Nature : 6042	
AE 2025	CP 2025
5 793 225 €	7 000 000 €

De par ses missions d'autorité de gestion des programmes européens en Guadeloupe, la collectivité bénéficie, pour chacun des fonds, d'une enveloppe dite d'assistance technique permettant le remboursement des dépenses engagées pour mener à bien ses missions d'animation, d'instruction, de pilotage et de gestion et de suivi financier des programmes.

CONCOURS COTISATIONS DAEC : 32089

CHAPITRE : 930 Fonction : 048 Nature : 6281	
AE	CP 2025
	400 000 €

Cette enveloppe est destinée à prendre en charge les adhésions à divers réseaux nationaux et internationaux.

PRESTATIONS DE SERVICES INTERNATIONALISATION DES ENTREPRISES : 29449

CHAPITRE : 930 Fonction : 048 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit de mettre en place des missions de prospection ciblées à destination des entreprises du territoire.

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES COOPERATION REGIONALE : 20229

CHAPITRE : 930 Fonction : 048 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	40 000 €

Il s'agira de répondre aux besoins de prestations diverses (consultations pour des missions exploratoires, l'écriture de projets, interprétariat, traduction ...).

CHARGES DE COOPERATION - FONDS DE CONCOURS : 44735

CHAPITRE : 930 Fonction : 048 Nature : 6218	
AE	CP 2025
	50 000 €

Le dispositif des chargés de coopération consistant à positionner des agents régionaux au sein du réseau diplomatique français, voire des organisations internationales à vocation régionale a été relancé depuis 2017. Des frais de fonctionnement inhérents à l'occupation de bureaux à l'étranger, notamment à l'ambassade de France à Sainte-Lucie, sont à prendre en compte chaque année.

SUBVENTIONS COOPERATION OPERATIONNELLE : 23043

CHAPITRE : 930 Fonction : 048 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	15 448 €

Le projet de déploiement de jeunes Volontaires initié en 2023 se poursuivra en 2024. Notamment la région Guadeloupe entend co-financer les projets qui seront portés, dans ce cadre, par la nouvelle antenne Antilles de France Volontaires.

SUBVENTION POUR INTERNATIONALISATION DES ENTREPRISES : 29450

CHAPITRE : 930 Fonction : 048 Nature : 65742	
AE	CP 2025
	40 000 €

Il s'agit d'octroyer des subventions aux entreprises sollicitant les dispositifs d'aide régionale à la prospection internationale.

SUBVENTIONS COOPERATION REGIONALE : 20230

CHAPITRE : 930 Fonction : 048 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	132 000 €

Il s'agira d'accompagner financièrement les porteurs de projets de coopération sur fonds régionaux (appels à projet, solde du projet Interreg Ready Together de la PIRAC, coopération décentralisée...) et de porter en qualité de maître d'ouvrage, un projet de renforcement des capacités en langue française de l'OECS (en partenariat notamment avec la Martinique, Saint-Martin, Guyane).

DEMARCHE ADHESION OIR : 33229

CHAPITRE : 930 Fonction : 048 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	20 000 €

Il s'agit de couvrir les réunions des organisations dont la collectivité régionale est membre ainsi que les frais afférents aux missions de l'OECS ainsi que l'organisation du séminaire CARICOM. Le projet BRIDGE-OECS permettra de couvrir les dépenses concernant les missions entrantes et sortantes de l'OECS.

SUBVENTION COOPERATION REGIONALE – APPEL A PROJET - JE COOPERE AVEC LA CARAIBE : 30662

CHAPITRE : 930 Fonction : 048 Nature : 65748	
AE	CP 2024
	33 000 €

La coopération décentralisée et bilatérale avec des voisins clés de la zone des Caraïbes constitue un segment porteur de projets de coopération à plus grande échelle à porter sur le programme INTERREG. En préfiguration avec les directions opérationnelles, il s'agira de prospecter des pays et territoires phares au cours de l'année 2025, afin de sanctuariser des partenariats pré-établis dans les secteurs de protection du littoral, de la transition écologique, du patrimoine immatériel et mémoriel, de la croissance bleue et de la formation professionnelle.

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES : 24368

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit des contrôles sur les fontaines à eau et autres outils du service achat.

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES : 30738

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	5 000 €

Acheminement de véhicules par voie maritime vers Marie-Galante (Tour cycliste, terre de blues...).

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES : 39693

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	20 000 €

Sécurisation des grands rassemblements (manifestations culturelles, sportives, économiques, ...).
Intervention des partenaires institutionnels SDIS, Police nationale ou gendarmerie, croix rouge.

PRESTATIONS DE SERVICES FETES ET CEREMONIE : 20197

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	120 000 €

Il s'agit de commander des repas, des collations, des cocktails, des déjeuners, dîners, petits-déjeuners pour diverses occasions ou événements organisés par la Région Guadeloupe à destination du grand public, des partenaires ou des agents régionaux (réunions et vœux du personnel).

DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE : 44701

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6182	
AE 2025	CP 2025
700 000 €	108 000 €

Dépense prévue pour l'acquisition de ressources documentaires à destination des services.

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES : 34491

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	19 300 €

Ces crédits correspondent à la part variable du marché de maintenance de l'outil PROGOS qui arrive à échéance cette année.

CARTES CARBURANTS VEHICULES : 15022

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 60662	
--	--

AE	CP 2025
	150 000 €

Certains véhicules du parc automobile sont assortis d'une carte-carburant permettant un approvisionnement direct auprès de la station pétrolière.

CARBURANT DU CONSEIL REGIONAL CUVE HOTEL REGION : 25398

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 60622	
AE	CP 2025
	90 000 €

Alimentation de la cuve à diesel de l'hôtel du conseil régional qui alimente les véhicules des services techniques, les différents groupes électrogènes des bâtiments régionaux, les outils nécessitant un fonctionnement au diesel.

AUTRES FOURNITURES CONSOMMABLES : 24366

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 60628	
AE	CP 2025
	11 000 €

Cette somme permet d'acquérir les consommables tels que l'eau et les boissons chaudes.

ACQUISITION FOURNITURES D'ENTRETIEN : 24364

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 60631	
AE	CP 2025
	50 000 €

Fournitures d'entretien qui participent à la bonne tenue sanitaire de l'ensemble des bâtiments régionaux (sauf les lycées).

FOURNITURES DE PETITS EQUIPEMENTS : 15045

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 60632	
AE	CP 2025
	10 000 €

Petits équipements administratifs (agrafeuses, mais aussi appuis pieds ...).

AUTRES FOURNITURES CONSOMMABLE GARAGE : 25399

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 60632	
AE	CP 2025
	35 000 €

Achats de divers produits spécifiques liés à l'entretien des véhicules (nettoyage, désinfection, diverses petites interventions).

VETEMENT DE TRAVAIL NON STOCKES : 15029

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 60636	
AE	CP 2025
	30 000 €

Vêtement de travail pour l'ensemble des agents régionaux (hors lycées), techniques, espaces verts, chauffeurs.

ACQUISITION FOURNITURES ADMINISTRATIVES : 24365

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6064	
AE	CP 2025
	70 000 €

Ensemble des fournitures de bureau papèterie, stylos, crayons... (hors lycées).

LOCATIONS MOBILIERES DIVERSES : 20305

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 61358	
AE	CP 2025
	7 000 €

Mobiliers et autres permettant la réalisation des manifestations (mange debout par exemple).

LOCATIONS DE VEHICULES : 20194

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 61351	
AE	CP 2025
	10 000 €

Besoin de location de véhicules de courte durée pour les manifestations de la collectivité (Tour cycliste de la Guadeloupe, tour cycliste de Marie-Galante, Terre de blues...).

MARCHE DE LOCATIONS DE VEHICULES : 41014

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 61351	
AE	CP 2025
	600 000 €

Marché en cours qui sera renouvelé en novembre 2025, pour la première tranche.

AUTRES LOCATIONS : 28196

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 61358	
AE	CP 2025
	70 000 €

Pour l'essentiel il s'agit de matériel d'hygiène dans les toilettes, distributeurs de papiers, bacs de récupérations de serviettes menstruelles, distributeurs de savons, fontaines à eau.

ENTRETIEN REPARATIONS DES VEHICULES : 20199

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 61551	
AE	CP 2025
	30 000 €

Petites réparations non pris en compte par le prestataire des véhicules sous contrats LLD (reconstitution de clés en cas de perte, réparations de pneus....). Réparations des dégradations observées lors de l'expertise avant restitution définitive.

ENTRETIEN REPARATION AUTRES BIENS : 38653

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 61558	
AE	CP 2025
	5 000 €

Cette enveloppe permettra de répondre aux besoins de réparation de petits équipements.

MAINTENANCE SECURITE : 25400

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6156	
AE	CP 2025
	13 000 €

Maintenance préventive (vérifications annuelles des extincteurs, outils de lutte contre l'incendie) pour l'ensemble des sites régionaux.

- Maintenance curative (remplacement obligatoire des extincteurs, outils de lutte contre l'incendie) pour la mise aux normes conformément à la réglementation des ERP.
- Maintenance des outils du contrôle d'accès et PMR.

MAINTENANCE SERVICE ACHATS : 25475

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6156	
AE	CP 2025
	12 000 €

Modification du magasin et réparation de divers matériels achats.

FETES ET CEREMONIE INSTITUTIONNELLES : 20196

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6232	
AE	CP 2025
	23 400 €

Il s'agit de commander des cocktails, des déjeuners, dîners, petits-déjeuners pour des évènements institutionnels.

AUTRES RECEPTIONS DU CONSEIL REGIONAL : 20198

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6234	
AE	CP 2025
	20 000 €

Il s'agit de commander des repas, des collations, des cocktails, pour diverses occasions.

DIVERS OBJETS ET CADEAUX : 26544

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6238	
AE	CP 2025
	50 000 €

Objets et cadeaux lors de célébration de personnalités locales ou lors de la réception de personnalités de passage sur le territoire (par exemple le congrès Caraïbéen sur les sargasses)

PRESTATIONS DE SERVICE DE TELECOMMUNICATION : 43623

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6262	
AE	CP 2025
	20 000 €

Contrats de prestations de maintien opérationnel du réseau de vidéoprotection et du contrôle d'accès.

FRAIS GARDIENNAGE BATIMENTS REGIONAUX : 19648

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6282	
AE	CP 2025
	1 030 000 €

Marché passé pour la réalisation des prestations de gardiennage récurrentes dont le coût des dépenses en 2024, était de 2 496 131€.

- Marché Sécurité et de gardiennage lot 1 : (Hôtel de région + annexes de la zone Basse-Terre)
- Marché Sécurité et de gardiennage lot 2 (zone Grande-Terre : ERR & ERNGT)

Prestations ponctuelles toutes zone : événementielle, vœux du Président aux forces vives et aux personnel, sécurisation des hautes personnalités, PAJ, grand prix du Conseil Régional, diverses manifestations organisées par la région ou en partenariat, sécurisation supplémentaire en cas de conflits sociaux et de risques majeurs.

FRAIS GARDIENNAGE DANS LES LYCEES : 19649

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6282	
AE	CP 2025
	830 000 €

Marché de sécurité pour la surveillance des lycées.

Le coût des dépenses en 2024 était de 2 342 102,66 € :

- lot n°1 zone A : lycées de la zone Grande-Terre
- ot n°2 zones B : lycées de la zone centre + le Creps

- lot n°3 zones C : lycées de la zone Basse-Terre

DIVERS FRAIS AUTOMOBILES CR : 33308

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6288	
AE	CP 2025
	35 000 €

Autres dépenses gestion du parc (contrôle technique Cyber bus, frais de parking aéroport Guadeloupe et Métropole)

AMENDES FISCALES ET PENALES : 21680

Chapitre : 930 Fonction : 20 Nature : 6584	
AE	CP 2025
	3 000 €

Contraventions adressées à la collectivité pour lesquelles le conducteur non pas été identifiées.

ETUDES ET RECHERCHES : 34492

Chapitre : 930 Fonction : 28 Nature : 617	
AE	CP 2025
	15 000 €

Il s'agit de lancer un sondage prospectif sur la vision des Guadeloupéens sur leur style de vie et leur territoire sur le long terme – ce projet est élaboré en lien avec la commission régionale extra citoyenne.

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES CRJEUNES : 21653

Chapitre : 930 Fonction : 38 Nature : 6042	
AP	CP 2025
	180 000 €

Ces crédits doivent permettre de soutenir l'organisation logistique de l'édition 2025 du salon de l'orientation, de la formation et des métiers.

SUBVENTIONS IEJ (PART FSE) : 33191

Chapitre : 930 Fonction : 38 Nature : 65742	
AP	CP 2025
	70 000 €

Ces crédits permettront à la collectivité régionale de procéder au versement du solde dû au titre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 conclue avec l'association CRIJ Guadeloupe au profit de l'information jeunesse. Ils permettront également le paiement de l'avance prévue dans le cadre de la convention conclue pour la période 2025-2027. La suppression de l'AE 2016/1 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

FONCTION 0-5 – GESTION DES FONDS EUROPEENS

<p align="center">FONCTION 0-5 – CHAPITRE 930-5 GESTION DES FONDS EUROPEENS</p>
--

PRIORITE 1 FEDER – OS 1.1 – DEVELOPPER ET AMELIORER LES CAPACITES DE RECHERCHE ET D'INNOVATION AINSI QUE L'UNITISATION DES TECHNOLOGIES DE POINTE /FONCTIONNEMENT : 42103

CHAPITRE : 9305 Fonction : 052 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	3 000 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 4 FSE PLUS – OS 4.1 – AMELIORER L'ACCES A L'EMPLOI ET AUX MESURES D'ACTIVATION POUR TOUS LES DEMANDEURS D'EMPLOI /FONCTIONNEMENT : 42141

CHAPITRE : 9305 Fonction : 052 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	200 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 4 FSE PLUS – OS 4.7 – PROMOUVOIR L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE/FONCTIONNEMENT : 42146

CHAPITRE : 9305 Fonction : 052 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	1 800 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 1 FEDER – OS 1 – RECHERCHE DEVELOPPEMENT ET INNOVATION/FONCTIONNEMENT : 42163

CHAPITRE : 9305 Fonction : 052 Nature : 657382	
AE 2025	CP 2025
6 000 000 €	826 000 €

Il s'agit d'ajuster autorisations de programme nécessaires à la mise en œuvre du programme.
Il s'agit également de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 2 FEDER – OS 4 – TRANSITION ENERGETIQUE /FONCTIONNEMENT : 42169

CHAPITRE : 9305 Fonction : 052 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	726 448 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 3 FEDER – OS 8 - MOBILITE DURABLE ET RENFORCEMENT DES CONNEXIONS/FONCTIONNEMENT : 42179

CHAPITRE : 9305 Fonction : 052 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	826 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

PRIORITE 4 FEDER – OS 9 – FORMATION ET MOBILITE/FONCTIONNEMENT : 42181

CHAPITRE : 9305 Fonction : 052 Nature : 657382	
AE 2025	CP 2025
300 000 €	826 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus à ce jour et de la prévision de remontée de dépenses dans le respect des objectifs de consommation d'atteinte du seuil de dégagement d'office.

OTAXE8A26A-AIDE AU FRET : 35966

CHAPITRE : 9305 Fonction : 052 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	2 000 000 €

Il s'agit de verser les subventions aux bénéficiaires après certification des dépenses effectuées par ces derniers. Les crédits proposés représentent donc les paiements à réaliser au titre du stock de dossiers reçus dans le respect des objectifs de consommation totale de la maquette du programme.

FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

FONCTION 2 – CHAPITRE 932 – ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

STRATEGIE DE A FORMATION PROFESSIONNELLE : 44890

Chapitre : 932 Fonction : 201 Nature : 6042	
AE 2025	CP 2025
3 000 000 €	114 820 €

Cette mission vise à améliorer l'efficacité et la pertinence des dispositifs de formation mis en œuvre par la direction de la formation professionnelle. Il s'agit notamment d'en vérifier l'adéquation avec les besoins du marché du travail. Cette démarche est stratégique, car elle doit favoriser l'optimisation des ressources publiques allouées à la formation et de soutenir le développement économique du territoire. Elle reflète un engagement politique en faveur de la modernisation du système de formation dès la conception des politiques dédiées. C'est un levier pour garantir une gestion rigoureuse et responsable des fonds publics. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement qui sera à clôturer.

FRAIS D'ETUDES : 19734

Chapitre : 932 Fonction : 201 Nature : 617	
AE	CP 2025
	120 000 €

Il s'agit d'une initiative collective en Guadeloupe visant à anticiper les mutations économiques, sociologiques, démographiques, technologiques, et leurs impacts sur l'emploi et les compétences. Cette démarche se concrétise à travers la participation à cinq projets EDEC (Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences) en 2025. Ces projets couvrent divers secteurs : le BTP, les véhicules électriques, l'économie verte, le numérique et digitalisation du commerce. Les EDEC comprennent deux volets : un volet prospectif pour anticiper les évolutions des métiers et des qualifications, et un volet de mise en œuvre d'actions concrètes pour accompagner les travailleurs et les entreprises dans l'adaptation de leurs compétences. La collectivité participe en cofinçant ces études et actions pour sécuriser les parcours professionnels.

FRAIS EUDES EVALUATION CONTROLE QUALITE : 44859

Chapitre : 932 Fonction : 201 Nature : 617	
AE 2025	CP
600 000 €	

Cette enveloppe est destinée au lancement d'études permettant de mesurer l'impact réel de la stratégie et des actions issues des politiques publiques régionales. L'ambition est d'ajuster ses interventions. Cela garantit une utilisation optimale des ressources publiques et améliore l'efficacité des services rendus aux citoyens. Enfin, cela renforce la transparence et la responsabilité de l'administration envers les usagers. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement pour un montant de 600 000 €, en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement qui sera à clôturer.

FONCTIONNEMENT DU CARIF OREF : 44891

Chapitre : 932 Fonction : 201 Nature : 657382	
AE 2025	CP 2025
1 890 000 €	420 000 €

Un CARIF-OREF (Centre d'Animation, de Ressources et d'Information sur la Formation - Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation) est une structure régionale qui a pour mission de coordonner l'information sur l'offre de formation et d'analyser les besoins en compétences. Il soutient également l'adéquation entre la formation professionnelle et les évolutions du marché de l'emploi. La collectivité régionale intervient avec l'Etat dans le financement du fonctionnement du GIP CARIF OREF, nouvellement créé. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement qui sera à clôturer.

OLYMPIADE DES METIERS : 41059

Chapitre : 932 Fonction : 201 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	175 000 €

Ce budget est prévu pour l'organisation des Olympiades des Métiers afin de promouvoir l'excellence des métiers techniques et valoriser la formation professionnelle. Il permet d'encourager les jeunes talents locaux et de renforcer leur employabilité dans des secteurs stratégiques. En soutenant cet événement, la collectivité répond à la demande croissante de compétences spécialisées tout en contribuant à la compétitivité économique du territoire. L'opération favorise également les échanges internationaux et le développement de partenariats avec les acteurs économiques et éducatifs. Ce financement s'inscrit dans une politique globale d'insertion professionnelle et de dynamisation du territoire.

COTISATIONS VERSEMENT TRANSPORT ATTEE : 25458

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 6331	
AE	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit des dépenses relatives aux versements des cotisations à l'Urssaf du personnel titulaire des lycées.

REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE TECHNIQUE DES LYCEES : 21450

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 64111	
AE	CP 2025
	12 279 664 €

Inscription des sommes destinées au paiement de la rémunération des personnels titulaires technique des lycées. Prise en compte des effets des changements d'échelon cadence unique, des avancements de grade et promotions internes au titre des années 2023 & 2024.

**SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT – INDEMNITES DE RESIDENCE
DES PERSONNELS TITULAIRES TECHNIQUE DES LYCEES : 21451**

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 64112	
AE	CP 2025
	28 419 €

Inscription des sommes destinées au paiement du supplément familial de traitement des personnels titulaires des lycées.

NBI - TITULAIRE ATTEE : 42099

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 64113	
AE	CP 2025
	78 893 €

Paiement de la nouvelle bonification indiciaire des titulaires des lycées.

ASTREINTES & PERMANENCES PERSONNEL ATTEE : 21456

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 64118	
AE	CP 2025
	5 731 €

Paiement des astreintes et permanences du personnel des lycées.

IFSE ET AUTRES – PERSONNELS ATTEE TIT-STAG : 21452

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 64118	
AE	CP 2025
	7 289 375 €

Il s'agit des primes relatives aux différents régimes indemnitaires du personnel technique titulaire des lycées.

COMPLEMENT INDEMNITAIRE ATTEE STAGIAIRES-TITULAIRES : 39002

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 64118	
AE	CP 2025
	135 000 €

Inscription du complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir du personnel stagiaire et titulaire des lycées.

COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL ATTEE NON TITULAIRE : 39003

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 64118	
AE	CP 2025
	45 000 €

Inscription du complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir du personnel non titulaire des lycées.

REMUNERATION, PERSONNEL TECHNIQUE NON-TITULAIRE DES LYCEES : 20059

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 64131	
AE	CP 2025
	1 222 119 €

Inscription des sommes destinées au paiement des agents non titulaires.

SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT DES ATTEE NON TITULAIRES : 20060

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 64132	
AE	CP 2025
	13 082 €

Inscription des sommes destinées au paiement du supplément familial du personnel des lycées non titulaires.

IFSE ET AUTRES DES PERSONNEL ATTEE NON-TITULAIRE : 26655

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 64138	
AE	CP 2025
	763 210 €

Il s'agit du régime indemnitaire du personnel non titulaire des lycées.

ALLOCATIONS DE CHOMAGE DES TOS VACATAIRES : 19627

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 64731	
AE	CP 2025
	71 707 €

Indemnités de chômage aux agents techniques des lycées à la recherche d'un emploi à l'issue de leur fin d'activité au conseil régional.

COTISATIONS A L'URSSAF ATTEE NON TITULAIRE : 20062

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 6451	
AE	CP 2025
	602 000 €

Il s'agit des dépenses relatives aux versements des cotisations à l'Urssaf du personnel non titulaire des lycées.

COTISATIONS A L'URSSAF DES ATTEE TITULAIRES : 21453

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 6451	
AE	CP 2025
	1 883 532 €

Il s'agit des dépenses relatives aux versements des cotisations à l'Urssaf du personnel titulaire des lycées.

PRIX DU CONSEIL REGIONAL AUX BACHELIERS MERITANTS (LYC. PUB) : 30590

Chapitre : 932 Fonction : 222 Nature : 65132	
AE	CP 2025
	42 000 €

Chaque année, la collectivité régionale attribue un prix spécifique à un ou deux bacheliers méritants de chacun des lycées publics. Un cadeau à chaque lauréat peut être ajouté, ainsi qu'un montant supplémentaire pour une distinction particulière.

RAFP ATTEE TITULAIRE : 21460

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 6453	
AE	CP 2025
	296 000 €

Il s'agit des dépenses relatives aux caisses complémentaires de retraite du personnel des lycées.

COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES - ATTEE NON TITULAIRE : 20063

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 6453	
AE	CP 2025
	3 967 829 €

Il s'agit des dépenses relatives aux charges patronales de retraite IRCANTEC du personnel technique des lycées.

PRIX DU CONSEIL REGIONAL AUX BACHELIERS DES LYCEES PUBLICS : 30590

CHAPITRE : 932 Sous-fonction : 222 Compte nature : 65132	
AE	CP 2025
	42 000 €

Chaque année, la collectivité régionale attribue un prix spécifique à un ou deux bacheliers méritants de chacun des lycées publics. Un cadeau à chaque lauréat peut être ajouté, ainsi qu'un montant supplémentaire pour une distinction particulière.

FONCTIONNEMENT LYCEES PUBLICS : 39711

Chapitre : 932 Fonction : 222 Nature : 655121	
AE 2025	CP 2025
6 000 000 €	4 200 000 €

Il s'agit de verser les soldes des subventions d'équipements des lycées.

SUBVENTIONS MANUELS SCOLAIRES (LYCEES PUBLICS) : 33307

CHAPITRE : 932 Sous-fonction : 222 Compte nature : 657381	
AE	CP 2025
	334 066 €

Conformément à ses compétences en matière d'éducation, la collectivité régionale prend en charge le coût des manuels scolaires mis à disposition des classes de seconde, de première et de terminale des lycées généraux et des lycées professionnels relevant du public, par l'attribution d'une dotation annuelle. Les crédits de paiement permettront de solder les subventions attribuées au titre de l'année scolaire 2024/2025 et de procéder au versement des sommes sollicitées par les établissements secondaires publics pour le financement des manuels pour la rentrée 2025/2026.

SUBVENTIONS VOYAGES SCOLAIRES, PAC ET AUTRES (LYCEES PUBLICS) : 33298

CHAPITRE : 932 Sous-fonction : 222 Compte nature : 657381	
AE	CP 2024
	375 276 €

Ces crédits de paiement ont pour but d'accompagner la réalisation de projets pédagogiques destinés aux élèves des classes de l'ensemble des lycées publics, dans le cadre des dispositifs Guichet unique de mobilité académique (GUMA) et Projets d'actions éducatives (PAC). Ils permettront de solder les projets engagés en 2024 et de payer les avances relatives aux projets portés par les établissements publics au titre de l'année 2025/2026.

SUBVENTIONS MANUELS SCOLAIRES : 33307

Chapitre : 932 Fonction : 222 Nature : 657381	
AE	CP 2025
	334 066 €

Conformément à ses compétences en matière d'éducation, la collectivité régionale prend en charge le coût des manuels scolaires mis à disposition des classes de seconde, de première et de terminale des lycées généraux et des lycées professionnels relevant du public, par l'attribution d'une dotation annuelle. Les crédits de paiement permettront de solder les subventions attribuées au titre de l'année scolaire 2024/2025 et de procéder au versement des sommes sollicitées par les établissements secondaires publics pour le financement des manuels pour la rentrée 2025/2026.

SUBVENTION VOYAGES SCOLAIRES - PAC & AUTRES : 33298

Chapitre : 932 Fonction : 222 Nature : 657381	
AE	CP 2025
	375 276 €

Ces crédits de paiement ont pour but d'accompagner la réalisation de projets pédagogiques destinés aux élèves des classes de l'ensemble des lycées publics, dans le cadre des dispositifs Guichet unique de mobilité académique (GUMA) et Projets d'actions éducatives (PAC). Ils permettront de solder les projets engagés en 2024 et de payer les avances relatives aux projets portés par les établissements publics au titre de l'année 2025/2026.

ACOMPAGNEMENT INFORMATION JEUNESSE ORGANISMES PUBLICS DIVERS : 44806

Chapitre : 932 Fonction : 222 Nature : 657382	
AE 2025	CP
250 000 €	

La création d'une nouvelle autorisation d'engagement est sollicitée en faveur de la mise en œuvre des actions pluriannuelles d'information à la jeunesse, en remplacement de l'AE 2016/1 Cofinancement OT8 IEJ.

ACCOMPAGNEMENT INFORMATION JEUNESSE 2025/2028 : A CRÉER

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 222 Compte nature : 657382	
AE 2025	CP
200 000 €	

La création d'une nouvelle autorisation d'engagement est sollicitée en faveur de la mise en œuvre des actions pluriannuelles d'information à la jeunesse, en remplacement de l'AE 2016/1 Cofinancement OT8 IEJ.

CHARGE DE GESTION COURANTE -PAS : 37206

CHAPITRE : 932 Fonction : 222 Nature : 65888	
AE	CP 2025
	100 €

Il s'agit des dépenses relatives à la régularisation du PAS du personnel des lycées.

PRIX DU CONSEIL REGIONAL AUX BACHELIERS MERITANTS (LYC. PRIV.) : 30593

Chapitre : 932 Fonction : 223 Nature : 65132	
AE	CP 2025
	15 900 €

Chaque année, la collectivité régionale attribue un prix spécifique à un ou deux bacheliers méritants de chacun des lycées privés sous contrat d'association. Un cadeau à chaque lauréat peut être ajouté, ainsi qu'un montant supplémentaire pour une distinction particulière.

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

PRIX DU CONSEIL REGIONAL AUX BACHELIERS DES LYCEES PRIVES : 30593

CHAPITRE : 932 Sous-fonction : 223 Compte nature : 65132	
AE	CP 2025
	15 900 €

Chaque année, la collectivité régionale attribue un prix spécifique à un ou deux bacheliers méritants de chacun des lycées privés sous contrat d'association. Un cadeau à chaque lauréat peut être ajouté, ainsi qu'un montant supplémentaire pour une distinction particulière.

SUBVENTIONS MANUELS SCOLAIRES (LYCEES PRIVES) : 33305

CHAPITRE : 932 Sous-fonction : 223 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	48 542 €

Conformément à ses compétences en matière d'éducation, la collectivité régionale prend en charge le coût des manuels scolaires mis à disposition des classes de seconde, de première et de terminale des lycées généraux et des lycées professionnels relevant du privé sous contrat d'association, par l'attribution d'une dotation annuelle. Les crédits de paiement permettront de solder les subventions attribuées au titre de l'année scolaire 2024/2025 et de procéder au versement des sommes sollicitées par les établissements secondaires privés pour le financement des manuels pour la rentrée 2025/2026.

SUBVENTIONS VOYAGES SCOLAIRES, PAC ET AUTRES (LYCEES PRIVES) : 30597

CHAPITRE : 932 Sous-fonction : 223 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	34 977 €

Ces crédits de paiement permettront d'accompagner la réalisation de projets pédagogiques destinés aux élèves des classes de l'ensemble des lycées privés sous contrat, dans le cadre des dispositifs Guichet unique de mobilité académique (GUMA) et Projets d'actions éducatives (PAC). Ils permettront de solder les projets engagés en 2024 et de payer les avances relatives aux projets portés par les établissements privés au titre de l'année 2025/2026.

SUBVENTIONS VOYAGES SCOLAIRES PAC ET AUTRES : 30597

Chapitre : 932 Fonction : 223 Nature : 65742	
AE	CP 2025
	34 977 €

Ces crédits de paiement permettront d'accompagner la réalisation de projets pédagogiques destinés aux élèves des classes de l'ensemble des lycées privés sous contrat, dans le cadre des dispositifs Guichet unique de mobilité académique (GUMA) et Projets d'actions éducatives (PAC). Ils permettront de solder les projets engagés en 2024 et de payer les avances relatives aux projets portés par les établissements privés au titre de l'année 2025/2026.

SUBVENTIONS MANUELS SCOLAIRES : 33305

Chapitre : 932 Fonction : 223 Nature : 65742	
AE	CP 2025
	48 542 €

Conformément à ses compétences en matière d'éducation, la collectivité régionale prend en charge le coût des manuels scolaires mis à disposition des classes de seconde, de première et de terminale des lycées généraux et des lycées professionnels relevant du privé sous contrat d'association, par l'attribution d'une dotation annuelle. Les crédits de paiement permettront de solder les subventions attribuées au titre de l'année scolaire 2024/2025 et de procéder au versement des sommes sollicitées par les établissements secondaires privés pour le financement des manuels pour la rentrée 2025/2026.

SUBV OPERATIONS UNIVERSITE DES ANTILLES : 44804

Chapitre : 932 Fonction : 23 Nature : 657382	
AE	CP
350 000 €	

La création d'une nouvelle autorisation d'engagement est sollicitée en faveur de la mise en œuvre des opérations pluriannuelles portées par l'Université des Antilles en faveur des étudiants, en remplacement de l'AE 2014/1 Contrat pluriannuel d'objectifs.

OPERATIONS PLURIANNUELLES UNIVERSITÉ DES ANTILLES 2025/2028 : A CRÉER

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 23 Compte nature : 657382	
AE 2025	CP
350 000 €	

La création d'une nouvelle autorisation d'engagement est sollicitée en faveur de la mise en œuvre des opérations pluriannuelles portées par l'Université des Antilles en faveur des étudiants, en remplacement de l'AE 2014/1 Contrat pluriannuel d'objectifs.

PROGRAMME REG DE FORMATION PROFESSIONNELLE 2025 : 44885

Chapitre : 932 Fonction : 251 Nature : 6042	
AE 2025	CP
60 000 000 €	

Il s'agit de financer le lancement du programme régional 2025. La mise en place d'un programme régional de formation collective en Guadeloupe permet de répondre aux besoins spécifiques des secteurs économiques locaux tout en favorisant l'acquisition de compétences transversales. Ce programme renforce la compétitivité des entreprises, soutient l'emploi et réduit les inégalités d'accès à la formation. Il favorise également la mobilité professionnelle et la cohésion sociale en développant des parcours adaptés aux réalités du territoire. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

AIF - CHEQUE QUALIFICATION : 37248

Chapitre : 932 Fonction : 251 Nature : 65188	
AE	CP 2025
	1 050 000 €

Cette enveloppe budgétaire a vocation à financer les formations individuelles dans le cadre des dispositifs AIF (Aides individuelles à la formation) et chèques qualification sur le territoire, mais également dans le cadre de la mobilité. Ces dispositifs constituent un moyen de répondre aux besoins individuels qui ne trouvent pas de réponse dans le programme de formation collective

CPF - DEMANDEURS D'EMPLOI : 44862

Chapitre : 932 Fonction : 251 Nature : 65188	
AE 2025	CP 2025
1 500 000 €	

Depuis 2022, la Région Guadeloupe investit dans le CPF pour élargir l'accès à une offre de formation adaptée aux demandeurs d'emploi du territoire. Cette initiative vise à améliorer leurs compétences et à faciliter leur retour à l'emploi, tout en soutenant le développement économique local. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement qui sera à clôturer.

PACTE ULTRAMARIN 1 - ACCES PUB FRAGILES AUX PARCOURS QUALIF : 41053

Chapitre : 932 Fonction : 251 Nature : 65742	
AE	CP 2025
	10 000 000 €

Ce budget vise à financer des formations pour les publics éloignés de l'emploi, notamment les jeunes décrocheurs et les personnes en situation d'illettrisme, afin de leur permettre d'acquérir des compétences transversales, numériques et de base. Inscrit dans le Pacte ultramarin, il soutient la structuration de la filière de formation professionnelle, le développement de l'entrepreneuriat et la professionnalisation des centres de formation. L'objectif est de répondre aux besoins de qualification, de faciliter l'insertion professionnelle durable et de contribuer au développement économique local.

DEMANDEURS D'EMPLOI - AFMC 2025 : 44872

Chapitre : 932 Fonction : 252 Nature : 65188	
AE 2025	CP 2025
15 000 000 €	380 000 €

La loi du 5 mars 2014 et la récente loi du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel, ont prévu un transfert de compétences aux conseils régionaux, pour en faire de véritables autorités organisatrices en matière de formation professionnelle. Cette enveloppe budgétaire a vocation à financer les formations individuelles dans le cadre de l'AFMC sur le territoire à destination des demandeurs d'emploi. Ce dispositif répond aux besoins individuels de formation qui ne trouvent pas de réponse dans le programme de formation collective. Création

d'une nouvelle autorisation d'engagement pour un montant de 15 000 000 €, en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement qui sera à clôturer.

CHEQUE QUALIFICATION - FRANCE TRAVAIL - PRESCRIPTEUR- 2025 : 44866

Chapitre : 932 Fonction : 252 Nature : 65188	
AE 2025	CP 2025
11 000 000 €	300 000 €

Le dispositif « Chèque Qualification » est mis en place dans le cadre du partenariat stratégique entre la Région Guadeloupe et son prescripteur : France Travail. Le « Chèque Qualification » est mobilisé lorsqu'il n'existe pas de réponse aux besoins de qualification des demandeurs d'emploi dans le cadre des actions de formations collectives déjà financées par le conseil régional. Il s'agit de permettre la mise en place d'actions de formation visant une validation reconnue : CCP, CQP, TP, etc. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement pour un montant de 11 000 000 €, en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement qui sera à clôturer

AIDES INDIVIDUELLES A LA FORMATION & LA MOBILITE & CHEQUE QUALIFICATION : 37264

Chapitre : 932 Fonction : 252 Nature : 65188	
AE	CP 2025
	500 000 €

La loi du 5 mars 2014 et la récente loi du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel, a prévu un transfert de compétences aux conseils régionaux pour en faire de véritables autorités organisatrices en matière de formation professionnelle. Cette enveloppe budgétaire a vocation à financer les formations individuelles dans le cadre des dispositifs Aide à la Formation pour la Montée en Compétences (AFMC) et Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) sur le territoire, mais également dans le cadre de la mobilité. Ces dispositifs constituent un moyen de répondre aux besoins individuels qui ne trouvent pas de réponse dans le programme de formation collective. L'enveloppe de la VAE est destinée à financer les méthodes de reconnaissance des savoir-faire professionnels à déployer en lien avec les entreprises. La validation des acquis de l'expérience offre à des publics ayant eu des difficultés d'apprentissage au sein du système scolaire, une reconnaissance de leur expérience par l'obtention d'une certification professionnelle reconnue sur le marché du travail.

PROG FORM COLLECTIVE 2022 : 41026

Chapitre : 932 Fonction : 253 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	482 561 €

Ce programme permet de renforcer les compétences des actifs, de favoriser l'employabilité et de répondre plus efficacement aux besoins spécifiques du marché local. Les formations collectives encouragent aussi les échanges et le partage de bonnes pratiques. Enfin, elles contribuent à l'attractivité de la région en offrant des qualifications reconnues et adaptées aux évolutions du secteur, ce qui attire à la fois les entreprises et les talents. Par ailleurs, elles permettent d'offrir des formations à moindre coût à des effectifs plus importants de stagiaires.

DISPOSITIF CHEQUE QUALIFICATION : 38577

Chapitre : 932 Fonction : 253 Nature : 65188	
AE 2025	CP 2025
1 000 001 €	800 000 €

Le dispositif « Chèque Qualification » est mis en place dans le cadre du partenariat stratégique entre la Région Guadeloupe et ses prescripteurs : France travail et la Mission locale. Le « Chèque Qualification » est mobilisé lorsqu'il n'existe pas de réponse aux besoins de qualification des demandeurs d'emploi dans le cadre des actions de formations collectives déjà financées par le conseil régional. Il s'agit de permettre la mise en place d'actions de formation visant une validation reconnue : CCP, CQP, TP, etc.

CONVENTION LADOM : 38426

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 253 Compte nature : 65742	
AE 2025	CP 2025
	300 000 €

Il s'agit de prendre en compte le versement des prestations aux stagiaires de la formation professionnelle en mobilité nationale ou internationale accompagnés via l'opérateur LADOM. Les crédits, à verser à LADOM relativement à la période 2024/2025, permettront de solder le financement des parcours de formation des demandeurs d'emploi.

CONVENTION LADOM : 39705

Chapitre 932 Sous-fonction : 253 Compte nature : 65742	
AE 2025	CP 2025
	400 000 €

Les crédits de paiement, à verser dans le cadre d'une avance relative à la période 2025/2026, contribueront à la prise en charge, par la collectivité via l'opération LADOM, des frais pédagogiques et de déplacement à engager par les demandeurs d'emploi désireux de se former par la mobilité nationale ou internationale.

CONVENTION LADOM REGION GPE 2020-2021 : 38426

Chapitre : 932 Fonction : 253 Nature : 65742	
AE	CP 2025
	300 000 €

Il s'agit de prendre en compte le versement des prestations aux stagiaires de la formation professionnelle en mobilité nationale ou internationale accompagnés via l'opérateur LADOM. Les crédits, à verser à LADOM relativement à la période 2024/2025, permettront de solder le financement des parcours de formation des demandeurs d'emploi.

CONVENTION LADOM REGON GPE 2021-2022 : 39705

Chapitre : 932 Fonction : 253 Nature : 65742	
AE	CP 2025
	400 000 €

Les crédits de paiement, à verser dans le cadre d'une avance relative à la période 2025/2026, contribueront à la prise en charge, par la collectivité via l'opération LADOM, des frais pédagogiques et de déplacement à engager par les demandeurs d'emploi désireux de se former par la mobilité nationale ou internationale.

PROGRAMME REG DE FORMATION PROF (PO 2014-20) : 37314

Chapitre : 932 Fonction : 253 Nature : 65742	
AE	CP 2025
	36 885 €

Il s'agit de former des professionnels en gérontologie et de faire face au vieillissement de la population, pour offrir des soins adaptés et améliorer la qualité de vie des personnes âgées. Cela doit contribuer à une société plus inclusive et soutenir le secteur des soins en générant des emplois. Cette initiative répond aussi à un besoin croissant de compétences spécialisées dans le domaine.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGA : 42402

Chapitre : 932 Fonction : 253 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	492 856 €

La formation continue supérieure est encouragée par la collectivité régionale. A ce titre, elle accompagne les centres de formation qui permettent à des salariés et des demandeurs d'emploi en reconversion professionnelle de s'inscrire dans les parcours de formation diplômants et adaptés (cours du soir, formations modulaires).

SALARIE - AFMC 2025 : 44875

Chapitre : 932 Fonction : 254 Nature : 65188	
AE 2025	CP
250 000 €	

La loi du 5 mars 2014 et la récente loi du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel, ont prévu un transfert de compétences aux conseils régionaux, pour en faire de véritables autorités organisatrices en matière de formation professionnelle. Cette enveloppe budgétaire a vocation à financer les formations individuelles dans le cadre de l'AFMC sur le territoire à destination des salariés. Ce dispositif constitue un moyen de répondre aux besoins individuels qui ne trouvent pas de réponse dans le programme régionale de formation. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

CPF - SALARIES : 44863

Chapitre : 932 Fonction : 254 Nature : 65188	
AE 2025	CP
1 500 000 €	

Cette action vise à élargir l'offre de financement des formations professionnelles aux salariés dans le cadre de leur compte personnel de formation. Ce dispositif vise à renforcer l'employabilité et à soutenir la croissance économique de la région. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement pour un montant de 1 500 000 €, dans le cadre du financement du CPF, en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement 2019-11 qui sera à clôturer.

APPUI AU PLAN DE FORMATION DES SALARIES : 44860

Chapitre : 932 Fonction : 254 Nature : 657382	
AE	CP
802 793 €	

Il s'agit de soutenir les salariés dans leur projet de formation pour leur montée en compétence, leur reconversion professionnelle ou leur souhait de mobilité. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement pour un montant de 802 739,12 € en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement 2013-9 qui sera à clôturer.

APPUI AU PLAN DE FORMATION DES SALARIES : 37229

Chapitre : 932 Fonction : 254 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	50 000 €

La Région Guadeloupe, depuis 2022, via le Compte personnel de formation (CPF), amplifie son engagement pour favoriser la formation des salariés résidant en Guadeloupe. Mobilisant 2 millions d'euros, la Région élargit le périmètre de l'offre de formations du CPF éligibles à une aide financière à l'ensemble des organismes de formation du territoire national, favorisant ainsi l'accès et le retour à l'emploi sur son territoire. Tous les salariés domiciliés en Guadeloupe, en âge de disposer d'un CPF (soit environ 141 000 actifs dont 55 000 demandeurs d'emplois), auront ainsi accès à une offre qualitative augmentée de formation.

APPUI AU PLAN DE FORMATION DES SALARIES : 39927

Chapitre : 932 Fonction : 254 Nature : 65742	
AE	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit de solder un engagement effectué en 2021 dans le cadre de la convention signée avec Transition Pro, dont le bilan nous est arrivé en Septembre 2024.

GPE FORMATION - MAINTENANCE LOGICIEL REMU DES STAG : 38620

Chapitre : 932 Fonction : 255 Nature : 6156	
AE	CP 2025
	120 000 €

La Région Guadeloupe prend à sa charge l'hébergement et l'exploitation du logiciel rémunération des stagiaires, le module et l'exploitation du progiciel et le module support technique et fonctionnel de la plateforme « REMUFORMPRO ».

MAINTENANCE LOGICIEL REMUFORMPRO : 44908

Chapitre : 932 Fonction : 255 Nature : 6156	
AE 2025	CP 2025
35 000 000 €	100 000 €

La Région Guadeloupe prend en charge l'hébergement ainsi que l'exploitation du logiciel de rémunération des stagiaires, incluant le module de gestion et l'exploitation du progiciel, ainsi que le support technique et fonctionnel de la plateforme REMUFORMPRO. Cette prise en charge permet d'assurer une gestion efficace et fiable des rémunérations des stagiaires engagés dans les actions de formation. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement qui elle, sera à clôturer.

REMUNERATION DES STAGIAIRES : 44909

Chapitre : 932 Fonction : 255 Nature : 65121	
AE 2025	CP 2025
35 000 000 €	5 040 000 €

La collectivité régionale accompagne les stagiaires de la formation professionnelle durant leur parcours de formation. A ce titre, elle finance les indemnités, rémunérations, frais annexes et charges sociales des stagiaires participant aux actions de formation proposées par le Conseil régional. Un décret prévoit une réévaluation annuelle de la rémunération de ces stagiaires. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement pour un montant de 35 000 000 € en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement 2019-2 qui elle, sera à clôturer.

GUADELOUPE FORMAT - REMUNERATION DES STAGIAIRES : 37256

Chapitre : 932 Fonction : 255 Nature : 65121	
AE	CP 2025
	3 300 000 €

L'établissement Guadeloupe Formation est chargé depuis mai 2015, de gérer les indemnités, les rémunérations et les frais annexes, les charges sociales des stagiaires engagés dans les actions de formation financées par le conseil régional. Un décret impose la réévaluation annuelle de la rémunération des stagiaires.

PROGR REG DE FORMATION PRO 2025-HORS DEMAND D' EMPLOI : 44886

Chapitre : 932 Fonction : 258 Nature : 6042	
AE 2025	CP
30 000 000 €	

Le programme régional de formation collective en Guadeloupe vise à renforcer les compétences des actifs en poste, améliorer la compétitivité des entreprises et favoriser la mobilité professionnelle. Il réduit les inégalités d'accès à la formation et soutient le développement économique local. Ce dispositif contribue à une main-d'œuvre qualifiée et adaptée aux besoins du marché. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

PROGR REG DE FORMATION PRO 2025-PUBLIC SPECIFIQUE : 44887

Chapitre : 932 Fonction : 258 Nature : 6042	
AE 2025	CP
30 000 000 €	

Le projet vise à favoriser l'insertion professionnelle et sociale des publics spécifiques, tels que les personnes en situation d'illettrisme ou sous-main de justice. Il permet de développer des compétences de base et professionnelles, tout en facilitant l'accès à l'emploi. Ce dispositif contribue à l'inclusion, à la réinsertion, à la réduction des inégalités et au renforcement de la cohésion sociale sur le territoire. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

AIDES EXCEPTIONNELLES : 37250

Chapitre : 932 Fonction : 258 Nature : 65188	
AE	CP
	28 168 €

Cette enveloppe budgétaire est destinée à prendre en charge les aides permettant de faire face aux dépenses de matériel, transport et autres frais annexes liés à la réalisation des actions de formation en faveur des publics inéligibles aux aides individuelles à la formation.

ACCOMP PARTENAIRES DE LA FORM PRO- TIERS PUBLICS : 44889

Chapitre : 932 Fonction : 258 Nature : 657382	
AE	CP
1 800 000 €	

L'accompagnement des partenaires de la formation professionnelle en Guadeloupe permet de renforcer l'adéquation entre les compétences des actifs et les besoins du marché local. Cela favorise l'employabilité, réduit le chômage et soutient la croissance économique de la région. En collaborant avec ces acteurs, la collectivité améliore l'accès à des formations adaptées et stimule l'innovation dans les secteurs clés. Cela contribue également à la cohésion sociale et au développement durable du territoire. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

SUBV GDE FORMATION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2024 : 43552

Chapitre : 932 Fonction : 258 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	2 400 000 €

L'établissement Guadeloupe Formation exerce des missions de service public de formation professionnelle et d'orientation qui lui sont déléguées par la collectivité régionale. Guadeloupe Formation regroupe le CRFP, le CARIF OREF, l'Ecole Régionale de Deuxième Chance (Er2C), la Cité des Métiers. L'établissement a également en charge le versement de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle du territoire. Les crédits sont destinés à financer les charges nécessaires à la bonne exécution des différentes missions. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement l'AP 2019 25 qui sera à clôturer.

SUBV GPE FORMATION - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2025 : 44881

Chapitre : 932 Fonction : 258 Nature : 657382	
AE 2025	CP 2025
45 000 000 €	6 132 400 €

L'établissement Guadeloupe Formation exerce des missions de service public de formation professionnelle et d'orientation qui lui sont déléguées par la collectivité régionale. Guadeloupe Formation regroupe le CRFP, le CARIF OREF, l'Ecole Régionale de Deuxième Chance (Er2C), la Cité des Métiers. L'établissement a également en charge le versement de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle du territoire. Les crédits sont destinés à financer les charges nécessaires à la bonne exécution des différentes missions. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement l'AP 2019 25 qui elle à clôturer.

CONTRAT PRO : 44884

Chapitre : 932 Fonction : 258 Nature : 65742	
AE 2025	CP
600 000 €	

Cette enveloppe vise à répondre aux défis économiques locaux, en contribuant à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes en 2025. Cette initiative est essentielle pour renforcer la compétitivité des entreprises et réduire le chômage, notamment des jeunes. Sur le plan politique et stratégique, elle s'inscrit dans une volonté de modernisation de l'économie régionale, de réduction des inégalités sociales et d'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre locale, tout en soutenant l'emploi durable à long terme.

ACCOMP PARTENAIRES DE LA FORM PRO- MISSION LOCALE : 44888

Chapitre : 932 Fonction : 258 Nature : 65748	
AE 2025	CP 2025
1 800 000 €	420 000 €

Accusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

La mission locale joue un rôle clé dans l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans qui sont sans emploi, sans formation et sans qualification. Sa mission est d'aider ces jeunes à s'insérer professionnellement et socialement en leur proposant un suivi personnalisé. Il s'agit de soutenir la Mission locale dans action sur le territoire à travers une subvention de fonctionnement. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

DVLPT DE L'APPRENTISSAGE - PRESTATIONS DE SERVICES : 44877

Chapitre : 932 Fonction : 26 Nature : 6042	
AE 2025	CP
12 000 000 €	

La collectivité contribue à la mise en œuvre du développement de l'apprentissage dans son territoire. Elle intervient en complément du financement des OPCO. Il s'agit de financer les dépenses prévues pour favoriser l'accès aux formations en apprentissage en sécurisant les parcours avant et après formation pour la période. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement qui elle, sera à clôturer.

CONTRAT D'EXPLOITATION BEA UMAG : 34488

CHAPITRE : 932 Sous-fonction : 26 Compte nature : 611	
AE	CP 2025
	127 392 €

Il s'agit de liquider la partie fonctionnement des loyers du bail emphytéotique administratif dans le cadre de la réalisation de l'UMAG.

CONTRATS DE GESTION BEA UMAG : 34487

CHAPITRE : 932 Sous-fonction : 26 Compte nature : 611	
AE	CP 2025
	78 381 €

Il s'agit de liquider la partie fonctionnement des loyers du bail emphytéotique administratif dans le cadre de la réalisation de l'UMAG.

AIDE AU PERMIS DE CONDUIRE - JEUNE SERVICE CIVIQUE : 41025

Chapitre : 932 Fonction : 26 Nature : 65188	
AP 2025	CP 2025
214 000 €	29 000 €

Les jeunes en Service Civique, accueillis chaque année au sein des communes et établissements publics de coopération intercommunale, peuvent être accompagnés par la collectivité pour le cofinancement des frais d'examen liés à l'obtention du permis de conduire, dans le cadre de l'accompagnement régional mis en œuvre en faveur de l'insertion professionnelle.

AIDE REGIONALE AUX EMPLOYEURS D'APPRENTIS - AREA : 44883

Chapitre : 932 Fonction : 26 Nature : 65521	
AE 2025	CP
400 000 €	

Les crédits inscrits sont destinés au versement d'une aide régionale aux employeurs d'apprentis (AREA) des formations BAC+2 et plus en 2025. L'AREA vise à encourager l'embauche d'apprentis, à réduire le chômage des jeunes et à soutenir le tissu économique local. Elle favorise la formation professionnelle et l'acquisition de compétences spécialisées pour répondre aux besoins du marché. Ce dispositif soutient la compétitivité des entreprises régionales tout en s'alignant avec les politiques nationales d'apprentissage. Il contribue ainsi à la réduction des inégalités sociales et économiques en Guadeloupe. En somme, l'AREA est un levier stratégique pour l'insertion professionnelle des jeunes et le développement économique régional. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

PRIME REGIONALE PLAN DE RELANCE : 39871

Chapitre : 932 Fonction : 26 Nature : 655238	
AE	CP 2025
	140 000 €

Les crédits inscrits sont destinés au versement d'une aide régionale aux employeurs d'apprentis (AREA) des formations BAC+2 et plus. L'AREA vise à encourager l'embauche d'apprentis, à réduire le chômage des jeunes et à soutenir le tissu économique local. Elle favorise la formation professionnelle et l'acquisition de compétences spécialisées pour répondre aux besoins du marché. Ce dispositif soutient la compétitivité des entreprises régionales tout en s'alignant avec les politiques nationales d'apprentissage. Il contribue ainsi à la réduction des inégalités sociales et économiques en Guadeloupe. En somme, l'AREA est un levier stratégique pour l'insertion professionnelle des jeunes et le développement économique régional.

INTERETS BEA UMAG : 34485

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 26 Compte nature : 6618	
AE	CP 2025
	570 333 €

Il s'agit de liquider la partie intérêt des loyers du bail emphytéotique administratif dans le cadre de la réalisation de l'UMAG.

PROGRAMME DE FORMATION MARITIME : 38504

Chapitre : 932 Fonction : 27 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	30 480 €

Ce projet visant à développer des formations dans ce secteur, permet de renforcer les compétences locales et d'assurer la durabilité des ressources maritimes. En formant aux techniques modernes et respectueuses de l'environnement, l'intérêt est d'améliorer la productivité tout en préservant les écosystèmes marins. Politiquement, cela soutient la transition vers une pêche durable et participe à la réduction des inégalités sociales en offrant des opportunités de développement professionnel

aux habitants des zones côtières. Économiquement, cette initiative vise à stimuler l'activité de pêche locale en permettant à des jeunes de s'installer dans le secteur avec les qualifications nécessaires.

BOURSES SOCIALES 2019-2020 : 37184

Chapitre : 932 Fonction : 27 Nature : 65131	
AE	CP 2025
	250 000 €

Cette enveloppe budgétaire est destinée à engager et assurer le financement des bourses des élèves des formations sociales en première, deuxième ou troisième année des spécialités suivantes : assistant de service social (DEASS), éducateur spécialisé (DEES), éducateur de jeunes enfants (DEEJE), moniteur éducateur (DEME), éducateur technique spécialisé (DETS), conseiller en économie sociale et familiale (DECESF). Elle concerne également le versement de l'indemnité inflation aux stagiaires concernés et prend en compte la réévaluation du montant de la bourse ainsi que les aides aux étudiants.

BOURSES SANITAIRES 2025-2028 : 44873

Chapitre : 932 Fonction : 27 Nature : 65131	
AE 2025	CP 2025
6 000 000 €	150 000 €

Cette enveloppe budgétaire est destinée à engager et à financer les bourses sanitaires des élèves en première, deuxième ou troisième année pour les programmes de formation dans les spécialités suivantes : Infirmier - aide-soignant - auxiliaire de puériculture - puériculteur, sage-femme – ambulancier... Elle concerne également le versement de l'indemnité inflation aux stagiaires concernés et prend en compte la réévaluation du montant de la bourse. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

BOURSES SOCIALES 2025-2028 : 44874

Chapitre : 932 Fonction : 27 Nature : 65131	
AE 2025	CP 2025
6 000 000 €	150 000 €

Cette enveloppe budgétaire est destinée à engager et assurer le financement des bourses des élèves des formations sociales en première, deuxième ou troisième années suivantes : assistant de service social (DEASS), éducateur spécialisé (DEES), éducateur de jeunes enfants (DEEJE), moniteur éducateur (DEME) auxiliaire de vie sociale (DEAVS), conseiller en économie sociale et familiale (DECESF). Elle concerne également le versement de l'indemnité inflation aux stagiaires concernés et prend en compte la réévaluation du montant de la bourse ainsi que les aides aux étudiants. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

BOURSES SANITAIRES 2023-2024 : 42278

Chapitre : 932 Fonction : 27 Nature : 65131	
AE	CP 2025
	250 000 €

Cette enveloppe budgétaire est destinée à engager et à financer les bourses sanitaires des élèves en première, deuxième ou troisième année pour les programmes de formation dans les spécialités suivantes : Infirmier - aide-soignant - auxiliaire de puériculture - puériculteur, sage-femme - ambulancier – psychomotricien... Elle concerne également le versement de l'indemnité inflation aux stagiaires concernés et prend en compte la réévaluation du montant de la bourse.

PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION SANITAIRE : 43620

Chapitre : 932 Fonction : 27 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	4 070 856 €

Cette enveloppe budgétaire est destinée à financer les formations des professionnels de santé, de première, deuxième ou troisième année. Les enjeux sont de garantir une formation de qualité, de répondre aux besoins croissants en personnel qualifié et de renforcer l'efficacité du système de santé afin d'assurer des soins adaptés aux attentes de la population. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION SANITAIRE 2015 : 33461

Chapitre : 932 Fonction : 27 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	3 929 143 €

Cette enveloppe budgétaire est destinée à prendre en charge les formations sanitaires de première, deuxième ou troisième année dans les spécialités suivantes : infirmier - aide-soignant - auxiliaire de puériculture – puériculteur ... Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

PROGRAMME REG DES FORM SANITAIRES 2025-2028- PUBL : 44905

Chapitre : 932 Fonction : 27 Nature : 657382	
AE 2025	CP 2025
15 000 000 €	250 000 €

Ce projet vise à soutenir l'accès à la formation des stagiaires de l'année, en particulier dans le secteur de la santé, afin de renforcer leur expertise et leur employabilité. Cela permet de répondre aux besoins du système de santé tout en offrant aux travailleurs des opportunités de développement professionnel et de mobilité, contribuant ainsi à la pérennité des métiers de la santé et à l'amélioration des conditions de travail. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

PROGRAMME REG DES FORM SOCIALES 2025-2028- DEM EMPLOI : 44907

Chapitre : 932 Fonction : 27 Nature : 65748	
AE 2025	CP 2025
12 000 000 €	250 000 €

Cette enveloppe budgétaire est destinée à prendre en charge les formations dispensées par les centres de formation du secteur social. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement.

TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE : 31858

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 6245	
AE	CP 2025
	22 000 €

Ces crédits permettront la prise en charge, par la collectivité, du transport des lycéens de Guadeloupe à l'édition 2025 du salon de l'orientation, de la formation et des métiers.

TRANSPORT DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE : 31858

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 6245	
AE	CP 2025
	22 000 €

Ces crédits permettront la prise en charge, par la collectivité, du transport des lycéens de Guadeloupe à l'édition 2025 du salon de l'orientation, de la formation et des métiers.

GRATIFICATION STAGE REGIONAL JEUNES EN ENTREPRISE : 30600

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65124	
AE	CP 2025
	202 300 €

575 lycéens et étudiants, âgés de plus de 18 ans, réaliseront une première expérience professionnelle au sein d'une entreprise locale, au cours d'un stage d'un mois (juillet ou août 2025). Ils percevront une gratification de 500 € dont 350 € versés par la collectivité régionale.

FORMATIONS ET STAGES EXTRA-REGIONAUX : 30601

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65124	
AE	CP 2025
	12 700 €

Des étudiants Guadeloupéens, âgés de plus de 18 ans, sont accompagnés chaque année par la collectivité régionale dans la réalisation de leurs stages obligatoires de niveau master. Ces crédits de paiement permettront le versement de leurs bourses extra-régionales.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES ET POST-DOCTORALES : 1810

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65131	
AE	CP 2025
	23 235 €

Ces crédits de paiement concernent l'engagements effectué en faveur d'une bourse doctorale au titre de la promotion 2013/2016 et permettront de procéder au versement de leur solde à l'Université des Antilles, suite à la réception des pièces justificatives prévues par les modalités conventionnelles.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2025/2028 : A CRÉER

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65131	
AE 2025	CP
1 700 000 €	

La création d'une nouvelle autorisation d'engagement est sollicitée en faveur de la mise en œuvre pluriannuelle du dispositif d'attribution, aux laboratoires de recherche locaux, de bourses doctorales, et en remplacement des AE 2016/1, 2018/1, 2018/3 et 2019/2.

AIDES AUX ETUDIANTS 2025/2028 : A CRÉER

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65131	
AE 2025	CP
3 500 000 €	

La création d'une nouvelle autorisation d'engagement est sollicitée en faveur de la mise en œuvre pluriannuelle du dispositif Aide régionale aux étudiants, et en remplacement de l'AE 2019/1.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2016-2019 : 33140

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65131	
AE 2025	CP 2025
	228 000 €

Ces crédits de paiement concernent les engagements en faveur des bourses doctorales. Ils permettront de procéder au versement de soldes de bourses au profit de divers laboratoires de recherches locaux, au titre des promotions 2021/2024 et 2022/2025. La suppression de l'AE 2016/1 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2017-2020 : 35742

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65131	
AE 2025	CP 2025
	24 122 €

Ces crédits de paiement concernent un engagement en faveur d'une bourse doctorale relevant de la promotion 2017/2020. Ils permettront de procéder au versement du solde de cette bourse à l'Université des Antilles, suite à la réception des pièces justificatives dans le respect des termes des conventions en cours. La suppression de l'AE 2018/1 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2018-2021 : 35854

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65131	
AE 2025	CP 2025
	106 030 €

Ces crédits de paiement permettront d'une part, de solder les engagements pris en faveur des bourses doctorales relatives à la promotion 2018-2021, suite à la réception des pièces justificatives, et d'autre part, de verser des soldes de bourses doctorales au titre de la promotion 2022/2025, au

profit de divers laboratoires de recherches locaux. La suppression de l'AE 2018/3 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2019-2022 : 37103

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65131	
AE 2025	CP 2025
	133 771 €

Ces crédits de paiement permettront d'une part, de solder les engagements de bourses doctorales relatives à la promotion 2019-2022 et d'autre part, de verser les acomptes concernant la promotion 2021-2024 et les avances à considérer pour la promotion 2022-2025, au profit de divers laboratoires de recherches locaux. La suppression de l'AE 2019/2 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

AIDES AUX ETUDIANTS 2020-2022 : 37102

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65131	
AE 2025	CP 2025
	515 888 €

Les crédits de paiement sollicités permettront le versement aux étudiants des bourses régionales dues au titre des années universitaires 2024/2025 et 2025/2026, et le paiement d'avances de bourses doctorales relatives à la promotion 2023/2026. La suppression de l'AE 2019/1 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

AIDES AUX ETUDIANTS – MOBILITE QUEBEC : 30603

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65131	
AE	CP 2025
	27 500 €

Cette enveloppe permettra le financement des aides aux étudiants effectuant une partie de leur cursus universitaire au Québec au titre des années universitaires 2024/2025 et 2025/2026, dans le cadre du partenariat établi avec les trois universités de l'UQAM, l'UQAR et l'UQTR.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES ET POST-DOCTORALES : 1810

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 65131	
AE	CP 2025
	23 234 €

Ces crédits de paiement concernent l'engagements effectué en faveur d'une bourse doctorale au titre de la promotion 2013/2016 et permettront de procéder au versement de leur solde à l'Université des Antilles, suite à la réception des pièces justificatives prévues par les modalités conventionnelles.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2016-2019 : 33140

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 65131	
AE	CP 2025
	228 000 €

Ces crédits de paiement concernent les engagements en faveur des bourses doctorales. Ils permettront de procéder au versement de soldes de bourses au profit de divers laboratoires de recherches locaux, au titre des promotions 2021/2024 et 2022/2025. La suppression de l'AE 2016/1 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2017-20 : 35742

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 65131	
AE	CP 2025
	24 122 €

Ces crédits de paiement concernent un engagement en faveur d'une bourse doctorale relevant de la promotion 2017/2020. Ils permettront de procéder au versement du solde de cette bourse à l'Université des Antilles, suite à la réception des pièces justificatives dans le respect des termes des conventions en cours. La suppression de l'AE 2018/1 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2018-2021 : 35854

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 65131	
AE	CP 2025
	106 030 €

Ces crédits de paiement permettront d'une part, de solder les engagements pris en faveur des bourses doctorales relatives à la promotion 2018-2021, suite à la réception des pièces justificatives, et d'autre part, de verser des soldes de bourses doctorales au titre de la promotion 2022/2025, au profit de divers laboratoires de recherches locaux. La suppression de l'AE 2018/3 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

AIDES AUX ETUDIANTS 2019-20 : 37102

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 65131	
AE	CP 2025
	515 888 €

Les crédits de paiement sollicités permettront le versement aux étudiants des bourses régionales dues au titre des années universitaires 2024/2025 et 2025/2026, et le paiement d'avances de bourses doctorales relatives à la promotion 2023/2026. La suppression de l'AE 2019/1 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

AIDES AUX ETUDIANTS - MOBILITE QUEBEC : 30603

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 65131	
AE	CP 2025
	27 500 €

Cette enveloppe permettra le financement des aides aux étudiants effectuant une partie de leur cursus universitaire au Québec au titre des années universitaires 2024/2025 et 2025/2026, dans le cadre du partenariat établi avec les trois universités de l'UQAM, l'UQAR et l'UQTR.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2019-2020 : 37103

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 65131	
AE	CP 2025
	133 771 €

Ces crédits de paiement permettront d'une part, de solder les engagements de bourses doctorales relatives à la promotion 2019-2022 et d'autre part, de verser les acomptes concernant la promotion 2021-2024 et les avances à considérer pour la promotion 2022-2025, au profit de divers laboratoires de recherches locaux. La suppression de l'AE 2019/2 est proposée à l'extinction de l'ensemble des sommes y ayant été engagées.

BOURSES REGIONALES DOCTORALES 2024-2028 : 44803

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 65131	
AE 2025	CP
1 700 000 €	

La création d'une nouvelle autorisation d'engagement est sollicitée en faveur de la mise en œuvre pluriannuelle du dispositif d'attribution, aux laboratoires de recherche locaux, de bourses doctorales, et en remplacement des AE 2016/1, 2018/1, 2018/3 et 2019/2.

AIDES EXCEPTIONNELLES AUX ÉTUDIANTS : 30605

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 65188	
AE	CP 2025
	19 800 €

Ces crédits de paiement doivent permettre d'accompagner des étudiants rencontrant des difficultés conjoncturelles dans le déroulement de leur parcours universitaire durant l'année 2024/2025.

AIDES AUX ETUDIANTS 2025-2028 : 44805

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 65131	
AE	CP
3 500 000 €	

La création d'une nouvelle autorisation d'engagement est sollicitée en faveur de la mise en œuvre pluriannuelle du dispositif Aide régionale aux étudiants, et en remplacement de l'AE 2019/1.

AIDES EXCEPTIONNELLES AUX ETUDIANTS : 30605

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65188	
AE	CP 2025
	19 800 €

Ces crédits de paiement doivent permettre d'accompagner des étudiants rencontrant des difficultés conjoncturelles dans le déroulement de leur parcours universitaire durant l'année 2024/2025.

AIDE AU PERMIS DE CONDUIRE JEUNES EN SERVICE CIVIQUE : 41025

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 253 Compte nature : 65188	
AE	CP 2025
	29 000 €

Les jeunes en Service Civique, accueillis chaque année au sein des communes et établissements publics de coopération intercommunale, peuvent être accompagnés par la collectivité pour le cofinancement des frais d'examen liés à l'obtention du permis de conduire, dans le cadre de l'accompagnement régional mis en œuvre en faveur de l'insertion professionnelle.

SUBVENTIONS-AUTRES SERVICES PERISCOLAIRES & ANNEXES : 30606

Chapitre : 932 Fonction : 288 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	95 933 €

Les crédits de paiement disponibles sur cette enveloppe permettront de cofinancer, au profit des étudiants Guadeloupéens admis en 1^{ère} année à Sciences Po Paris, l'achat de matériel informatique, l'acquisition de livres d'études et le versement d'une majoration de 75% de la bourse nationale, au titre des années universitaires 2024/2025 et 2025/2026, selon les critères définis dans le cadre du partenariat avec l'Institut d'études politiques.

SUBVENTIONS AUTRES SERVICES SCOLAIRES ET ANNEXES : 30606

CHAPITRE 932 Sous-fonction : 288 Compte nature : 65748	
AE	CP 2025
	95 933 €

Les crédits de paiement disponibles sur cette enveloppe permettront de cofinancer, au profit des étudiants Guadeloupéens admis en 1^{ère} année à Sciences Po Paris, l'achat de matériel informatique, l'acquisition de livres d'études et le versement d'une majoration de 75% de la bourse nationale, au titre des années universitaires 2024/2025 et 2025/2026, selon les critères définis dans le cadre du partenariat avec l'Institut d'études politiques.

**FONCTION 3 – CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE,
SPORTS ET LOISIRS**

FONCTION 3 – CHAPITRE 933 – CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

ANIMATION DU FONDS D'AIDE A LA CREATION ET A LA PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE : 7805

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 6042	
AE	CP 2025
	6 400 €

Cette enveloppe est destinée à l'organisation de deux réunions du comité de lecture (logistique, matériel, repas, déplacements), aux avant-premières des films aidés par le fonds, et à la communication.

FESTIVAL TERRE DE BLUES : 44732

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 657358	
AE 2025	CP 2025
600 000 €	150 000 €

Cette enveloppe est consacrée au soutien du festival Terre de Blues qui se déroule chaque année à Marie-Galante.

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX COMMUNES : 21759

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 657348	
AE	CP 2025
	19 800 €

Cette dotation est affectée aux manifestations communales dans le domaine de la culture.

SUBVENTION POUR LES FORMATIONS DES METIERS DU SPECTACLE : 23151

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 6574	
AE	CP 2025
	60 000 €

Cette somme servira à la mise en place des différentes formations à destination des artistes et artistes enseignants du territoire par le PRAS et notamment les Chantiers Nomades.

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ET AUX AUTRES ORGANISMES : 39708

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 6574	
AE	CP 2025
	40 000 €

Cette enveloppe est destinée au financement du dossier Gip cafés-culture, appel de fonds, appel à projets et dossiers de diffusion du spectacle vivant.

SOUTIEN AUX STRUCTURES DE DIFFUSION CULTURELLE : 19981

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	64 000 €

Il s'agit de soutenir les initiatives collaboratives et structurantes en matière de diffusion artistique, d'ingénierie culturelle et en lien avec le soutien à l'emploi culturelle.

ARTS PLASTIQUES CREATION, DIFFUSION FORMATION ET PRATIQUE : 26612

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	20 000 €

Cette enveloppe est consacrée à l'aide à la création et à la diffusion des arts plastiques.

Elle est aussi dédiée à la promotion, aux niveaux régional et international, des porteurs de projets accompagnés par le fonds d'aide régional, ainsi que des ressources matérielles et immatérielles, afin d'augmenter l'attractivité et donc l'employabilité des tournages en Guadeloupe.

DEPLACEMENT DES ARTISTES : 19973

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	40 000 €

Il s'agit de valoriser la création artistique guadeloupéenne en favorisant l'itinérance des productions, dans la zone caribéenne et au-delà, à travers une aide au déplacement.

CONVENTION CNC : AIDE CREATION PRODUCTION
CINEMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUEL : 24372

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	20 000 €

Cette enveloppe est dédiée à la part Région de l'avenant financier de la convention de coopération cinématographique et audiovisuelle CNC/Etat/Région.

CONVENTION CNC : DIFFUSION, FORMATION, AIDE AUX SALLES,
EDUCATION A L'IMAGE : 25427

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	30 000 €

Cette enveloppe est consacrée au volet diffusion de la convention de coopération cinématographique et audiovisuelle CNC/Etat/Région : Aide aux festivals, opérations récurrentes : FEMI, Festival Nouveaux Regards, festival Mondes en vue et autres actions de diffusion

ACCOMPAGNEMENT DE LA CHAÎNE DU LIVRE : 19983

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	15 000 €

Cette enveloppe est consacrée à l'édition et aux manifestations autour du livre : Prix Carbet des lycéens, Festival de poésie, Caribulles, Festival des écritures d'Amérique, etc.

ACTION DE CONSERVATION ET DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE IMMATERIEL : 19972

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	16 000 €

Cette dotation est destinée principalement au financement de diverses actions d'inventaire et de valorisation du patrimoine culturel immatériel.

ACTIONS DE SENSIBILISATION A TOUTES LES FORMES DE CULTURE : 20038

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	20 000 €

Subventions destinées aux associations qui contribuent à valoriser le patrimoine et la culture au travers d'actions de sensibilisation de tous les publics.

AIDE A LA PRODUCTION ET A LA CREATION ARTISTIQUE : 19970

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 65748	
AE	CP 2025
	72 000 €

Cette enveloppe est consacrée à aider les artistes à créer et à produire des œuvres et spectacles faisant rayonner l'identité guadeloupéenne.

MANIFESTATIONS CULTURELLES D'INTERET REGIONAL : 30538

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 65748	
AE	CP 2025
	50 000 €

Cette enveloppe permettra de maintenir des manifestations qui contribuent à l'animation du territoire et qui ont un rayonnement régional.

CARNAVAL - AIDE AUX GROUPES CARNAVALESQUES : 19977

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 311 Compte nature : 65748	
AE	CP 2025
	120 000 €

Subventions destinées à soutenir la participation des groupes carnavalesques au carnaval 2025.

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR LE MEMORIAL ACTE : 42398

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 314 Compte nature : 657382	
AE 2021	CP 2025
30 000 000 €	4 073 675 €

Dépense statutaire destinée à prendre en charge les dépenses de fonctionnement du mémorial Acte dans le cadre de l'EPCC.

SOUTIEN AUX TRAVAUX SCIENTIFIQUES ET EXPOSITIONS : 19982

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 314 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	20 000 €

Subventions destinées à des associations qui contribuent à la diffusion d'un savoir scientifique autour du patrimoine et de l'archéologie, à travers des expositions, des colloques scientifiques.

PRESTATIONS DE SERVICE – INVENTAIRE ET PATRIMOINE : 22969

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 318 Compte nature : 6042	
AE	CP 2025
	24 000 €

Cette dotation est principalement affectée à des prestations de service touchant l'inventaire (commande de plans, photographies, relevés...) et l'animation du patrimoine.

SOUTIEN A LA RECHERCHE ET VALORISATION ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE – ORGANISMES PUBLICS : 30679

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 318 Compte nature : 657382	
AE	CP 2025
	20 000 €

Subvention à des organismes publics (CNRS, INRAP...) en vue de participer au financement de fouilles archéologiques prévues dans le cadre de la convention Etat/Région en archéologie, ainsi que la valorisation de ces recherches.

VALORISATION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE : 19962

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 318 Compte nature : 657382	
AE	CP 2025
	12 000 €

Dotation destinée à financer les projets de valorisation et d'animation du patrimoine (exposition, conférence, colloques...) portés par des organismes publics, notamment l'université des Antilles.

SOUTIEN A LA RECHERCHE ET VALORISATION ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE – ASSOCIATIONS : 30680

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 318 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	20 000 €

Subvention à des associations en vue de participer au financement de fouilles archéologiques prévues dans le cadre de la convention Etat/Région en archéologie ainsi que des projets hors conventions (fouilles sous-marine, valorisation...)

DOTATION DE FONCTIONNEMENT DU CREPS : 39 908

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 324 Compte nature : 6558	
AE	CP 2025
	100 000 €

Financement du droit à compensation du CREPS pour l'année 2025.

SOUTIEN AUX SPORTS ET AUX EVENEMENTS SPORTIFS : 19984

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 326 Compte nature : 65742	
AE	CP 2025
	363 310 €

Actions de soutien aux associations sportives, aux sportifs de haut niveau et autres organisations sportives.

SOUTIEN AUX SPORTS ET SPORTIFS DE HAUT NIVEAU : 30671

CHAPITRE : 933 Sous-fonction : 326 Compte nature : 65748	
AE	CP 2025
	1 220 690 €

Soutien aux associations, aux ligues, comités, sportifs, aides individuelles aux sportifs de haut niveau et jeunes espoirs sportifs. Cette dotation financera également les contrats d'objectifs et de moyens qui seront signés avec les ligues et comités sportifs, ainsi que les événements récurrents.

ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE : 19986

Chapitre 933 Sous-fonction : 338 Compte nature : 65748	
AE	CP 2025
	5000 €

Il s'agit de prévoir les crédits destinés à poursuivre l'accompagnement, par la collectivité, des actions menées par les associations en faveur de la jeunesse.

FONCTION 4 – SANTE ET ACTION SOCIALE

FONCTION 4 – CHAPITRE 934 – SANTE ET ACTION SOCIALE
--

CONTRATS URBAINS DE COHESION SOCIALE : 29442

Chapitre : 934 Fonction : 4232 Nature : 65 748	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit d'accompagner la nouvelle politique de la ville - quartier prioritaire de la ville (Quartier 2030).

FONCTION 5 – AMENAGEMENTS DES TERRITOIRES ET HABITAT

FONCTION 5 – CHAPITRE 935 – AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS : 35785

CHAPITRE : 935 Fonction : 057 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	35 000 €

Notamment l'agence caraïbienne de la cybersécurité (ANCYB).

MAINTENANCE LOGICIEL TIC : 44702

CHAPITRE : 935 Fonction : 057 Nature : 6156	
AE	CP 2025
	180 000 €

Ensemble des maintenances pour les logiciels/applications TIC (E-Guadeloupe, Guadeloupe Numérique, et Wifi Territorial).

ETUDES AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : 29443

Chapitre : 935 Fonction : 501 Nature : 617	
AE	CP 2025
	62 500 €

Il s'agit de permettre d'accompagner et de sécuriser juridiquement la procédure de révision du Schéma d'Aménagement Régional.

SCHEMA DES EQUIPEMENTS SPORTIFS : 43530

Chapitre : 935 Fonction : 515 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	15 000 €

Il s'agit de réaliser un diagnostic de l'ensemble des équipements sportifs à l'échelle régionale afin d'optimiser l'aide à la décision.

CELLULE D'INGENERIE POUR LES COMMUNES : 43529

Chapitre : 935 Fonction : 515 Nature : 617	
AE	CP 2025
	8 000 €

Il s'agit d'accompagner les collectivités dans le cadre de la cellule d'assistance.

LA REMISE A NIVEAU DES PARCOURS SPORTIFS : 39844

CHAPITRE : 935 Fonction : 52 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	5 000 €

Il s'agit de prévoir une animation pour les parcours sportifs de santé réalisés par la région en complément des actions déjà prévues par l'ARS.

SUBVENTION AUX OPERATEURS ARAH : 41068

Chapitre : 935 Fonction : 54 Nature : 65741	
AE	CP 2025
	133 000 €

Il s'agit de financer le partenariat développé avec le CAUE dans le cadre de l'amélioration de l'habitat.

ETUDE D'ELABORATION DE LA STRATEGIE DU LITTORAL : 43570

Chapitre : 935 Fonction : 56 Nature : 617	
AE	CP 2025
	80 000 €

Il s'agit de lancer l'étude d'élaboration de la stratégie intégrée du littoral.

DISPOSITIF CHEQUE TIC - CHEQUES AIDES AUX ENTRPRISES : 36034

Chapitre : 905 Fonction : 57 Nature : 20421	
AE 2025	CP 2025
2 500 000 €	

Il s'agit de poursuivre la mise en œuvre du dispositif « Chèque TIC » permettant de financer les projets numériques des entreprises et associations. Le prestataire en charge du traitement des dossiers ayant bénéficié d'une avance de fonds, l'inscription de crédits de paiement au budget primitif n'est pas nécessaire.

MAINTENANCE DU LOGICIEL DESENCLAVEMENT MARITIME : 38465

CHAPITRE : 935 Fonction : 57 Nature : 6156	
AE	CP 2024
	65 000 €

Crédits destinés à la maintenance du logiciel employé dans le cadre du dispositif d'aide au désenclavement des îles du sud, qui se traduit par l'octroi d'une réduction du prix du billet au bénéfice des usagers.

ETUDES INGENIERE RELATIVES A DES PROJETS TIC : 30772

CHAPITRE : 935 Sous-fonction : 57 Compte nature : 617	
AE	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit de disposer de l'accompagnement technique juridique et financière dans la gestion des délégations de services publics GCN et Guadeloupe Digital ainsi que du MGP câbles Iles du sud.

ETUDE NATURE EN VILLE : 43568

CHAPITRE : 935 Fonction : 588 Nature : 617	
AE	CP 2025
	40 000 €

Il s'agit de définir les contours d'une stratégie de renaturation et d'aménagement d'espaces naturels en ville.

DISPOSITIF CHEQUES TIC HONORAIRES : 36035

CHAPITRE : 935 Fonction : 57 Nature : 62268	
AE 2025	CP 2025
388 953 €	

Il s'agit de la rémunération du prestataire en charge du traitement des dossiers émergeant au dispositif « Chèque TIC ». Ce prestataire ayant bénéficié d'une avance de fonds, l'inscription de crédits de paiement au budget primitif n'est pas nécessaire.

DIVERSES PRESTATIONS POUR LE SAR : 30775

CHAPITRE : 935 Fonction : 588 Nature : 6238	
AE	CP 2025
	411 062 €

Il s'agit de mener à bien l'élaboration du projet de révision du Schéma d'Aménagement Régional.

DIVERSES PRESTATIONS POUR LE SAR : 44717

CHAPITRE : 935 Fonction : 588 Nature : 6238	
AE 2025	CP 2025
1 262 845 €	250 000 €

Il s'agit d'une prestation en matière de communication dans le cadre de l'élaboration du projet de révision du Schéma d'Aménagement Régional. Elle est susceptible d'être renouvelée deux fois, d'où la création d'une autorisation d'engagement.

DIVERS PRESTATIONS DE CARTOGRAPHIE : 43611

CHAPITRE : 935 Fonction : 588 Nature : 6238	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit de faire réaliser des prestations pointues de cartographie relatives à la stratégie régionale de sobriété foncière.

CONCOURS DIVERS (COTISATIONS) : 41080

CHAPITRE : 935 Fonction : 588 Nature : 6281	
AE	CP 2025
	5 000 €

Il s'agit de la cotisation annuelle de la Région au CEREMA (appui en ingénierie).

FONCTION 6 – ACTION ECONOMIQUE

FONCTION 6 – CHAPITRE 936 – ACTION ECONOMIQUE

ACHAT DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES : 44712

CHAPITRE : 936	
Fonction : 61	
Nature : 6042	
AE 2025	CP 2025
500 000 €	180 000 €

Il s'agit d'abonder l'autorisation d'engagement et de prévoir les crédits de paiement afférents à la réalisation des rapports annuels sur la mise en œuvre du régime de l'octroi de mer pour les années 2023 à 2024, du rapport d'évaluation à mi-parcours dudit régime à remettre au préfet de région le 30 juin 2025 au plus tard.

MISE EN ŒUVRE DES GRANDS EVENEMENTS ECONOMIQUES REGIONAUX : 43518

CHAPITRE : 936	
Fonction : 61	
Nature : 6042	
AE	CP 2025
	130 000 €

Il s'agira d'assurer le volet organisation des grands événements économiques régionaux parmi lesquels on retrouvera notamment au niveau de la DGAE : le concours régional de l'entrepreneuriat, A green start up, la conférence de l'économie sociale et solidaire.

SUBVENTION ORGANISME PUBLICS DIVERS : 38500

Chapitre : 936	
Fonction : 61	
Nature : 657382	
AE	CP 2025
	6 000 €

Accès Fichiers Bancaires (FIBEN).

ACCOMPAGNEMENT DES ACTIONS DE PROMOTION COLLECTIVES : 43517

CHAPITRE : 936	
Fonction : 61	
Nature : 65748	
AE	CP 2025
	470 000 €

Il s'agit de financer, via des subventions, les actions de promotion des acteurs institutionnels partenaires de la collectivité régionale.

SOUTIEN AUX ACTIONS COLLECTIVES, AIDES AUX PRIVES : 42316

CHAPITRE : 936	
Fonction : 61	
Nature : 65748	
AE	CP 2025
	30 000 €

Il s'agit d'accompagner financièrement les actions collectives portées par des associations ou porteurs de projet dans le domaine de l'évènementiel.

INGENIERIE FINANCIERE-DISPOSITIF MICRO-CRÉDIT : 20040

CHAPITRE : 936 Sous fonction : 61 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	250 000 €

Il s'agit d'apporter un soutien aux associations qui évoluent dans l'appui à la création d'entreprises (INITIATIVE Guadeloupe et L'ADIE).

ACTIONS COLLECTIVES ARACT : 30674

CHAPITRE : 936 Sous fonction : 62 Nature : 65742	
AE	CP 2025
	100 000 €

L'Association Régionale pour l'Amélioration des conditions de Travail en Guadeloupe (ARACT) exerce une mission d'intérêt général en appuyant les entreprises dans leur démarche visant à améliorer les conditions de travail des salariés et leur performance économique. Il s'agit de participer au financement du programme d'activité de la structure pour 2023.

PARTENARIAT TSA 43532

CHAPITRE : 936 Sous-fonction : 62 Compte nature : 65748	
AE	CP 2025
	160 000 €

Dans le cadre d'un projet partenarial avec le TSA, cette enveloppe permet le déploiement du projet CAP 100 emplois visant l'emploi pérenne d'ouvriers agricoles qualifiés. Un dispositif structurant dans un contexte de pénurie de main d'œuvre agricole sur les exploitations agricoles du territoire.

SOUTIEN A L'ECONOMIE BLEUE - DIVERS PRESTATIONS DE SERVICE : 20442

CHAPITRE 936 Fonction : 6311 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	100 000 €

Ces crédits serviront à financer les travaux de concertation nécessaires à la création du Parlement de la Mer (Évolution du Mercato) ainsi que les diverses prestations de service liés à la mise en œuvre des projets structurants liés au développement de l'économie bleue.

DIVERSES PRESTATIONS : 36051

CHAPITRE : 936 Sous-fonction : 6311 Compte nature : 6042	
AE	CP 2025
	210 000 €

La collectivité régionale porte un certain nombre de projets qui requièrent parfois une l'expertise technique. Cette enveloppe pour 2025 permettra d'accompagner une étude globale sur le modèle économique de la filière canne prioritairement mais aussi des expertises et audits nécessaires pour accompagner l'aide à la décision.

SALONS, FOIRES-CHAMB. D'AGRICULTURE& DIVERS : 34691

CHAPITRE : 936 Sous-fonction : 6311 Compte nature : 657382	
AE	CP 2025
	30 000 €

Les professionnels agricoles et agroalimentaires ont besoin d'espaces de promotion de leur activité pour mettre en valeur la qualité de leurs produits et leur savoir-faire. Cette enveloppe est destinée à accompagner des actions de promotion et de valorisation de la production locale notamment JOU A TRADYSION 2024.

SOUTIEN A L'ECONOMIE BLEUE – SUBV FONCTIONNEMENT : 44794

CHAPITRE : 936 Fonction : 6311 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit pour la Région d'accompagner les marins en mobilisant les dispositifs cadres d'aides régionales à la structuration des entreprises de la pêche et de l'aquaculture, à l'emploi et à la formation des marins, et au développement local par les associations de pêche et d'aquaculture.

MIR / PLATEFORME LOGISTIQUE / MNR / AUTRES MARCHES : 44787 - 44788

CHAPITRE : 936 Sous-fonction : 6312 Comptes natures : 65748 - 617	
AE	CP 2025
1 000 000 €	

Cette enveloppe permettra de soutenir des initiatives et de réaliser des prestations visant la structuration de la commercialisation de la production agricole, notamment sur les marchés et magasins de producteurs, le projet MIR et/ou plateforme logistique et la restauration collective.

PAC 23-27 ACTION 23 TRANSFERTS AUX CONSEILS REGIONAUX : 42457

CHAPITRE : 936 Sous-fonction : 6312 Compte nature : 74718	
AE	TITRE 2025
	935 730 €

Cette enveloppe budgétaire est dédiée à la recette perçue par la collectivité au titre de la dotation de l'État pour sa participation au cofinancement des projets FEADER post 2023.

PROJETS STRUCTURANTS - INCUBATEUR & EMERGENCE AGRI/AGRO : 44785 - 44786

CHAPITRE : 936 Sous-fonction : 6318 Comptes natures : 65748 - 617	
AE	CP 2025
1 000 000 €	

Ces enveloppes permettront de soutenir des initiatives et de réaliser des prestations visant l'émergence de nouvelles filières, productions, projets structurants, d'intérêt économique et à forte

valeur ajoutée sur des sujets prioritaires tels que fournis maniocs, risques climatiques, incubateurs agricoles, fournitures de semences et plants sains, etc.

FRAIS D'ETUDE : 38499

Chapitre : 936 Fonction : 632 Nature : 617	
AE 2025	CP 2025
636 000 €	246 000 €

Poursuite projet ZOBAN.

Enquête Flux Touristiques.

Divers achats de données tels hébergements touristiques, suivi du transport aérien et autres nécessaires à l'activité de l'observatoire.

ALLEGEMENT DU PRIX DU CARBURANT AU PROFIT DES TRANSPORTEURS DE MARCHANDISES DU SECTEUR DU BTP (BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS) : 30731

CHAPITRE : 936 Fonction : 632 Nature : 65742	
AE	CP 2025
	100 000 €

Cette somme est destinée au remboursement forfaitaire de la taxe spéciale de consommation sur le carburant (gazole) consommé par certains véhicules affectés exclusivement au transport de marchandises du secteur du BTP (Bâtiment et Travaux Public) au cours de l'année 2024 (et en 2023 sous certaines conditions). Sur le fondement de la délibération cadre dans la délibération n° CR/11-1807 du 2 décembre 2011, le remboursement s'effectue sur la base d'un volume forfaitaire annuel de 13 000 litres et d'un montant forfaitaire de 0,08 € par litre de gazole : le montant par véhicule et par an est de 1 040 €.

REMBOURSEMENT DE LA TAXE D'OCTROI DE MER REGIONAL : 37140

CHAPITRE : 936 Fonction : 632 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit de prévoir des provisions pour répondre aux demandes de remboursements de la taxe d'octroi de mer régional.

ALLEGEMENT DU PRIX DU CARBURANT AU PROFIT DES ARTISANS TAXI ET TPMR : 30669

CHAPITRE : 936 Fonction : 632 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	500 000 €

Cette somme est destinée au remboursement de la taxe spéciale de consommation sur les carburants utilisés par les artisans-taxis et les transporteurs de personnes à mobilité réduite (TPMR) au cours de l'année 2024 (et en 2023 sous certaines conditions). Sur le fondement de la délibération cadre n° CR/16-599 du 1^{er} septembre 2016 modifiée, ce remboursement s'effectue sur la base d'un

volume forfaitaire annuel de 5 000 litres par véhicule : le montant par véhicule et par an est de 1 400 € pour le gazole et de 2 450 € pour l'essence.

ROUTE DU RHUM 2026_ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES : 34662

CHAPITRE : 936 Fonction : 633 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	390 000 €

Il s'agit, dans le cadre de la Route du Rhum 2026, de prévoir les crédits de paiement en vue du règlement du 2^{ème} acompte prévu au contrat de sponsoring pour l'édition 2026.

EVENEMENTIEL RDR : 44833

CHAPITRE : 936 Fonction : 633 Nature : 6042	
AE 2025	CP 2025
2 000 000 €	60 000€

Il s'agit de créer une AE de 2 000 000 € sur 2 ans afin d'anticiper sur les dépenses relatives à l'organisation de la Route du Rhum destination Guadeloupe 2026.

ETUDES ET RECHERCHES EN MATIERE DE TOURISME – OBSERVATOIRE REGIONAL DU TOURISME : 32067

CHAPITRE : 936 Fonction : 633 Nature : 617	
AE	CP 2025
	3 960 €

Cette ligne permet de payer le solde de la prestation liée à la mise à disposition et à la maintenance du système d'information touristique.

FONCTIONNEMENT DU CTIG : 37306

CHAPITRE : 936 Fonction : 633 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	1 000 000 €

Cette ligne dédiée à la subvention de fonctionnement du CTIG, salaires et charges, loyers, pour l'année 2025.

ROUTE DU RHUM_SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT : 36031

CHAPITRE : 936 Fonction : 633 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit, dans le cadre de la Route du Rhum 2022, de prévoir les crédits de paiement des soldes de subvention après réception des rapports d'exécution finaux des EPCI, en particulier la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre.

ALLEGEMENT DU PRIX DU CARBURANT AU PROFIT DES EXPLOITANTS DE VOITURES DE GRANDE REMISE ET DE TOURISME : 30668

CHAPITRE : 936 Fonction : 633 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	10 000 €

Cette somme est destinée au remboursement de la taxe spéciale de consommation sur les carburants utilisés par les exploitants de voitures de transport avec chauffeur, anciennement dénommés « exploitants de voitures de grande remise et de tourisme », au cours de l'année 2024 (et en 2023 sous certaines conditions). Sur le fondement de la délibération cadre n° CR/02-366 du 28 mars 2002, ce remboursement s'effectue sur la base d'un volume forfaitaire annuel de 2 000 litres par véhicule : le montant par véhicule et par an est de 560 € pour le gazole et de 980 € pour l'essence.

PRESTATIONS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ESS : 42370

CHAPITRE : 936 Fonction : 65 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	6 300 €

Il s'agit d'appuyer les services régionaux à la création de la Société coopérative d'intérêt collectif visant à favoriser le développement d'activités dans l'ESS notamment dans l'agritourisme.

DISPOSITIF SERVICE CIVIQUE : 39884

Chapitre 936 Sous-fonction : 65 Compte nature : 657382	
AE 2021/2	CP 2025
779 678 €	438 000 €

Les crédits de paiement doivent permettre de procéder au versement mensuel de l'indemnité de subsistance au profit des jeunes accueillis en Service civique dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale sur les périodes 2024/2025 et 2025/2026, conformément aux engagements conventionnels pris avec l'État. L'augmentation de l'autorisation de programme doit permettre d'engager le montant des indemnités de subsistance à prévoir au profit des futures cohortes de jeunes devant être accueillis en Service civique à compter de 2025.

DISPOSITIFS SERVICE CIVIQUE 2021 : 39884

Chapitre : 936 Fonction : 65 Nature : 657382	
AE 2025	CP 2025
779 678 €	438 000 €

Les crédits de paiement doivent permettre de procéder au versement mensuel de l'indemnité de subsistance au profit des jeunes accueillis en Service civique dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale sur les périodes 2024/2025 et 2025/2026, conformément aux engagements conventionnels pris avec l'Etat. L'augmentation de l'autorisation de programme

doit permettre d'engager le montant des indemnités de subsistance à prévoir au profit des futures cohortes de jeunes devant être accueillis en Service civique à compter de 2025.

DISPOSITIF EMPLOI TREMLIN : 30559

CHAPITRE : 936 Fonction : 65 Nature : 65741	
AE	CP 2025
	133 000 €

La Région poursuit le dispositif « emploi tremplin » en faveur des entreprises du secteur classique et structures de l'Économie Sociale et Solidaire. Il s'agit d'une aide incitative au recrutement et à la création d'emploi pérenne.

DISPOSITIF EMPLOI TREMLIN (ENTREPRISES) : 44818

CHAPITRE : 936 Fonction : 65 Nature : 65742	
AE 2025	CP 2025
1 600 000 €	100 000 €

La Région fera évoluer le dispositif « emploi tremplin » en faveur des entreprises du secteur classique en proposant un nouveau cadre réglementaire.

ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES -CONTRATS DE PROF. 2024 : 43550

Chapitre : 936 Fonction : 65 Nature : 65742	
AP	CP 2025
	81 650 €

Cette enveloppe vise à répondre aux défis économiques locaux, en contribuant à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes. Cette initiative est essentielle pour renforcer la compétitivité des entreprises et réduire le chômage, notamment des jeunes. Sur le plan politique et stratégique, elle s'inscrit dans une volonté de modernisation de l'économie régionale, de réduction des inégalités sociales et d'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre locale, tout en soutenant l'emploi durable à long terme. Création d'une nouvelle autorisation d'engagement en remplacement de l'ancienne autorisation d'engagement qui sera à clôturer.

AIDES AUX SIAE 2025-2028 : 44817

CHAPITRE : 936 Fonction : 65 Nature : 65748	
AE 2025	CP 2025
1 500 000 €	50 000 €

La région a clairement affiché sa volonté de soutenir le secteur de l'IAE (Insertion par l'Activité Économique) s'agissant d'un secteur clé de l'ESS. La collectivité entend ainsi accompagner les initiatives locales portées par les structures de l'IAE en particulier celles qui proposent des supports d'insertion innovants et offrant des perspectives de développement économique.

DISPOSITIF EMPLOI TREMLIN (ASSOCIATIONS) : 44819

CHAPITRE : 936 Fonction : 65 Nature : 65748	
AE 2025	CP 2025
1 600 000 €	50 000 €

La Région poursuit le dispositif « emploi tremplin » en faveur des associations en proposant un nouveau cadre réglementaire.

ACCOMPAGNEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION : 42378

CHAPITRE : 936 Fonction : 65 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	100 000 €

Il s'agit de solder les opérations portées par des structures relevant de l'IAE (Insertion par l'Activité Économique).

SOUTIEN A LA STRUCTURATION ET AU DEVELOPPEMENT DE L'ESS : 37185

CHAPITRE : 936 Fonction : 65 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	150 700 €

Il s'agit de solder les opérations portées par les structures d'accompagnement de l'ESS (Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire des Iles de Guadeloupe (CRESS IG) ou encore France Active Guadeloupe).

ETUDES ECONOMIQUES, TRANSVERSALES ET OBSERVATOIRE ECONOMIQUE REGIONAL : 24298

CHAPITRE 936 Fonction : 66 Nature : 611	
AE	CP 2025
	60 000 €

Dans le cadre de la mise en place de l'agence régionale de développement économique, il s'agit de lancer une étude visant à la définition des éléments de préfiguration de l'agence régionale de développement économique, tant sur ses missions, sa structure, sa gouvernance et ses activités futures.

MISE EN PLACE DE LA STRATEGIE REGIONALE POUR L'INNOVATION : 37104

CHAPITRE : 936 Sous fonction : 67 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	6 000 €

Cotisation à la technopole de service I NOVA.

DISPOSITIF JEUNE DOCTEUR ORGANISMES PUBLICS : 42269

CHAPITRE : 936 Sous fonction : 67 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	12 000 €

Il s'agit d'encourager le transfert technologique et la valorisation des travaux de recherche de jeunes docteurs par le biais d'une création d'entreprise.

SUB. ORGANISMES PRIVES PR LA RECHERCHE, L'INNOVATION & LA CULTURE SCIENTIFIQUE : 21781

CHAPITRE : 936 Sous fonction : 67 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	212 000 €

Vulgarisation de la culture scientifique.

SUBVENTION ORGANISMES PRIVES POUR LA RECHERCHE, L'INNOVATION & LA CULTURE SCIENTIFIQUE : 30630

CHAPITRE : 936 Sous-fonction : 67 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	420 000 €

Il s'agit notamment de financer le programme d'activités 2024 de Synergile.

ACHAT PRESTATIONS DE SERVICES : 39895

Chapitre : 936 Fonction : 68 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	28 000 €

Hébergement plate-forme Karugéo.

Cotisation OpenDataFrance.

Cotisation Afigéo.

ANIMATION TERRITORIALE : 44814

CHAPITRE : 936 Fonction : 68 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit d'accompagner les actions de promotion et d'animation visant le développement de l'ESS.

DISPOSITIF SERVICE CIVIQUE : 34587

Chapitre : 936 Fonction : 68 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	39 674 €

La collectivité confie à l'Agence de Services et de Paiement (ASP) la mise en paiement des indemnités de subsistance à verser mensuellement aux jeunes accueillis en Service civique au sein des communes et établissements publics de coopération intercommunale. Les crédits de paiement doivent permettre le paiement des frais de gestion liés à cette prestation, conformément au marché conclu pour la période 2024/2025.

DISPOSITIF SERVICE CIVIQUE : 34587

Chapitre 936 Sous-fonction : 68 Compte nature : 657382	
AE	CP 2025
	39 674 €

La collectivité confie à l'Agence de Services et de Paiement (ASP) la mise en paiement des indemnités de subsistance à verser mensuellement aux jeunes accueillis en Service civique au sein des communes et établissements publics de coopération intercommunale. Les crédits de paiement doivent permettre le paiement des frais de gestion liés à cette prestation, conformément au marché conclu pour la période 2024/2025.

AIDES AUX STRUCTURES DE L'ESS : 34501

CHAPITRE : 936 Fonction : 68 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	50 000 €

Il s'agit d'accompagner le développement des structures relevant de l'ESS à travers des financements attribués notamment dans le cadre de l'ARSESS.

AIDES AUX STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT 2025-2028 : 44816

CHAPITRE : 936 Fonction : 68 Nature : 65748	
AE 2025	CP 2025
1 200 000 €	210 000 €

Il s'agit de renforcer l'écosystème d'accompagnement des structures de l'ESS à travers le financement de la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire des Iles de Guadeloupe (CRESS IG) ou encore France Active Guadeloupe. La Région entend ainsi consolider et créer de l'emploi dans des structures de l'ESS contribuant à une dynamique de structuration du secteur.

FONCTION 7 – ENVIRONNEMENT

FONCTION 7 – CHAPITRE 937 – ENVIRONNEMENT

ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES : 43595

CHAPITRE : 937	
Fonction : 71	
Nature : 6042	
AE	CP 2025
	40 000 €

Les crédits de paiement doivent permettre de financer le marché pour la réalisation de la stratégie régionale en faveur de la biodiversité.

DIVERSES PRESTATIONS DE SERVICE – PLANIFICATION : 43571

CHAPITRE : 937	
Fonction : 71	
Nature : 6042	
AE	CP 2025
	20 000 €

Dans le cadre de l'obligation légale imposée par la loi de finance 2024, d'élaborer une annexe « Impact du budget pour la transition écologique » (appelé aussi budget vert) au compte administratif 2024, la collectivité se fait accompagner par divers prestataires.

DIVERSES PRESTATIONS DE SERVICE - PROGRAMME SARG'COOP : 38428

CHAPITRE : 937	
Fonction : 71	
Nature : 6042	
AE 2025	CP 2025
2 000 000 €	35 000 €

Il faudra concevoir la préparation, la diffusion de tout type de support de communication du programme de coopération pour informer, valoriser les actions issues du programme SARGCOOP1.

ETUDES, ASSISTANCE A MATRISE D'OUVRAGE ET GESTION DE PROJET – PLANIFICATION ECOLOGIQUE : 43572

CHAPITRE : 937	
Fonction : 71	
Nature : 617	
AE	CP 2025
	60 000 €

Dans le cadre du parcours de la planification écologique (adaptation et atténuation), la collectivité va lancer un marché de prestation visant à l'élaboration de la stratégie régionale en matière de transition écologique.

**ETUDES, ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ET GESTION DE PROJET –
PROGRAMME DE COOPERATION ENVIRONNEMENTALE : 38429**

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 617	
AE 2025	CP 2025
2 000 000 €	200 000 €

La collectivité régionale aura recours à des prestations d'assistance technique, administrative et financière afin de conduire la mise en œuvre du programme SARGCOOP II.

AUTRES PRESTATATIONS SARGCOOP II : 38430

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 6288	
AE	CP 2024
2 000 000 €	35 000 €

Le forum caribéen des sargasses, plateforme d'information et d'échanges sur les sargasses, mis en place dans le cadre de SARGCOOP1 doit poursuivre son déploiement et son animation. Par ailleurs, dans le cadre du volet internationalisation de SARGCOOP, la collectivité devra monter le dossier de participation de SARGCOOP aux travaux la CNUO et du Congrès mondial de la nature et également organiser des animations autour du thème des sargasses. Pour l'ensemble de ces projets, il est prévu la passation d'un marché de prestations de services.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : 39934

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657348	
AE	CP 2025
	26 025 €

Il s'agit de solder la participation régionale dans le financement du poste de chargé de mission Sargasses au SIPS.

**SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE COMMUNE :
43597**

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657348	
AE	CP 2025
	20 000 €

Les crédits de paiement doivent accompagner les premières actions des communes en faveur de la protection de la biodiversité.

**APPEL A PROJET UN ECOPROJET POUR MA GUADELOUPE AUTRES
COMMUNES : 44770**

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657348	
AE 2025	CP 2025
250 000 €	

Cette nouvelle autorisation d'engagement doit permettre à la région de mener les actions en faveur de l'éducation au développement durable. La ligne de crédit correspondante est liée à la nécessité de recourir à des prestations externes pour les manifestations qui y sont liées.

SOUTIEN AUX ACTIONS ENFAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE : 43591

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657348	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit de soutenir le programme d'actions en faveur de l'économie circulaire qui sera porté par les communes.

SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE EPCI : 43596

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657358	
AE	CP 2025
	10 000 €

Les crédits de paiement doivent accompagner les premières actions des EPCI en faveur de la protection de la biodiversité.

SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE : 43590

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657358	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit de soutenir le programme d'actions en faveur de l'économie circulaire qui sera porté par les EPCI.

SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE ORGANISMES DROIT PRIVE : 43593

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657358	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit de soutenir le programme d'actions en faveur de l'économie circulaire qui sera porté par les organismes privés.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : 35792

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	35 000 €

Il s'agit de la participation régionale à des actions de SYNERGILE (Observatoire du climat et le réseau bâtiment durable.

SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE ORGANISMES PUBLICS : 43598

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	10 000 €

Les crédits de paiement doivent permettre d'accompagner les premières actions des organismes publics en faveur de la protection de la biodiversité. Il s'agira notamment des travaux liés à la mise à jour de l'atlas des paysages.

SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE ORGANISMES PUBLICS : 43592

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit de soutenir le programme d'actions en faveur de l'économie circulaire qui sera porté par les organismes publics.

APPEL A PROJETS « UN ECOPROJET POUR MA GUADELOUPE » : 38605

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657381	
AE	CP 2025
	2 400 €

Les crédits de paiement permettront de solder les dossiers des lauréats de l'appel à projets édition 2023.

APPEL A PROJETS « UN ECOPROJET POUR MA GUADELOUPE » : 38604

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 657381	
AE	CP 2025
	8 100 €

Les crédits de paiement permettront de solder les dossiers des lauréats de l'appel à projets édition 2023.

SUBVENTIONS ACCORDEES ASSOCIATIONS – PLANIFICATION ECOLOGIQUE : 43573

CHAPITRE : 937 Fonction : 71 Nature : 65748	
AE	CP 2020
	20 000 €

Dans le cadre de la définition de la stratégie régionale face au réchauffement climatique, la collectivité régionale souhaite confier à Synergiles la réalisation de l'inventaire des gaz à effet de serre de la Guadeloupe, en mettant particulièrement l'accent sur le volet LITGATE (Utilisation des

terres, changement d'affectation des terres et foresterie) qui permet de rapporter les réservoirs de CO2 du territoire et d'en mesurer la préservation optimale.

APPEL A PROJETS « UN ECOPROJET POUR MA GUADELOUPE » : 38427

CHAPITRE : 937	
Fonction : 71	
Nature : 65748	
AE	CP 2025
	8 265 €

Solde des opérations de l'appel à projets « un écoprojet pour ma Guadeloupe » pour l'année 2025, portées par les associations.

SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE ORGANISMES PRIVES : 43599

CHAPITRE : 937	
Fonction : 71	
Nature : 65748	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit d'accompagner les premières actions des organismes privés en faveur de la protection de la biodiversité et hors périmètre de l'appel à projets « Mon éco-projet ».

ANIMATION – ACTIONS DE REDUCTION DES DECHETS : 44761

CHAPITRE : 937	
Fonction : 7211	
Nature : 6042	
AE 2025	CP 2025
500 000 €	10 000 €

Il s'agit d'accompagner les actions des acteurs en faveur de la prévention et de la réduction des déchets.

ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES : 44762

CHAPITRE : 937	
Fonction : 7211	
Nature : 6042	
AE 2025	CP 2025
500 000 €	5 000 €

Une nouvelle autorisation d'engagement est inscrite en 2025 au titre du financement des actions de la région relevant de l'économie circulaire. Les crédits de paiement en 2025 permettront à la région de financer les actions de prévention de réduction des déchets, inscrites dans le cadre de la semaine européenne de réduction des déchets (SERD).

ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES : 44767

CHAPITRE : 937	
Fonction : 7211	
Nature : 6042	
AE 2025	CP 2025
400 000 €	10 000 €

Cette nouvelle autorisation d'engagement doit permettre à la région de financer les actions de prévention face aux risques naturels et au changement climatique. Les crédits de paiement en 2025 sont prévus pour le démarrage de l'opération « man coco » à destination des lycées.

ETUDES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE : 44768

CHAPITRE : 937 Fonction : 7211 Nature : 617	
AE 2025	CP 2025
400 000 €	

Cette ligne doit permettre à la région de réaliser des études nécessaires à la bonne compréhension et prise en compte des enjeux liés au changement climatique.

SUBVENTION POUR OBSERVATOIRE DES DECHETS : 38576

CHAPITRE : 937 Fonction : 7211 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	58 863 €

Il s'agira de verser l'acompte n°2 à Synergile pour l'animation de l'observatoire des déchets.

SUBVENTIONS COLLECTIVITES ENLEVEMENT SARGASSES : 38431

CHAPITRE : 937 Fonction : 7212 Nature : 657348	
AE	CP 2025
	30 000 €

Il s'agit de solder des subventions allouées aux communes pour le ramassage des algues sargasses.

AAP BIODECHETS : 44763

CHAPITRE : 937 Fonction : 7213 Nature : 617	
AE 2025	CP 2025
500 000€	

Cette autorisation d'engagement sur les actions en faveur de l'économie circulaire doit permettre de financer la réalisation des appels à projets en faveur des biodéchets.

ACTIONS DE COMMUNICATON : 44763

CHAPITRE : 937 Fonction : 7213 Nature : 617	
AE 2025	CP 2025
600 000 €	

Pour réussir la territorialisation du « 0 déchet en 2035 » et ainsi favoriser la prise en compte de cet objectif à tous les échelons, la région inscrit une nouvelle autorisation d'engagement relative à cette stratégie de communication. Cette AE va permettre le lancement du marché de communication correspondant.

SUBVENTIONS POUR COLLECTE DE SARGASSES : 44776

CHAPITRE : 937 Fonction : 7222 Nature : 657348	
AE 2025	CP 2025
300 000 €	20 000 €

Les crédits de paiement de 2025 doivent permettre à la région d'accompagner les collectivités à faire face aux échouages massifs d'algues sargasses sur leur territoire.

ENTRETIEN ET SUIVI BARRAGE DE MOREAU : 44716

Chapitre : 937 Fonction : 731 Nature : 615228	
AE 2025	CP 2025
2 500 000 €	100 000 €

L'enveloppe est dédiée aux dépenses de fonctionnement relatives à la maintenance et l'entretien du barrage de Moreau dans le cadre de son exploitation.

COTISATION GWAD'AIR : 19769

CHAPITRE : 937 Fonction : 74 Nature : 6558	
AE	CP 2025
	20 000 €

Cotisation annuelle à l'association Gwad'air pour l'exercice de ses missions.

ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES : 35862

CHAPITRE : 937 Sous-fonction : 758 Compte nature : 6042	
AE	CP 2025
	8 000 €

Cette mesure permettra de financer le solde des projets de coopération dans le domaine de l'énergie : notamment le projet Transition Énergétique Caraïbes, et l'adhésion de la région Guadeloupe à des organismes de coopération dans les domaines des nouveaux vecteurs énergétiques dont l'hydrogène.

ANIMATION MDE PRIVE, ASSOCIATION

CHAPITRE : 937 Sous-fonction : 758 Compte nature : 65748	
AE	CP 2025
	150 000 €

Cette mesure permet de poursuivre le financement des opérations de mission stratégiques portée par des structures associatives et agissant en faveur de la maîtrise de l'énergie et de la mobilité durable, notamment les mission Guadeloupe mobilité durable, le service public d'amélioration de l'habitat.

CONCOURS DIVERS (COTISATIONS) : 22953

CHAPITRE : 937 Fonction : 76 Nature : 6281	
AE	CP 2025
	10 000 €

Il s'agit de payer la cotisation annuelle 2025 d'une structure à laquelle nous adhérons AMORCE, ainsi que l'adhésion à l'IUCN.

CONTRIBUTION POUR PREFIGURATION DE L'AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE : 44755

CHAPITRE : 937 Fonction : 76 Nature : 6558	
AE	CP 2025
	300 000 €

Les crédits sont destinés à la contribution annuelle de la collectivité régionale à l'agence régionale de des îles de Guadeloupe. Les crédits de paiement seront libérés dans les conditions prévues par les statuts.

EDITION DE DOCUMENTS : 43525

CHAPITRE : 937 Fonction : 78 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	30 000 €

Ces crédits sont destinés à l'édition du plan de paysage routier.

SEMINAIRE ET FORMATION : 44757

CHAPITRE : 937 Fonction : 78 Nature : 6042	
AE	CP 2025
	10 000 €

Ces crédits vont permettre le financement d'actions d'information auprès des agents de la collectivité régionale et des entreprises en charge de travaux d'espaces verts.

ACQUISITION DE PETITS MATERIELS : 43526

CHAPITRE : 937 Fonction : 78 Nature : 605	
AE	CP 2025
	30 000 €

Ces crédits sont destinés à l'acquisition de petits matériels nécessaires à l'activité de conception de projets d'aménagement paysager.

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS HORS ROUTES : 44758

CHAPITRE : 937 Fonction : 78 Nature : 61521	
AE	CP 2025
2 000 000 €	80 000 €

Ces crédits vont permettre le financement des opérations d'entretien en dehors des routes

CURAGE DES RAVINES ET CANAUX : 33294

Chapitre : 937 Fonction : 78 Nature : 615232	
AE	CP 2025
	112 437 €

L'enveloppe permettra le règlement de reliquats de factures.

SOUTIEN AUX DEMARCHES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE : 39686

CHAPITRE : 937 Fonction : 78 Nature : 617	
AE	CP 2025
	15 000 €

Les crédits de paiement sont destinés à solder une opération de l'ONF portant sur la réserve biologique dirigée du Nord Grande-Terre.

SOUTIEN AUX DEMARCHES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE : 39899

CHAPITRE : 937 Fonction : 78 Nature : 657348	
AE	CP 2025
	3 150 €

Il s'agit de solder une ancienne opération de lutte contre le gaspillage alimentaire.

AIDE A L'AMELIORATION DU CADRE DE VIE : ORGANISMES PUBLICS : 38472

CHAPITRE : 937 Fonction : 78 Nature : 657382	
AE	CP 2025
	22 000 €

Il s'agira de solder des opérations (la planète revisitée notamment) de 2024.

SOUTIEN AUX DEMARCHES TERRITORIALES DE DEVELOPPEMENT DURABLE : 42324

CHAPITRE : 937 Fonction : 78 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	38 800 €

Il s'agit de continuer l'accompagnement du développement de l'écologie industrielle territoriale et quelques projets de valorisation.

AIDE A L'AMELIORATION DU CADRE DE VIE : ORGANISMES PRIVES : 38473

CHAPITRE : 937 Fonction : 78 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	32 000 €

Cette ligne permet d'accompagner les associations pour les actions d'améliorations du cadre de vie, ou encore les actions d'éducation au développement durable, hors l'appel à projets.

SUBVENTION POUR LES ACTIONS DE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS – ASSOCIATIONS : 38634

CHAPITRE : 937 Fonction : 78 Nature : 65748	
AE	CP 2025
	109 279 €

Les crédits de paiements sont destinés à solder la participation régionale aux opérations de la CERC et de l'AFPS pour la réalisation du colloque international réalisé en Guadeloupe en novembre 2023.

FONCTION 8 – TRANSPORTS

FONCTION 8 – CHAPITRE 938 – TRANSPORTS

ASSISTANCE TECHNIQUE TRANSPORTS SCOLAIRES : 43630

CHAPITRE : 938	
Fonction : 81	
Nature : 6042	
AE	CP 2025
	240 000 €

Cette mesure finance les opérations d'ingénierie nécessaires à la mise en place, et le renouvellement des lignes de transport scolaire interurbain opérées par le conseil régional de Guadeloupe

FINANCEMENT DU TRANSPORT SCOLAIRE : 35882

CHAPITRE : 938	
Fonction : 81	
Nature : 6042	
AE	CP 2024
	3 025 000 €

Le transport scolaire joue un rôle déterminant dans le bon fonctionnement du service public, et surtout, contribue à maintenir un accès égalitaire à l'enseignement des élèves vivant aussi bien dans les territoires urbains que ruraux. En 2025, la région maintiendra ses 101 marchés publics, chacun représentant un circuit desservant un établissement scolaire.

COMPENSATION TRANSPORT SCOLAIRE : 43544

CHAPITRE : 938	
Fonction : 81	
Nature : 6558	
AE	CP 2024
	2 735 000 €

Cette ligne et les crédits affectés ont vocations à procéder au paiement du service public de transport scolaire urbain opéré par les EPCI de Guadeloupe.

CONTRIBUTION FINANCIERE TRANSPORT SCOLAIRE : 43545

CHAPITRE : 938	
Fonction : 81	
Nature : 6568	
AE	CP 2024
	350 000 €

Cette ligne et les crédits affectés ont vocations à procéder au paiement de la compensation annuelle de transport scolaire relative au service opéré par les autorités organisatrices de la mobilité de second rang.

SUBVENTIONS POUR LE TRANSPORT INTERURBAIN : 35973

CHAPITRE : 938	
Fonction : 821	
Nature : 6042	
AE	CP 2024
	3 213 000 €

Lancée en novembre 2022, les délégataires de service public continuent d'offrir aux usagers un service de transport régulier par car sur les grandes lignes, avec potentiellement des ajustements à venir, comme l'autorisent les conventions respectives (clause de revoyure). Il est question de

compenser l'exploitation des services de transport collectif non urbains à partir de lignes circonscrites par zone géographique – 4 lots (Nord Grande-Terre / Nord Basse-Terre / Côte sous le vent / Sud Basse-Terre) et permettre à la population de se déplacer sur le territoire.

ACTIONS DE COMMUNICATION TRANSPORT : 44832

CHAPITRE : 938 Fonction : 821 Nature : 6042	
AE 2025	CP 2025
400 000 €	

Cette nouvelle AE remplace progressivement l'AP 2012 afin de permettre l'engagement d'opération communication liées à la mobilité durable. Notamment « la Semaine européenne de la mobilité », « le mois de Mai à Vélo », permettre des Partenariats et le soutien aux événements du territoire.

ACHAT DE PRESTATIONS POUR LE TRANSPORT INTERURBAIN : 43546

CHAPITRE : 938 Fonction : 821 Nature : 6042	
AE	CP 2024
	100 000 €

Cette ligne et les crédits affectés ont vocations à absorber l'ensemble des prestations nécessaires à la bonne exécution des services entrant dans le champ des délégations de service public.

ETUDES ET AMO TRANSPORT : 44826

CHAPITRE : 938 Fonction : 821 Nature : 617	
AE	CP 2025
550 000 €	

Cette nouvelle AE est proposée pour remplacer l'AE 2019-2, afin de financer les actions stratégiques liées à la préparation et au suivi des Délégations de Service Public (DSP) ainsi qu'aux marchés structurants dans les domaines du transport scolaire et des services maritimes et aériens.

COTISATIONS, ADHESIONS ET AUTRES PRESTATIONS (POUR LE COMPTE DE TIERS) : 38414

CHAPITRE : 938 Fonction : 821 Nature : 65132	
AE	CP 2024
	148 510 €

Cette mesure finance les adhésions et les cotisations de la région Guadeloupe auprès d'organisme dans le secteur du transport, notamment le SMT, Agir Transport etc.

FONCTIONNEMENT BUS DES MERS : 37296

CHAPITRE : 938 Fonction : 821 Nature : 657358	
AE	CP 2024
	100 000 €

Cette mesure permet de maintenir en état de marche les deux navires

WAPAYOU et QUYYA.
Acusé de réception en préfecture
971-239710015-20250411-25-9-AU
Date de télétransmission : 11/04/2025
Date de réception préfecture : 11/04/2025

DISPOSITIF TRANSPORT A LA DEMANDE : 43541

CHAPITRE : 938 Fonction : 821 Nature : 65742	
AE	CP 2024
	130 000 €

Cette mesure finance le service de transport à la demande interurbain opéré par la collectivité régionale.

ENTRETIEN ET REPARATIONS DES ROUTES NATIONALES : 34520

CHAPITRE : 938 Sous-fonction : 822 Compte nature : 61523	
AE	CP 2025
	25 000 €

Ces crédits sont nécessaires à l'entretien et à l'exploitation du réseau routier national.

PRESTATIONS DE SERVICE : 20263

CHAPITRE : 938 Sous-fonction : 822 Compte nature : 6042	
AE	CP 2025
	50 000 €

Ces crédits concernent tous types de prestations de service réalisées dans le cadre de l'entretien et l'exploitation du réseau routier national.

SUBVENTION DESENCLAVEMENT MARITIME : 43539

CHAPITRE : 938 Sous-fonction : 824 Compte nature : 657358	
AE	CP 2024
	2 500 000 €

Cette mesure finance le dispositif d'aide au désenclavement des îles du sud, qui se traduit par l'octroi d'une réduction du prix du billet au bénéfice des usagers.

ENTRETIEN ET REPARATION DES VOIRIES : 38440

CHAPITRE : 938 Fonction : 842 Nature : 615231	
AE 2025	CP 2025
2 000 000 €	600 000 €

Ces crédits vont permettre le financement des opérations d'entretien des dépendances routières et des giratoires notamment dans le cadre de chantiers d'insertion cofinancés par le FSE.

CONTENTIEUX ETAT : 34521

CHAPITRE : 938 Sous-fonction : 842 Compte nature : 615231	
AE	CP 2025
	400 000 €

Il s'agit de provisionner les crédits en vue du remboursement des sommes réclamées par l'État pour des prestations réalisées pour le compte de la région.

**ENTRETIEN DES ECHANGEURS ET ABORDS DU RESEAU ROUTIER
PROGRAMME 2021-2026 : 39785**

CHAPITRE : 938 Sous-fonction : 842 Compte nature : 615231	
AE 2025	CP 2025
5 000 000 €	1 223 698 €

Il s'agit de mettre en œuvre le programme d'entretien des échangeurs et des accotements (fauchage, élagage, curage), de balayage, d'hydro curage, de nettoyage des glissières et des panneaux entre les années 2021 et 2026.

PARTICIPATION AU SYNDICAT DES ROUTES DE GUADELOUPE : 23163

CHAPITRE : 938 Sous-fonction : 842 Compte nature : 6561	
	CP 2025
	1 650 000 €

Il s'agit de la participation au budget de fonctionnement pour notamment les dépenses courantes du syndicat mixte de gestion, d'entretien et d'exploitation des routes de Guadeloupe.

PARTICIPATION SYNDICAT ROUTES DE GUADELOUPE - TRAITEMENTS ET SALAIRES : 24363

CHAPITRE : 938 Sous-fonction : 842 Compte nature : 6561	
AE	CP 2025
	11 180 510 €

Il s'agit de la participation au budget de fonctionnement pour notamment le versement des salaires des agents du syndicat mixte de gestion, d'entretien et d'exploitation des routes de Guadeloupe.

MASSE SALARIALE DES OPA : 31837

CHAPITRE : 938 Sous-fonction : 842 Compte nature : 6561	
AE	CP 2025
	500 000 €

Il s'agit de verser la contribution de la collectivité régionale suite au transfert des agents du parc de la DDE.

INDEMNISATION VICTIMES DE NUISANCES : 35961

CHAPITRE : 938 Sous-fonction : 842 Compte nature : 65888	
AE	CP 2025
	30 000 €

Ces crédits sont nécessaires à l'indemnisation des victimes de nuisances dans le cadre des travaux préparatoires aux travaux routiers : indemnisation pour perte de cultures, par exemple.

PROGRAMME DE PREVENTION ET DE SECURITE ROUTIERE : 19960

CHAPITRE : 938 Sous-fonction : 849 Compte nature : 611	
AE	CP 2025
	10 000 €

Ces crédits participent au financement d'opérations directement commandées par la région dans le domaine de la sécurité routière, notamment durant des grandes manifestations comme le tour cycliste de la Guadeloupe.

PROGRAMME DE SECURITE ROUTIERE : 14368

CHAPITRE : 938 Sous-fonction : 849 Compte nature : 6574	
AE	CP 2025
	30 000 €

Il s'agit de subventionner les associations qui interviennent dans le domaine de la sécurité routière.

ENTRETIEN DE LA GARE ROUTIERE DE BERGEVIN : 43542

CHAPITRE : 938 Fonction : 851 Nature : 615228	
AE	CP 2025
	64 000 €

Cette mesure finance l'entretien de la gare routière régionale de Bergevin.

MAINTENANCE SYSTEME BILLETIQUE : 43543

CHAPITRE : 938 Fonction : 851 Nature : 6156	
AE	CP 2025
	69 000 €

Cette mesure finance les opérations en cours relatives à la mise en œuvre d'un système billettique dans le transport interurbain de Guadeloupe.

94 - SERVICES COMMUNS NON VENTILES

94 - SERVICES COMMUNS NON VENTILES – CHAPITRE 944 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT GROUPES D'ELUS

FRAIS DE PERSONNEL GROUPE D'ELUS : 20184

CHAPITRE : 944 Fonction : 01 Nature : 65861	
AE	CP 2025
	17 700€

Rémunération du personnel des groupes d'élus.

SUPPLEMENT FAMILIAL DU PERSONNEL GROUPE D'ELUS : 41075

CHAPITRE : 944 Fonction : 01 Nature : 64112	
AE	CP 2025
	234 €

Rémunération du personnel des groupes d'élus.

COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES GROUPE ELUS : 41076

CHAPITRE : 944 Fonction : 01 Nature : 6453	
AE	CP 2025
	1 192 €

Cotisation aux caisses de retraite du personnel des groupes d'élus.

COTISATIONS VERSEMENT DE TRANSPORT GROUPE ELUS : 41077

CHAPITRE : 944 Fonction : 01 Nature : 6331	
AE	CP 2025
	100 €

Cotisation aux caisses de retraite du personnel des groupes d'élus.

COTISATIONS CNFPT GROUPE ELUS : 41078

CHAPITRE : 944 Fonction : 01 Nature : 6336	
AE	CP 2025
	150 €

Cotisation aux caisses de retraite du personnel des groupes d'élus.

COTISATIONS A L'URSSAF GROUPE ELUS : 41079

CHAPITRE : 944 Fonction : 01 Nature : 6451	
AE	CP 2025
	4 738 €

Cotisation URSSAF du personnel des groupes d'élus.